A close-up photograph of a woman with dark skin and a black headwrap, smiling broadly. Another person's hand, also wearing a black headwrap, is applying blue paint to her cheek with a small brush. The background is a textured blue wall.

RAPPORT DATA 2015

DONNER LA PRIORITÉ AUX PLUS PAUVRES

ONE

Photo de couverture : Dieynaba Sidibe, plus connue sous le nom de Zeinixx, est la première femme artiste graffeuse au Sénégal. Sur cette photo, elle se fait peindre le visage par un collègue artiste, à l'occasion de Festigraff, le festival du graffiti du Sénégal. Son travail porte sur les femmes, thème retenu pour la campagne 2015 de ONE « La pauvreté est sexiste » qui met en lumière l'importance des filles et des femmes dans la lutte contre l'extrême pauvreté. Comme elle l'explique : « La société a assigné une place aux femmes, et celles qui veulent en sortir ont la vie dure. » Le rapport DATA 2015 analyse les chiffres du financement des pays les plus pauvres : là où les filles et les femmes sont les plus pénalisées.

SOMMAIRE

02 → **Remerciements**

03 → **Abréviations et glossaire**

05 → **Vers un Pacte de redevabilité mutuelle**

Section 1

1 21 → **Aide publique au développement**

Section 2

2 35 → **Mobilisation et affectation des ressources domestiques**

Section 3

3 45 → **Profils des pays**

Pays du G7

46 Allemagne

49 Canada

52 États-Unis

55 France

58 Italie

61 Japon

64 Royaume-Uni

67 UE/Institutions européennes

Pays africains

76 Nigeria

80 Tanzanie

Section 4

4 85 → **Feuille de route pour la réussite**

Section 5

5 93 → **Conclusions et recommandations**

97 → **Méthodologie**

115 → **Tableaux de référence**

122 → **Notes**

REMERCIEMENTS

ONE souhaite remercier les membres de son conseil d'administration et ses soutiens de confiance : Bono, Joshua Bolten, Howard G. Buffett, Susan A. Buffett, Joe Cerrell, John Doerr, Jamie Drummond, Michael Elliott, Tom Freston, Helene D. Gayle, Morton H. Halperin, Dr Mo Ibrahim, Dr Ngozi Okonjo-Iweala, Ronald O. Perelman, Sheryl Sandberg, Kevin Sheekey, Bobby Shriver, Lawrence Summers et Mark Suzman, ainsi que les membres du conseil consultatif sur les politiques africaines de ONE : Melvin Ayogu, Amadou Mahtar Ba, Owen Barder, David Barnard, Erik Charas, Romy Chevallier, Paul Collier, Nic Dawes, Zohra Dawood, Eleni Z. Gabre-Madhin, Neville Gabriel, John Githongo, Angélique Kidjo, Warren Krafchik, Acha Leke, Xiaoyun Li, Jon Lomøy, Bunmi Makinwa, Susan Mashibe, Richard Mkandawire, l'archevêque Njongonkulu Ndugane, Ory Okolloh, Arunma Oteh, Rakesh R. Rajani, Mandla Sibeko, John Ulanga et Russell Wildeman. ONE est également reconnaissant envers son ami et conseiller Bob Geldof ainsi que son éminent parrain international, l'archevêque Desmond Tutu, pour leur aide et leurs conseils.

Catherine Blampied, Sara Harcourt, Isabelle de Lichtervelde et Eloise Todd étaient en charge de l'analyse des données et ont assuré la rédaction du rapport. David McNair, Joseph Kraus, Theo Chiviru et Ruba Ishak ont contribué aux analyses et à la rédaction. La production du rapport a été supervisée par Miriam Schmidt. Nous saluons aussi l'excellent travail de notre fidèle réviseur, David Wilson.

La conception et la direction artistique de ce rapport ont été confiées aux talents de Christopher Mattox, de Whitespace, avec le soutien de Barney Haward, de The Alpine Room. Le design français a été réalisé par Yvan Dagenais.

Les collègues suivants ont contribué à la production de ce rapport : Valentina Barbagallo, Meagan Bond, Emily Decamillis, Tamira Gunzburg, Tom Hart, Erin Hohlfelder, Andreas Hübers, Emily Huie, Tobias Kahler, Cornelia Lluberes, Adrian Lovett, Jaswanth Madhavan, Kedar Mankad, Sipho Moyo, Elisa Narminio, Franziska Perlick, Friederike Röder, Clémence Malaret, Lorriann Robinson, Kerezhi Sebany, Diane Sheard et Emily Wigans.

Les statisticiens de la direction de la coopération pour le développement de l'OCDE ont fourni les données qui ont permis la production de ce rapport. Peter Edward (Université de Newcastle) a réalisé une remarquable analyse de la pauvreté. Nous avons eu la chance de recevoir des commentaires et remarques sur les versions préliminaires de ce rapport de la part de nos nombreux partenaires des ONG, des ministères et des administrations, qui nous ont permis d'améliorer le contenu de notre rapport. Nous sommes ravis de pouvoir compter sur ce groupe de partenaires et acteurs. Les éventuelles erreurs relèvent toutefois de notre entière responsabilité. Nous remercions de tout cœur les nombreux amis et collègues de ONE pour leurs conseils, tant pour ce

rapport que pour toutes nos activités. Un merci tout particulier à Judith Randel (Development Initiatives), John McArthur et Homi Kharas (Brookings Institution), Gargee Ghosh (Bill & Melinda Gates Foundation), Marcus Manuel (ODI), Brendan O'Donnell et Robert Palmer (Global Witness), Rupert Simons (Publish What You Fund), Alex Evans (NYU Center on International Cooperation), Joe Powell (Open Government Partnership), Gavin Hayman (Open Contracting), Kevin Bohrer (Hewlett Foundation), et Mark De La Iglesia (Open Society Foundations) ainsi qu'à Martin Tisne, Laura Bacon et Andrew Clarke (Omidyar).

Aux millions de personnes qui travaillent et militent inlassablement pour mettre fin à l'extrême pauvreté, merci. Votre persévérance et votre engagement sont une véritable source d'inspiration.

ERREURS ET OMISSIONS

Ce rapport a été revu pour la dernière le 8 Juin 2015. Les informations qu'il contient étaient, à notre connaissance, correctes à ce jour. Toutefois, suite à des événements intervenus après cette date, certaines des informations contenues dans ce rapport sont susceptibles de ne plus être à jour.

ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE

ADPIC : Accords internationaux sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

APD : Aide publique au développement

ASS : Afrique subsaharienne

BEI : Banque européenne d'investissement

BEPS : Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting), projet de l'OCDE commandité par le G20

CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE

Conférence d'Addis-Abeba : Troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui aura lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 13 au 16 juillet 2015

EAI : Echange automatique des informations fiscales

EPT : Éducation pour tous

EUR : Euro (€)

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FdD : Financement du développement

FMI : Fonds monétaire international

GrIP : Modèle Croissance, Inégalité et Pauvreté (Growth, Inequality and Poverty model)

IBP : Partenariat budgétaire international (International Budget Partnership)

IDÉ : Investissements directs étrangers

IDM : Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale)

IITA : Initiative internationale pour la transparence de l'aide

ITIE : Initiative pour la transparence dans les industries extractives

MRI : Mobilisation des ressources intérieures

NEITI : Initiative pour la transparence des industries extractives au Nigeria (Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative)

Objectifs mondiaux : Les Objectifs de développement durable, qui remplaceront les Objectifs du Millénaire pour le développement

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ODD : Objectifs de développement durable

OIT : Organisation internationale du travail

OMD : Objectifs du Millénaire pour le développement

OMS : Organisation mondiale de la santé

Partenaires du développement : Pays donateurs et donateurs privés

PCI : Programme de comparaison internationale

PDDAA : Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine du NEPAD

PEID : Petit État insulaire en développement

PEPFAR : Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida (President's Emergency Plan for AIDS Relief), États-Unis

PFR : Pays à faible revenu

PHR : Pays à haut revenu

PIB : Produit intérieur brut

PMA : Pays les moins avancés

PME : Partenariat mondial pour l'éducation

PPA : Parité de pouvoir d'achat

PPP : Partenariat public-privé

PPTÉ : Pays pauvres très endettés

PRI : Pays à revenu intermédiaire

PRITI : Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

PRITS : Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

ReSAKSS : Système d'analyse de la stratégie régionale et d'appui à la connaissance (Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System)

RNB : Revenu national brut

SNPC : Système de notification des pays créanciers

TRACK : En vertu des principes TRACK, les engagements doivent être Transparents, axés sur les Résultats, Additionnels, sans ambiguïté sur les Conditions posées et, respectés (Kept en anglais)

UE : Union européenne «UE» fait référence aux institutions et aux États membres de l'UE. En termes de suivi de l'APD, il est donc à la fois question de l'APD des 28 États membres ainsi que des ressources propres des institutions en matière d'APD (comme les prêts de la Banque

européenne d'Investissement), qui ne relèvent pas des États membres

Institutions de l'UE : Les institutions qui dirigent l'UE. « L'aide des institutions de l'UE » fait référence à l'APD gérée par les institutions de l'UE pour le compte de l'UE. Il s'agit de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui gèrent l'APD au titre du budget de l'UE, du Fonds européen de développement et de la Banque européenne d'investissement (BEI)

UE : Union européenne

UE-15 : L'Europe des quinze : les États membres de l'Union européenne avant l'adhésion de 10 nouveaux pays candidats le 1er mai 2004. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède

UE-19 : Les 19 membres de l'UE actuellement membres du CAD : l'UE-15 plus la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovaquie

UE-28 : Les 28 actuels États membres de l'UE : l'UE-19 plus la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte et la Roumanie

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

WASH : Eau, hygiène et assainissement (Water, sanitation and hygiene)



VERS UN PACTE DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

INTRODUCTION

L'année 2015 marquera le cours de l'histoire. Le mois de septembre verra le lancement d'une nouvelle série d'Objectifs mondiaux. Les Objectifs de développement durable définiront la marche à suivre pour parvenir à un monde plus juste et plus prospère et mettre fin à l'extrême pauvreté. Mais à eux seuls, ces objectifs ne suffiront pas : ils devront être assortis d'un plan d'action précis, de financements adéquats et d'une forte volonté politique.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés en 2000, arrivent à échéance cette année. Ils ont permis plusieurs grandes avancées, notamment une réduction massive de la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté. Toutefois, certains objectifs n'ont pas été atteints et trop d'habitants de la planète sont restés sur la touche.

Cette année, nous devons donc concentrer tous nos efforts sur les plus démunis. Les Objectifs mondiaux qui succéderont aux OMD ne devront négliger personne, pas même la jeune fille la plus vulnérable.

Les décisions prises cet été influenceront le cours des années à venir. Au début du mois de juin, les représentants de sept pays parmi les plus grandes puissances économiques du monde se réuniront au château d'Elmau, en Allemagne, à l'occasion du sommet du G7. Juste après, les dirigeants africains se retrouveront à Johannesburg pour le 25^e sommet de l'Union africaine (UA). La priorité donnée cette année par l'UA à l'autonomisation des femmes reconnaît le rôle moteur joué par les femmes dans le développement. Si nous voulons « ne laisser personne sur la touche » au cours des quinze prochaines années,

les femmes et les filles doivent être au centre des objectifs de développement et du plan de financement les accompagnant.

À la fin du mois de juillet, les gouvernements participeront à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cet événement, qui définira le calendrier et les moyens financiers nécessaires pour atteindre l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030, sera crucial. Les dirigeants, la société civile et le secteur privé devront tous assumer leur rôle et mobiliser davantage de ressources en faveur du développement, combattre les flux financiers illicites qui privent les pays de précieuses ressources pour le développement, et assurer la transparence et la redevabilité de tous les flux financiers pour permettre

2015



le suivi des dépenses et des résultats. Nous devons aussi réaliser d'importants investissements dans la collecte de données pour comprendre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et suivre l'impact des investissements. Le monde a besoin d'un nouvel accord mondial pour financer l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté en donnant la priorité à ceux qui en ont le plus besoin : les plus démunis, en particulier les femmes et les filles, et les pays les plus pauvres. L'Accord d'Addis-Abeba doit clairement se démarquer des trop nombreux communiqués internationaux, parfois superflus en l'absence d'une mise en œuvre réussie, dont nous avons été inondés jusqu'ici.

Depuis 2006, le rapport DATA suit l'évolution de l'aide au développement et rappelle aux dirigeants du monde leurs engagements en faveur des populations les plus pauvres : il effectue un suivi des engagements historiques pris par le G7 à Gleneagles et de la promesse faite par l'Union européenne (UE) d'allouer 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD). Plus récemment, il invite les dirigeants africains à rendre des comptes sur leurs propres objectifs en matière de dépenses publiques. Cette année, le rapport DATA se consacre aux prochaines étapes et propose des engagements clés qui, s'ils sont adoptés à Addis-Abeba, pourront changer la donne pour les populations les plus vulnérables, en particulier celles des pays les plus pauvres au monde : les pays les moins avancés (PMA). La Conférence d'Addis-Abeba, en juillet 2015, doit être l'occasion pour la communauté internationale d'adopter un Pacte de redevabilité mutuelle visant à répondre aux besoins les plus élémentaires des plus démunis et obligeant les Etats donateurs comme les pays en développement

à rendre des comptes sur leurs engagements. Ce Pacte exigera une plus grande mobilisation des ressources internationales et domestiques ; chaque acteur devra donc encore revoir ses ambitions à la hausse.

Les composantes clés de ce Pacte de redevabilité mutuelle sont les suivantes :

(1) un niveau minimal de dépenses publiques affectées au financement de services essentiels comme les soins de santé primaires, l'éducation et la protection sociale ; ce niveau minimal de dépenses sera assuré grâce à (2) une augmentation des recettes publiques domestiques ; (3) une augmentation de l'APD, en particulier en direction de l'Afrique subsaharienne et des PMA ; (4) des investissements spécifiques dans l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les technologies, afin de promouvoir une croissance et un développement durables et inclusifs ; et (5) une révolution des données qui contribuera à la mise en place d'un cadre de redevabilité précis pour garantir le suivi des engagements. Ces cinq recommandations clés, présentées ci-dessous, sont examinées de manière plus détaillée dans le rapport.

Au-delà de ces recommandations, toutes les autres formes de financement susceptibles de contribuer au développement devront être incluses dans l'Accord d'Addis-Abeba. Les investissements privés, les financements innovants, les transferts de fonds des migrants, le financement de la lutte contre le changement climatique et d'autres mécanismes sont autant d'éléments qui peuvent jouer un rôle essentiel dans le développement. Même si ces aspects ne sont pas couverts par le présent rapport, ONE soutient l'adoption d'engagements concrets dans ces domaines.

ONE préconise l'adoption, par la communauté internationale, d'un nouveau Pacte afin de financer la fin de l'extrême pauvreté. Ce Pacte devrait cibler ceux qui ont en le plus besoin, à savoir les populations les plus pauvres dans les pays les plus pauvres, en particulier les femmes et les filles.

CINQ OBJECTIFS PRIORITAIRES POUR ADDIS-ABEBA : LES COMPOSANTES CLÉS D'UN PACTE DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

- 1. DÉFINIR UN NIVEAU MINIMUM DE DÉPENSES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS**
Les gouvernements doivent s'entendre sur un niveau minimum de dépenses par habitant à l'horizon 2020, afin de fournir à leurs citoyens un ensemble de services essentiels. Ces services incluent l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, y compris pour les habitants les plus pauvres et les plus marginalisés, en donnant la priorité aux femmes et aux filles.
- 2. AUGMENTER LES RECETTES FISCALES, LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES**
Les gouvernements doivent augmenter leurs revenus domestiques en mettant en œuvre des politiques fiscales justes et progressives, mais aussi en luttant contre la corruption et en endiguant les flux financiers illicites. Ils devront fixer, lors de la Conférence d'Addis-Abeba, un objectif en termes de ratio de recettes fiscales par rapport à leur PIB. D'ici à 2020, ils devront avoir atteint 50 % de cet objectif.
- 3. ALLOUER 0,7 % DE LA RICHESSE NATIONALE À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET AFFECTER AU MOINS 50 % DE CETTE AIDE AUX PMA**
Les pays membres du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE doivent fixer dès maintenant des échéances pour atteindre l'objectif des 0,7 % à l'horizon 2020¹. Dans le même délai, l'ensemble des partenaires du développement doivent flécher 50 % de leur aide vers les pays les moins avancés (PMA) et appliquer les Principes d'efficacité du développement déjà adoptés au niveau international.
- 4. STIMULER LA CROISSANCE INCLUSIVE GRÂCE À L'AGRICULTURE, AUX INFRASTRUCTURES, À L'ÉNERGIE ET AU COMMERCE**
Afin d'engendrer une croissance inclusive qui bénéficie aux plus pauvres, des initiatives doivent être adoptées lors de la Conférence d'Addis-Abeba pour stimuler les capacités productives, en mettant notamment l'accent sur l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les échanges commerciaux.
- 5. GARANTIR LA REDEVABILITÉ GRÂCE À LA RÉVOLUTION DES DONNÉES**
Un nouveau partenariat mondial doit se mettre en place pour améliorer la collecte et l'utilisation des données. Les partenaires du développement devront également rendre régulièrement des comptes sur les décisions prises à Addis-Abeba. Enfin, pour permettre aux citoyens d'effectuer un suivi des engagements financiers, les partenaires devront publier leurs budgets sous la forme de données ouvertes.

ÉLÉMENTS CLÉS DU RAPPORT

1. DÉFINIR UN NIVEAU MINIMUM DE DÉPENSES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS : Les gouvernements doivent s'entendre sur un niveau minimum de dépenses par habitant à l'horizon 2020, afin de fournir à leurs citoyens un ensemble de services essentiels. Ces services incluent l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, y compris pour les habitants les plus pauvres et les plus marginalisés, en donnant la priorité aux femmes et aux filles.

Alors que le monde n'a jamais atteint un tel niveau de richesse, les inégalités ne cessent de s'accroître. Les pays situés dans la tranche inférieure de l'échelle des revenus ont le moins progressé dans la réalisation des principaux objectifs de développement². Sans un effort concerté pour aider les populations des pays les plus pauvres, les inégalités s'aggraveront encore au-delà de 2015.

Les deux tiers des PMA se trouvent en Afrique subsaharienne. Ces pays se caractérisent par des niveaux de pauvreté extrêmes, des ressources intérieures et internationales très faibles et d'importants déficits de financement. **Le taux d'extrême pauvreté combiné pour l'ensemble des PMA est de 43 %, contre 13 % pour les autres pays en développement**³. Les PMA étant généralement des pays plus petits et moins peuplés, ils ne totalisent actuellement que 35 % des populations vivant dans l'extrême pauvreté. Leur part de ce fardeau mondial devrait toutefois atteindre 50 % (sans tenir compte d'éventuels changements dans la liste des PMA) d'ici à 2030⁴. L'illustration 1 montre la part de la population vivant dans la pauvreté dans les PMA et les non-PMA, en présentant le revenu journalier par habitant (de 0,10 à 5 dollars). La majeure partie de la population des PMA

vit nettement en-dessous des seuils de pauvreté de 1,25 et 2 dollars⁵. Cela signifie que l'extrême pauvreté frappe encore plus fortement les PMA que les non-PMA. Alors que les taux de pauvreté devraient diminuer considérablement dans les deux groupes de pays d'ici à 2030, le taux d'extrême pauvreté combiné pour l'ensemble des PMA devrait faire un bond et atteindre 16,4 %, un pourcentage presque cinq fois supérieur à l'estimation pour les autres pays en développement, qui s'élève, lui, à 3,4 %. Selon ces projections, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour sera plus importante en 2030 dans les PMA que dans les non-PMA en 2012.

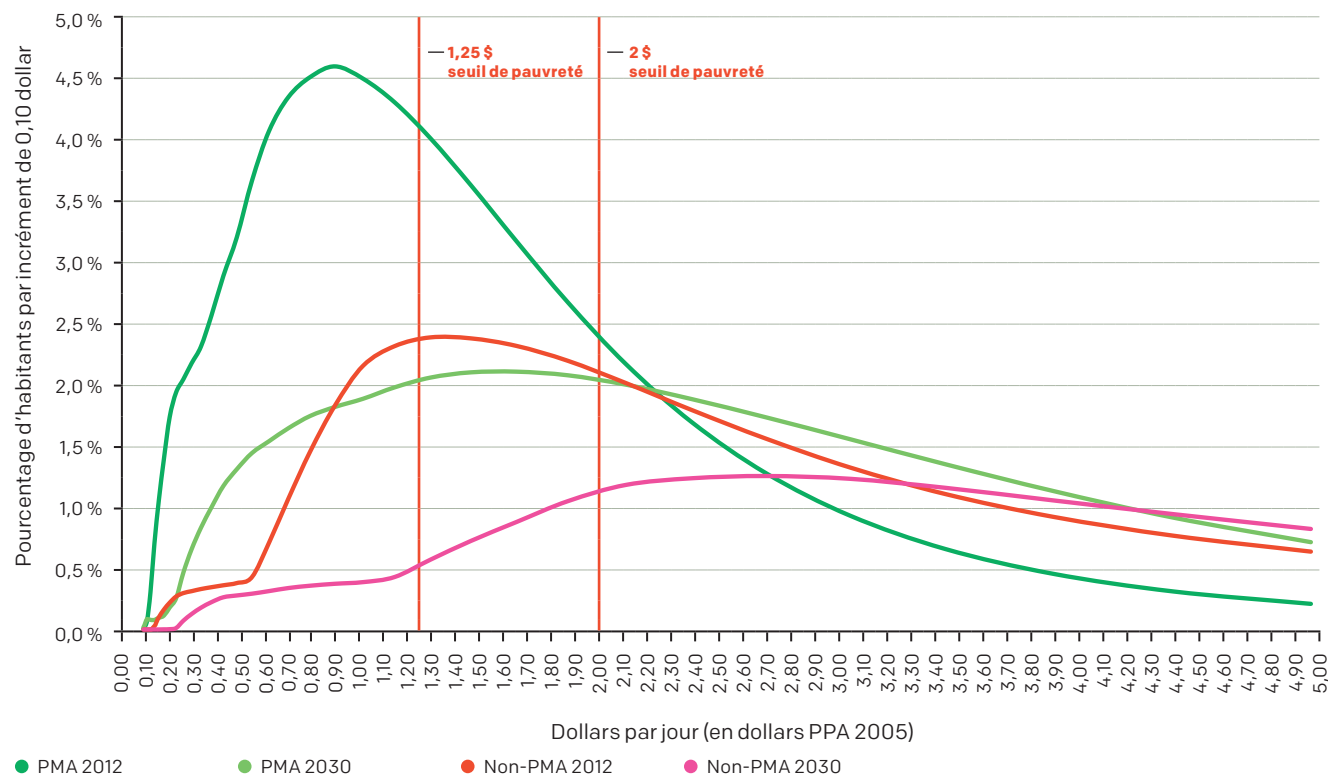
La pauvreté et les inégalités hommes-femmes vont de pair : les femmes et les filles des pays les plus pauvres souffrent d'une double injustice : celle d'être nées dans un pays pauvre et celle d'être de sexe féminin. Pour dire les choses simplement, **la pauvreté est sexiste**. Pratiquement tous les indicateurs mesurables montrent que la vie des femmes et des filles des PMA est nettement plus difficile que celle des hommes en général, mais aussi que celle des femmes et des filles des pays non-PMA⁶. La part des femmes occupant un emploi précaire atteint 86,2 % dans les PMA, soit le

triple de leur part dans les non-PMA. Près de la moitié (45 %) des décès maternels dans le monde concerne les femmes vivant dans les PMA, qui ne représentent pourtant que 13% des femmes au niveau mondial. Dans les PMA, le pourcentage de filles n'ayant pas accès à l'éducation primaire est nettement plus élevé que dans d'autres pays. En Éthiopie par exemple, le nombre de filles non scolarisées en primaire est identique au nombre total de filles de la même tranche d'âge scolarisées au Royaume-Uni⁷. L'éradication de la pauvreté passe donc obligatoirement par une aide au développement axée sur les femmes et les filles. Selon les estimations, fournir aux agricultrices des ressources productives identiques à celles des hommes, comme les semences, permettrait de réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim⁸. Enfin, en investissant des montants supplémentaires, même relativement modestes, dans la santé des femmes et des enfants, on obtiendrait des bénéfices économiques et sociaux neuf fois plus importants qu'en restant au niveau actuel d'investissement⁹.

Pour aider les populations les plus pauvres et les plus marginalisées, où qu'elles vivent, en donnant la priorité

aux femmes et aux filles, les gouvernements doivent affecter un **niveau minimum de dépenses publiques aux services essentiels**, notamment ceux de la santé et de l'éducation. Ils doivent en même temps accroître leurs investissements productifs afin de stimuler la croissance inclusive et l'emploi¹⁰. Plusieurs propositions allant en ce sens ont été présentées en amont de la Conférence d'Addis-Abeba. Homi Kharas et John McArthur, de la Brookings Institution, ont suggéré que les dépenses publiques affectées au financement de services publics de base, comme la santé et l'éducation, devraient atteindre au moins 300 dollars (en parité de pouvoir d'achat - PPA) par habitant et par pays, ou 10 % du RNB (le montant le plus élevé étant retenu)¹¹. L'Overseas Development Institute (ODI) en appelle, quant à lui, à la mise en place d'un nouveau contrat social global couvrant l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et la santé pour tous, ainsi que des transferts monétaires (*cash transfers*) pour éliminer l'extrême pauvreté. L'ODI évalue le coût de cette mesure, en termes nominaux, à environ 200 dollars par habitant et par an dans la plupart des pays à faible revenu (PFR) et des PMA, et à environ 300 dollars dans la plupart des pays à revenu intermédiaire (PRI)¹². Quant à l'organisation

Illustration 1 : Répartition des revenus dans les PMA et les pays non-PMA, 2012 et 2030 (estimations)



Données de P. Edward et A. Sumner, modèle GrIP (Croissance, Inégalité et Pauvreté) et calculs de ONE. Pour en savoir plus sur le modèle GrIP, voir P. Edward et A. Sumner, « New estimates of global poverty and inequality: how much difference do price data make? », http://www.researchgate.net/publication/275251859_New_Estimates_of_Global_Poverty_and_Inequality_How_much_difference_do_price_data_make?showFulltext=1&linkId=55361a120cf20ea35f110292, 2015.

Note : Les PMA sont les pays qui étaient classés dans cette catégorie par l'ONU en avril 2015. Les pays non-PMA incluent tous les autres pays à faible revenu (PFR) et pays à revenu intermédiaire (PRI). Lorsque les données n'étaient pas disponibles sur PovcalNet, d'autres sources ont été utilisées pour assurer une couverture de 98 % des pays concernés. Les projections présentées dans le graphique reposent sur un scénario de croissance « modérée » (hypothèse de maintien des taux moyens de croissance nationale, comme le prévoit le FMI dans ses Perspectives de l'économie mondiale, moins 1 %) et sur l'hypothèse d'une inégalité statique. Le modèle GrIP fait les ajustements entre les pays qui utilisent des enquêtes de revenus et ceux qui utilisent des enquêtes de consommation. L'illustration 1 met en évidence l'augmentation de la part de la population de chaque pays par tranche de 0,10 dollar. L'analyse a été standardisée sur la base de la population totale respective des PMA (respectivement 11,8 % et 15,1 % de la population mondiale en 2012 et en 2030) et des non-PMA (respectivement 69,6 % et 68,5 % de la population mondiale en 2012 et en 2030). Ces données démographiques ne concernent que les pays inclus dans le modèle GrIP et sont donc susceptibles de différer légèrement des chiffres provenant d'autres sources. L'axe vertical indique les deux seuils mondiaux de pauvreté, à savoir 1,25 dollar et 2 dollars, en parité de pouvoir d'achat (PPA) pour 2005, tels qu'utilisés actuellement par la Banque mondiale. Il convient de souligner que la Banque mondiale adaptera ses chiffres relatifs à la pauvreté dans le courant de l'année, en fonction des PPA 2011 les plus récentes, ce qui entraînera une redéfinition des seuils de pauvreté.

Development Initiatives, elle demande que l'aide publique au développement (APD) se concentre sur la réduction de la pauvreté et le bien-être des 20 % des plus pauvres. Elle a évalué à 195 dollars par habitant (en termes nominaux) les financements externes nécessaires pour assurer des services de santé, d'éducation et garantir les transferts monétaires (*cash transfers*) minimums nécessaires pour sortir de l'extrême pauvreté dans les PMA¹³. Enfin, selon l'analyse de ONE, il faudrait consacrer 500 dollars par habitant en PPA, ou 10 % du produit intérieur brut (PIB) (en retenant le montant le plus élevé), pour garantir une prestation de services publics de base adaptée à la situation nationale. Ces objectifs ambitieux seront indispensables pour atteindre les nouveaux Objectifs mondiaux.

La Conférence d'Addis-Abeba doit être, pour la communauté internationale, l'occasion de fixer ces objectifs de dépenses publiques, dans le cadre d'un Pacte de redevabilité mutuelle. Ces objectifs devront être atteints d'ici à 2020, soit cinq ans plus tôt que ne le prévoit l'actuel échéancier des deux premières versions du document final d'Addis-Abeba, le *Zero Draft* de février 2015 et le *Revised Draft* de mai 2015¹⁴. Les gouvernements doivent élaborer, d'ici à fin 2016, des feuilles de route pour financer et fournir ces services essentiels, en concertation avec tous les acteurs clés¹⁵. ONE recommande que la prochaine conférence sur le financement du développement se tienne en 2020 et soit l'occasion de réexaminer ces seuils et, le cas échéant, de les revoir à la hausse.

Tableau 1 : Dépenses publiques pour la consommation individuelle, en dollars et en PPA, 2011

Objectif : \$300			
Pays	PPA actuelle	Écart PPA	Montant supplémentaire nécessaire (millions de \$ en termes nominaux)
Liberia*	6	294	317
Comores*	8	292	62
Haïti*	22	278	1 083
Rép. démocratique du Congo*	31	269	5 212
Guinée*	32	268	313
Niger*	47	253	975
République centrafricaine*	54	246	253
Soudan*	57	243	1 633
Rwanda*	62	238	838
Tanzanie*	63	237	1 994
Éthiopie*	65	235	2 484
Burkina Faso*	69	231	893
Guinée-Bissau*	72	228	48
Madagascar*	73	227	888
Sierra Leone*	74	226	199
Tchad*	75	225	762
Mozambique*	82	218	2 065
Bangladesh*	85	215	4 967
Malawi*	90	210	947
Bolivie	100	200	791
Cameroun	105	195	1 224
Mali*	113	187	604
Burundi*	125	175	201
Togo*	125	175	194
Bénin*	138	162	366
Gambie*	141	159	37
Népal*	143	157	735

Objectif : \$500			
Pays	PPA actuelle	Écart PPA	Montant supplémentaire nécessaire (millions de \$ en termes nominaux)
Sénégal*	162	338	1 276
Côte d'Ivoire	164	336	2 054
Zambie*	170	330	1 365
Djibouti*	206	294	85
Zimbabwe	216	284	924
Ouganda*	256	244	1 476
Pakistan	257	243	6 386
Inde	264	236	54 288
Nigeria	281	219	8 264
RDP Lao*	311	189	91
Honduras	358	142	582
Cambodge*	378	122	195
Ghana	398	102	551
São Tomé-et-Principe*	415	85	2
Yémen*	418	82	303
Nicaragua	428	72	100
Kenya	437	63	596
Lesotho*	462	38	28
Mauritanie*	469	31	21

* PMA

Source : Programme de comparaison internationale, http://siteresources.worldbank.org/ICPEXT/Resources/ICP_2011.html, cycle 2011

Note : Le tableau inclut, dans la première colonne, les 27 PMA et PRI dont les niveaux de dépenses actuels sont inférieurs à l'objectif de 300 dollars en PPA. Il inclut dans la seconde colonne, les 19 PMA, PFR et PRI dont les niveaux de dépenses actuels sont inférieurs à l'objectif de 500 dollars en PPA. Il n'inclut pas les 5 pays dont les dépenses actuelles sont inférieures à 500 dollars en PPA mais dont l'objectif est de 10 % du PIB du fait d'un PIB par habitant supérieur à 5 000 dollars (République du Congo, Suriname, Philippines, Guinée équatoriale, Guatemala) ni les 15 autres pays en développement dont le PIB par habitant est supérieur à 5 000 dollars et qui n'atteignent pas l'objectif de 10 % du PIB (République dominicaine, Swaziland, Belize, El Salvador, Indonésie, Pérou, Paraguay, Fidji, Gabon, Équateur, Colombie, Panama, Venezuela, Anguilla et Taiwan).

Le tableau 1 montre que 27 pays (tous des PMA à l'exception de deux) consacrent actuellement moins de 150 dollars par habitant et par an au financement de ces services de base¹⁶. ONE appelle ce groupe de pays à fixer un objectif intermédiaire de 300 dollars en PPA d'ici à 2020. Selon les données actuelles disponibles, 24 pays (la moitié étant des PMA) dépensent actuellement entre 150 et 500 dollars par an et par habitant. Pour ces pays et tous les autres, ONE propose un objectif de 500 dollars en PPA ou de 10 % du PIB (en retenant le montant le plus élevé) d'ici à 2020. Le tableau 1 ne reprend que les pays ayant pour objectif le seuil de 300 ou de 500 dollars, mais les dépenses publiques de 20 autres pays en développement sont actuellement inférieures à 10 % du PIB, parmi lesquels la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Swaziland. En outre, certains de ces pays

ne distribuent pas équitablement les dépenses, malgré leurs ressources considérables. Ceci montre qu'il ne faudrait pas seulement effectuer un suivi des dépenses par habitant, mais également un suivi des résultats obtenus sur le terrain. **Financer cet ensemble de services essentiels coûtera 152 milliards de dollars supplémentaires pour les 66 pays en développement qui n'atteignent pas encore leurs objectifs. Dans 20 de ces pays en développement (non repris dans le tableau ci-dessous), le PIB par habitant est supérieur à 5 000 dollars en PPA, mais les dépenses sociales ne dépassent pas l'objectif de 10 % du PIB. 37 des pays n'atteignant pas leur objectif de dépenses sont des PMA, et il leur manque 34,5 milliards de dollars pour financer ces services de base.**

2. AUGMENTER LES RECETTES FISCALES, LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES : Les gouvernements doivent augmenter leurs revenus domestiques en mettant en œuvre des politiques fiscales justes et progressives, mais aussi en luttant contre la corruption et en endiguant les flux financiers illicites¹⁷. Ils devront fixer, lors de la Conférence d'Addis-Abeba, un objectif en termes de ratio de recettes fiscales par rapport à leur PIB. D'ici à 2020, ils devront avoir atteint 50 % de cet objectif.

Les ressources propres (comme le montre l'illustration 2) représentent le principal flux financier des pays en développement. Ces derniers doivent donc renforcer leurs efforts de mobilisation des ressources intérieures de manière équitable, en fonction de leurs capacités et en partenariat avec les pays développés. ONE a examiné les niveaux actuels de revenus et les tendances depuis 2000 et recommande, sur cette base, que les pays s'emploient à atteindre des objectifs ambitieux en termes de ratio entre leurs recettes fiscales et leur PIB (20 % pour les PMA et autres PFR ; 22 % pour les PRITI ; 24 % pour les PRITS et les PHR¹⁸) et qu'ils se rapprochent de moitié de cet objectif d'ici à 2020¹⁹. Les pays qui atteignent déjà (ou presque) cet objectif doivent faire preuve d'ambition et continuer à accroître leurs revenus fiscaux²⁰. À titre d'illustration, les pays de l'OCDE mobilisent généralement entre 25 et 40 % de leur PIB sous la forme de recettes fiscales. ONE reconnaît toutefois que certains pays - les plus en retard - auront des difficultés à augmenter leurs recettes fiscales d'ici à 2020 à hauteur de la cible préconisée et qu'ils risquent d'avoir besoin de davantage de temps.

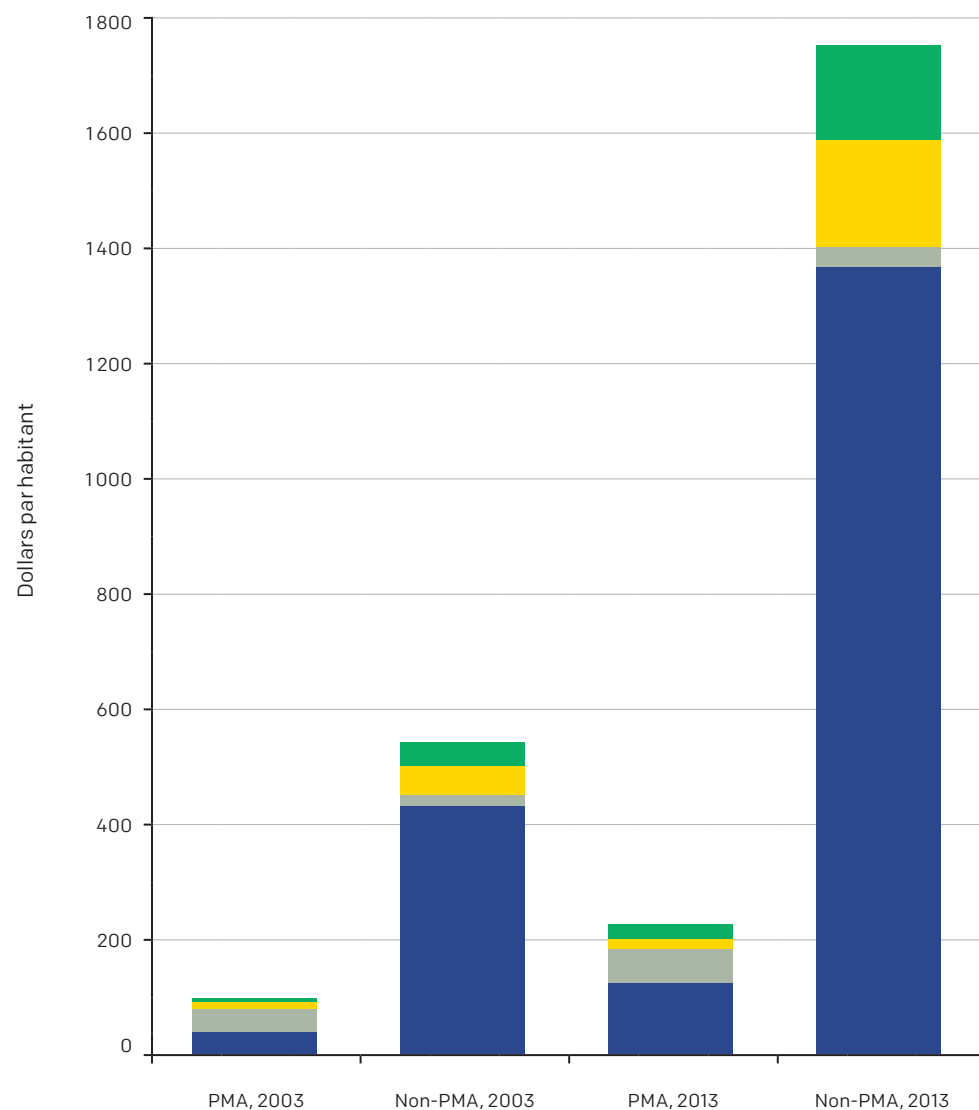
Selon l'analyse de ONE, les pays en développement pourraient augmenter leurs ressources domestiques de 106,9 milliards de dollars s'ils atteignaient la moitié des objectifs de recettes fiscales recommandés par ONE. L'analyse porte sur 46 pays en développement et exclut la Chine et l'Inde²¹. Grâce à cet accroissement des recettes fiscales, les services publics de base pourraient être améliorés. Le Nigeria et les Philippines représentent à eux seuls la moitié de ce montant. Pour autant, les déficits de revenus de chaque pays ne pourront pas être uniquement comblés grâce à une augmentation des ressources nationales. En effet, certains pays parmi les plus pauvres atteignent déjà ces objectifs, alors que leurs ressources totales restent terriblement faibles. D'autres n'ont qu'une capacité extrêmement limitée à mobiliser des revenus supplémentaires. Ces pays auront absolument besoin de l'aide au développement pour combler ce déficit de revenus et financer la fourniture de services publics de base.

Afin de mobiliser davantage de fonds publics, les gouvernements devront renforcer la lutte contre les flux financiers illicites et la corruption, et améliorer la transparence et la redevabilité. Cet effort ne relève pas uniquement de la responsabilité des pays en

développement. Il requiert également la coopération de tous les partenaires du développement. Plusieurs mesures clés favoriseront l'atteinte de cet objectif :

- Le renforcement des capacités fiscales et douanières des pays en développement ;
- La publication obligatoire des paiements des entreprises extractives ;
- La publication obligatoire, par toutes les entreprises, des données financières et non financières (comme le chiffre d'affaires, les bénéfices, les taxes payées et le nombre d'employés), pays par pays ;
- La publication obligatoire, par les Etats, des budgets publics et des contrats de marchés publics ;
- La publication obligatoire, par les entreprises et les trusts, de leurs bénéficiaires effectifs, c'est-à-dire de la personne physique réellement propriétaire de l'entité ;
- L'inclusion systématique des pays en développement dans les accords d'échange automatique de données fiscales.

Illustration 2 : Ressources médianes disponibles par habitant dans les PMA et dans les pays non-PMA



Il ne sera pas possible de mobiliser davantage de financements domestiques pour le développement sans lutter contre les flux financiers illicites et la corruption, et sans accroître la transparence et la redevabilité. Cette tâche n'incombe pas seulement aux pays en développement, mais demande l'implication de tous les partenaires du développement.

- Revenus
- APD
- Transferts des migrants
- IDE

Source: Tableau 2a du CAD de l'OCDE (APD) ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde « Revenus, IDE et transferts des migrants » et calculs de ONE sur la base des données démographiques et de PIB des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : Ce graphique utilise des prix courants pour permettre la comparaison entre les flux (contrairement aux données relatives à l'APD mentionnées dans le reste du présent rapport). Il inclut tous les PMA, ainsi que les PFR pour lesquels des données sont disponibles. Les catégories de pays se basent sur la classification au moment de la publication, et non sur les listes de 2003 et 2013. L'APD est l'APD nette totale (aide bilatérale + aide multilatérale imputée) et ne tient pas compte de l'allègement de la dette. Les données relatives aux revenus (revenus totaux à l'exclusion des dons) de 2013 ne sont généralement pas disponibles et ont été remplacées par les données de 2012. Certains pays ne disposent pas de données pour certains indicateurs ; l'échantillon de pays n'est donc pas identique pour toutes les catégories de ressources.

3. ALLOUER 0,7 % DE LA RICHESSE NATIONALE À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET EN AFFECTER AU MOINS 50 % AUX PMA : Les pays membres du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE doivent fixer dès maintenant des échéances pour atteindre l'objectif des 0,7 % à l'horizon 2020. Dans le même délai, l'ensemble des partenaires du développement doivent flécher 50 % de leur aide vers les pays les moins avancés (PMA) et appliquer les Principes d'efficacité du développement déjà adoptés au niveau international.

À ce jour, la plupart des pays développés n'ont pas respecté leurs engagements en matière d'aide au développement, en particulier leur promesse d'allouer 0,7 % de leur RNB à l'APD. Pour l'ensemble des pays donateurs, la part globale du RNB allouée à l'APD est de 0,29 %, un pourcentage inférieur au pic d'APD constaté en 2010. Dans l'ensemble, les 28 États membres de l'UE, qui se sont tous engagés à atteindre cet objectif de 0,7 %, sont loin de tenir leur promesse. Ils ont affecté tout juste 0,41 % de leur RNB collectif à l'APD en 2014, même si ceci est plus important que la moyenne de l'OCDE. Des champions de l'aide au développement, comme la France et le Canada, ont nettement marqué le pas au cours des dernières années. Heureusement, certains pays nous donnent des raisons d'espérer. Comme le montre l'illustration 3, le Royaume-Uni se démarque désormais nettement des autres pays du G7, devenant la locomotive de l'aide au développement. En mars 2015, l'Allemagne a annoncé pour sa part son intention de parvenir à une augmentation de son

APD de 8,3 milliards de dollars au total pour la période 2016-2019.

L'aide au développement est et restera indispensable pour la fourniture de services essentiels, comme l'éducation et la santé, dans les PMA. Parmi les pays les plus pauvres, nombreux sont ceux, comme la Tanzanie (dont le profil est présenté dans le présent rapport), dont le PIB ne dépasse pas 695 dollars par habitant. Avec de tels niveaux de PIB, ces pays ne pourraient réaliser les investissements nécessaires dans les ressources humaines et productives s'ils devaient compter sur leurs seules ressources intérieures. L'illustration 2 ci-dessus montre l'évolution des niveaux moyens de diverses ressources disponibles (par habitant) dans les PMA et d'autres pays en développement. Si les ressources (recettes, APD, transferts de fonds des migrants et investissements directs à l'étranger, IDE) de ces deux groupes de pays ont plus que doublé au cours de la décennie précédant 2013, le montant par habitant de ces quatre ressources

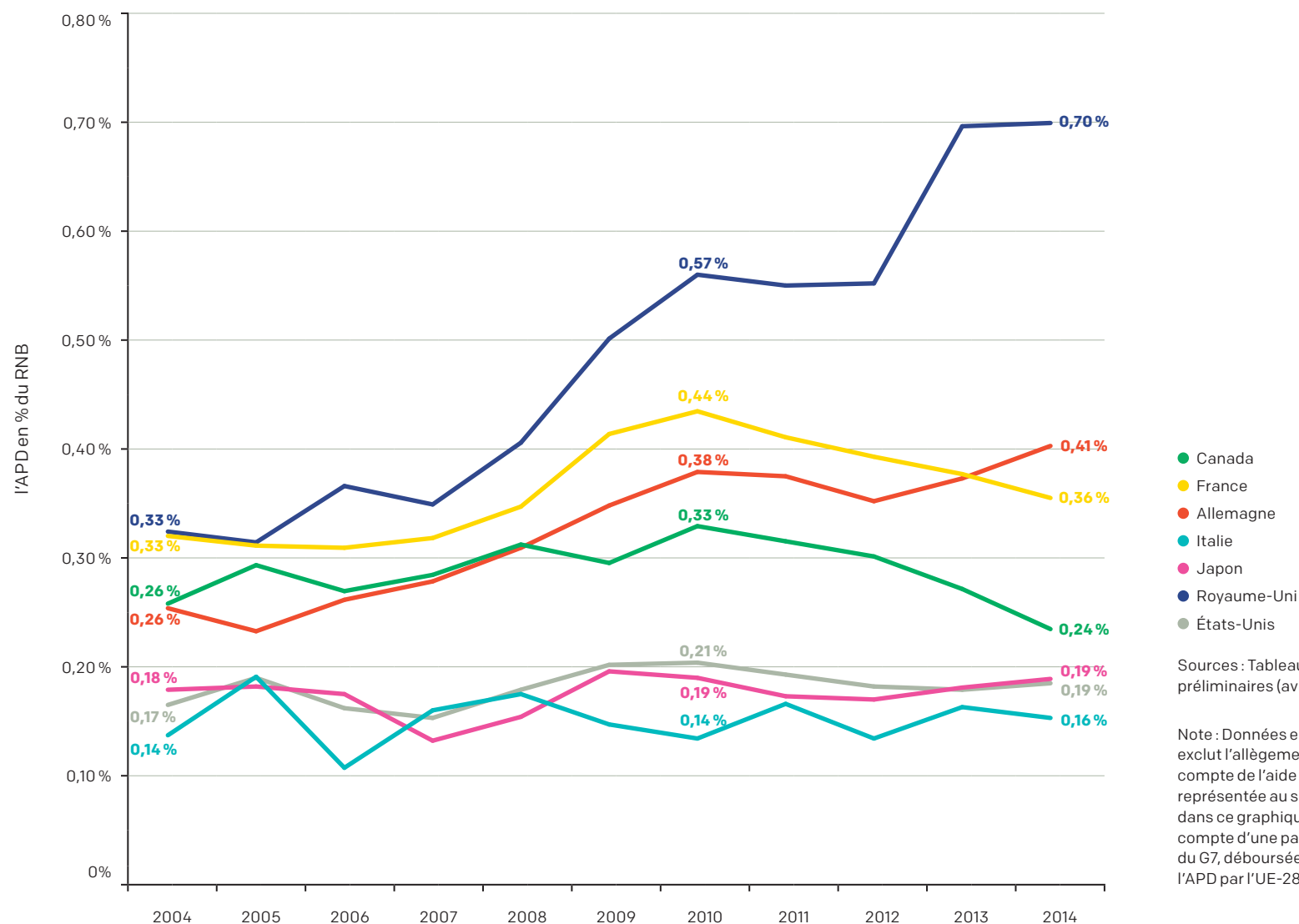
combinées était en moyenne encore nettement plus faible dans les PMA en 2013 que dans tous les autres pays en développement en 2003. Ce constat inquiétant montre que la plupart des pays vulnérables (affichant les taux les plus élevés de pauvreté) restent sur la touche. L'APD représente toujours en moyenne 48 % du montant des revenus domestiques des PMA.

Alors que l'APD reste cruciale pour les PMA, l'aide vers ces pays, pourtant déjà faible, a baissé depuis 2010. En 2014, seule 30,3 % de l'APD totale était allouée à ce groupe de pays. Cette tendance doit s'inverser d'urgence afin de donner la priorité aux pays les plus pauvres.

Si tous les pays du CAD avaient affecté 50 % de leur APD totale aux PMA en 2014, ces pays auraient reçu 26,5 milliards de dollars supplémentaires pour financer des investissements essentiels, par exemple dans la nutrition, la santé maternelle et infantile ou d'autres secteurs sociaux et productifs.

Malgré l'importance de l'APD pour les PMA, cette aide, pourtant déjà faible, continue de baisser depuis 2010. En 2014, seulement 30,3 % de l'APD mondiale a été allouée à cette catégorie de pays.

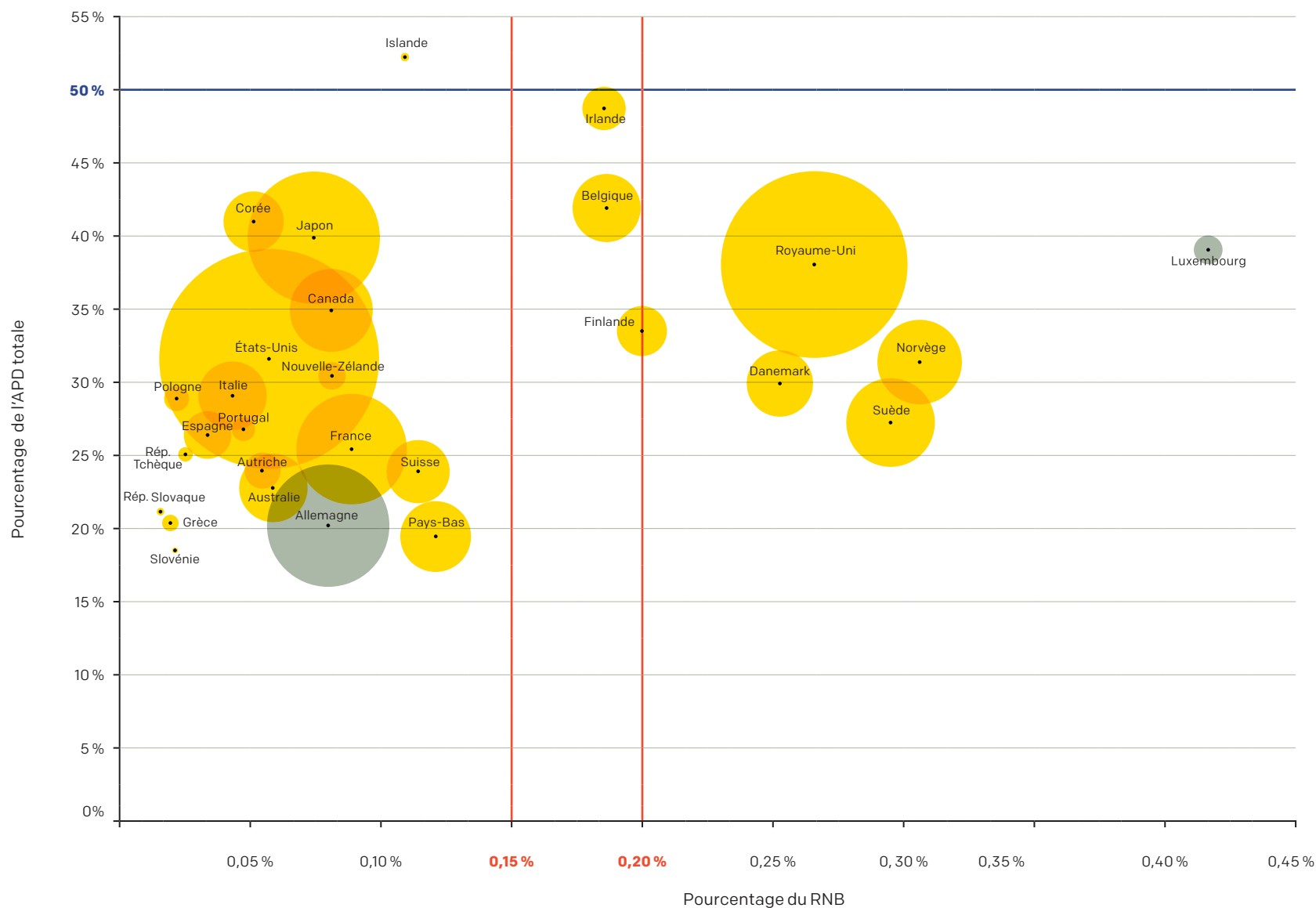
Illustration 3 : Part du RNB allouée à l'APD (total net, hors allègement de la dette) pour les pays du G7, 2004–2014



Sources : Tableau 1 du CAD de l'OCDE et données préliminaires (avril 2015).

Note : Données en prix constants 2014. L'APD nette exclut l'allègement bilatéral de la dette mais tient sinon compte de l'aide bilatérale et multilatérale. L'UE est représentée au sein du G7, mais elle n'est pas incluse dans ce graphique afin d'éviter une double prise en compte d'une partie de l'aide des membres européens du G7, déboursée via l'UE. La part totale du RNB allouée à l'APD par l'UE-28 était de 0,41 % en 2014.

Illustration 4 : APD aux PMA, en % APD et en % RNB, 2014



Source : Données préliminaires du CAD de l'OCDE (avril 2015).

Note : La taille des bulles indique, de manière proportionnelle, le volume absolu d'APD affecté aux PMA pour chaque pays donateur. Tous les chiffres sont exprimés en prix constants 2014 et représentent l'aide nette, hors allègement de la dette. Les données préliminaires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ne tiennent pas non plus compte de l'allègement de la dette des PMA. Conformément à la pratique du CAD, ONE a donc pris pour hypothèse que 100 % de l'allègement de la dette bilatérale en 2014 concernait les PMA. L'Allemagne et le Luxembourg sont marqués en gris car leurs données proviennent de 2013 et non de 2014. Les deux pays n'ont pas communiqué leurs données de 2014 sur l'aide vers les PMA à l'OCDE à temps pour publication dans les chiffres préliminaires de l'OCDE d'avril 2015.

4. STIMULER LA CROISSANCE INCLUSIVE GRÂCE À L'AGRICULTURE, AUX INFRASTRUCTURES, À L'ÉNERGIE ET AU COMMERCE : afin d'engendrer une croissance inclusive qui bénéficie aux plus pauvres, des initiatives doivent être adoptées lors de la Conférence d'Addis-Abeba pour stimuler les capacités productives, en mettant notamment l'accent sur l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les échanges commerciaux.

Un changement radical s'impose, tant au niveau des investissements publics que des investissements privés, dans les secteurs productifs les plus importants pour les PMA :

Agriculture : En Afrique subsaharienne, où sont situés 34 des 48 PMA, la croissance du secteur agricole est onze fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle de tout autre secteur économique²². Des investissements appropriés permettraient de faire évoluer la production agricole africaine de 313 milliards de dollars en 2010 à pas moins de 1 000 milliards d'ici à 2030²³. Les pays développés doivent renouveler les engagements qu'ils ont pris à L'Aquila en 2009 dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Les dirigeants africains doivent, quant à eux, suivre la « Stratégie de mise en œuvre et la feuille de route pour la réalisation de la vision 2015 relative au PDDAA », lancée récemment, afin de remplir, voire de dépasser les engagements pris à Malabo sur les investissements dans l'agriculture.

Infrastructures : Chaque année, la mauvaise qualité des infrastructures clés ampute la croissance économique nationale de deux points de pourcentage et réduit la productivité de pas moins de 40 %²⁴. Les partenaires du développement, y compris les banques multilatérales de développement et les gouvernements des pays développés, doivent intensifier leur coopération afin de renforcer les infrastructures des

PMA, notamment celles qui permettent un meilleur accès aux marchés.

Énergie : L'accès à un approvisionnement électrique sûr, fiable et à des prix compétitifs est essentiel pour la croissance économique. Les gouvernements et le secteur privé doivent coopérer pour financer des investissements de long terme dans les infrastructures énergétiques. Il s'agit d'augmenter la capacité de production, notamment à travers les technologies renouvelables, et d'améliorer l'accès de tous à l'énergie.

Technologie : Selon les Nations unies, les transferts de technologies des pays riches vers les PMA aideraient ces derniers à atteindre un taux de croissance annuel de 7 % du PIB²⁵. Il faut poursuivre la mise en œuvre d'engagements tels que le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la période 2011-2020. Les pays développés doivent en particulier prévoir des incitations pour leurs entreprises et institutions afin d'encourager le transfert de technologies vers les PMA.

Commerce : Les échanges commerciaux Sud-Sud sont en hausse ; leur part dans le commerce mondial est passée de 8 % à environ 25 % en 2014, et cette progression devrait se poursuivre (30 % à l'horizon 2030 selon les projections²⁶). Les gouvernements doivent revoir les droits de douane et les obstacles non tarifaires, renforcer la capacité des Etats à pratiquer le

commerce transfrontalier et augmenter les échanges commerciaux intrarégionaux en Afrique et entre pays en développement. Les gouvernements doivent coopérer avec toutes les parties prenantes pour harmoniser leur législation et les normes relatives au commerce et aux investissements, de façon à attirer de nouveaux investissements responsables. Les pays développés doivent, quant à eux, s'engager à conclure des accords commerciaux qui aident les PMA à s'intégrer de manière bénéfique à l'économie mondiale.

Financements privés : Des milliers de milliards de dollars sont détenus par des investisseurs à long terme au niveau mondial, comme par exemple des fonds de pensions, des fondations ou des fonds souverains. Ces investisseurs profiteraient d'une plus grande stabilité des marchés et d'économies en plein essor. Non seulement il s'agit d'une obligation fiduciaire pour eux de rechercher des investissements qui réduisent la volatilité, améliorent la gouvernance et contribuent aux Objectifs de développement durable, mais il en va également de leur propre intérêt. ONE recommande que les investisseurs s'engagent à donner au moins 1 % de leurs actifs ou de leurs bénéfices à des investissements à impact social, au développement ou au soutien de la société civile. 50 % de ces investissements doivent se faire dans les PMA, tel que préconisé par l'engagement de Bretton Woods II²⁷.

5. GARANTIR LA REDEVABILITÉ GRÂCE À LA RÉVOLUTION DES DONNÉES : Un nouveau partenariat mondial doit se mettre en place pour améliorer la collecte et l'utilisation des données. Les partenaires du développement devront également rendre régulièrement des comptes sur les décisions prises à Addis-Abeba. Enfin, pour permettre aux citoyens d'effectuer un suivi des engagements financiers, les partenaires devront publier leurs budgets sous la forme de données ouvertes.

Pour que la Conférence d'Addis-Abeba porte vraiment ses fruits, une nouvelle approche s'impose, intégrant d'emblée la redevabilité. Les partenaires du développement doivent s'engager en faveur d'un financement mesurable et défini, et fixer des échéances annuelles pour la mise en œuvre des engagements qui seront pris à Addis-Abeba. ONE recommande ici l'utilisation des principes TRACK²⁸ et estime que :

- Les partenaires doivent s'engager à communiquer de manière transparente au sujet des flux financiers vers les pays en développement, ainsi que des flux au sein de ceux-ci et des flux sortants, en temps quasi réel ;

- Les gouvernements doivent se soumettre à un mécanisme annuel d'examen et inviter les membres de la société civile et les organismes régionaux à leur faire part de leurs observations ;
- Des conférences internationales de suivi de la mise en œuvre de l'Accord d'Addis-Abeba doivent être organisées en 2020 et en 2025, pour permettre le suivi des avancées.

Les gouvernements doivent s'engager à financer une révolution des données grâce aux investissements domestiques et à la mise à disposition de l'ensemble de leurs données. À cette fin, l'APD doit aussi soutenir le développement des capacités des structures

nationales de statistiques via un mécanisme financier spécifique. Les efforts doivent se concentrer sur les populations les plus difficilement accessibles, pour que tout le monde soit pris en compte, en particulier les femmes et les filles. Le foisonnement actuel des procédures de collecte des données impose la création d'un mécanisme mondial, afin de coordonner les ressources. Un tel mécanisme aurait également pour ambition de coordonner les efforts, de fournir un soutien politique et de faire le suivi des investissements et des résultats de manière régulière. La pauvreté des données reste un défi majeur pour le développement durable. Si ce problème n'est pas pris au sérieux, le monde pourrait dévier dangereusement de ses objectifs sans que personne ne s'en rende compte.

EN VERTU DES PRINCIPES TRACK, LES ENGAGEMENTS DOIVENT ÊTRE :

Transparents, axés sur les **R**ésultats, **A**dditionnels, sans ambiguïté sur les **C**onditions posées et surtout, respectés (**K**ept en anglais).



Lilian Uwintwali, co-fondatrice de la société de développement de logiciels M-AHWII, Province du Sud, le Rwanda.



Section 1

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Jane Lengope, 40 ans, devant sa maison dans le village d'Umoja, dans le district de Samburu, au Kenya.

ONE appelle les dirigeants à tenir leurs promesses en matière d'aide au développement. Alors que les engagements du sommet du G7 de Gleneagles en faveur de l'Afrique sont arrivés à échéance en 2010, de nombreux pays n'ont toujours pas fixé de nouveaux objectifs. Les États membres de l'Union européenne poursuivent toutefois activement leur objectif collectif d'allouer 0,7 % du RNB à l'APD.

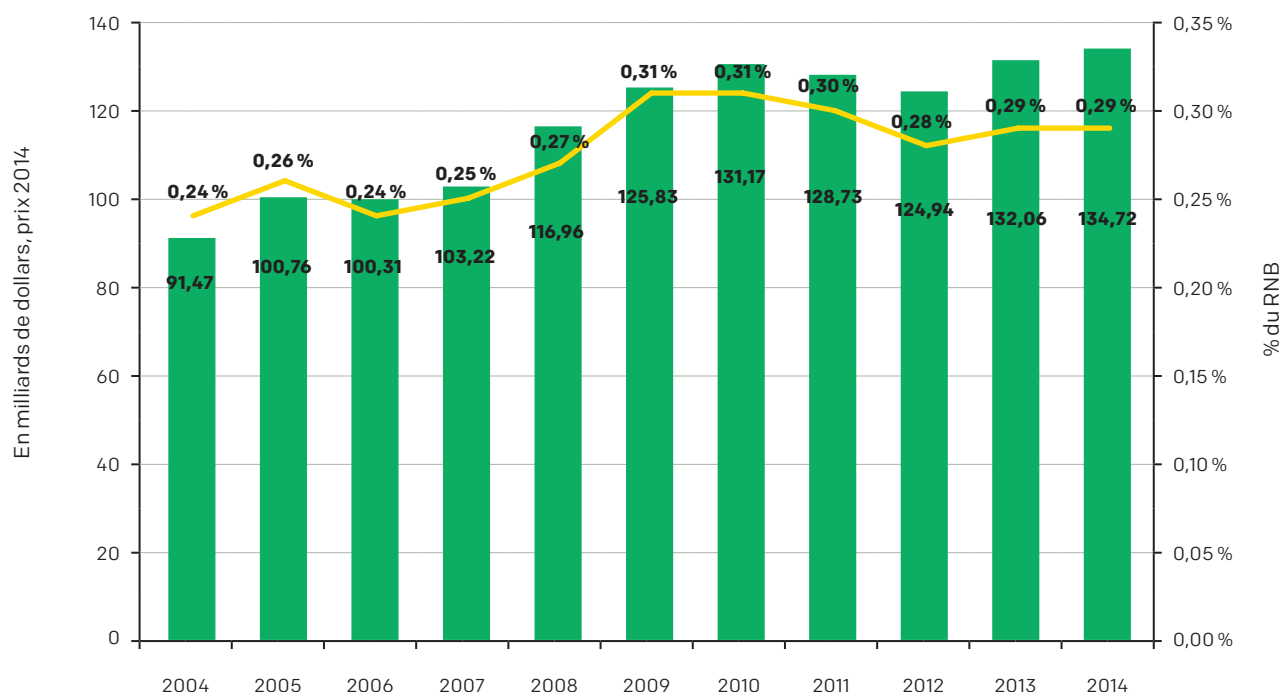
Après une diminution en 2011 et en 2012, l'APD globale a augmenté pour la deuxième année consécutive en

2014, avec une hausse de 2 % par rapport à 2013. Quinze pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont revu à la hausse leur aide au développement par rapport à l'année précédente. Proportionnellement, les plus fortes hausses de l'APD ont été relevées en Allemagne (+11,8%), en Finlande (+12,5 %), en Suède (+10,5 %) et en Suisse (+9,2 %). Pour la deuxième année consécutive, le Royaume-Uni a respecté sa promesse de consacrer 0,7 % de son RNB à l'APD, objectif qu'il a inscrit dans sa législation en mars 2015. Tout comme en 2013,

cinq pays membres du CAD, à savoir la Suède, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark et le Royaume-Uni, ont atteint en 2014 l'objectif des Nations unies d'allouer 0,7 % de leur RNB à l'APD. En mars 2015, l'Allemagne a annoncé son intention d'augmenter son APD de 8,3 milliards d'euros au total entre 2016 et 2019.

Les niveaux d'aide actuels sont toutefois loin d'atteindre les promesses des pays les plus riches, et l'aide au développement n'augmente plus au même rythme que la croissance économique. Tout comme en

Illustration 1 : APD totale des pays du CAD (total net, hors allègement de la dette), 2004-2014



● Total CAD-28

● APD/RNB

Source : Tableau 1 du CAD de l'OCDE et données préliminaires (avril 2015).

Note : Données en prix constants 2014. L'APD nette exclut l'allègement bilatéral de la dette mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale.

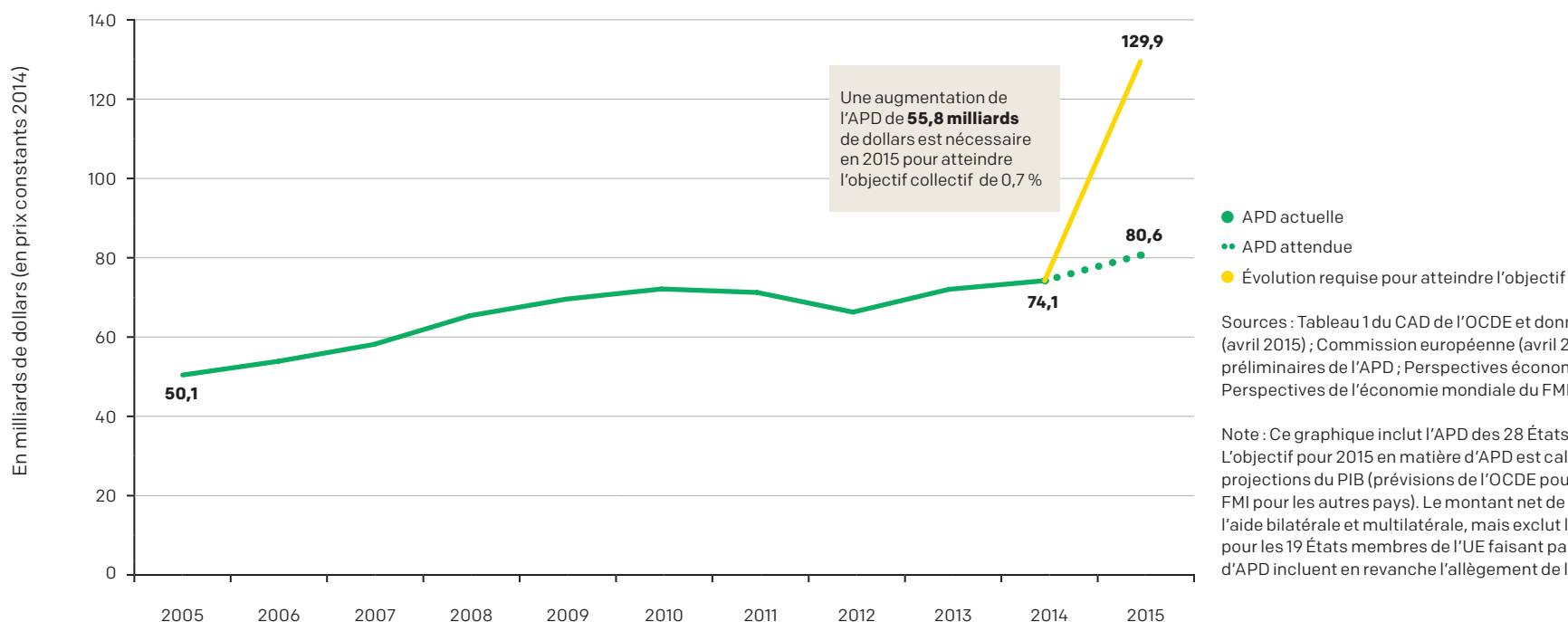
2013, l'APD n'a représenté que 0,29 % du RNB collectif des pays membres du CAD en 2014, un pourcentage inférieur à celui de 2010, et bien en-deçà de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unies. Collectivement, l'UE28 a consacré tout juste 0,41 % de son RNB à l'APD en 2014. Compte tenu des projections relatives à son RNB, l'UE28 devrait dégager 55,8 milliards de dollars supplémentaires en 2015 pour respecter sa promesse. Toutefois, la plupart des États membres de l'UE sont loin de respecter leurs engagements en la matière ;

13 membres du CAD ont même fortement taillé dans leur budget consacré à l'APD. Les Pays-Bas, qui avaient toujours respecté l'objectif annuel de 0,7 % depuis 1974, ont officiellement quitté la liste des bons élèves en 2013. Ils n'ont affecté que 0,6 % de leur RNB à l'APD en 2014. Proportionnellement, les coupes les plus fortes dans le budget 2014 de l'APD ont été observées au Portugal (-14,9 %), en Espagne (-11,2 %), au Canada (-10,7 %), en Autriche (-9,5 %) et en Australie (-7,3 %). Des explications plus détaillées sur les progrès des

pays du G7 se trouvent dans le chapitre du présent rapport consacré aux profils pays.

Les pays développés doivent démontrer qu'ils sont déterminés à tenir leurs engagements en matière d'APD et continuer à budgétiser le minuscule pourcentage d'aide au développement que représente l'objectif des Nations unies. Ils doivent également affecter une plus grande partie de leur aide au développement aux pays les plus pauvres.

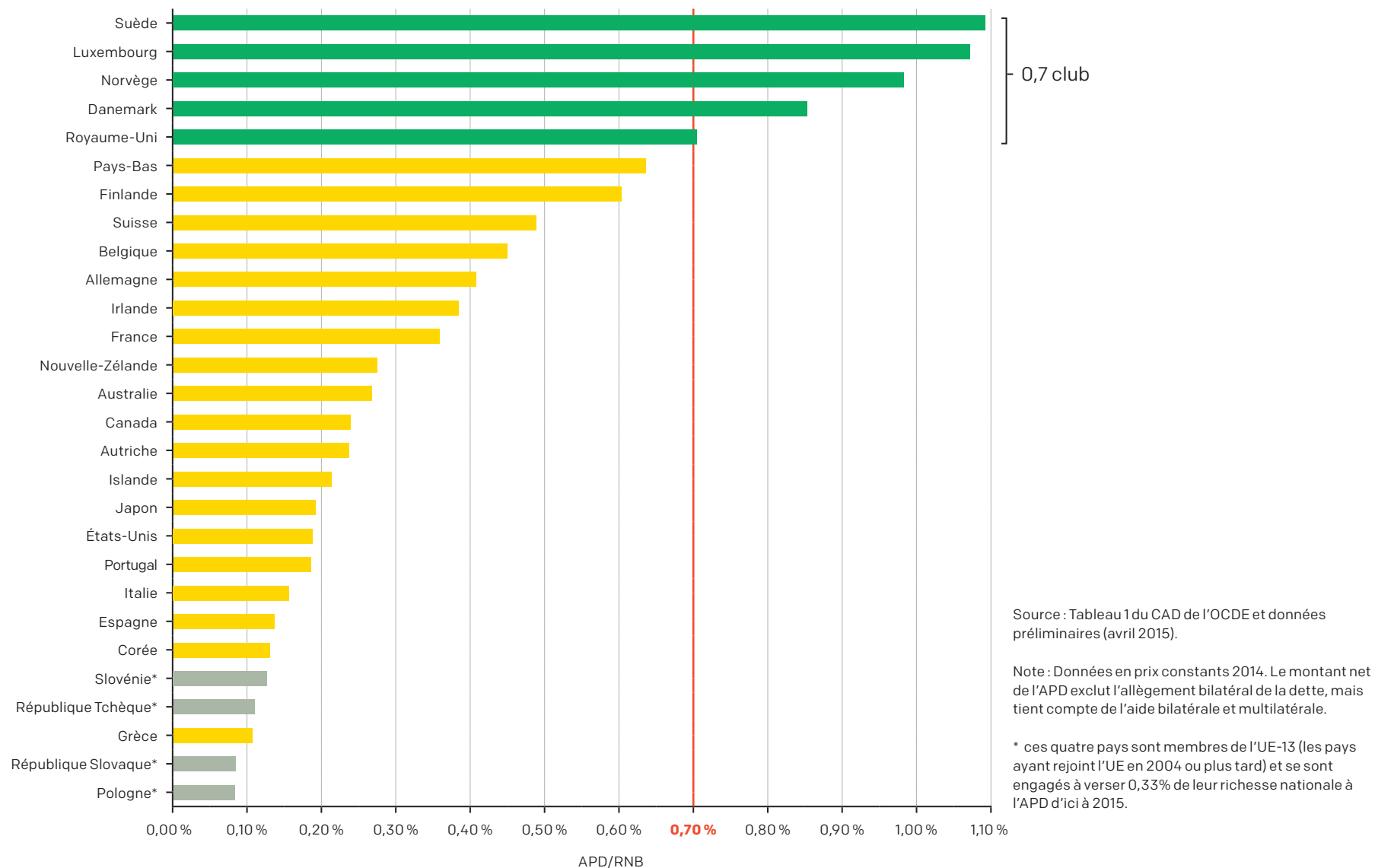
Illustration 2 : Progrès de l'ensemble de l'UE vers l'objectif de 0,7 % du RNB à l'APD – UE-28



Sources : Tableau 1 du CAD de l'OCDE et données préliminaires (avril 2015) ; Commission européenne (avril 2015), Tableaux préliminaires de l'APD ; Perspectives économiques de l'OCDE et Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Note : Ce graphique inclut l'APD des 28 États membres de l'UE. L'objectif pour 2015 en matière d'APD est calculé sur la base des projections du PIB (prévisions de l'OCDE pour 2015, si disponibles, et du FMI pour les autres pays). Le montant net de l'APD tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale, mais exclut l'allègement de la dette pour les 19 États membres de l'UE faisant partie du CAD. Les prévisions d'APD incluent en revanche l'allègement de la dette.

Illustration 3 : Part du RNB affectée à l'APD par les membres du CAD de l'OCDE, 2014



POURQUOI L'APD DOIT ALLER PRIORITAIREMENT AUX POPULATIONS LES PLUS DÉMUNIES, EN PARTICULIER CELLES DES PAYS LES PLUS PAUVRES

Les PMA affichent déjà des taux d'extrême pauvreté les plus préoccupants. Or, selon les prévisions, l'écart relatif entre les taux de pauvreté dans les PMA et les autres pays en développement devrait encore se creuser dans les quinze prochaines années. Pire encore, ils manquent aussi le plus cruellement de ressources. Dans ces pays, le niveau médian des recettes publiques par habitant en 2013 n'était que de

123 dollars, un chiffre en net contraste avec le revenu moyen de plus de 1 372 dollars par habitant dans les autres pays²⁹. En outre, c'est également dans les PMA que la croissance des ressources domestiques est amenée à être la plus faible³⁰. L'APD représente environ la moitié de tous les flux externes majeurs en direction des PMA. Les flux nets d'IDE vers les PMA étaient de 23,5 milliards de dollars en 2013, contre plus de 713,2 milliards de dollars pour les non-PMA.³¹ Les revenus publics des PMA sont très faibles, de même que les autres flux externes, qui restent limités et très volatiles. La capacité des PMA à soutenir la dette est, elle aussi, très réduite. Le don reste donc

l'instrument d'aide le plus adapté à ces pays. Par conséquent, le CAD recommande à ses membres de prévoir dans leur APD un élément-don de 86 % pour chaque PMA (en moyenne, sur trois ans) ou de 90 % pour l'ensemble du groupe des PMA (par an)³².

ONE appelle les partenaires du développement à affecter, d'ici à 2020, au moins 50 % du montant total de leur APD aux PMA. Elle demande également aux pays du CAD de l'OCDE de s'engager à affecter dès que possible 0,7 % de leur RNB à l'APD, et d'assortir cet engagement d'une échéance.

Ce nouvel objectif est mentionné dans la dernière

LES PMA, PAYS LES PLUS VULNÉRABLES

Au début des années 1970, les Nations unies ont dressé la liste des PMA afin d'attirer l'attention sur ces pays, particulièrement vulnérables, qui doivent donc bénéficier de mesures spécifiques. Cette liste repose sur trois critères de développement socio-économique et humain³³ :

(1) un **faible RNB par habitant**³⁴;

(2) un **faible indice de capital humain**

le capital humain est un indice composite fondé sur le taux de malnutrition, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire et le taux d'alphabétisation des adultes³⁵;

(3) une **vulnérabilité structurelle aux chocs exogènes environnementaux et économiques**³⁶.

La liste actuelle des PMA comprend 48 pays, dont 34 sont situés en Afrique subsaharienne. Comme le montre l'illustration 1 du chapitre Méthodologie, la liste des PMA des Nations unies chevauche les classifications de la Banque mondiale, basées sur le revenu par habitant ainsi que d'autres groupes de pays, comme les États fragiles. La majorité des PMA actuels (30) sont aussi des pays à faible revenu (PFR) selon la Banque mondiale. 15 appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et deux à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). 24 pays, dont 19 en Afrique subsaharienne, sont à la fois des PMA, des PFR et des États fragiles, d'où leur extrême vulnérabilité. Ensemble, les catégories PMA, PFR et États fragiles incluent actuellement 66 pays³⁷.

Dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul³⁸, les PMA se sont fixés un objectif ambitieux : que la moitié d'entre eux quitte cette liste d'ici la fin de la décennie. Ce processus de « graduation » est toutefois long et complexe. Pour être radié de la liste, un PMA doit être déclaré éligible deux fois de suite lors des examens triennaux, la radiation n'étant effective que trois années plus tard. Le prochain examen ayant lieu cette année, la prochaine série de pays éligibles à la graduation sera confirmée au plus tôt en 2018, pour une procédure s'achevant au plus tôt en 2021. ONE propose que les niveaux d'APD à destination des PMA soient réexaminés en 2020. Si nécessaire, il faudra les réviser, afin de garantir une prise en compte suffisante des PMA dans un contexte de diminution globale de l'APD.

version du Pacte d'Addis-Abeba, intitulé Revised Draft, actuellement en négociation. Fixer un objectif d'APD aux PMA exprimé en pourcentage permettra de réorienter rapidement l'aide vers les pays qui en ont le plus besoin. L'aide à destination des PMA augmentera progressivement à mesure que les gouvernements accroissent leurs volumes d'APD en vue de réaliser l'objectif des 0,7 %. Un engagement quantitatif et assorti d'une échéance, applicable à tous les partenaires du développement, est nécessaire pour s'assurer que l'aide vers les PMA augmente à nouveau et au plus vite. 50% de l'aide serait toujours disponible pour les autres pays en développement non-PMA. L'objectif aiderait également les donateurs à être plus stratégiques dans l'affectation de leur aide.

MALGRÉ LES BESOINS SPÉCIFIQUES DES PMA, LES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT NE LEUR ONT PAS DONNÉ LA PRIORITÉ

Depuis plusieurs années, le montant de l'aide en faveur des PMA enregistre un déclin inquiétant. En 2014, les flux d'APD vers les PMA ont ainsi diminué de 2 % par rapport à 2013 et de 6 % par rapport à 2010.

L'aide bilatérale en faveur de ces pays a, quant à elle, chuté de 15 % entre 2013 et 2014. L'année dernière, onze pays ont procédé à des coupes dans leur APD aux PMA par rapport à 2013. En 2014, un seul pays a affecté plus de 50 % de son APD aux PMA : l'Islande, qui a ainsi atteint pour la première fois cet objectif, en augmentant son aide aux PMA de 9,5 %. L'Irlande et la Belgique, à travers leurs ministres du développement Sean Sherlock et Alexander De Croo, se sont récemment engagées publiquement à affecter la moitié de leur aide aux PMA³⁹. Cette année, l'Irlande a manqué de peu l'objectif des 50 %, pour la première fois en dix ans. Si ce pays a ainsi alloué 49 % de son APD aux PMA, il doit toutefois augmenter son APD totale, qui a diminué entre 2013 et 2014. En 2014, la Belgique a accru son aide au développement de 3,5 %, et son APD en direction des PMA de 24,3%. Elle a été ainsi en mesure d'allouer 42 % de son APD aux pays les plus pauvres, un bond significatif par rapport au niveau de 2013, soit 35 %. Alors qu'il avait atteint pour la première fois en 2013 l'objectif d'APD aux PMA, le Japon a diminué cette aide de 18,5% en 2014, n'affectant plus que 40 % de son budget d'APD aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Si tous les pays membres du CAD avaient alloué la moitié de leur APD aux PMA en 2014, les pays les plus pauvres au monde auraient bénéficié de 26,5 milliards de dollars supplémentaires.

En 2014, l'aide au développement à destination de l'Afrique subsaharienne, où se situent plus des deux tiers des PMA, a enregistré une légère hausse de 1,2 % par rapport à 2013 pour atteindre 41,9 milliards de dollars. La hausse est toutefois légèrement plus basse que celle de l'APD totale. Tendence inquiétante, la moitié des pays du CAD ont revu à la baisse l'APD envers les régions les plus pauvres du monde.

Depuis 2014, l'UE s'est engagée à diriger la moitié de l'augmentation de son APD vers l'Afrique. Pourtant, en 2014, seulement 25,4 % de l'augmentation totale de l'aide au développement de l'UE-19 a été affectée à ce continent.

En outre, comme le montre l'illustration 5, les pays en développement, plus riches, reçoivent, en réalité, davantage d'APD par habitant vivant dans l'extrême pauvreté que les PMA⁴⁰.

Si tous les donateurs membres du CAD avaient alloué 50 % de leur aide aux PMA en 2014, les pays les plus pauvres auraient disposé de 26,5 milliards de dollars additionnels pour le développement et le bien-être de leurs populations.

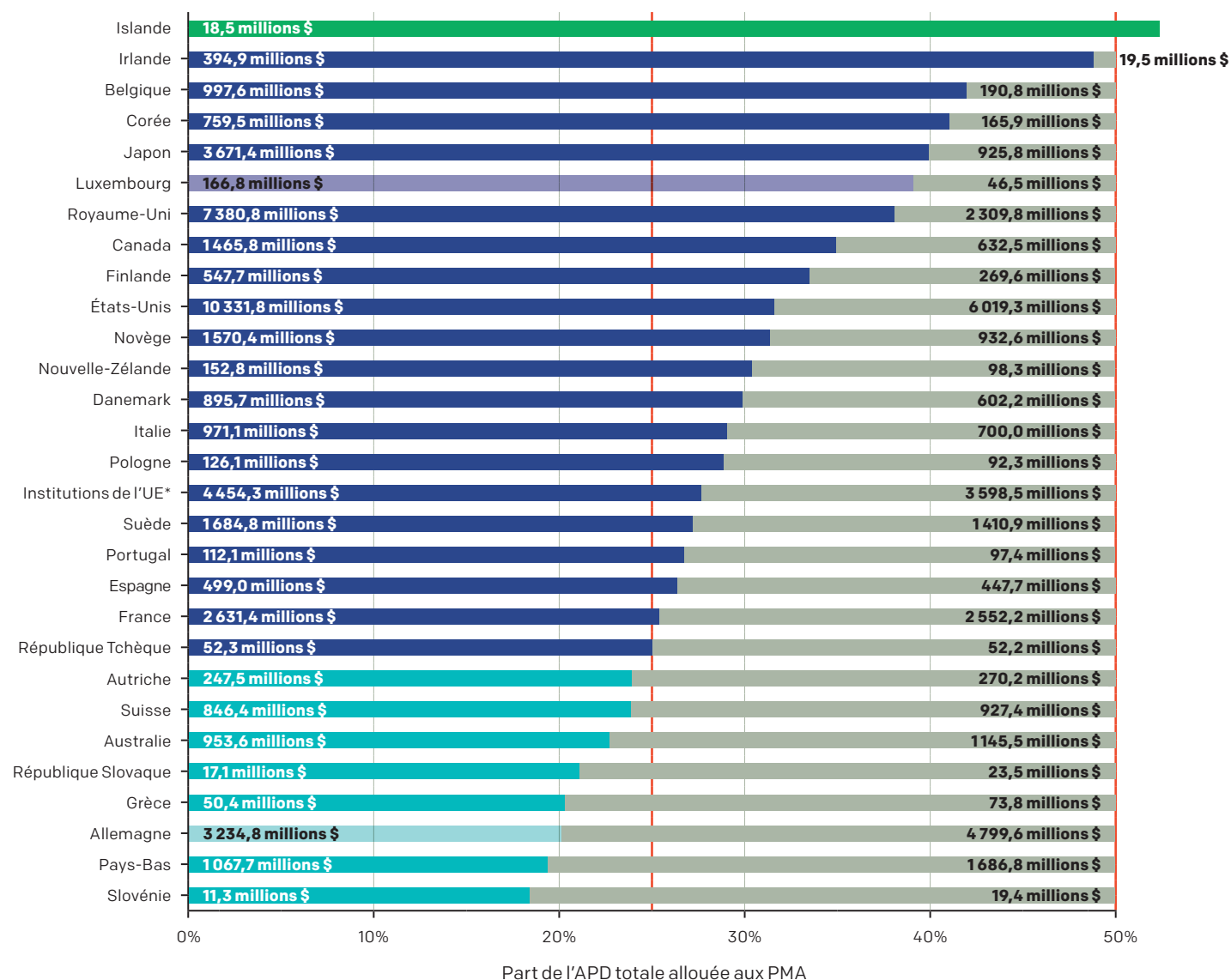
Tableau 1 : APD totale allouée à l'Afrique subsaharienne et aux PMA, 2014

	APD totale	APD aux PMA	APD à l'ASS	APD totale – différence 2013/14 en %	APD aux PMA – différence 2013/14 en %	APD à l'ASS – différence 2013/14 en %	APD aux PMA/ APD totale	RNB à l'APD	APD aux PMA/ RNB	APD à l'ASS/ RNB
Allemagne	16 068,81	3234,85	3 703,32	11,82 %	-5,63 %	10,62 %	20,13 %	0,41 %	0,08 %	0,09 %
Australie	4 198,28	953,62	240,16	-7,28 %	-21,52 %	-54,90 %	22,71 %	0,27 %	0,06 %	0,02 %
Autriche	1 035,51	247,53	258,97	-9,49 %	-18,58 %	-22,60 %	23,90 %	0,24 %	0,06 %	0,06 %
Belgique	2 376,87	997,61	1 120,12	3,50 %	24,28 %	24,08 %	41,97 %	0,45 %	0,19 %	0,21 %
Canada	4 196,44	1 465,76	1 563,27	-10,65 %	-16,40 %	-19,95 %	34,93 %	0,24 %	0,08 %	0,09 %
Corée	1 850,67	759,47	511,62	0,84 %	2,15 %	17,90 %	41,04 %	0,13 %	0,05 %	0,04 %
Danemark	2 995,73	895,71	891,04	1,61 %	-3,87 %	-7,09 %	29,90 %	0,85 %	0,26 %	0,25 %
Espagne	1 893,29	498,98	564,70	-11,18 %	13,64 %	20,28 %	26,36 %	0,14 %	0,04 %	0,04 %
États-Unis	32 702,21	10 331,82	11 499,41	2,83 %	-0,36 %	7,09 %	31,59 %	0,19 %	0,06 %	0,07 %
Finlande	1 634,57	547,73	541,76	12,49 %	6,34 %	2,10 %	33,51 %	0,60 %	0,20 %	0,20 %
France	10 367,16	2 631,35	3 545,82	-3,28 %	1,26 %	-7,45 %	25,38 %	0,36 %	0,09 %	0,12 %
Grèce	248,44	50,44	59,25	6,26 %	15,56 %	13,68 %	20,30 %	0,11 %	0,02 %	0,03 %
Irlande	808,80	394,88	408,28	-4,51 %	-7,39 %	-9,95 %	48,82 %	0,38 %	0,19 %	0,19 %
Islande	35,42	18,54	17,71	-3,82 %	9,52 %	-1,66 %	52,35 %	0,21 %	0,11 %	0,11 %
Italie	3 342,06	971,06	1 011,78	-2,78 %	1,64 %	2,53 %	29,06 %	0,16 %	0,05 %	0,05 %
Japon	9 194,40	3 671,36	2 598,73	4,37 %	-18,53 %	-4,24 %	39,93 %	0,19 %	0,08 %	0,05 %
Luxembourg	426,76	166,85	50,70	-1,14 %	2,06 %	-68,53 %	39,10 %	1,07 %	0,42 %	0,13 %
Norvège	5 006,03	1 570,43	1 424,65	-4,25 %	8,48 %	3,07 %	31,37 %	0,98 %	0,31 %	0,28 %
Nouvelle-Zélande	502,28	152,81	56,04	6,83 %	17,84 %	40,25 %	30,42 %	0,27 %	0,08 %	0,03 %
Pays-Bas	5 508,99	1 067,66	1 297,01	1,59 %	-22,34 %	-18,72 %	19,38 %	0,64 %	0,12 %	0,15 %
Pologne	436,75	126,05	141,40	2,84 %	48,03 %	44,98 %	28,86 %	0,08 %	0,02 %	0,03 %
Portugal	418,96	112,06	239,66	-14,90 %	-22,38 %	-19,73 %	26,75 %	0,19 %	0,05 %	0,11 %
République Slovaque	81,24	17,13	20,06	-5,05 %	-17,72 %	-11,32 %	21,08 %	0,08 %	0,02 %	0,02 %
République Tchèque	208,99	52,30	50,88	2,49 %	3,65 %	1,46 %	25,02 %	0,11 %	0,03 %	0,03 %
Royaume-Uni	19 381,22	7 380,85	7 490,13	1,50 %	11,97 %	7,39 %	38,08 %	0,70 %	0,27 %	0,27 %
Slovenie	61,53	11,33	12,79	-0,29 %	5,08 %	-0,62 %	18,42 %	0,13 %	0,02 %	0,03 %
Suède	6 191,37	1 684,80	1 729,49	10,47 %	-2,86 %	-0,28 %	27,21 %	1,09 %	0,30 %	0,31 %
Suisse	3 547,59	846,43	850,23	9,23 %	0,85 %	7,62 %	23,86 %	0,49 %	0,12 %	0,12 %
Total pour les pays du CAD	134 720,37	40 859,41	41 898,95	2,02 %	-1,88 %	1,17 %	30,33 %	0,29 %	0,09 %	0,09 %
Institutions européennes *	16 105,70	4 454,35	5 114,43	0,01 %	15,74 %	11,56 %	27,66 %	-	-	-

Note : Tous les chiffres représentent les apports nets, hors allègement de la dette, et sont fournis en prix constants 2014. Les données préliminaires du CAD ne tiennent pas non plus compte de l'allègement de la dette des PMA. Conformément à la pratique du CAD, ONE a pris pour hypothèse que 100 % de l'allègement de la dette bilatérale en 2014 concernait les PMA. Les données de l'Allemagne et du Luxembourg sur l'aide vers les PMA en 2014, n'ont pas été communiquées à temps à l'OCDE, pour publication dans les chiffres préliminaires de l'OCDE d'avril 2015. ONE a utilisé les chiffres 2013.

*La ligne « Institutions européennes » est donnée à titre indicatif, mais ces chiffres et ceux des différents États membres se recourent. ● En vert, les membres du CAD ayant atteint l'objectif des 0,7 % APD/ RNB ou de 50 % de l'APD aux PMA ; ● en rouge, les membres du CAD ayant réduit leur budget d'APD en 2014 par rapport à 2013.

Illustration 4 : APD aux PMA et écart par rapport à l'objectif des 50 %, 2014



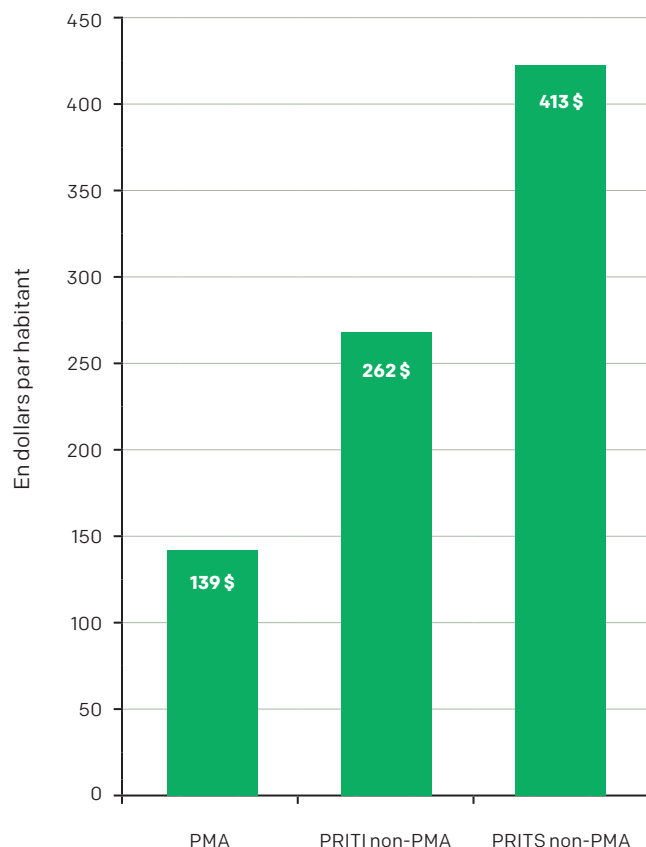
- 50 % de l'objectif atteint
- 25%-49% de l'objectif atteint
- moins de 25% de l'objectif atteint

Source : Tableau 1 du CAD de l'OCDE et données préliminaires (Avril 2015).

Note : Tous les chiffres représentent les apports nets, hors allègement de la dette, et sont fournis en prix constants 2014. Les données préliminaires du CAD ne tiennent pas non plus compte de l'allègement de la dette des PMA. Conformément à la pratique du CAD, ONE a pris pour hypothèse que 100 % de l'allègement de la dette bilatérale en 2014 concernait les PMA. Les données de l'Allemagne et du Luxembourg sur l'aide vers les PMA en 2014, n'ont pas été communiquées à temps à l'OCDE, pour publication dans les chiffres préliminaires de l'OCDE d'avril 2015. ONE a utilisé les chiffres 2013 et marqué les deux pays dans une couleur différente.

* La ligne « Institutions européennes » est donnée à titre indicatif, mais ces chiffres et ceux des différents États membres se recoupent.

Illustration 5 : APD médiane par habitant vivant dans l'extrême pauvreté



Source : Tableau 2a du CAD et Development Initiatives, Development Data Hub, : <http://devinit.org/#!/data>

Note : Les chiffres relatifs à l'APD représentent les apports nets totaux, hors allègement de la dette, et sont fournis en prix constants 2013. Les données relatives au nombre d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté représentent les données les plus récentes disponibles (importantes variations d'une année sur l'autre). Le tableau couvre 32 PMA, 20 PRITI et 17 PRITS. Les quatre PFR non-PMA n'apparaissent pas dans le tableau (les données n'étant disponibles que pour deux de ces pays).

EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

Les partenaires du développement ne doivent pas se contenter d'augmenter leur APD totale en donnant une plus grande priorité aux PMA. Ils doivent également veiller à la qualité de leur aide et au respect de principes d'efficacité du développement⁴¹, en particulier :

la transparence de l'aide, notamment en mettant en œuvre l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) d'ici à 2015 ; un meilleur alignement sur les stratégies nationales des pays en développement ; l'harmonisation, c'est-à-dire la coordination et la coopération entre les différents partenaires du développement et la prédictibilité.

Ces principes sont d'une importance capitale pour garantir l'efficacité et la redevabilité de l'aide. Un manque de transparence et de coordination entre les donateurs peut en effet avoir un impact négatif sur l'efficacité de l'aide et est, en outre, en contradiction directe avec le principe d'appropriation par les pays. En effet, les gouvernements des pays en développement risquent de ne pas avoir accès aux informations dont ils ont besoin pour dresser un état des lieux complet de tous les projets financés par de l'aide internationale. L'harmonisation, l'alignement et l'utilisation des systèmes nationaux sont des conditions préalables essentielles pour garantir que l'aide au développement renforce bien les institutions gouvernementales nationales des pays en développement.

APD POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

Afin que personne ne reste sur la touche, les partenaires du développement devront concentrer leurs investissements sur les capacités humaines et répondre aux besoins essentiels, notamment l'accès à la santé et à l'éducation. Les efforts doivent cibler les populations les plus pauvres et les plus marginalisées, en mettant l'accent sur les femmes et les filles. Ces investissements doivent permettre le renforcement des capacités productives, ciblant ainsi des secteurs comme l'agriculture, l'énergie et les infrastructures. Développer le secteur agricole est particulièrement efficace pour lutter contre la pauvreté dans les pays démunis, notamment en Afrique subsaharienne, où les deux tiers des habitants vivent de l'agriculture.

Comme le montre l'illustration 6, les secteurs de l'éducation et de l'agriculture ne constituent plus,

depuis 2010, une priorité pour l'aide bilatérale des pays membres du CAD. Entre 2010 et 2013, l'aide bilatérale affectée à l'éducation a diminué de 8,9 %, tandis que l'aide à l'agriculture et à la sécurité alimentaire a reculé de 10,3 %. En outre, l'aide bilatérale allouée au secteur de l'énergie ne progresse plus depuis quelques années. En revanche, les pays donateurs du CAD ont revu à la hausse leur aide bilatérale consacrée au secteur de la santé et aux infrastructures, avec des bonds respectifs de 9,7 % et 9,9 % entre 2010 et 2013. Enfin, l'aide affectée à la nutrition a plus que doublé, bien que les financements restent toujours très faibles.

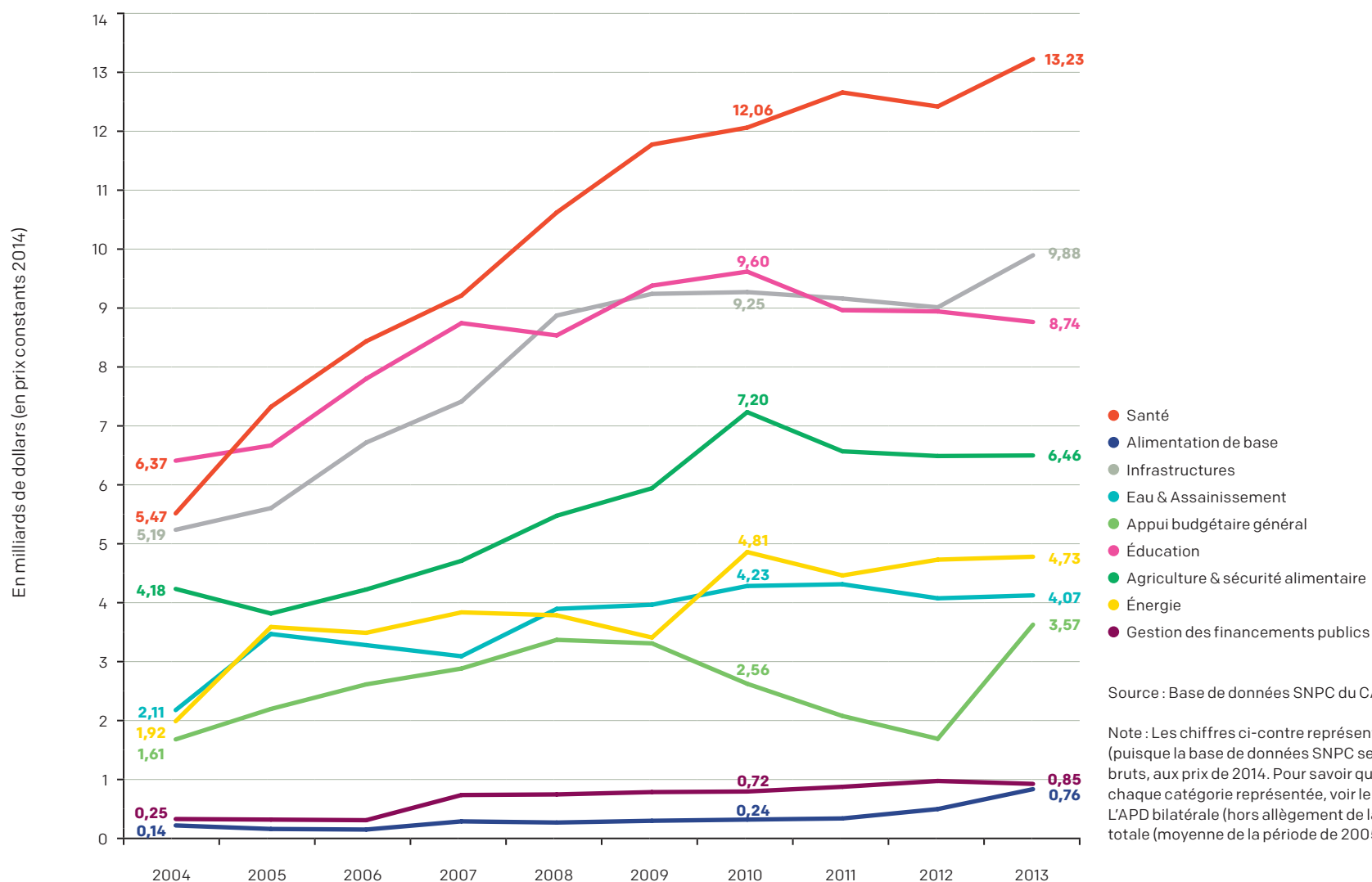
Les partenaires du développement devront investir davantage pour aider ces pays à renforcer les capacités des administrations fiscales et à générer des revenus supplémentaires. L'illustration 6 montre en

effet que les pays du CAD n'ont consacré que de très faibles montants d'aide à la gestion des finances publiques⁴², l'APD en faveur de ce secteur ayant de plus diminué de 6 % entre 2012 et 2013.

Les partenaires du développement doivent améliorer la transparence, la qualité, la comparabilité et la ponctualité de leurs données financières. Comme convenu lors de la conférence de Busan en 2011, ils doivent mettre en œuvre un standard commun, en données ouvertes, d'ici à 2015. Ils doivent également accélérer la mise en œuvre de tous les autres principes d'efficacité du développement.

Les partenaires du développement doivent allouer 50% de leur aide aux PMA d'ici à 2020. Les membres du CAD doivent se doter d'un échéancier pour atteindre l'objectif des 0,7% APD/RNB d'ici à 2020 et mettre en œuvre les engagements d'efficacité du développement.

Illustration 6 : Flux bilatéraux d'APD aux secteurs clés, 2004–2013



ÉTUDE DE CAS : IMPACT DU PROGRAMME PEPFAR, DES TESTS AU TRAITEMENT⁴³

En 2011, Valentine n'arrive pratiquement plus à manger et encore moins à s'occuper de son fils de 10 ans. Elle va de guérisseur en guérisseur, mais aucun ne parvient à établir un diagnostic. Convaincu que la maladie de son épouse est liée à des mauvais esprits, le mari de Valentine finit par la quitter, elle et son fils. Alors que tout s'effondre autour de la malheureuse, la visite d'un étranger change radicalement le cours de sa vie.

Domingas João Quembo est éducateur en charge d'un projet soutenu par le PEPFAR (President's Emergency Plan for AIDS Relief, programme américain de lutte contre le sida) au Mozambique, dans la région de Valentine. Domingas explique à cette dernière l'importance du dépistage et de la consultation, essentiels pour la prévention du VIH et l'intégration des séropositifs dans le parcours de soins et de traitements. Valentine, qui a reconnu ses symptômes en écoutant Domingas, décide de se faire dépister. Domingas l'accompagne. « Le test s'est avéré positif », raconte Valentine. « Malgré mon désespoir, la présence de Domingas a été d'un précieux secours ».

Valentine bénéficie d'un traitement antirétroviral (ARV). Peu de temps après, elle retourne vivre avec son fils auprès de son mari. Elle réussit à convaincre ce dernier de se soumettre également à un test de dépistage et une fois le résultat positif connu, lui aussi est mis sous ARV. Valentine se fait alors la

promesse d'aider d'autres personnes du Mozambique, exactement comme Domingas l'a fait, dès qu'elle commencera à se sentir mieux. Elle est aujourd'hui éducatrice dans un projet VIH, et met à profit son expérience pour informer et aider d'autres membres de sa communauté.

Depuis la découverte de sa séropositivité, Valentine a eu un autre enfant : une fillette séronégative, grâce au traitement qui empêche la transmission du VIH entre la mère et l'enfant. Elle mène une vie saine. « Le VIH/sida est l'affaire de tous : de la famille, de la communauté et de la société », affirme-t-elle. « Nous devons unir nos efforts pour vaincre ensemble la maladie. »

Depuis son arrivée au Mozambique, le PEPFAR n'a pas ménagé ses efforts pour aider Valentine et des milliers d'autres personnes séropositives. Grâce au PEPFAR, 365 051 patients bénéficient d'un traitement antirétroviral ; 876 098 personnes séropositives reçoivent des soins et un soutien, (y compris les patients séropositifs co-infectés par la tuberculose) ; 229 110 orphelins et enfants vulnérables (OEV) bénéficient d'un soutien ; 930 526 femmes enceintes séropositives sont sous traitement antirétroviral à titre prophylactique pour prévenir la transmission du VIH à leur enfant ; et 2 745 764 personnes bénéficient de services de conseil et de dépistage⁴⁴.



Une mère apprend la méthode kangourou à l'hôpital Bwaila de Lilongwe, au Malawi. Cette technique de portage des nouveaux nés sur le ventre, en contact peau à peau. Cette méthode, permet un accès à la chaleur, à l'allaitement et à l'amour maternel, autant d'éléments essentiels à la croissance et au développement des bébés prématurés ou de faible poids.

Photo : Riccardo Gangale/Gavi

SOUTENIR LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE (PRI)

Les PRI ont besoin d'un large éventail de flux financiers pour poursuivre leur développement. Bien que les gouvernements des PRI soient souvent mieux équipés que les PMA pour générer eux-mêmes des ressources, il ne faut pas oublier que ces pays abritent une grande partie des personnes les plus pauvres de la planète. L'aide au développement en faveur des pays non-PMA doit donc se concentrer prioritairement sur leurs habitants les plus pauvres. Le boom économique qui a touché de nombreuses régions du monde en développement a permis à 30 pays à faible revenu (PFR), qui ont dépassé le seuil de RNB quelque peu arbitraire de 1 045 dollars par habitant, de passer dans la catégorie des PRI depuis 2000. Toutefois, le franchissement de ce seuil n'élimine pas du jour au lendemain tout obstacle au développement du pays⁴⁵. En effet, la prévalence des maladies infectieuses telles que le VIH/ sida et la tuberculose est de plus en plus importante dans les PRI, et un grand nombre d'enfants dans des pays tels que l'Inde ou le Nigeria ne sont pas vaccinés contre les maladies évitables. Comme décrit dans les premières versions de l'accord d'Addis-Abeba, le passage d'une catégorie (PMA) à l'autre (PFR) entraîne situation de « milieu manquant » (*missing middle*)⁴⁶. L'APD et les autres aides financières concessionnelles diminuent plus vite que les revenus domestiques et autres ressources (comme les investissements privés) n'augmentent. Homi Kharas et John McArthur, de la Brookings Institution, ont montré que les PRITI sont la catégorie de pays à avoir enregistré la croissance économique à long terme la plus lente et que leur assiette fiscale n'est pas suffisamment solide et diversifiée pour compenser la diminution de l'aide⁴⁷.

Certains PRI disposent de revenus domestiques et de flux commerciaux et d'investissement considérables. Il s'agit de pays tels que l'Inde, la Chine et le Nigeria qui, ensemble, abritent aujourd'hui plus de la moitié des habitants vivant dans l'extrême pauvreté. Ils sont donc à même de financer la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance inclusive. D'autres PRI se trouvent dans une toute autre situation. La Zambie, par exemple, a rejoint la catégorie des PRITI en 2011, tout en restant un PMA. Son taux d'extrême pauvreté est toujours parmi les cinq plus élevés de tous les pays d'Afrique subsaharienne : 74 % des Zambiens vivent avec moins de 1,25 dollar par jour⁴⁸. Lorsqu'ils décident comment affecter leurs ressources limitées d'APD pour réaliser les nouveaux Objectifs mondiaux, les donateurs doivent tenir compte à la fois de l'importance des besoins des pays, mais aussi de la capacité de ces derniers à faire face à ces problèmes.

Pour ONE, le « *Zero Draft* » d'Addis-Abeba a le mérite de mettre l'accent sur la nécessité, pour les banques multilatérales de développement, d'adopter une approche flexible. Il met également en lumière le large éventail de facteurs à prendre en compte dans les décisions de financement, comme le niveau de développement, la dette, la vulnérabilité et l'accès à d'autres formes de financement⁴⁹. Les recettes domestiques sont la principale source de financement du développement dans la majorité des pays. La conférence d'Addis-Abeba peut définir des engagements pour aider les pays en développement à mobiliser leurs ressources domestiques, à travers :

- un système d'échange automatique de données fiscales qui permet des accords de non-réciprocité temporaire pour les pays en développement ;
- des réformes de la gouvernance fiscale ;
- la publication du reporting pays par pays public ;
- la publication des bénéficiaires effectifs des sociétés et des *trusts*, des paiements effectués par l'industrie extractive et des contrats.

Pour certains PRI, une aide substantielle restera absolument nécessaire. La proposition de ONE visant à consacrer 50 % de l'APD aux PMA implique également un soutien aux PRI, étant donné qu'environ un tiers des PMA actuels sont également des PRI. La recommandation de ONE permet également de réserver les 50 % restants de l'APD aux autres pays en développement, non-PMA. En outre, des apports d'APD relativement modestes peuvent faciliter, par effet de levier, la mobilisation d'autres ressources. Tel est le cas lorsque l'APD est dirigée vers le renforcement des capacités des administrations fiscales et douanières, des parlements et autres organismes de contrôle et de lutte contre la corruption. Enfin, la valeur ajoutée de la coopération technique (Nord-Sud ou Sud-Sud) peut largement dépasser celle d'une aide uniquement financière.



Section 2

MOBILISATION ET AFFECTATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES

Pauline Ochola, infirmière en chef au Centre de Santé de Makadara, reçoit un groupe de patients dans sa clinique, à Nairobi, au Kenya. Ochola dirige cette clinique qui aide 700 familles par mois à préserver leur santé future.

Photo : Pete Lewis/DFID

Les sources intérieures de revenus des gouvernements constituent la majeure partie du financement du développement. Les revenus domestiques agrégés et totaux des pays en développement sont passés de 1 520 milliards de dollars en 2005 à 4 120 milliards de dollars en 2011. Au cours de cette période, le revenu par habitant est ainsi passé de 290 à 726 dollars, soit une multiplication par 2,5⁵⁰.

Dans certains pays toutefois, les ressources intérieures, exprimées en revenu par habitant, sont restées terriblement faibles. Si le financement n'est pas tout, le (manque de) financement peut faire la différence pour de nombreux pays en termes d'offre de services publics de qualité. ONE préconise que les pays en développement affectent un niveau minimal de dépenses publiques à la fourniture de services publics essentiels, accessibles à tous les citoyens, notamment les plus marginalisés et les plus vulnérables.

DÉFINIR UN NIVEAU MINIMAL DE DÉPENSES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS

La Conférence d'Addis-Abeba peut commencer par aider les pays à définir les dépenses minimales qu'ils doivent consacrer au financement des services de base – qui devront à chaque fois inclure les soins de santé primaires et l'éducation. Les pays doivent s'engager à fournir et à financer chacun de ces services d'ici à 2020.

Homi Kharas et John McArthur⁵¹ ont travaillé à partir des données du Programme de comparaison internationale (PCI)⁵². Ils ont d'abord proposé un

objectif, également inclus dans le « *Zero Draft* » de la Conférence d'Addis-Abeba, de 300 dollars par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA), ou de 10 % du PIB par habitant (le montant le plus élevé étant retenu)⁵³. ONE a analysé la ventilation des niveaux actuels des dépenses des pays, les indicateurs de dépenses pour des services de santé, d'éducation et de protection sociale de qualité pour tous (trois aspects inclus dans les données du PCI utilisées par Kharas et McArthur), et le PIB par habitant dans les pays en développement. Sur cette base, ONE propose de modifier comme suit l'objectif du « *Zero Draft* » :

- Les pays doivent atteindre un montant minimal de dépenses publiques par habitant par an, soit **500 dollars en PPA** ou l'équivalent de **10 % du PIB par habitant**, le montant le plus élevé étant retenu.
- Les pays qui consacrent actuellement moins de 150 dollars par habitant en PPA (pratiquement tous des PMA) aux services essentiels doivent atteindre l'objectif intermédiaire de **300 dollars par habitant en PPA**.
- Ces seuils de 300 et de 500 dollars ne sont qu'un strict minimum et devront être périodiquement revus à la hausse. Cette révision pourra se faire lors des futures conférences sur le financement du développement qui devront se tenir tous les cinq ans à partir de 2020, afin d'assurer une offre de services essentiels de qualité.

Tableau 1 : Dépenses publiques moyennes par habitant pour la consommation individuelle, 2011

Groupe de pays	PPA, en dollars
Tous	2 477 dollars
PMA	222 dollars
PMA + autres PFR	247 dollars
Pays en développement	1 152 dollars
PHR	4 997 dollars

Source : Cycle 2011 du PCI et calculs de ONE

DÉFINIR DES NIVEAUX MINIMUM DE DÉPENSES PUBLIQUES POUR FINANCER LES SERVICES ESSENTIELS

ONE est conscient que ce niveau de dépenses n'est, comme son nom l'indique, qu'un strict minimum et qu'il ne permettra pas de financer toutes les politiques publiques de lutte contre la pauvreté et de développement économique. Si les pays doivent se mettre d'accord sur ce concept à Addis-Abeba, ils devront par la suite élaborer leurs propres plans de mobilisation des ressources en fonction des besoins de leurs populations les plus pauvres. Le niveau de dépenses publiques visé variera en fonction de ce qu'elles sont destinées à financer. ONE recommande que ce programme défini à l'échelon national couvre au minimum les services essentiels suivants :

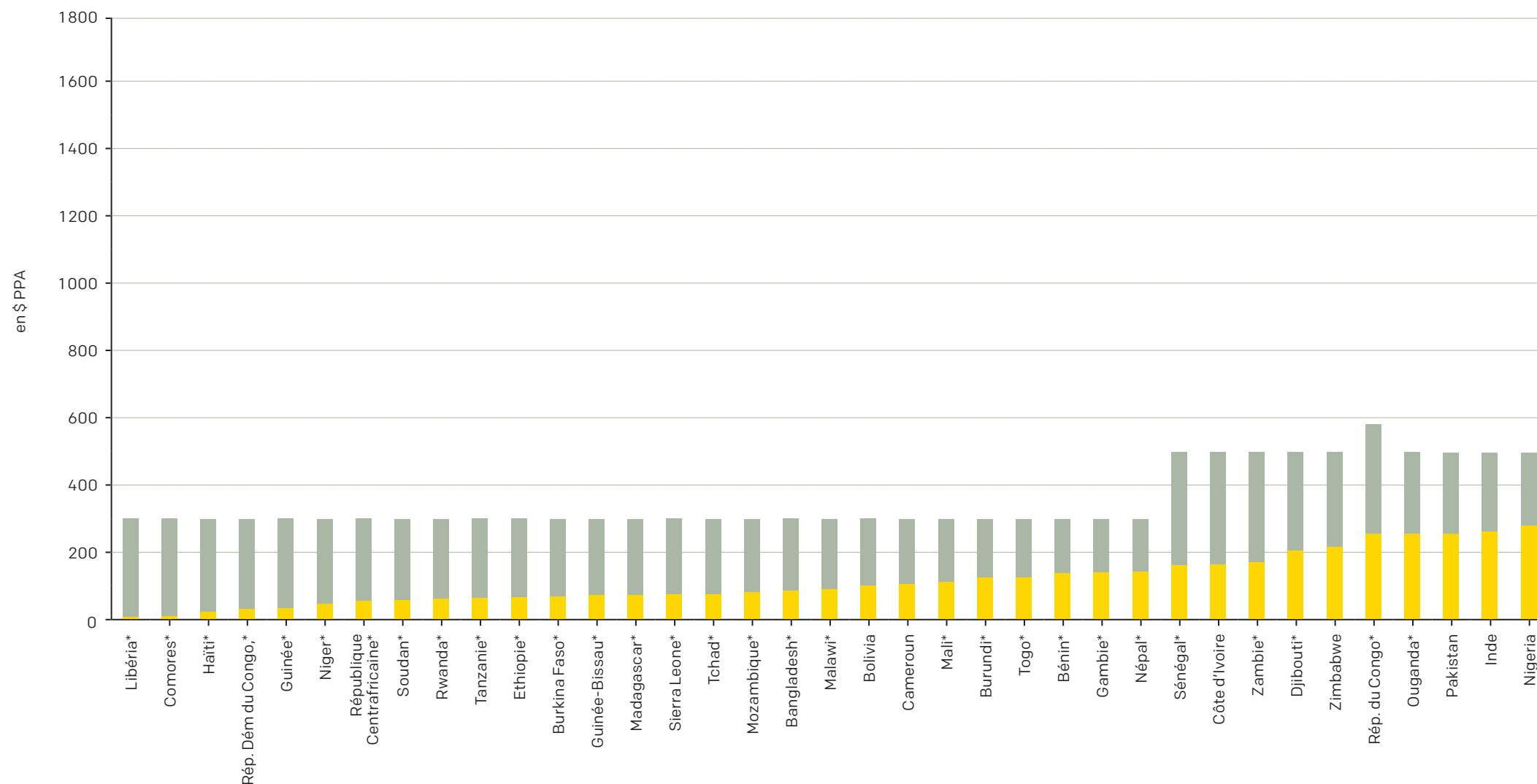
- **La santé :** La priorité doit être donnée aux soins de santé primaires. Tout le monde doit y avoir accès, notamment les communautés les plus reculées et les plus vulnérables, ainsi que les femmes et les filles.
- **L'éducation :** Une autre priorité doit porter sur un accès universel et équitable à une éducation pré-primaire, primaire et secondaire de qualité pour tous, garçons et filles, en veillant tout particulièrement à ce que les enfants terminent leur cycle de scolarité.
- **La protection sociale :** En plus de la santé, une protection sociale de base est indispensable pour protéger les membres les plus vulnérables de la société, en particulier les femmes et les filles.
- **L'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) :** Accès universel à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates, sûres et privées.

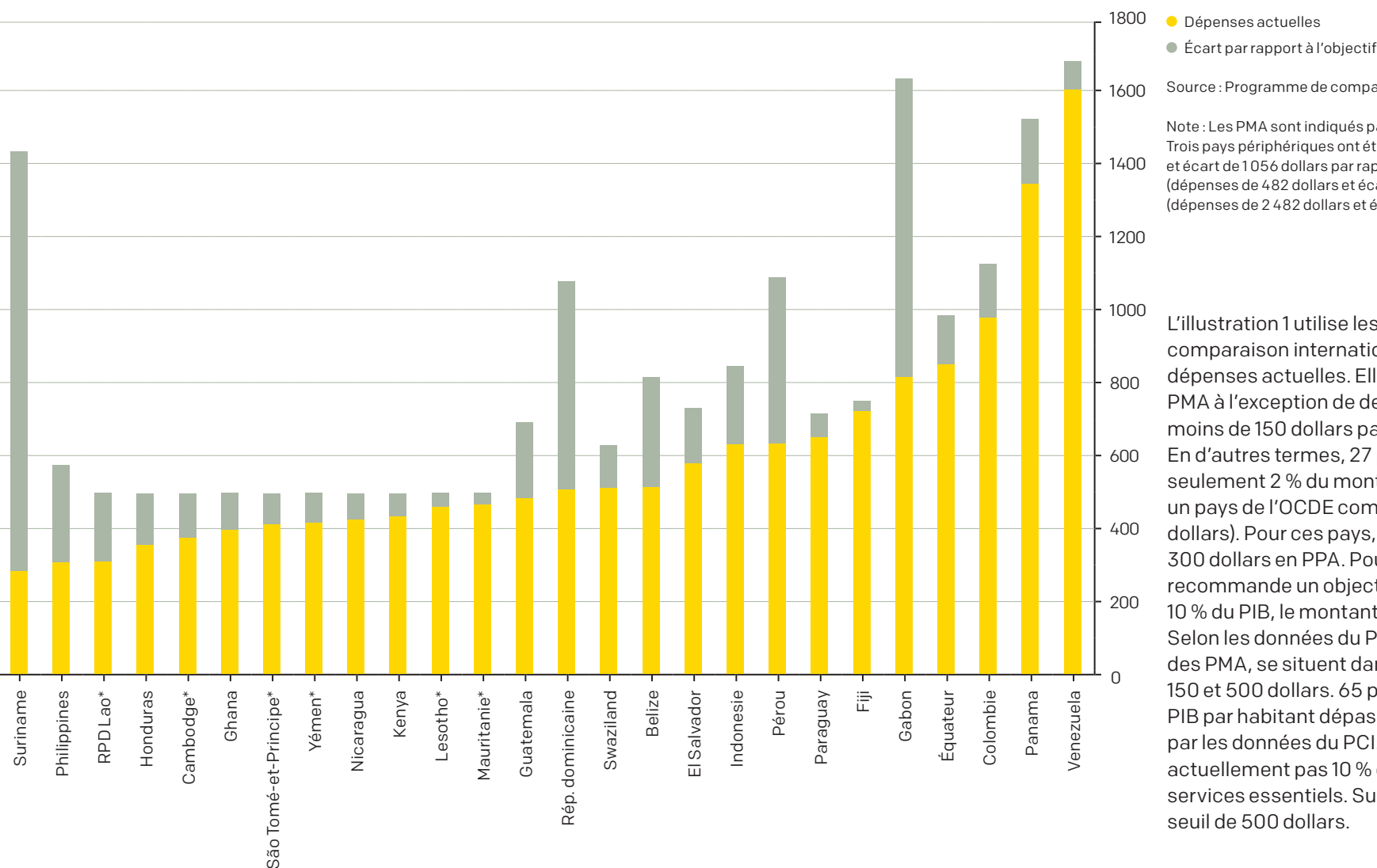
- **La nutrition :** Des interventions portant spécifiquement sur la nutrition et des actions d'autres secteurs intégrant la dimension nutritionnelle sont nécessaires, comme le soutien à l'allaitement maternel jusqu'à l'âge de six mois ; l'enrichissement des produits alimentaires ; la supplémentation en micronutriments ; le traitement de la malnutrition sévère ; l'amélioration de l'agriculture en vue d'accroître l'accès aux aliments nutritifs.

À Addis-Abeba, les gouvernements devront définir ensemble des objectifs minimaux et les atteindre d'ici à 2020 grâce à un niveau adéquat de dépenses publiques sociales.

Les calculs effectués par ONE aux fins de ce rapport reposent sur les données du Programme de comparaison internationale (PCI). Ces données couvrent la santé, l'éducation et certains aspects de la protection sociale. L'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que la nutrition ne sont pas couverts par le PCI utilisé par ONE, mais ils font partie des services essentiels et doivent être inclus dans le Pacte. L'ajout d'autres domaines influencera automatiquement le montant des investissements à réaliser. Comme expliqué ci-dessus, les pays doivent définir eux-mêmes leurs priorités, mais celles-ci doivent être ambitieuses et mettre l'accent sur l'accès aux services essentiels pour les couches les plus pauvres de la société.

Illustration 1 : Dépenses actuelles et écart par rapport à l'objectif pour les pays en développement actuellement sous les seuils de dépenses minimales proposés par ONE





L'illustration 1 utilise les données du Programme de comparaison internationale (PCI) pour évaluer les dépenses actuelles. Elle montre que **27 pays**, tous des PMA à l'exception de deux, dépensent actuellement moins de 150 dollars par habitant et par an⁵⁴. En d'autres termes, 27 pays dépensent actuellement seulement 2 % du montant, par habitant, dépensé par un pays de l'OCDE comme le Royaume-Uni (6 515 dollars). Pour ces pays, ONE propose un objectif de 300 dollars en PPA. Pour tous les autres, ONE recommande un objectif de 500 dollars en PPA ou de 10 % du PIB, le montant le plus élevé étant retenu. Selon les données du PCI, 24 pays, dont la moitié sont des PMA, se situent dans la tranche comprise entre 150 et 500 dollars. 65 pays en développement⁵⁵, dont le PIB par habitant dépasse 5 000 dollars, sont couverts par les données du PCI. Parmi ceux-ci, 20 n'affectent actuellement pas 10 % de leur PIB au financement des services essentiels. Sur ces 20 pays, 5 sont sous le seuil de 500 dollars.

Pour les **66 pays en développement qui n'atteignent pas leur cible de dépenses publiques**, au moins **152 milliards de dollars** (en termes nominaux) manquent au financement des services essentiels. Pour les **36 PMA et trois autres PFR** de ce groupe, le déficit est nettement plus faible : **36 milliards de dollars** (en termes nominaux), un montant que l'APD pourrait certainement combler.

Des objectifs de dépenses, en pourcentage des budgets des pays, ont aussi été fixés pour plusieurs secteurs clés pour le développement. Ainsi, en 2001, les membres de l'Union africaine réunis à Abuja ont convenu de consacrer 15 % du montant de leurs dépenses publiques à la santé. En 2003, à Maputo, ils ont décidé d'allouer 10 % de leurs dépenses totales au secteur agricole, un engagement qui a été réaffirmé l'année dernière à Malabo. Tous les pays qui se sont engagés dans le cadre de l'initiative Éducation pour tous, mouvement rebaptisé Partenariat mondial pour l'éducation, ont promis d'affecter 20 % de leur budget à l'éducation. Une analyse du suivi de ces engagements financiers par les pays africains est présentée dans ce rapport, avec des analyses plus détaillées pour le Nigeria et la Tanzanie.

ÉTUDE DE CAS : LE CENTRE ÉTHIOPIEN POUR LE HANDICAP ET LE DÉVELOPPEMENT⁵⁶

« Quand je serai grande, je voudrais être journaliste ». Saada a de l'ambition à revendre. Cette élève de l'école primaire d'Adama, dans une zone rurale d'Éthiopie, sait que le journalisme est un dur métier. Pourtant, elle devra composer avec un autre défi : la cécité dont elle est atteinte.

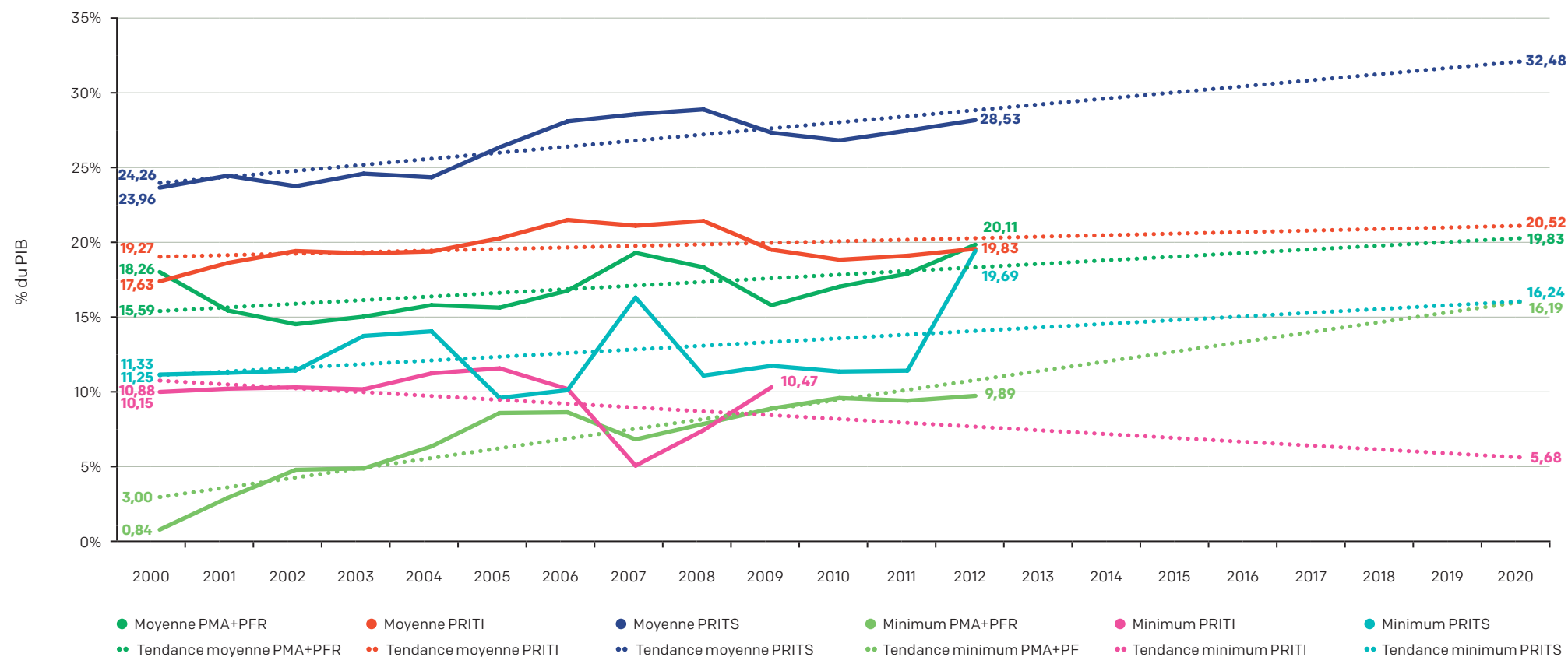
L'école publique d'Adama est soutenue par le Centre éthiopien pour le handicap et le développement (*Ethiopian Center for Disability and Development, ECDD*) : un projet qui vise à intégrer les élèves souffrant d'un handicap moteur ou mental dans le système éducatif régulier. Efran, condisciple d'Adama, est sourd. Il parle avec enthousiasme du soutien qu'il reçoit de ses camarades de classe, qui lui permet de suivre les consignes de l'instituteur, et du privilège que sont les études. La gratitude d'Efran est une leçon d'humilité. La stigmatisation des communautés à l'égard des personnes handicapées est parfois atroce et trop souvent, les familles considèrent les enfants handicapés comme une source de honte et d'embarras.

Yetnebersh Nigussie, directeur général de cette fondation et défenseur national des personnes handicapées, expose le problème. Le taux d'abandon scolaire est très élevé chez ces enfants. Des problèmes élémentaires, comme des toilettes inaccessibles en chaise roulante, peuvent empêcher certains enfants souffrant d'un handicap d'aller à l'école. Qui plus est, le coût du transport peut être prohibitif.

Le projet est financé par la Commission européenne. Le gouvernement éthiopien en fait-il assez pour ces enfants ? Monsieur Nigussie épingle la politique du ministère de l'Éducation sur l'inclusion des élèves handicapés. Un document de qualité existe, mais il n'est pas mis en œuvre jusqu'au niveau local. « Nous demandons au gouvernement de contribuer aux coûts de l'établissement », explique-t-il. « C'est la seule façon pour le gouvernement de montrer son adhésion au programme et de pérenniser ce dernier. Notre rôle est de démontrer, et non de mettre en œuvre ».

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) soutient le suivi des dépenses des donateurs pour ce projet. Les données de la Commission européenne mentionnent le site du projet « Promotion de l'éducation inclusive pour les enfants en situation de handicap » et son budget : 149 000 euros⁵⁷. Le niveau minimal de dépenses proposé par ONE pourrait permettre aux enfants les plus pauvres et les plus marginalisés d'avoir accès aux services essentiels dont ils ont besoin pour survivre et s'épanouir.

Illustration 2 : Évolution du ratio recettes/PIB dans les PMA et les PFR, les PRITI et les PRITS



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Note : Les groupes PRITI et PRITS n'incluent ici que les non-PMA (repris dans la première catégorie). L'échantillon inclut : pour les PMA et les autres PFR, entre 12 et 26 pays chaque année ; pour les PRITI, entre 13 et 26 chaque année ; et pour les PRITS entre 23 et 35 pays. Les pays représentés par le minimum peuvent changer d'une année sur l'autre. Les groupes sont basés sur la classification au moment de la publication et ne reflètent pas l'évolution de la composition de chaque groupe de pays depuis 2000 (ce qui explique probablement certaines variations au fil des années). Les données incluent les recettes fiscales et autres revenus, mais excluent les dons d'APD.

ACCROÎTRE LES DÉPENSES DOMESTIQUES

Afin de permettre le financement d'un ensemble de services essentiels, ONE appelle les pays à se donner les objectifs suivants en termes de ratio entre recettes et PIB⁵⁸ : au moins **20 % pour les PMA et les autres PFR ; 22 % pour les PRITI ; et 24 % pour les PRITS (et les PHR)**. D'ici à 2020, les pays doivent se rapprocher de moitié de leur objectif. Ces objectifs ont été formulés entre autres sur la base des recommandations du Sustainable Development Solutions Network (SDSN) et de Kharas et McArthur. L'échéance est fixée à 2020, donc cinq ans plus tôt que la date proposée dans le « *Zero Draft* » de la Conférence d'Addis-Abeba. La deuxième version, le *Revised Draft* publié en mai 2015, ne contient pas de référence à des cibles précises. Il appelle à atteindre des cibles définies au niveau national par chaque pays d'ici à 2025⁵⁹. Lors de la première séance de rédaction de l'accord d'Addis-Abeba, les PMA ont eux-mêmes réclamé la définition de ratios de recettes fiscales par rapport au PIB, indiquant que l'augmentation des recettes se heurtait à une contrainte majeure : l'absence de structures institutionnelles modernes et de systèmes informatisés⁶⁰.

L'illustration 2 présente l'évolution des ratios pour ces groupes de pays depuis 2000, en présentant la moyenne et le ratio minimal. Elle montre que ces objectifs ne doivent pas être considérés comme trop ambitieux ou irréalistes pour la majorité des pays. En effet, les niveaux moyens des PMA/PFR et des PRITS dépassent déjà les objectifs en 2012, et la moyenne pour les PRITI n'est inférieure aux objectifs

que de deux points de pourcentage environ.

ONE appelle tout pays déjà proche de ces seuils, ou les dépassant, à viser l'objectif supérieur, puis à poursuivre sa progression. À titre d'illustration, les pays de l'OCDE mobilisent l'équivalent de 25 et 40 % de leur PIB en recettes fiscales. Pourtant, plus de la moitié des pays en développement couverts par ces données (et une grande majorité de PMA et de PFR) n'atteignent pas encore les objectifs proposés.

Certains pays, qui augmentent actuellement leurs très faibles niveaux de revenus, auront plus de difficultés à atteindre ces objectifs. Un délai supplémentaire pourrait être nécessaire, en particulier pour les PRITI, où les seuils de revenus affichent une baisse, malgré le récent bond entre 2007 et 2009. En outre, dans les pays les plus pauvres, les avancées en termes d'objectifs recettes/PIB ne se traduisent pas nécessairement par un niveau adéquat de dépenses par habitant, comme le montre l'exemple de la Tanzanie analysé dans ce rapport. Les efforts pour améliorer la collecte des impôts doivent donc aller de pair avec une promotion de la croissance inclusive. En attendant, des montants importants d'APD restent nécessaires pour la mise en œuvre des niveaux minimaux de dépenses publiques.

Selon les calculs de ONE, au moins **106,8 milliards de dollars** de revenus supplémentaires pourraient être générés chaque année dans 46 pays en développement (hors Chine et Inde) si ces pays se rapprochaient de moitié de leur objectif de revenus publics proposés par ONE⁶¹. Cette somme supplémentaire pourrait améliorer de manière

considérable les services essentiels, tout en permettant des investissements dans l'agriculture, l'énergie et les infrastructures, au bénéfice d'une croissance inclusive. L'essentiel de cette somme serait généré dans les PRITS (non-PMA). Toutefois, pas moins de **14,4 milliards de dollars** de revenus supplémentaires pourraient être levés dans les PMA, dont la moitié environ au Bangladesh. Les données disponibles couvrent seulement environ la moitié (25) des PMA ; il ne s'agit donc là que d'une estimation prudente. Au total, ces ressources supplémentaires permettraient à elles seules de combler 42 % (ou 83 % si les cibles de revenus étaient pleinement atteints) du déficit global de 34,5 milliards de dollars pour financer les services sociaux essentiels pour les, tels qu'identifiés ci-dessus. Il convient toutefois de souligner que ces chiffres concernent l'ensemble du groupe et ne correspondent pas forcément aux déficits par pays.

Pour que les pays atteignent ces cibles de revenus, et poursuivent durablement cette tendance à la hausse, un large éventail de réformes politiques doit être mis en œuvre. Celles-ci incluent l'amélioration de la collecte de l'impôt via le renforcement des administrations fiscales, l'adoption de politiques fiscales équitables et progressives, et l'amélioration de la gestion des finances publiques et du secteur des ressources naturelles. Le renforcement des capacités administratives du pays, notamment des autorités fiscales et douanières, mais aussi des organismes de contrôle tels que les parlements ou les cours de comptes, soutiendra ces efforts de collecte, et contribuera à endiguer la corruption. L'obligation de

transparence des marchés publics et des entreprises extractives est une autre mesure essentielle qui doit être encouragée à Addis-Abeba. D'autres réformes doivent porter sur la transparence des propriétaires réels des sociétés et trusts, l'échange automatique des informations fiscales entre pays, la gouvernance fiscale et la publicité du reporting public des multinationales.

Cet éventail de mesures permettra aux pays en développement de lutter contre le fléau des flux financiers illicites et de l'évasion fiscale, qui privent les citoyens de précieuses sources de financement. Enfin, tous les flux financiers, y compris les revenus et les dépenses publiques, doivent faire l'objet d'un suivi accru, notamment à travers une publication de ces

données en format ouvert. Mettre en lumière comment les pouvoirs publics gèrent leurs budgets est important pour donner la possibilité au citoyen de faire un suivi des dépenses jusqu'aux résultats sur le terrain. Permettre cette transparence et cette redevabilité est une responsabilité conjointe des pays développés et des pays en développement.

ONE appelle les pays à se mettre d'accord sur des cibles précises afin d'augmenter les ressources domestiques pour financer les services essentiels. ONE préconise une cible d'au moins 20% (en ratio recettes / PIB) pour les PMA et d'autres pays à faible revenu ; de 22% pour les pays à revenu intermédiaire à tranche inférieure ; et de 24% pour les autres pays. D'ici à 2020, les pays doivent avoir atteint 50% de cet objectif.

Selon les calculs de ONE, 46 pays en développement (Chine et Inde exclues) pourraient générer 106,8 milliards de dollars de revenus supplémentaires s'ils atteignaient 50% de la cible préconisée par ONE pour augmenter les recettes fiscales. Les PMA pourraient ainsi disposer d'au moins 14,4 milliards de dollars supplémentaires.



PROFILS DES PAYS

The Rwesero Health Clinic in the
Northern Province of Rwanda.
Photo: Riccardo Gangale/Ga



Section 3

PROFILS DES PAYS

Des femmes en route pour aller chercher de l'eau à la rivière près du village d'Umoja, au Kenya.



ALLEMAGNE

En mars 2015, le gouvernement allemand a annoncé d'augmenter son APD de 8,3 milliards d'euros cumulés au cours des quatre prochaines années. Ce signal positif est la preuve d'un leadership politique renouvelé. L'annonce vient à point nommé : la hausse de l'APD allouée par l'Allemagne en 2014 était largement due à l'augmentation des prêts accordés aux PRI, et le pays n'a alloué qu'un quart environ de son APD aux PMA ces dernières années⁶². Au même titre que le succès de la reconstitution des ressources de Gavi en janvier 2015, cette augmentation de l'APD sur quatre ans renforce le rôle que l'Allemagne devra jouer en tant que présidente du G7 pour mener à bien la conférence d'Addis-Abeba. L'Allemagne doit jouer un rôle moteur pour que les membres européens du G7 s'engagent à allouer 0,7 % de leur RNB à l'APD, et au moins 50 % de leur APD aux PMA. Certains ministères et institutions d'Allemagne ont montré leur volonté de faire avancer la transparence de l'aide, tandis que d'autres sont encore à la traîne. Même si la directive comptable européenne visant à renforcer la transparence des industries extractives est en passe d'être adoptée, l'Allemagne n'a pas fait de progrès quant à la publication des informations sur les bénéficiaires effectifs.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE). En 2014, l'Allemagne n'a pas déclaré au CAD ses données relatives aux PMA.

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7
Totale	16,07 milliards \$ (12,11 milliards €)	+ 11,8 % ↑	3 ^e
APD allouée aux PMA	Aucune donnée ⁶³		
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	3,70 milliards \$ (2,79 milliards €)	+10,6 % ↑	3 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale	0,41 %	↑	2 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	Aucune donnée ⁶⁴		
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	Aucune donnée ⁶⁵		
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	20,9 %		5 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ⁶⁶	4,35 milliards \$ (3,28 milliards €)	-1,5 % ↓	2 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ⁶⁷	39 % de l'APD bilatérale totale	↓	4 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	14 %	EN BAISSSE	5 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD de l'Allemagne, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

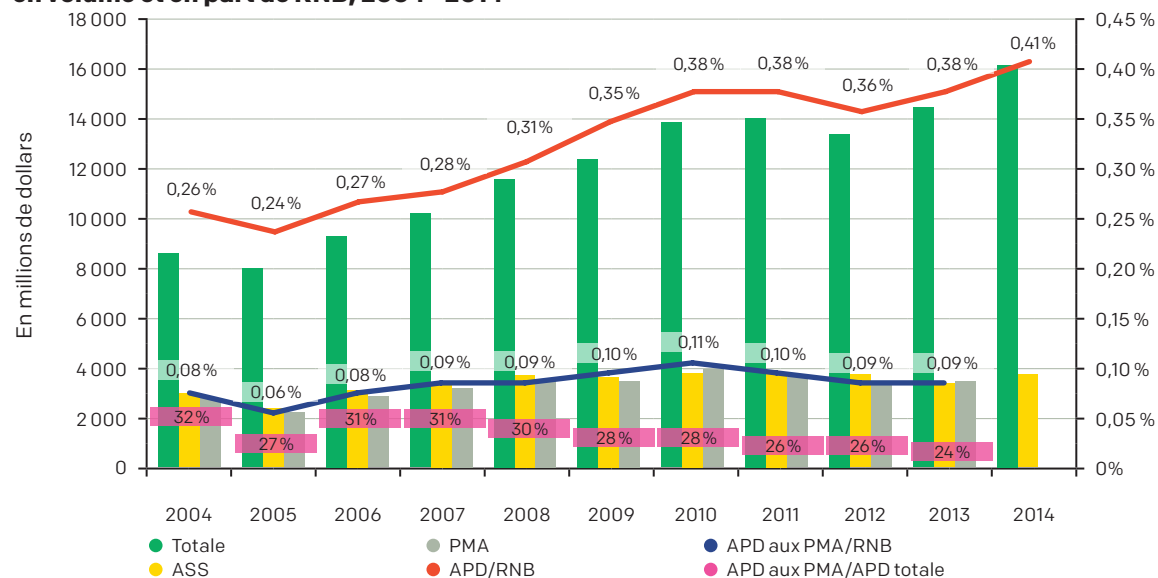


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)

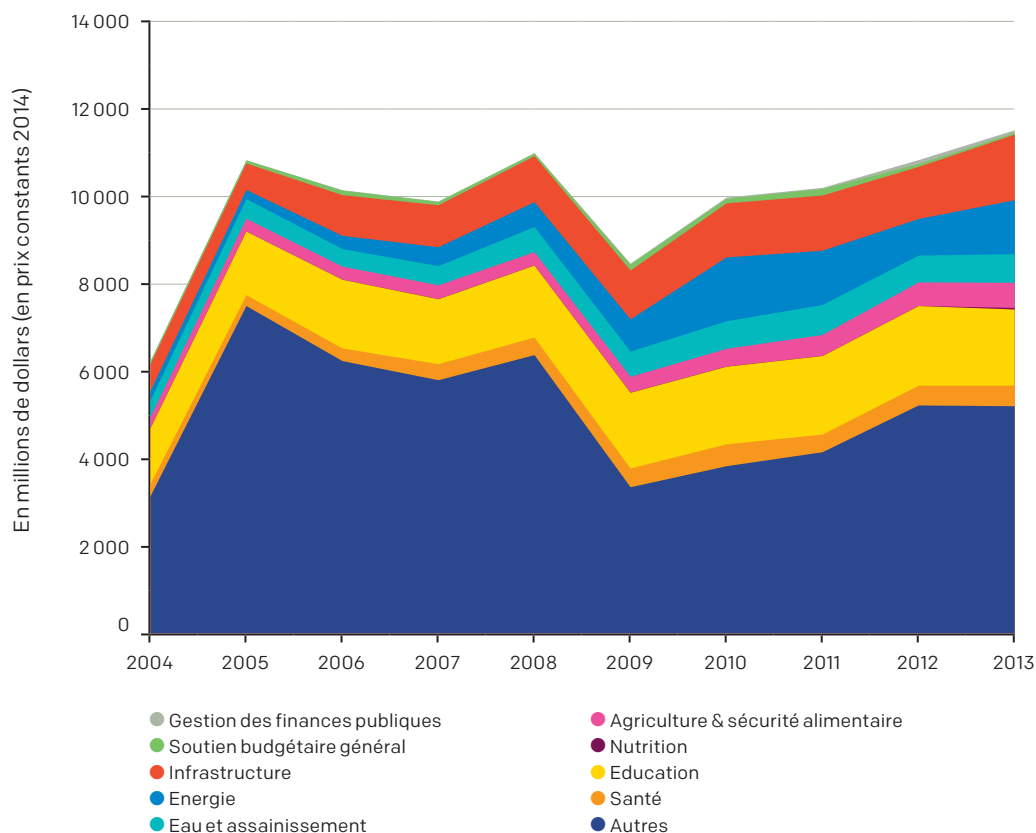


Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	181,4	766,2 (2015-20)
Garantie de marché (AMC)	0	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	0	0
TOTAL	181,4	766,2
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	2 155,1	861,2 ⁶⁸

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements Gavi (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs GAVI pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois allemandes en matière de développement ?⁶⁹ De quelles lois s'agit-il ?

Oui. La stratégie intersectorielle en matière d'égalité des sexes dans la politique de développement de l'Allemagne doit s'appliquer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de tous les programmes de développement⁷⁰.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement de l'Allemagne ?

Oui. L'Allemagne s'est engagée à intégrer la dimension de genre à toutes ses mesures de développement et à tous les niveaux politiques. Les stratégies sectorielles et nationales sont soumises à des analyses de genre⁷¹.

3. Les résultats de l'Allemagne en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Oui. Depuis 2001, les marqueurs de genre doivent être utilisés par toutes les agences de développement en Allemagne, notamment dans la formulation des résultats, la définition des indicateurs et lors du suivi⁷².

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour l'Allemagne dans le cadre des Objectifs mondiaux / de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) L'Allemagne prévoit-elle de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) L'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le renforcement de leurs droits sont des objectifs que le gouvernement allemand promeut activement dans le cadre du processus de l'après-2015. (b) Le ministère du développement (BMZ) est en train d'élaborer un plan d'action national pour opérationnaliser le concept d'égalité des sexes.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	En cours ⁷³	Non applicable	À déterminer lors de la mise en œuvre	À déterminer lors de la mise en œuvre	Non
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	À déterminer lors de la mise en œuvre ⁷⁴	Non	Partiellement ⁷⁵	Partiellement ⁷⁶	À déterminer lors de la mise en œuvre
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Partiellement	Partiellement ⁷⁷	Partiellement	Non	Oui ⁷⁸
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	En cours ⁷⁹	Oui ⁸⁰	Partiellement ⁸¹	Oui ⁸²	Oui ⁸³
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Oui ⁸⁴	Non	Oui ⁸⁵	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ? ⁸⁶	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	S.O.	Oui	Non	Oui ⁸⁷	Oui ⁸⁸



CANADA

Malgré d'importants engagements d'APD pour la santé maternelle et infantile (3,5 milliards de dollars canadiens en mai 2014), en particulier pour la vaccination des enfants par le biais de Gavi, l'Alliance du Vaccin (500 millions de dollars canadiens en janvier 2015), le Canada a fortement réduit son APD en 2014. Cette baisse a aussi touché l'aide destinée aux pays les plus pauvres. Lors de la campagne des élections fédérales 2015, les conservateurs, les libéraux et le Nouveau Parti Démocratique (NDP) auront l'occasion de s'engager à inverser cette tendance et à allouer 50 % de l'APD canadienne aux pays qui en ont le plus besoin. En 2014, le Canada a fait preuve de leadership en matière de transparence des industries extractives, en adoptant une loi obligeant ses entreprises pétrolières, gazières et minières de publier leurs paiements. Il convient maintenant de veiller à ce que ces entreprises déclarent leurs informations détaillées par projets, sans exemption, dans un registre centralisé sous forme de données ouvertes.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et celle imputée aux PMA en 2014 sont une estimation de ONE).

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ⁸⁹
Totale	4,20 milliards \$ (4,64 milliards CAD)	-10,7 % ↓	6 ^e
APD allouée aux PMA	1,47 milliard \$ (1,62 milliard CAD)	-16,4 % ↓	5 ^e
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	1,56 milliard \$ (1,73 milliard CAD)	-20,0 % ↓	6 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,24 %	↓	4 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	35 %	↓	3 ^e
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,08 %	↓	3 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ⁹⁰	1,57 milliard \$ (1,74 milliard CAD)	-15,0 % ↓	5 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ⁹¹	47 %	↓	3 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	13 %	EN BAISSE	3 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD du Canada, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

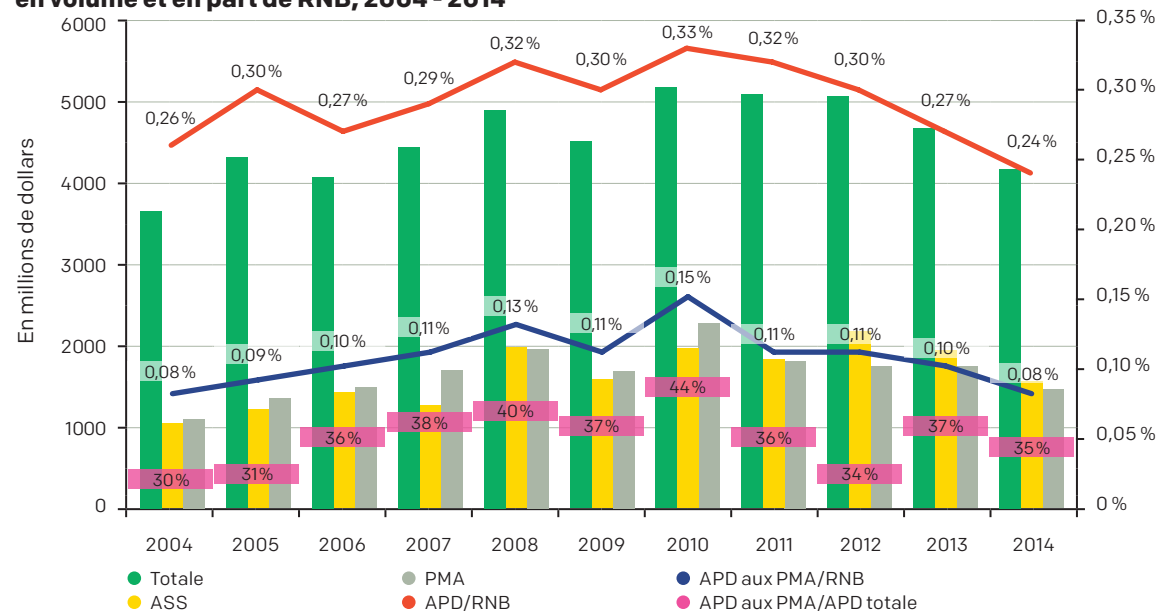


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)

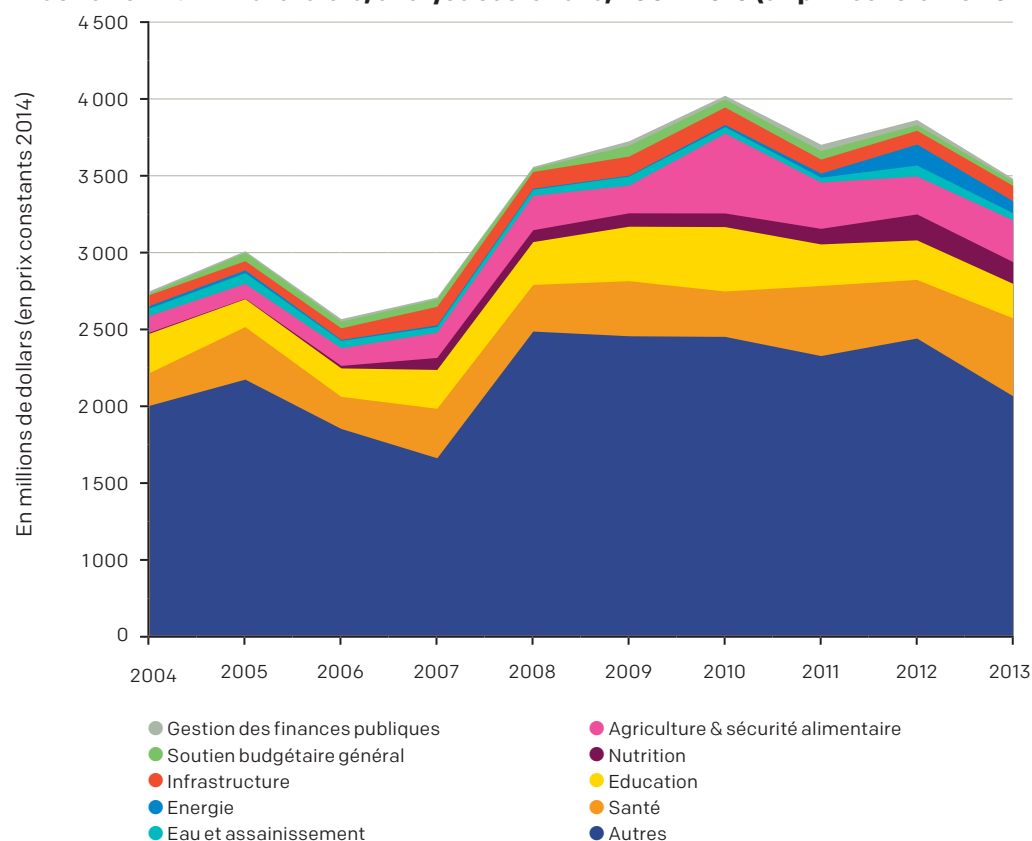


Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	310,6	449,6 (2015-20)
Garantie de marché (AMC)	211,9	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	0	0
TOTAL	522,5	449,6
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	1503,6	612,3

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements envers Gavi (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/fr/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois canadiennes en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. La politique de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en matière d'égalité des sexes⁹², adoptée en 2010, oblige les programmes de développement canadiens à faire progresser la participation des femmes à la prise de décisions, à appuyer les droits humains des femmes et des filles, et à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement du Canada ?

Oui. Le Canada a intégré l'égalité des sexes en tant que thématique dans tous ses programmes de développement international, notamment par le biais d'analyses préalables de l'égalité des sexes.

3. Les résultats du Canada en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Pas spécifiquement, mais la dimension de genre est une thématique transversale dans ses résultats en termes de développement. Les résultats sont évalués sur la base des performances globales par rapport à la politique de l'ACDI en matière d'égalité des sexes⁹³.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour le Canada dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) Le Canada prévoit-il de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Oui, le Canada plaide pour que l'autonomisation des femmes et des filles soit une thématique transversale des Objectifs mondiaux et devienne également un objectif à part entière. (b) Aucune information disponible.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi solide en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Oui (décembre 2014)	Juin 2015	À déterminer lors de la mise en œuvre	À déterminer lors de la mise en œuvre	Non
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi prévoyant l'accès public aux informations des sociétés ?	Loi prévoyant l'accès public aux informations des trusts et autres structures juridiques ?	Accès pour les autorités fiscales et judiciaires (sociétés) ?	Accès pour les autorités fiscales et judiciaires (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Non	Non
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Partiellement ⁹⁴	Partiellement ⁹⁵	Partiellement ⁹⁶	Partiellement ⁹⁷	Oui ⁹⁸
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de soutenir le renforcement des capacités ?
	Non	Non	Partiellement ⁹⁹	Oui ¹⁰⁰	Oui ¹⁰¹
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Adoption d'une loi pour tous les secteurs ?	Adoption d'une loi pour un secteur spécifique ?	Engagement à rendre le reporting public ?	Engagement à un reporting non public ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Oui ¹⁰²	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Notation « très bon » ou « bon » de la principale agence d'aide au développement dans l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Non	Oui	Oui	Oui ¹⁰³	Oui ¹⁰⁴



ÉTATS-UNIS

En montant absolu, les Etats-Unis sont le premier pays donateur dans le monde. Cet engagement en faveur de l'APD a été maintenu en 2014, à travers une nouvelle augmentation du budget d'aide au développement et des engagements plus forts en matière d'égalité des sexes. Le Département d'État a par exemple institué un bureau sur le sujet, le « Office of Global Women's Issues » (GWI). Néanmoins, le pays destine à peine un tiers de son APD aux PMA, ce qui le classe au quatrième rang des donateurs du G7. Les États-Unis ont l'occasion de réaffirmer leur leadership en s'engageant à allouer 50 % de leur APD aux PMA, tout en poursuivant la croissance de leur aide globale. Le pays doit également mettre en œuvre sa loi de transparence pour le secteur extractif. Cette loi prévoit un accès public à des informations détaillées sur les paiements, par projet et sans exemption. Un autre chantier concerne les informations sur les bénéficiaires effectifs, qui doivent également être accessibles au public.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE). Le ratio APD aux PMA/ RNB varie entre 2009 et 2012, mais ceci n'est pas visible car les pourcentages ont été arrondis.

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ¹⁰⁵
Totale	32,70 milliards \$	+2,8 % ↑	1 ^{er}
APD allouée aux PMA	10,33 milliards \$	-0,4 % ↓	1 ^{er}
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	11,50 milliards \$	+7,1 % ↑	1 ^{er}
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,19 %	↑	6 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	32 %	↓	4 ^e
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,06 %	Aucun changement	5 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes APD ¹⁰⁶	3,71 milliards \$	+292 % ↑	3 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ¹⁰⁷	14 %	↑	6 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	10 %	EN HAUSSE	2 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD des Etats-Unis, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

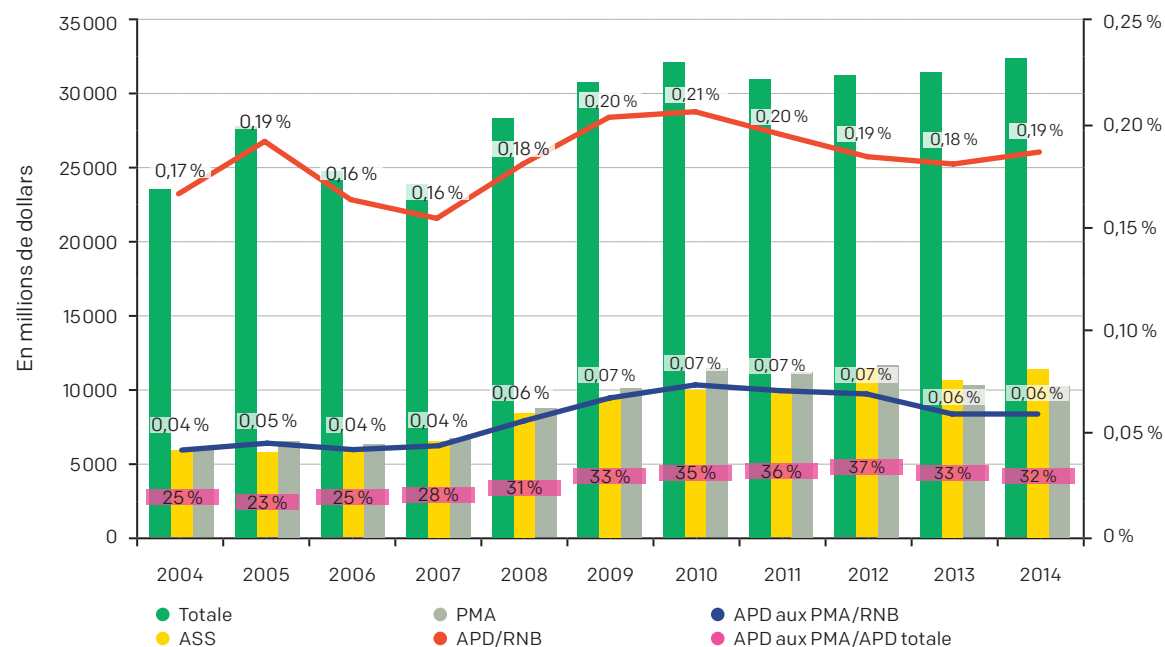
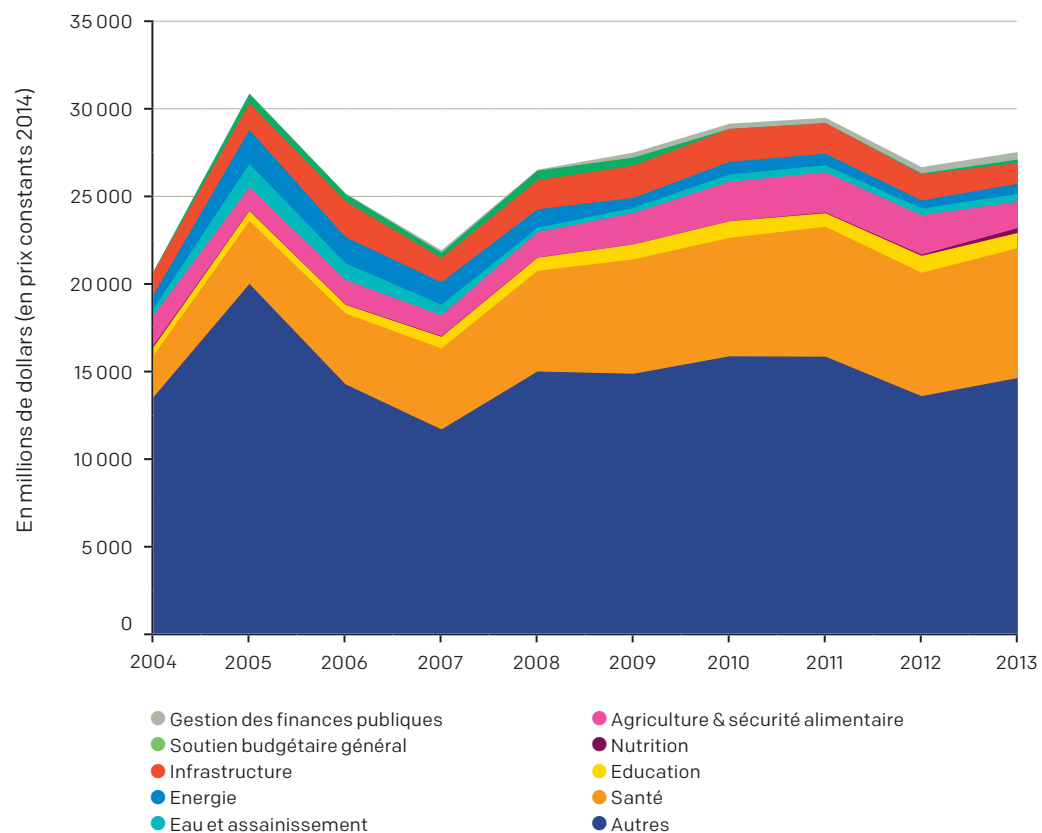


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)



Source : CAD de l'OCDE, SNPC.

Note : Inclut uniquement l'aide bilatérale (décaissements bruts) en prix constants 2014. Pour savoir quels codes SNPC sont inclus dans chaque catégorie représentée dans ce graphique, voir le chapitre Méthodologie.

Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	1 365	1 000 (2015-18)
Garantie de marché (AMC)	0	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	0	0
TOTAL	1 365	1 000
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	9 959,2	4 002,3

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements Gavi (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements à Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page GAVI consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois des Etats-Unis en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. La loi sur l'aide internationale de 1961 qui a créé l'Agence américaine USAID inclut de nombreuses références à l'autonomisation des femmes.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement des États-Unis ?

Oui. Le Département d'État et USAID ont tous deux publié des lignes directrices sur l'égalité des sexes en 2012¹⁰⁸. Selon ces dernières, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes doivent être intégrées dans la formulation des politiques, la planification stratégique et budgétaire, la conception et la mise en œuvre des programmes, la gestion et la formation, ainsi que dans le suivi et l'évaluation des résultats.

3. Les résultats des États-Unis en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Oui. Le Département d'État et USAID ont élaboré des indicateurs pour mesurer les résultats de l'APD. Les données relatives à ces indicateurs sont ventilées par sexe et par âge¹⁰⁹.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour les Etats-Unis dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) Les Etats-Unis prévoient-ils de continuer à améliorer leur politique en matière de genre ?

(a) Oui. Les États-Unis ont proposé des initiatives en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles dans les négociations de l'agenda pour l'après-2015.

(b) Oui. Les lignes directrices du Département d'État américain, publiées en 2014, préconisent l'intégration de l'égalité des sexes et des droits des femmes dans tous les programmes d'aide internationale¹¹⁰.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Oui (juillet 2010)	2016	À déterminer lors de la mise en œuvre	À déterminer lors de la mise en œuvre	Oui
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Non	Non
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Oui ¹¹¹	Partiellement ¹¹²	Oui ¹¹³	Partiellement ¹¹⁴	Oui ¹¹⁵
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Partiellement ¹¹⁶	Non	Partiellement ¹¹⁷	Oui ¹¹⁸	Oui
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Oui ¹¹⁹	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Non	Oui	Non	Oui ¹²⁰	Oui ¹²¹



FRANCE

Malgré le maintien de sa position de chef de file en matière de financements innovants et un renouvellement de son soutien à Gavi, l'Alliance du Vaccin, l'APD de la France est en recul depuis l'élection de François Hollande en 2012. Elle a aujourd'hui atteint son niveau le plus bas depuis 2009. Par ailleurs, seul un quart de l'APD française est destiné aux pays les moins avancés. La France doit inverser cette tendance afin de respecter son engagement, pris de longue date, d'allouer 0,7 % de son RNB à l'APD. Elle doit également rééquilibrer son aide à destination des PMA jusqu'à ce que cette dernière atteigne 50 % de son APD totale. Si la France reste à la pointe de la lutte contre les flux de capitaux illicites, 2015 devra être l'année où elle passera des paroles aux actes. C'est le moment de traduire dans une loi l'engagement présidentiel de mettre en place un reporting pays par pays accessible au public, d'une part, et d'achever la mise en œuvre des registres publics des bénéficiaires effectifs des entreprises et des trusts, d'autre part.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE).

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ¹²²
Totale	10,37 milliards \$ (7,81 milliards €)	-3,3 % ↓	4 ^e
APD allouée aux PMA	2,63 milliards \$ (1,98 milliard €)	+1,3 % ↑	4 ^e
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	3,55 milliards \$ (2,67 milliards €)	-7,4 % ↓	4 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale	0,36 %	↓	3 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	25 %	↑	6 ^e
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,09 %	Aucun changement	2 ^e
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	13,4 %		6 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ¹²³	1,36 milliard \$ (1,02 milliard €)	-25,1 % ↓	6 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ¹²⁴	19 %	↓	5 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	24 %	EN BAISSE	6 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD de la France, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

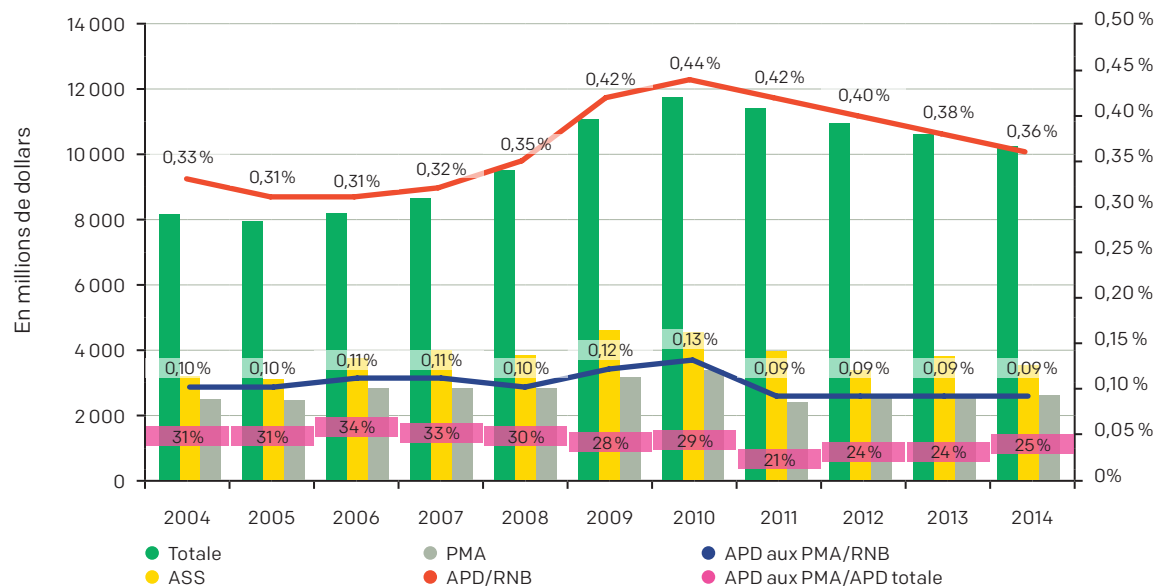


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)

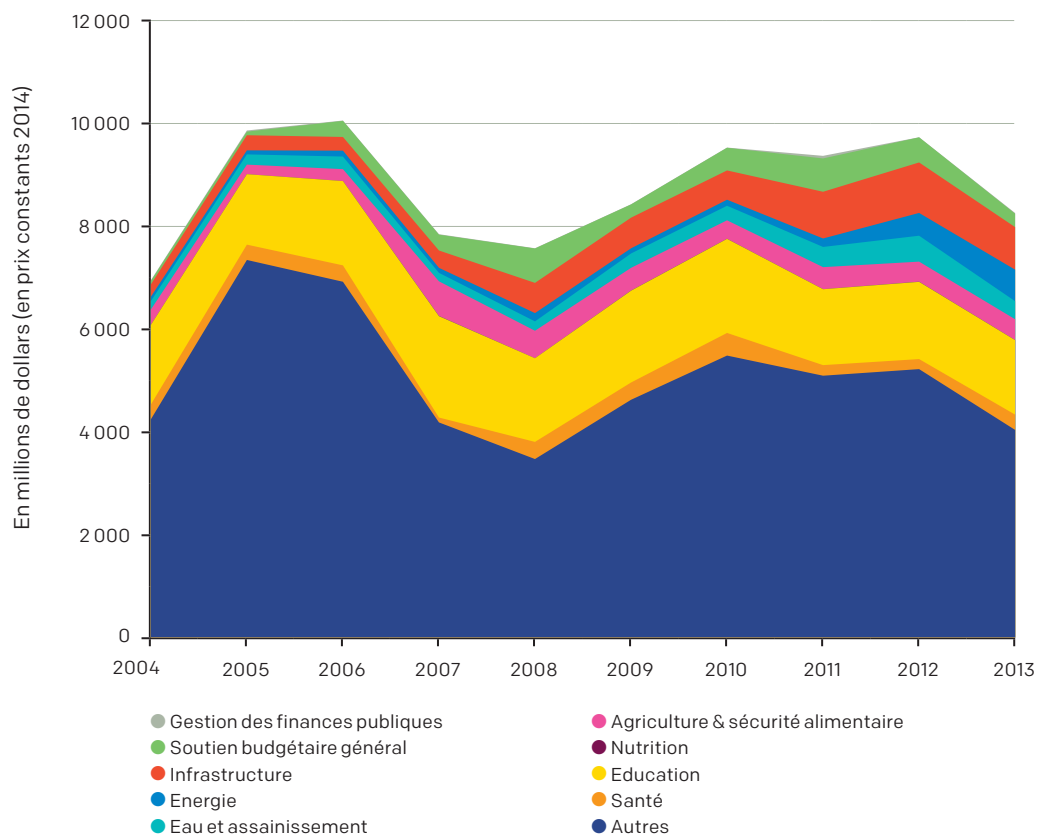


Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	119	153,3 (2015-20)
Garantie de marché (AMC)	0	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	434,9	1 325,6 (2015-26)
TOTAL	553,9	1 478,9
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	3 810,2	1 332,5

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements Gavi (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs GAVI pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois françaises en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. La loi d'orientation et de programmation sur le développement et la solidarité internationale fait de la promotion des droits des femmes un objectif de la politique de développement de la France¹²⁵.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement de la France ?

Oui. La dimension de genre doit être prise en compte à tous les stades du cycle de développement des projets. La moitié de l'ensemble des projets de développement financés par la France doivent compter parmi leurs principaux objectifs la promotion de l'égalité des sexes, ou du moins apporter une contribution importante à la poursuite de cet objectif¹²⁶.

3. Les résultats de la France en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Non.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour la France dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la Conférence d'Addis-Abeba ? (b) La France prévoit-elle de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Oui. L'égalité des sexes est l'une des priorités évoquées dans les documents de position du gouvernement français pour les processus de l'après-2015. (b) Oui. La priorisation de la dimension de genre dans la politique française de développement est en cours d'amélioration par le biais de l'évaluation annuelle de la stratégie de la France en matière de genre et de développement.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Oui	Juin 2015	2016	À déterminer lors de la mise en œuvre	En cours ¹²⁷
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	À déterminer lors de la mise en œuvre ¹²⁸	En cours ¹²⁹	En cours	En cours ¹³⁰	À déterminer lors de la mise en œuvre
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Non	Partiellement	Non	Non	Oui ¹³¹
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	En cours ¹³²	Oui ¹³³	Partiellement ¹³⁴	Oui ¹³⁵	Oui ¹³⁶
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Oui ¹³⁷	Oui ¹³⁸	Oui ¹³⁹	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Oui	Partiellement	Non	Oui ¹⁴⁰	Oui ¹⁴¹



ITALIE

En 2014, l'Italie a alloué 0,16 % de son RNB à l'aide au développement, un niveau très inférieur à l'objectif international de 0,7 %. Néanmoins, elle a entamé 2015 en démontrant clairement son ambition, annonçant une nouvelle contribution de 120 millions de dollars en faveur de Gavi, l'Alliance du Vaccin. Le gouvernement italien doit augmenter son aide pour atteindre l'objectif des 0,7%, tout en donnant la priorité aux pays les plus pauvres. Il doit s'engager à investir 50 % de son budget d'APD dans les PMA. C'est pendant la présidence italienne, l'année dernière, que les Etats membres de l'UE sont parvenus à un accord sur une nouvelle directive contre le blanchiment d'argent. Cette loi pourrait faciliter la répression des sociétés écrans, bien que seules les personnes justifiant d'un « intérêt légitime » puissent accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs. L'Italie doit adopter des dispositions qui assurent un accès public à ces informations et soutenir l'introduction d'un reporting pays par pays, également public, pour ses entreprises multinationales.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE).

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ¹⁴²
Totale	3,34 milliards \$ (2,52 milliards €)	-2,8 % ↓	7 ^e
APD allouée aux PMA	971,06 millions \$ (731,89 millions €)	+1,6 % ↑	6 ^e
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	1,01 milliard \$ (762,58 millions €)	+2,5 % ↑	7 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,16 %	↓	7 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	29 %	↑	5 ^e
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,05 %	Aucun changement	6 ^e
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	L'APD allouée par l'Italie à l'Afrique a diminué dans une plus grande mesure que l'APD totale du pays ¹⁴³		7 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ¹⁴⁴	467,18 millions \$ (352,12 millions €)	+133,2 % ↑	7 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ¹⁴⁵	55 %	↑	1 ^{er}
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	13 %	EN HAUSSE	4 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD de l'Italie, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

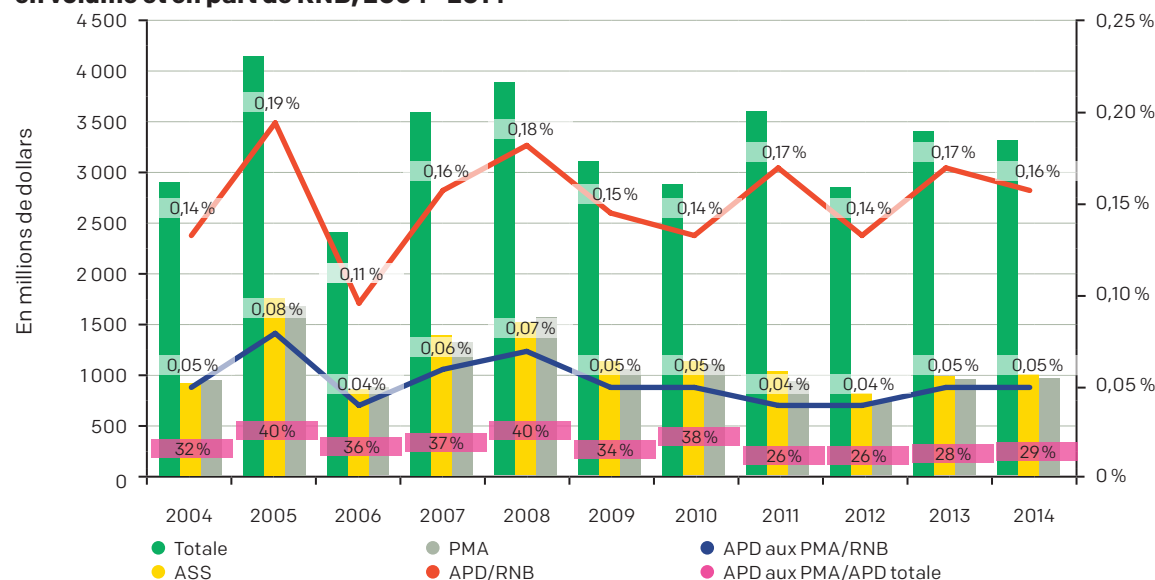
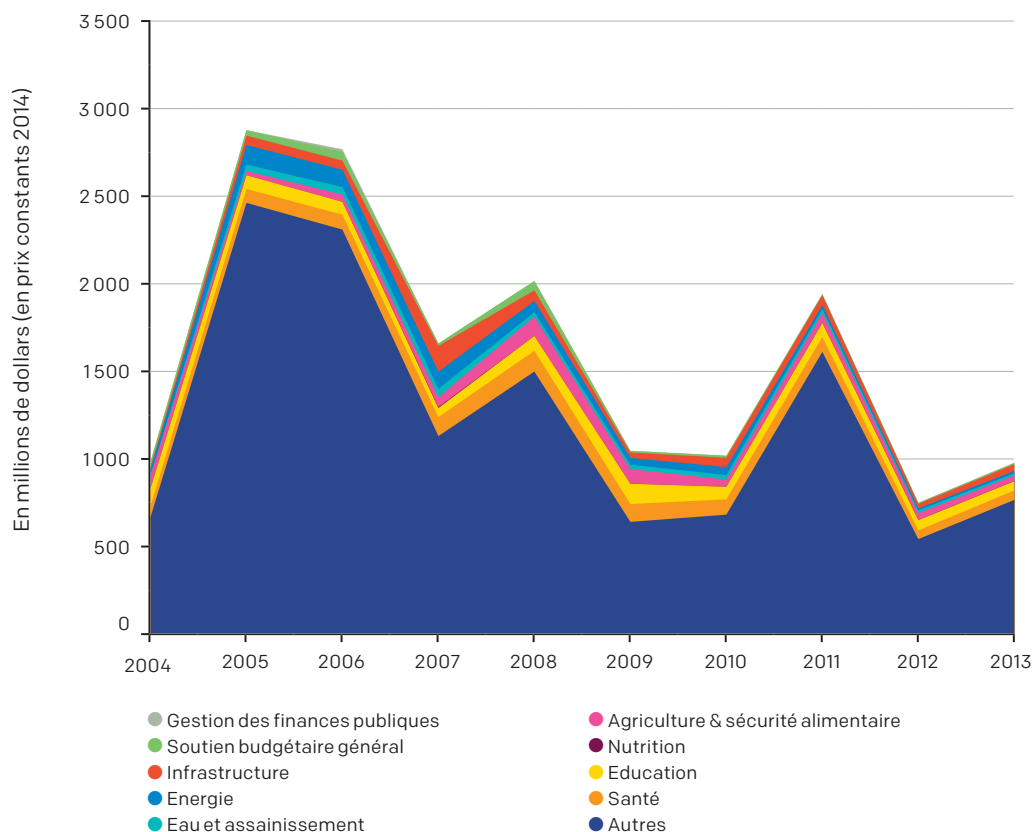


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)



Source : CAD de l'OCDE, SNPC.

Note : Inclut uniquement l'aide bilatérale (décaissements bruts) en prix constants 2014. Pour savoir quels codes SNPC sont inclus dans chaque catégorie représentée dans ce graphique, voir le chapitre Méthodologie.

Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)¹⁴⁶

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	0	120 (2016-20)
Garantie de marché (AMC)	374,6	264,8 (2015-19)
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	232,0	385 (2015-25)
TOTAL	606,6	769,8
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2008)	Engagements (2009-2016)
Contributions directes	1235,4	427,8

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements GAVI (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois italiennes en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. Selon la loi de 2014 sur la coopération au développement international, l'un des objectifs fondamentaux de l'aide italienne est de protéger et faire respecter le principe d'égalité entre les femmes et les hommes¹⁴⁷.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement de l'Italie ?

Oui. En novembre 2010, l'Italie a adopté des lignes directrices sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, puis, en 2012, un marqueur pour effectuer un suivi de l'efficacité en la matière. Ce marqueur s'applique à toutes les initiatives de la Direction générale de la coopération au développement (DGCS)¹⁴⁸.

3. Les résultats de l'Italie en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

En 2010, la DGCS s'est engagée à collecter des données ventilées par sexe. Néanmoins, il n'est pas possible de ventiler les données à l'aide de ce marqueur sur OpenAid, portail utilisé par l'Italie¹⁴⁹.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour l'Italie dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) L'Italie prévoit-elle de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Oui. L'Italie soutient l'adoption d'un objectif à part entière en matière d'égalité des sexes ainsi que la position de l'UE telle qu'énoncée dans les conclusions du Conseil européen sur les processus de l'après-2015¹⁵⁰.
(b) Oui. La DGCS a l'intention d'adopter un plan d'action exhaustif en matière de genre¹⁵¹.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	En cours ¹⁵²	Non	À déterminer lors de la mise en œuvre	À déterminer lors de la mise en œuvre	Non
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	À déterminer lors de la mise en œuvre ¹⁵³	Non	En cours	En cours	À déterminer lors de la mise en œuvre
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Partiellement ¹⁵⁴	Oui	Oui	Non	Oui ¹⁵⁵
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	En cours ¹⁵⁶	Oui ¹⁵⁷	Partiellement ¹⁵⁸	Oui ¹⁵⁹	Oui ¹⁶⁰
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Oui ¹⁶¹	Non	Oui ¹⁶²	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Non	Non	Non	Oui ¹⁶³	Oui ¹⁶⁴



JAPON

Bien que le Japon soit le membre du G7 qui consacre la part la plus importante de son APD aux PMA, il n'occupe que la cinquième place de ces sept pays donateurs quant à l'APD totale. De plus, l'APD que le Japon alloue aux PMA a considérablement diminué en 2014 par rapport à 2013. En 2015, lors de la conférence de financement de Gavi, le Japon était le seul pays du G7 à ne pas promettre de nouvelle contribution. Le Japon doit inverser le récent déclin enregistré dans l'aide allouée aux PMA, continuer à augmenter son APD totale et s'engager à consacrer 50 % de celle-ci aux PMA, objectif qu'il avait d'ailleurs atteint en 2013. Le pays doit également poursuivre ses efforts en matière d'égalité femmes-hommes, comme il l'a fait récemment en consacrant 42 milliards de yens à l'initiative Let Girls Learn. Lors du sommet 2013 du G8, le Japon s'était engagé à promouvoir des normes mondiales de transparence des industries extractives. Afin d'honorer cette promesse, le gouvernement japonais doit adopter une loi de transparence contraignante pour ce secteur.

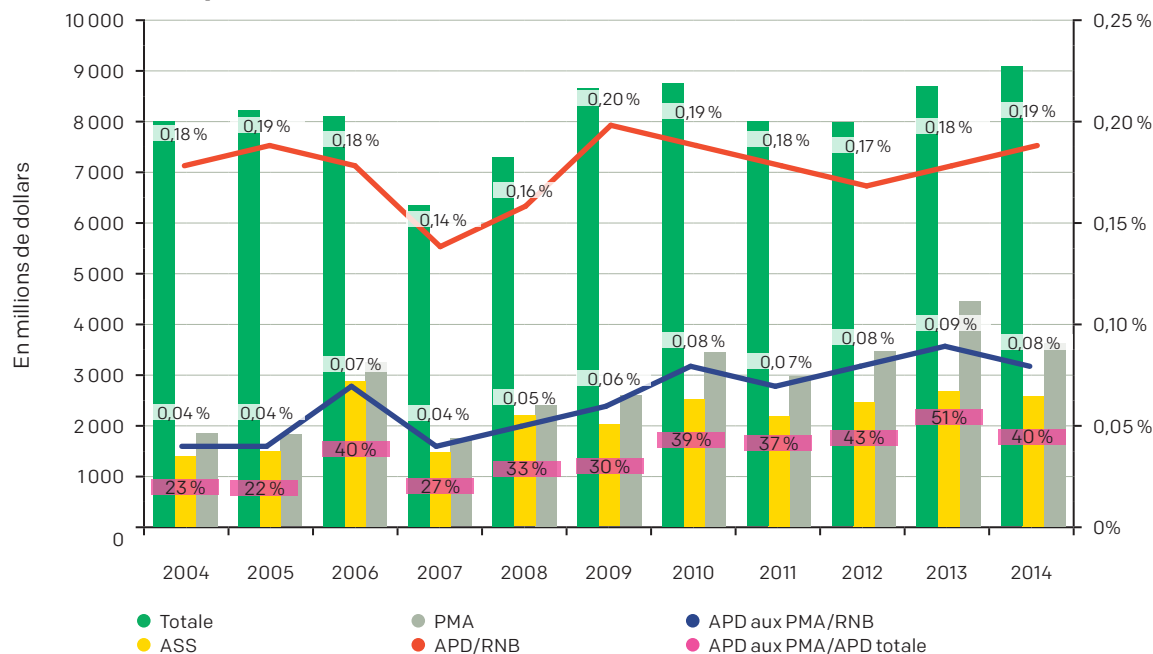
Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE).

Aide publique au développement

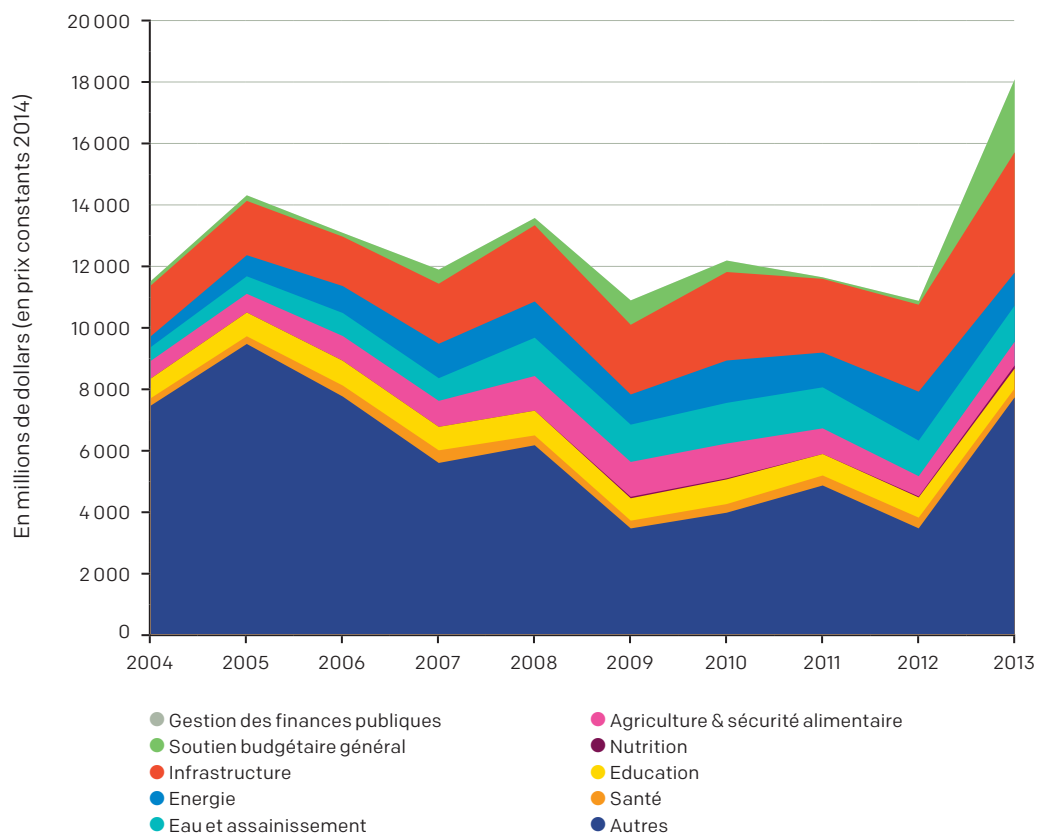
APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ¹⁶⁵
Totale	9,19 milliards \$ (973,2 milliards ¥)	+4,4 % ↑	5 ^e
APD allouée aux PMA	3,67 milliards \$ (387,96 milliards ¥)	-18,5 % ↓	3 ^e
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	2,60 milliards \$ (275,07 milliards ¥)	-4,2 % ↓	5 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale	0,19 %	↑	5 ^e
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	40 %	↓	1 ^{er}
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,08 %	↓	4 ^e
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ¹⁶⁶	1,75 milliard \$ (184,8 milliards ¥)	+19,8 % ↑	4 ^e
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ¹⁶⁷	12 %	↓	7 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale, 2013	26 % ¹⁶⁸	EN HAUSSE	7 ^e

Illustration 1 : Evolution de l'APD du Japon, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014



PROFILS DES PAYS

Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)



Source : CAD de l'OCDE, SNPC.

Note : Inclut uniquement l'aide bilatérale (décaissements bruts) en prix constants 2014. Pour savoir quels codes SNPC sont inclus dans chaque catégorie représentée dans ce graphique, voir le chapitre Méthodologie.

Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	31,2	0
Garantie de marché (AMC)	0	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	0	0
TOTAL	31,2	0
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	1 668,9	800

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) », <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavi datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois japonaises en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. Lors de la révision de sa Charte sur l'APD, le Japon a introduit une nouvelle disposition sur la pleine participation des femmes au développement¹⁶⁹.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement du Japon ?

Oui. Depuis 2005, le Japon a adopté une Initiative en matière de genre et de développement afin de promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans le développement de ses stratégies sectorielles et tout le long du cycle de projet (de l'évaluation préalable des besoins à la mise en œuvre et le suivi)¹⁷⁰.

3. Les résultats du Japon en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Non.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour le Japon dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) Le Japon prévoit-il de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Oui. Le Japon a mis l'accent sur la promotion des soins de santé universels, en particulier pour l'amélioration de la santé des femmes¹⁷¹. (b) Oui. Le gouvernement japonais s'est récemment engagé à allouer 42 milliards de yens sur trois ans en faveur de l'initiative Let Girls Learn, qui vise à favoriser les programmes d'autonomisation des femmes et des filles et les programmes d'éducation qui prennent en compte la dimension de genre. De plus, le Japon doublera sa contribution en faveur d'ONU Femmes pour atteindre 20 millions de dollars en 2015¹⁷².

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Non	Non	à déterminer	Non	Non
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Non	Non
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Pas d'informations	Non	Partiellement ¹⁷³	Oui ¹⁷⁴	Oui ¹⁷⁵
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Pas d'informations	Oui	Non	Oui ¹⁷⁶	Oui ¹⁷⁷

* ONE ne travaille pas sur la transparence des contrats et le reporting pays par pays public au Japon, d'où la décision d'exclure ces deux catégories du tableau.



ROYAUME-UNI

Après avoir atteint l'objectif des 0,7 % APD/RNB pour la seconde année consécutive en 2014, le Royaume-Uni a inscrit cet engagement dans la loi en mars 2015, renforçant ainsi son leadership dans le domaine du développement. Le pays doit maintenant s'engager à rééquilibrer la part d'APD qu'il destine aux PMA pour atteindre 50 %. Le Royaume-Uni a été le premier pays du G7 à contraindre les entreprises à publier les informations sur leurs bénéficiaires effectifs. Il convient à présent de prendre des mesures similaires pour les trusts. Un autre chantier concerne la mise en œuvre de la directive comptable de l'UE en matière de transparence des industries extractives. Le Royaume-Uni doit consentir à des efforts concrets pour inclure les pays en développement dans le système d'échange automatique d'informations fiscales.

Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE).

Aide publique au développement

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014	Classement parmi le G7 ¹⁷⁸
Totale	19,38 milliards \$ (11,77 milliards £)	+1,5 % ↑	2 ^e
APD allouée aux PMA	7,38 milliards \$ (4,48 milliards £)	+12,0 % ↑	2 ^e
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	7,49 milliards \$ (4,55 milliards £)	+7,4 % ↑	2 ^e
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,7 %	Aucun changement	1 ^{er}
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	38 %	↑	2 ^e
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA en 2014	0,27 %	↑	1 ^{er}
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	42,9 %		4 ^e

APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013	Classement parmi le G7
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ¹⁷⁹	5,68 milliards \$ (3,45 milliards £)	+33,2 %	1 ^{er}
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ¹⁸⁰	49 % de l'APD bilatérale totale	↑	2 ^e
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	3 %	EN BAISSSE	1 ^{er}

Illustration 1 : Evolution de l'APD du Royaume-Uni, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014

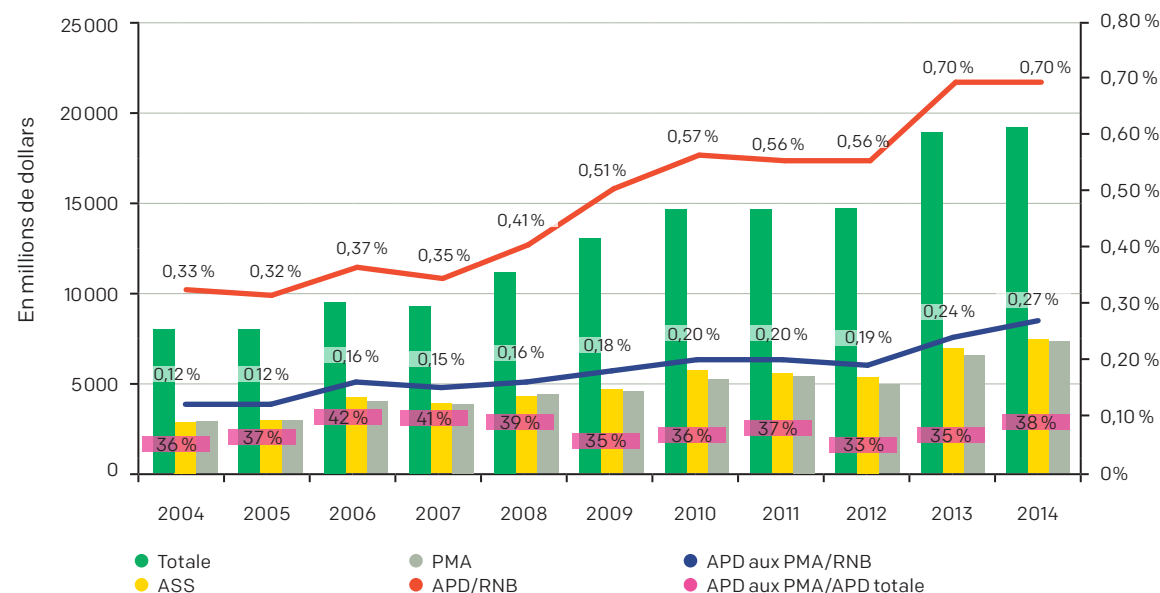
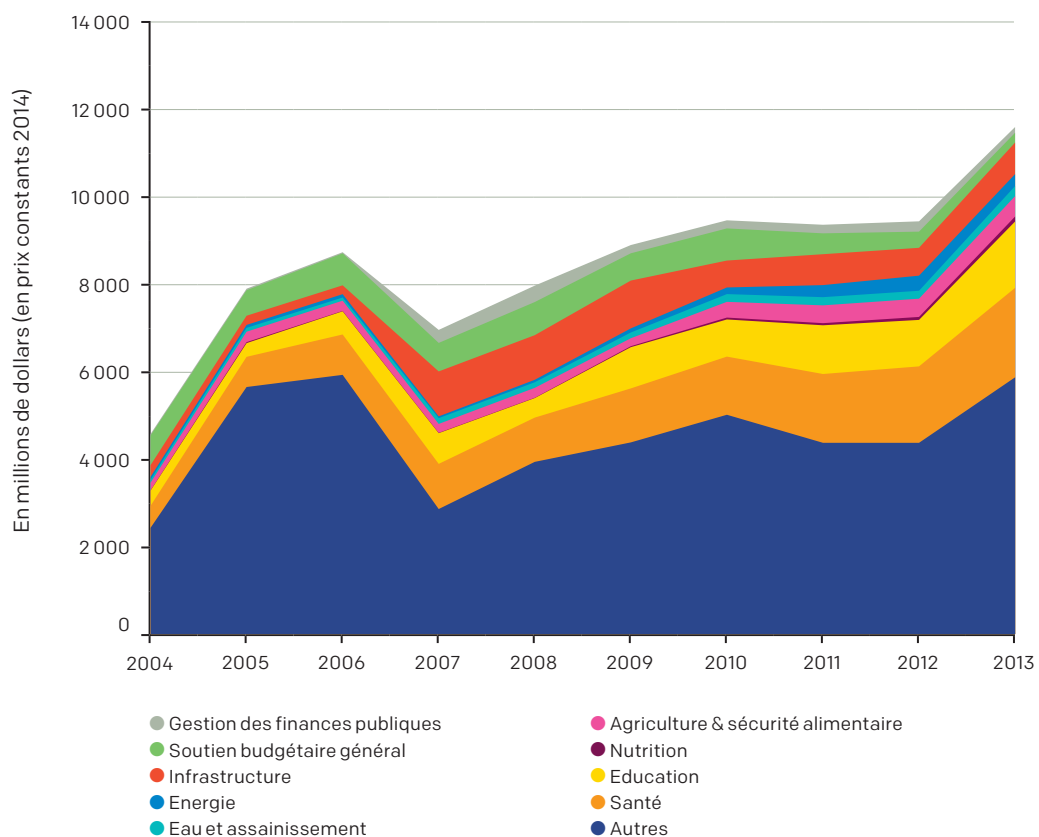


Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)



Source : CAD de l'OCDE, SNPC.

Note : Inclut uniquement l'aide bilatérale (décaissements bruts) en prix constants 2014. Pour savoir quels codes SNPC sont inclus dans chaque catégorie représentée dans ce graphique, voir le chapitre Méthodologie.

Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	1 189,47	2 025,9 (2015-16)
Garantie de marché (AMC)	291,88	206,7 (2015-18)
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	547,54	2 370,8 (2015-29)
Fonds de contrepartie (Matching Fund)	45,13	31,1 (2015)
TOTAL	2 074,02	4 634,5
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	2 299,9	1,571.2 ¹⁸¹

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD. Lorsqu'une seule année est indiquée pour les engagements Gavi (par ex. 2015), cela signifie qu'il n'est fait état du financement que pendant l'année 2015 et/ou que les informations de financement proviennent de la conférence des donateurs de janvier 2015, pour laquelle aucun calendrier n'a été publié.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) » : <http://www.theglobalfund.org/en/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements à GAVI datant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des lois britanniques en matière de développement ? De quelles lois s'agit-il ?

Oui. Selon la loi de 2014 sur l'égalité de genre dans le développement international, le secrétaire d'État au développement international doit s'assurer que l'aide au développement contribue à réduire les inégalités de genre, et que l'aide humanitaire prenne en compte la dimension de genre¹⁸².

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement du Royaume-Uni ?

Oui. Avec sa « Vision stratégique pour les femmes et les filles », le Département pour le développement international (DFID) s'engage à intégrer la dimension de genre dans l'ensemble de ses programmes¹⁸³. La totalité des divisions et des bureaux du DFID élaborent des plans opérationnels, dans lesquels ils expliquent comment ils mettront en œuvre le cadre de résultats et le plan d'entreprise du DFID, notamment pour les femmes et les filles.

3. Les résultats du Royaume-Uni en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Les résultats en termes de développement, évalués selon le cadre de résultats du DFID, sont ventilés par sexe, sous réserve de données disponibles¹⁸⁴.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour le Royaume-Uni dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) Le Royaume-Uni prévoit-il de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Le Royaume-Uni a fait de l'égalité des sexes une priorité, en préconisant d'en faire un objectif à part entière et d'intégrer la dimension de genre dans l'ensemble du cadre pour l'après-2015. (b) Selon son programme électoral, le parti conservateur prévoit d'améliorer la politique sur le genre et le développement du gouvernement, avec une attention particulière pour la lutte contre les violences domestiques, la mutilation génitale féminine et les mariages précoces et forcés ainsi que l'accès à l'éducation, aux droits fonciers et au planning familial.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Oui ¹⁸⁵	Projet de lignes directrices de l'industrie jugé inadéquat*	2016	Oui	Oui
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	Oui	Non	Oui	En cours	Partiellement ¹⁸⁶
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Non	Partiellement ¹⁸⁷	Oui	En cours	Oui ¹⁸⁸
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Oui ¹⁸⁹	Oui ¹⁹⁰	Partiellement ¹⁹¹	Oui ¹⁹²	Oui ¹⁹³
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Oui ¹⁹⁴	Non	Oui ¹⁹⁵	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Partiellement ¹⁹⁶	Oui	Oui	Oui ¹⁹⁷	Oui ¹⁹⁸

* Bien que le Royaume-Uni n'élabore pas de lignes directrices officielles en la matière, les tierces parties peuvent en proposer afin de donner leur avis sur l'application de la loi. Le gouvernement peut alors décider d'approuver les lignes directrices ainsi suggérées. Début 2015, les industries pétrolières et minières ont proposé un projet de lignes directrices qui, de l'avis des ONG, auraient eu pour effet d'affaiblir la loi nationale. Les discussions se poursuivent à ce sujet.



UE/INSTITUTIONS DE L'UE

En 2014, l'Union européenne et ses États membres sont restés les premiers donateurs d'APD au monde. Néanmoins, malgré une hausse globale du niveau d'aide, l'UE dans son ensemble n'a pas encore atteint l'objectif de consacrer 0,7 % de son RNB collectif à l'APD d'ici à 2015. En 2014, les institutions de l'UE et les 19 États membres du CAD ont alloué moins d'un tiers de leur APD aux PMA. L'UE doit renouveler son engagement de fournir une APD égale à 0,7 % de son RNB d'ici à 2020, et promettre de fléchir au moins la moitié de son APD aux pays les plus pauvres, en fixant sans délai un échéancier pour l'atteinte de ces deux objectifs. Après avoir adopté des lois innovantes sur la transparence dans les industries extractives et forestières et le secteur bancaire, l'UE doit contraindre les multinationales, de tous secteurs, à effectuer un reporting pays par pays accessible au public.

- Les institutions de l'UE font référence aux institutions qui dirigent l'UE. « L'aide des institutions de l'UE » fait référence à l'APD gérée par les institutions de l'UE pour le compte de l'UE. Il s'agit de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure, qui gèrent l'APD au titre du budget de l'UE, du Fonds européen de développement et de la Banque européenne d'investissement (BEI).
- UE fait référence à l'Union européenne dans son ensemble, c'est-à-dire à ses institutions et à ses États membres. Pour le suivi de l'aide, cela renvoie à l'APD fournie par les 28 États membres de l'UE et aux ressources propres aux institutions de l'UE consacrées à l'APD, par exemple via les prêts consentis par la BEI, qui ne sont pas imputés aux États membres.
- UE-19 fait référence aux 19 États membres de l'UE qui sont également membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Aide publique au développement

Institutions de l'UE

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014
Totale	16,11 milliards \$ (12,14 milliards €)	+0,01 % ↑
APD allouée aux PMA	4,45 milliards \$ (3,36 milliards €)	+15,7 % ↑
APD allouée à l'Afrique subsaharienne (ASS)	5,11 milliards \$ (3,86 milliards €)	+11,6 % ↑
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	28 %	↑
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	36,7 %	
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ¹⁹⁹	2,55 milliards \$ (1,92 milliard €)	-8,1 % ↓
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ²⁰⁰	15 % de l'APD bilatérale totale	Aucun changement
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	7 %	EN HAUSSE

UE

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014
Totale	76,84 milliards \$ (57,91 milliards €)	+1,4 % ↑
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,42 %	Aucun changement

UE-28

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014
Totale	74,09 milliards \$ (55,85 milliards €)	+3,0 % ↑
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,41 %	↑

UE-19²⁰¹

APD en 2014, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2013-2014
Totale	73,49 milliards \$ (55,39 milliards €)	+2,9 % ↑
APD allouée aux PMA	21,09 milliards \$ (15,85 milliards €)	+2,3 % ↑
APD allouée à l'Afrique subsaharienne	23,14 milliards \$ (17,44 milliards €)	+1,4 % ↑
Part du RNB allouée à l'APD totale en 2014	0,41 %	↓
APD allouée aux PMA en % de l'APD totale	29 %	↓
Part du RNB allouée à l'APD en faveur des PMA	0,12 %	Aucun changement
% de l'augmentation totale depuis 2004 qui a bénéficié à l'Afrique	25,4 %	
APD en 2013, total net, hors allègement de la dette		Évolution 2012-2013
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes ²⁰²	17,96 milliards \$ (13,53 milliards €)	+7,5 % ↑
APD bilatérale centrée sur l'égalité des sexes en % de l'APD bilatérale totale ²⁰³	40 %	↑
Dépenses domestiques et annulations de dettes en % de l'APD totale	13 %	EN BAISSSE

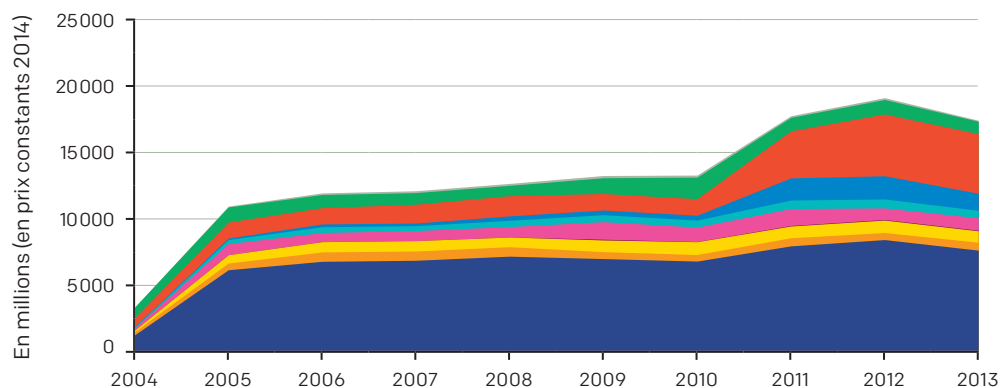
Illustration 1 : Evolution de l'APD de l'UE, totale, pour l'ASS et pour les PMA, en volume et en part de RNB, 2004 - 2014



Sources : CAD de l'OCDE, Tableaux 1 et 2a et données préliminaires (avril 2015).

Note : APD en prix constants 2014. Le montant net de l'APD exclut l'allègement de la dette bilatérale, mais tient compte de l'aide bilatérale et multilatérale (l'aide multilatérale imputée à l'ASS et aux PMA en 2014 est une estimation de ONE).

Illustration 2 : APD bilatérale, analyse sectorielle, 2004-2013 (en prix constants 2014)



● Gestion des finances publiques
● Soutien budgétaire général
● Infrastructure
● Energie
● Eau et assainissement

● Agriculture & sécurité alimentaire
● Nutrition
● Education
● Santé
● Autres

Source : CAD de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers (SNPC).

Note : Inclut uniquement l'aide bilatérale (décaissements bruts) en prix constants 2014. Pour savoir quels codes SNPC sont inclus dans chaque catégorie représentée dans ce graphique, voir le chapitre Méthodologie.

Tableau 1 : Contributions au Fonds mondial et à Gavi au mois de janvier 2015, lors de la conférence des donateurs (en millions de dollars)

Gavi	Contributions antérieures (2000-2014)	Engagements (à partir de 2015)
Contributions directes	71,4	489,1 (2015-20)
Garantie de marché (AMC)	0	0
Facilité internationale pour le financement de la vaccination (IFFIm)	0	0
TOTAL	71,4	489,1
Fonds mondial	Contributions antérieures (2002-2013)	Engagements (2014-2016)
Contributions directes	1847,6	502,9

Note : Tous les chiffres sont exprimés en millions de dollars et en prix constants 2014. Les chiffres en dollars en prix courants sont convertis en prix constants en utilisant les déflateurs des pays publiés par le CAD.

Sources : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Gouvernements donateurs (engagements et contributions) » : <http://www.theglobalfund.org/fr/partners/governments/>. Pour les contributions et engagements envers Gavidatant d'avant janvier 2015, les chiffres sont extraits de la page Gavi consacrée aux contributions des donateurs, <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/funding/searchtext/annual-contributions/show/all/hidefilters/>. Pour les engagements pris à partir de janvier 2015, les chiffres sont extraits du résumé de la présidence de la conférence des donateurs Gavi pour 2016-2020, « Reach Every Child », Berlin, 26 et 27 janvier 2015, consultable sur : <http://www.gavi.org/Funding/Resource-mobilisation/Process/Gavi-pledging-conference-January-2015/>

Soutien à l'égalité femme-homme

1. La dimension de genre est-elle une priorité des politiques de l'Union européenne en matière de développement ? Quels textes européens prévoient la dimension de genre ?

Oui. Le Traité de Lisbonne stipule que, dans toutes ses activités, l'UE visera à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes²⁰⁴. L'Accord de Cotonou, conclu en 2000 entre l'UE et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en appelle à la prise en compte des questions de genre dans tous les domaines de coopération²⁰⁵.

2. La dimension de genre est-elle intégrée dans tous les programmes de développement de l'UE ?

Oui. Le Plan d'action 2010-2015 de l'UE sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans le cadre de la coopération au développement (GAP) prévoit d'intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes les politiques et tous les programmes de développement de l'UE²⁰⁶. Toutefois, l'UE est loin d'assurer la mise en œuvre de ces dispositions²⁰⁷.

3. Les résultats de l'Union européenne en termes de développement sont-ils ventilés par sexe ?

Oui. Dans le rapport annuel 2014 sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure, des données ventilées par sexe sont disponibles pour un nombre croissant de secteurs²⁰⁸.

4. Perspectives : (a) L'égalité des sexes est-elle une priorité pour l'UE dans le cadre des Objectifs mondiaux/de la conférence d'Addis-Abeba ? (b) L'UE prévoit-elle de continuer à améliorer sa politique en matière de genre ?

(a) Oui²⁰⁹. Toutes les grandes institutions de l'UE ont affirmé leur volonté de faire de l'égalité des sexes un objectif à part entière, et toutes jugent important de remédier aux inégalités fondées sur le sexe²¹⁰. (b) Oui. Le projet du plan d'action 2016-2020 pour l'égalité entre les femmes et les hommes propose une approche plus stratégique pour remédier aux inégalités en la matière²¹¹.

Tableau 2 : Mobilisation des ressources domestiques et redevabilité

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication des données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	Oui	S.O.	S.O.	Non ²¹²	S.O.
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	À déterminer lors de la mise en œuvre ²¹³	Non	Oui ²¹⁴	Partiellement ²¹⁵	Non
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Oui ²¹⁶	Partiellement ²¹⁷	Oui	S.O.	Oui ²¹⁸
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Oui ²¹⁹	S.O. ²²⁰	S.O.	Oui ²²¹	Oui ²²²
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Engagement d'information privée ?
	Non	Oui ²²³	Non	Oui ²²⁴	Non
Transparence de l'aide	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publication d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Oui	Oui ²²⁵	Oui ²²⁶	Oui	Oui ²²⁷



PAYS AFRICAINS

Jane Lengope, 40 ans, danse au bord de la rivière près du village kenyan, Umoja.

INTRODUCTION

Depuis deux ans, en plus d'examiner les flux d'APD, le rapport DATA a également effectué un suivi des engagements des gouvernements africains dans des secteurs clés. Afin de lutter contre la pauvreté et améliorer le bien-être général de sa population, l'une des premières mesures qu'un gouvernement peut prendre est de flécher en priorité ses dépenses publiques vers les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. Pourtant, à ce jour, les progrès en Afrique subsaharienne sont restés mineurs, hormis quelques exceptions notables. Ce chapitre donne un aperçu des performances des pays d'Afrique subsaharienne par rapport aux objectifs suivants : celui d'Abuja (consacrer 15 % du budget à la santé), celui de Maputo, réaffirmé par l'UA à Malabo l'an dernier

(consacrer 10 % du budget à l'agriculture), ainsi que l'objectif adopté par l'ensemble des pays lors de leur adhésion au mouvement Éducation pour tous, rebaptisé depuis Partenariat mondial pour l'éducation (consacrer 20 % du budget à l'éducation).

Ces engagements budgétaires sont utiles pour rappeler aux pays d'accorder la priorité aux dépenses dans des secteurs essentiels à la réduction de la pauvreté. Néanmoins, ils présentent quelques lacunes. Premièrement, plus un pays est pauvre, moins il doit s'engager. A titre d'exemple, le Liberia faisait partie des six pays africains à avoir respecté l'engagement d'Abuja visant à consacrer 15 % de leur budget à la santé (en moyenne) pour la période 2011-2013. Or, dans

les faits, il n'a dépensé que 16 dollars par habitant²²⁸. Un an plus tard, la faiblesse de son système sanitaire a attiré l'attention du monde entier alors que l'épidémie d'Ebola ravageait le pays, mais aussi la Sierra Leone et la Guinée. Deuxièmement, les engagements par secteur ne doivent pas être examinés isolément. Il convient également d'analyser les montants réels par habitant que représentent ces tranches budgétaires. C'est pourquoi ONE plaide pour un objectif minimal de dépenses exprimé par habitant, comme expliqué dans le chapitre précédent. Enfin, il faut toujours suivre de près les résultats obtenus (ou non) grâce à ces financements. L'analyse doit donc aussi prendre en compte la qualité et l'équité des financements dégagés ainsi que leur impact réel.

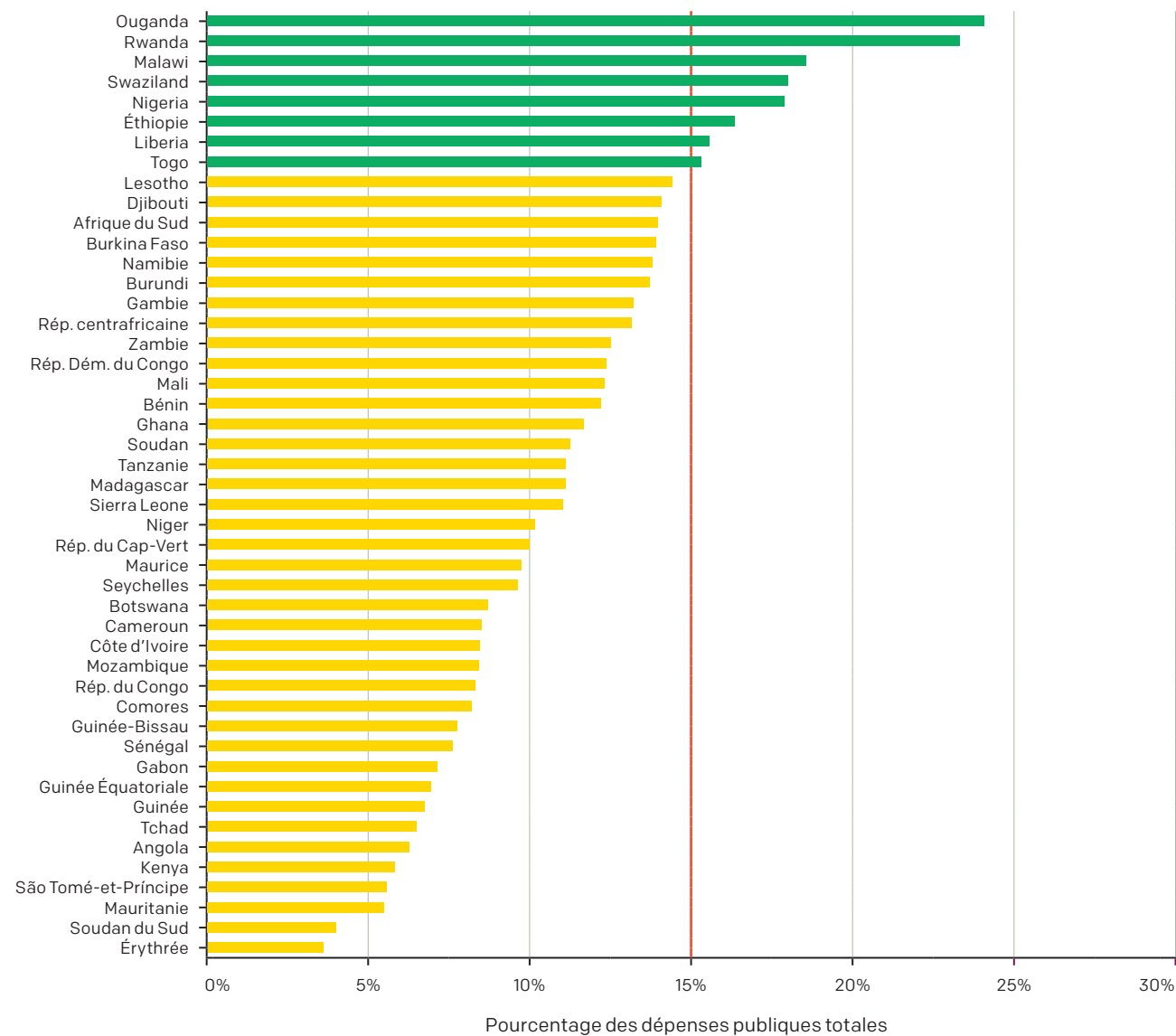
ENGAGEMENT D'ABUJA RELATIF À LA SANTÉ

En 2001, les membres de l'Union africaine ont convenu de consacrer 15 % de leurs dépenses à la santé. L'illustration 1 montre la moyenne des dépenses intervenues entre 2011 et 2013 dans tous les pays pour lesquels ONE dispose de données. Il faut souligner

qu'en 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dû réviser en profondeur les données historiques, par rapport à celles de 2014. Selon ces nouvelles données, le Nigeria et l'Ouganda, par exemple, auraient largement dépassé l'objectif de 15 % d'Abuja ces

dernières années, alors que les données précédentes, présentées dans le rapport DATA 2014, indiquaient qu'ils étaient encore très loin de l'atteindre. Ces chiffres sont donc à prendre avec précaution.

Illustration 1 : Dépenses publiques relatives à la santé, moyenne 2011–2013

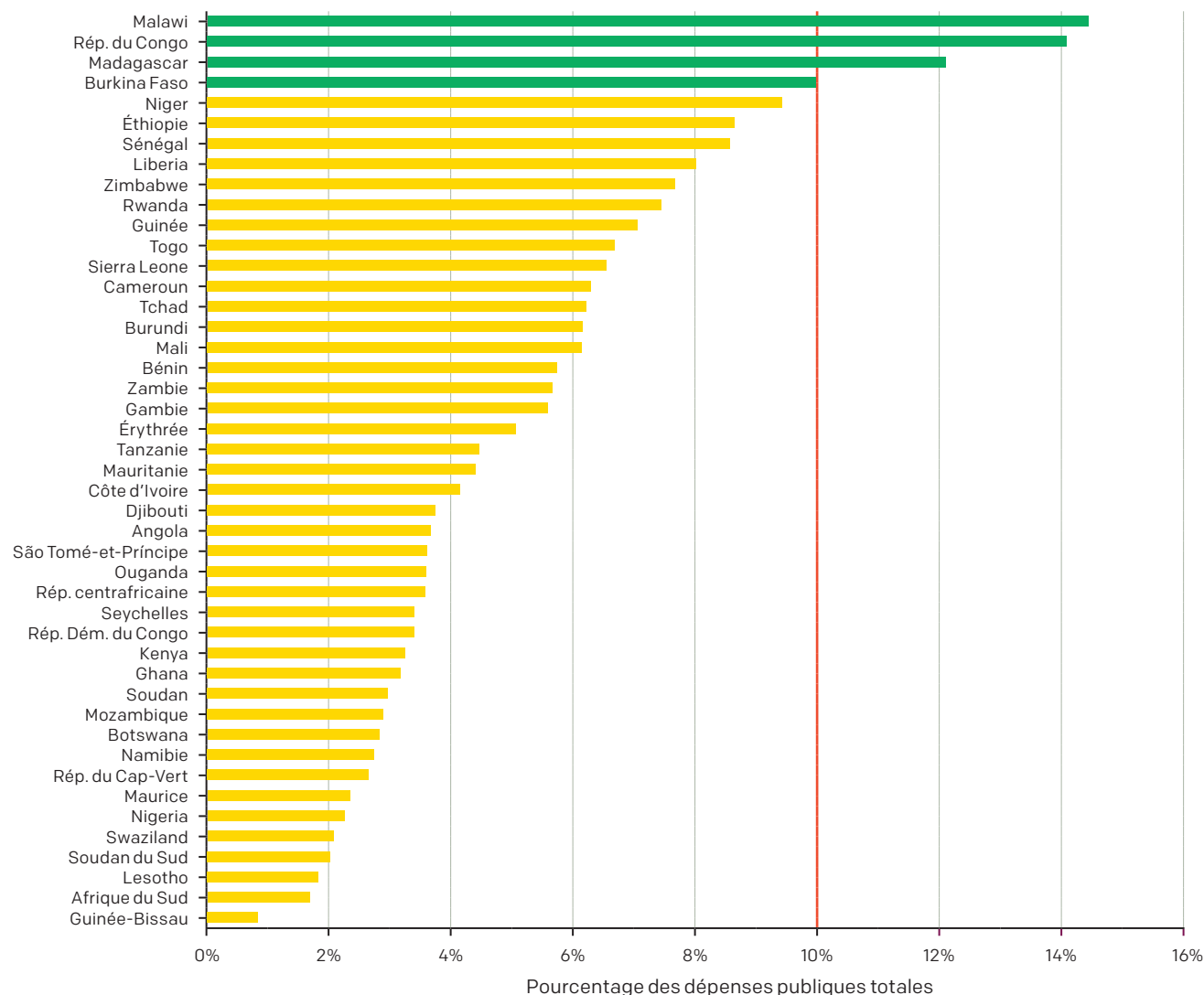


ENGAGEMENT DE MAPUTO/MALABO RELATIF À L'AGRICULTURE

En 2003 et en 2014, les États membres de l'UA se sont engagés à consacrer 10 % de leurs dépenses à l'agriculture. L'illustration 2 présente la moyenne annuelle des dépenses dédiées à l'agriculture pour la période 2011-2013 de tous les pays pour lesquels ONE dispose de données. Notons que les gouvernements et autres intervenants n'ont pas encore convenu d'une définition unique des types de dépenses à comptabiliser dans le cadre de cet objectif de 10 %.

L'analyse de ONE utilise les données du ReSAKSS, qui se base sur une définition similaire à celle de la « Classification des fonctions des administrations publiques » (CFAP) du Fonds monétaire international (FMI). Cette définition exclut toutes les dépenses des projets à objectifs multiples²²⁹. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) suit, quant à elle, une autre approche dans le cadre du projet « Suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires en Afrique » (SAPAA). Sa définition, plus large, inclut également les dépenses au titre du développement rural en général, comme la santé, l'éducation et l'assainissement. Il résulte de cette définition des résultats nettement plus élevés. Les gouvernements, les partenaires du développement et les institutions chargées du suivi de l'engagement de Maputo/Malabo doivent travailler ensemble pour résoudre ce problème de définition.

Illustration 2 : Dépenses publiques relatives à l'agriculture, moyenne 2011-2013



Source : Données ReSAKSS qui présentent les dépenses relatives à l'agriculture (part des dépenses totales comme expliqué ci-dessus), consultables sur : <http://www.resakss.org/map/>

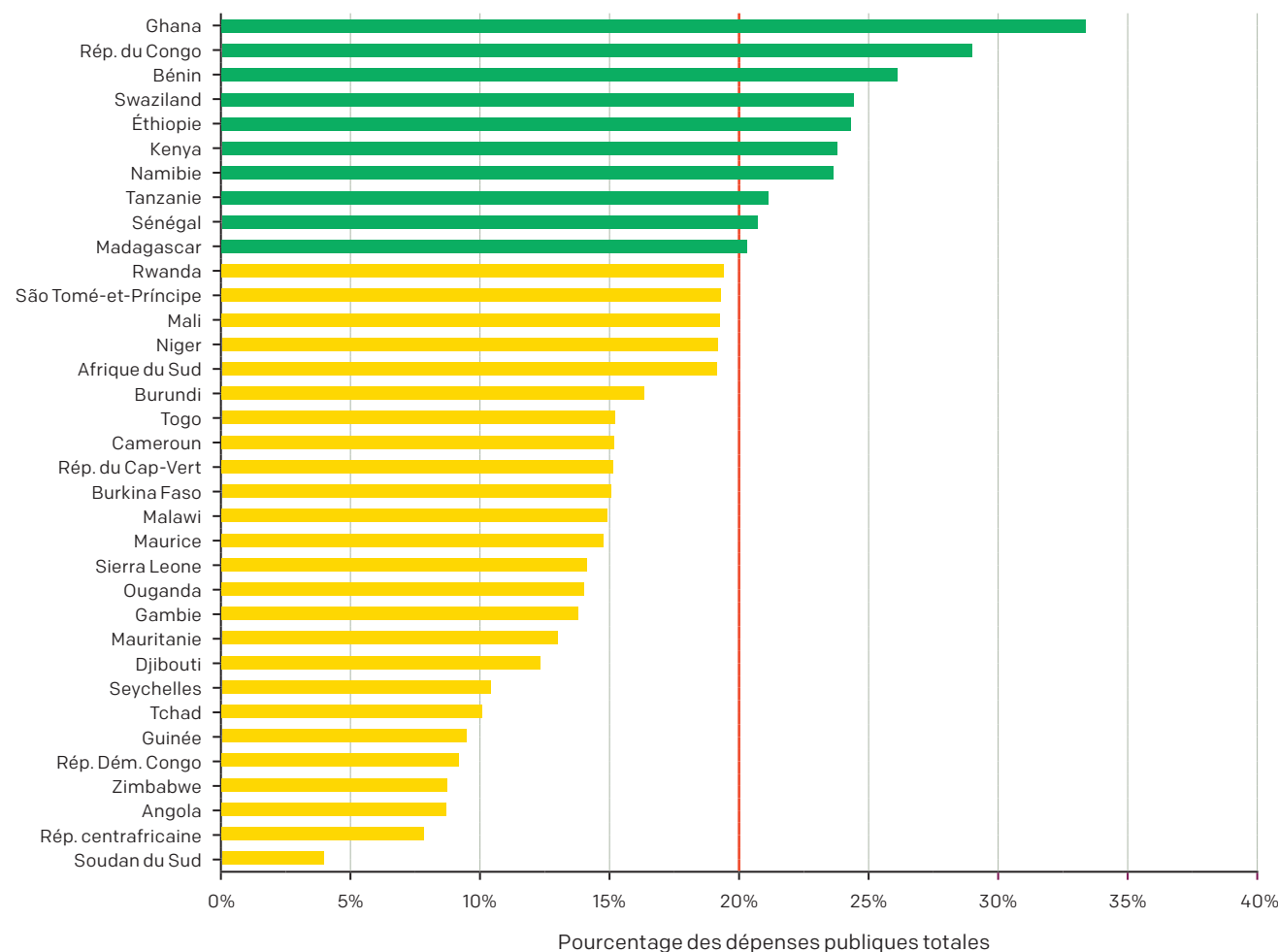
Note : Les pays non représentés ont été omis par manque de données.

ENGAGEMENT DE L'INITIATIVE ÉDUCATION POUR TOUS/ PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Les 164 pays qui ont rejoint le mouvement Éducation pour tous (EPT), rebaptisé depuis Partenariat mondial pour l'éducation (PME), se sont engagés à allouer 20 % de leur budget à l'éducation. Un autre engagement a été pris par presque tous les pays à Dakar en 2000 : consacrer au moins 9 % de leur PIB à l'éducation. Cette année, le rapport se concentre uniquement sur l'engagement EPT/PME, car il est formulé de la même façon que ceux de la santé et de l'agriculture, en proportion du budget. Malheureusement, les données standardisées sur le financement de l'éducation, comme celles de l'UNESCO, sont très fragmentaires. En outre, il existe un décalage de plusieurs années pour la plupart des pays africains. L'illustration 3 présente les données les plus récentes pour chaque pays au cours de la période 2010-2014. L'année retenue est donc susceptible de varier entre les pays.

Le chapitre suivant présente les profils approfondis de deux pays subsahariens : le **Nigeria**, qui ne fait pas partie des PMA, représente la principale économie de la région et tire la majeure partie de ses recettes publiques du pétrole ; la **Tanzanie**, un PMA pauvre qui tire ses revenus de sources plus variées mais qui dépense très peu par habitant. Les deux pays sont confrontés à une pauvreté très importante ainsi qu'à d'autres défis en matière de développement.

Illustration 3 : Dépenses publiques relatives à l'éducation, année la plus récente (2010–2014)



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Base de données sur l'éducation.

Note : seuls 35 pays d'Afrique subsaharienne sont représentés ici. Pour les autres, les données les plus récentes (quand il en existe) remontent à 2009. L'UNESCO devrait publier une nouvelle série de données sur le financement de l'éducation peu avant l'impression du présent rapport. Les données ci-dessus ont été téléchargées avant cette mise à jour, en avril 2015.



NIGERIA

- **GDP**: PIB : 521,8 milliards de dollars (2013)²³⁰
- **PIB par habitant** : 3 000 dollars (2013)²³¹
- **Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure** (PRIT)²³²
- **Population** : 173,6 millions (2013)²³³
- **Croissance annuelle moyenne du PIB (2005–2013)** : 6 %²³⁴
- **Proportion d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté** : 62 % (2010)²³⁵
- **Inégalité** : 43 % Gini (2010)²³⁶
- **Classement selon l'Indice de développement humain (IDH)** : 152 sur 187 (2013)²³⁷
- **Dépenses sociales du gouvernement par habitant** : 281 dollars en PPA (2011)²³⁸
- **APD totale nette** : 2,32 milliards de dollars (2013)²³⁹
- **APD totale nette par habitant** : 13 dollars (2013)²⁴⁰
- **APD/PIB** : 0,4 % (2013)²⁴¹

La croissance économique rapide du Nigeria et l'important flux de ressources privées dont le pays bénéficie n'ont pas entraîné de réduction significative et généralisée de la pauvreté. En 2010, 62 % des Nigériens vivaient dans l'extrême pauvreté. Si la proportion est restée la même, elle représente aujourd'hui 36,8 millions d'habitants supplémentaires vivant avec moins de 1,25 dollar par jour²⁴². Le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire est en baisse depuis 2010²⁴³. Le Nigeria, qui représente 19 % de la population d'Afrique subsaharienne, comptabilise aussi un quart des décès d'enfants dans la région²⁴⁴.

Illustration 1 : Tendance du ratio recettes/PIB du Nigeria

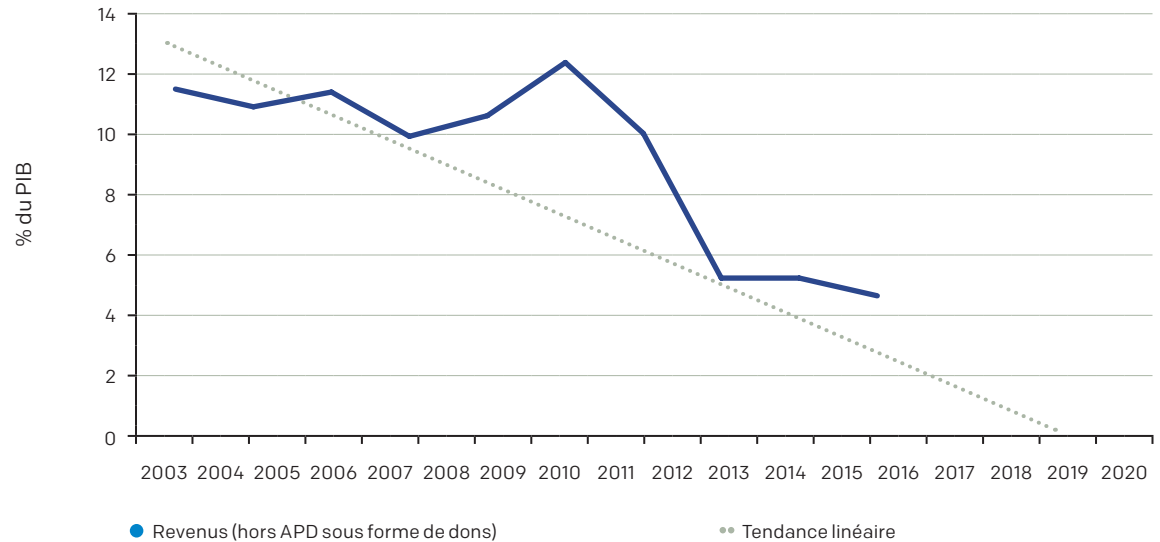
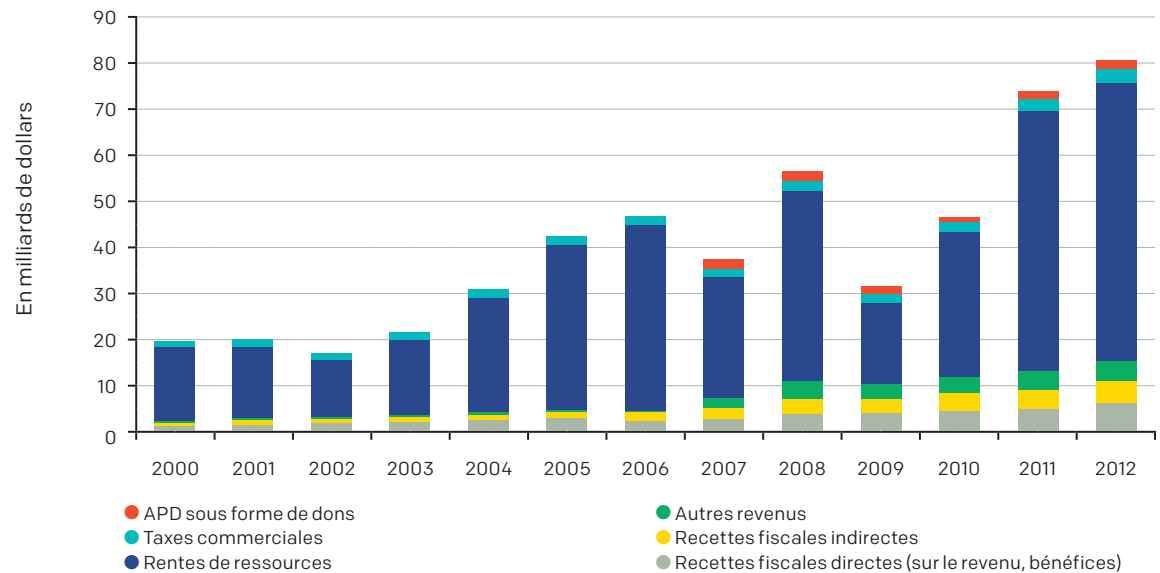


Illustration 2 : Composition des revenus du Nigeria



Source : Banque africaine de développement (BAF)/OCDE/ONU (2014).
Perspectives économiques en Afrique, Données fiscales.

Mobilisation des ressources domestiques

- **Recettes totales** : 5,0 % du PIB (2012)²⁴⁵
- **Recettes totales par habitant** : 137 dollars (2012, en prix courants)²⁴⁶

Entre 2000 et 2012, les bénéfices tirés des ressources naturelles, notamment du pétrole, ont représenté, en moyenne, les trois quarts des recettes totales du Nigeria, contre seulement 13 % pour les impôts directs et indirects combinés²⁴⁷. Cela a entraîné une extrême volatilité des revenus publics d'année en année. En fait, comme le montre l'illustration 1, la tendance générale de la mobilisation des recettes domestiques du Nigeria depuis 2010 est à *la baisse* (contrairement à la grande majorité des pays en développement). Les recettes du gouvernement fédéral ne représentent que 5 % du PIB, alors qu'elles s'élevaient à 12,9 % du PIB en 2008, un niveau record. Il faut toutefois noter que ces données renvoient au gouvernement fédéral uniquement et n'incluent donc pas les recettes des gouvernements locaux du Nigeria, qui devraient faire doubler le montant total. Le Nigeria doit prendre des mesures drastiques de répression de la corruption et des flux financiers illicites. Il doit également élargir sa base imposable et lancer d'autres réformes en faveur de l'impôt progressif. Enfin, il est regrettable que Le Nigeria ne soit pas membre du *Partenariat pour un gouvernement ouvert* (*Open Government Partnership, OGP*).

Tableau 1 : Mobilisation des ressources domestiques

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?	Procédure d'octroi des permis transparente et compétitive ?	Transparence des entreprises publiques ?	Surveillance des puits de pétrole en place ?
	Non	Oui ²⁴⁸	Non ²⁴⁹	Non ²⁵⁰	Non ²⁵¹
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Projet pilote ITIE ?	Loi sur la déclaration de patrimoine des hauts responsables publics ?	Engagement international ?
	Non	Non	Oui	Partiellement ²⁵²	Oui ²⁵³
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des contrats par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des contrats par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Non ²⁵⁴	Non	Non	Non ²⁵⁵	Aucune donnée
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec d'autres pays ?	Projet pilote pour l'échange automatique des données fiscales ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Non	À prévoir lors de la mise en œuvre ²⁵⁶	Non	Non ²⁵⁷	Aucune donnée
Reporting pays par pays	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Non	Non

Redevabilité

- **Engagement d'Abuja de consacrer 15 % du budget à la santé** : 18,0 % (2013)²⁵⁸
- **Engagement de Maputo/Malabo de consacrer 10 % du budget à l'agriculture** : 2,0 % (2013)²⁵⁹
- **Engagement du Partenariat mondial pour l'éducation de consacrer 20 % du budget à l'éducation** : aucune donnée²⁶⁰
- **Transparence budgétaire basée sur l'Indice de transparence budgétaire** : 16/100 (2012)²⁶¹

Les résultats du Nigeria par rapport aux engagements pris pour financer son développement sont mitigés. Ses dépenses annuelles par habitant dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection sociale s'élèvent au total à 281 dollars (en PPA), soit un montant nettement inférieur au seuil de 500 dollars préconisé par ONE²⁶². Les investissements du gouvernement fédéral dans le secteur de l'agriculture ont baissé de manière considérable, passant de 7,0 % en 2003 à tout juste 2,9 % en 2013²⁶³. La transparence budgétaire y est extrêmement faible, bien inférieure à celle des pays voisins comme le Ghana et le Liberia, et continue à se dégrader. Depuis 2006, la note obtenue pour l'Indice de transparence budgétaire du Nigeria a chuté, enquête après enquête, et a atteint 16 sur 100 lors de la dernière enquête en 2012²⁶⁴. Le gouvernement ne publie pas de budget citoyen, c'est-à-dire un document simple en langage clair qui fournit aux gens ordinaires des informations importantes sur les recettes et dépenses publiques et sur l'impact du budget sur les citoyens.

Tableau 2 : Redevabilité

Transparence budgétaire	Note à l'Indice de transparence budgétaire	Publication d'un budget citoyen	Publication du projet de loi de finance du gouvernement ?	Publication de la loi de finance adoptée ?	Publication d'un budget en fin d'exercice ?
	16/100	Non	Oui	Oui	Non
Engagement d'Abuja relatif à la santé (15 % du budget)	% du budget public consacré à la santé en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à la santé au cours des trois dernières années	Dépenses publiques de santé par habitant en 2013	Place dans le classement des dépenses publiques de santé par habitant en 2013	La dernière publication des données sur les dépenses de santé remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	18,0 %	Changement négligeable	32 \$	18* sur 45 pays	Oui
Engagement de Maputo/Malabo relatif à l'agriculture (10 % du budget; croissance agricole de 6 %)	% du budget public consacré à l'agriculture en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à l'agriculture dans le budget au cours des trois dernières années	Taux de croissance agricole annuel (moyenne 2011-2013)	Réalisation de l'examen sectoriel conjoint du PDDAA ?	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	2,0 %	En baisse de 0,46 point de pourcentage	4,6 %	Non	Oui
Engagement relatif à l'éducation (20 % du budget)	% du budget public consacré à l'éducation (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Évolution de la part du budget consacrée à l'éducation au cours des trois dernières années	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du primaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du secondaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée
Accès à l'information	Loi sur l'accès à l'information ?	Note dans le classement mondial de la liberté de la presse 2015? (progression/recul par rapport à l'année précédente)	Les demandes et refus d'accès à l'information publiés ?	Engagement à améliorer l'accès à l'information ?	Des journalistes ont-ils été harcelés au cours de l'année dernière ?
	Oui ²⁶⁵	34,09 (amélioration par rapport à 2014) ²⁶⁶	Oui ²⁶⁷	Oui ²⁶⁸	Oui ²⁶⁹

Note : pour les sources de données utilisées pour ce tableau, voir le chapitre Méthodologie.

Le président élu Buhari a pris quelques engagements pour améliorer la transparence et la redevabilité. Il s'est ainsi engagé à déclarer ses actifs et ses passifs²⁷⁰, et à encourager les responsables politiques à faire de même. Il a aussi promis de mettre en œuvre les recommandations d'audit de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives - Nigeria (NEITI), et de présenter une stratégie nationale de lutte contre la corruption. Alors que des affaires de corruption ont fait grand bruit (l'ancien président Sani Abacha a ainsi détourné, selon les estimations, plus d'1,1 milliard de dollars), une telle stratégie est absolument nécessaire.

ÉTUDE DE CAS : LOI SUR LE SECTEUR PÉTROLIER

Le projet de loi sur le secteur pétrolier (*Petroleum Industry Bill, PIB*), dont la première version a été présentée au Parlement nigérian en 2008, vise à « faire le ménage » dans le secteur des industries extractives. Si cette loi est intelligemment conçue et réellement mise en œuvre, ses dispositions pourraient réformer le système de régulation et de financement de l'industrie pétrolière et gazière du Nigeria. Elle contribuerait également à la refonte de la Nigerian National Petroleum Corporation, une entreprise publique.

En 2013, le Nigeria a produit 2,3 millions de barils de pétrole en moyenne par jour²⁷¹. Le pays est ainsi le premier producteur de pétrole du continent africain. L'exploitation des ressources naturelles, très nombreuses, ne s'est pas traduite par des améliorations en termes de développement, en raison de la corruption, de la mauvaise gestion et du manque de transparence. En mai 2012, Global Witness a révélé que les filiales nigérianes de Royal Dutch Shell et du géant pétrolier italien Eni ont accepté de verser 1,092 milliard de dollars pour acquérir le bloc pétrolier nigérian le plus lucratif : l'OPL245. Le gouvernement nigérian avait de son côté conclu un accord pour le paiement de ce même montant à Malabu Oil & Gas, propriétaire d'origine du bloc. Le ministre nigérian du pétrole de l'époque, Dan Etete, avait octroyé le bloc à Malabu Oil & Gas en 1998²⁷². En juillet 2013, un tribunal britannique a estimé que Dan Etete était le véritable propriétaire de Malabu²⁷³.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la loi est encore débattue par les députés. Pour véritablement changer la donne et mettre un terme contre la corruption et à la mauvaise gouvernance, la loi devra supprimer la compétence présidentielle en matière d'octroi des licences pétrolières et améliorer le contrôle de la production pétrolière. La période postélectorale de 2015 nous dira si ce projet de loi sera adopté. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives - Nigeria (NEITI) est un autre instrument susceptible d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur pétrolier. Grâce à cette initiative, la gestion des ressources pétrolières a été soumise à un contrôle accru qui a fait gagner au moins 442 millions de dollars au pays²⁷⁴.



TANZANIE

- **PIB** : 33,23 milliards de dollars (2013)²⁷⁵
- **PIB par habitant** : 695 dollars (2013)²⁷⁶
- **Pays moins avancé (PMA) et pays à faible revenu (PFR)**²⁷⁷
- **Population** : 49,2 millions d'habitants (2013)²⁷⁸
- **Classement selon l'indice de développement humain (IDH)** : 159 sur 187 (2013)²⁷⁹
- **Pourcentage d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté** : 43,5 % (2012)²⁸⁰
- **Inégalité** : 37,8 % Gini (2012)²⁸¹
- **Dépenses sociales du gouvernement par habitant** : 63 dollars en PPA (2011)²⁸²
- **APD totale nette** : 3,03 milliards de dollars (2013)²⁸³
- **APD totale nette par habitant** : 61 dollars (2013)²⁸⁴
- **APD/PIB** : 9,1 % (2013)²⁸⁵

Au cours de la dernière décennie, la Tanzanie a enregistré une croissance économique moyenne de 7 %. Cette croissance est emmenée par les secteurs des transports, de la communication, de l'agriculture ainsi que par l'industrie manufacturière, et elle est soutenue par les investissements publics dans les infrastructures. Elle devrait se poursuivre au même rythme en 2015 et en 2016²⁸⁶. Malgré une histoire globalement pacifique, une gestion financière saine et un potentiel économique prometteur, la Tanzanie reste l'un de pays les plus pauvres au monde. Si elle a fait des progrès, elle reste confrontée à des taux élevés de pauvreté et à de faibles résultats en termes de développement.

Illustration 1 : Tendance du ratio recettes/PIB en Tanzanie

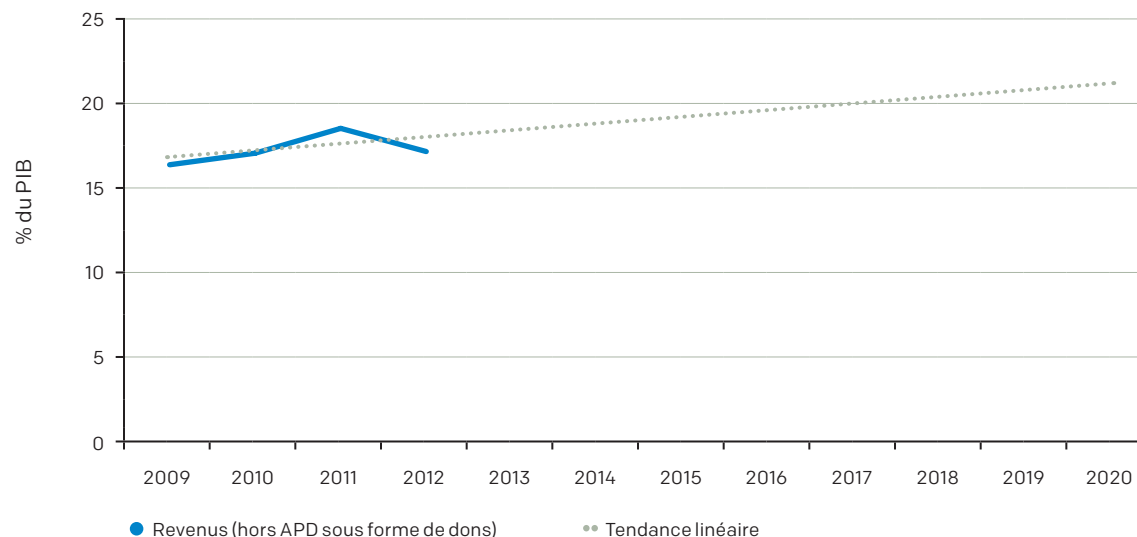
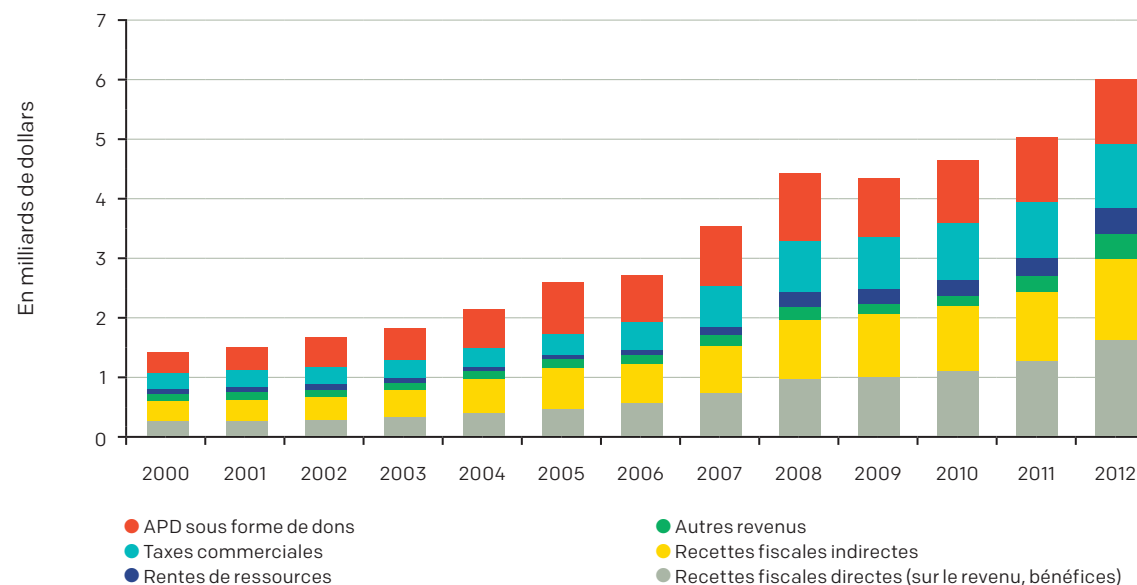


Illustration 2 : Composition des revenus en Tanzanie



Source : BAF/OCDE/ONU (2014). Perspectives économiques en Afrique, Données fiscales.

MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES

- **Recettes totales** : 17,3 % du PIB (2012)
- **Recettes totales par habitant** : 105 dollars (2012, en prix courants)

La Tanzanie est parvenue à augmenter ses recettes, qui s'élevaient à 17,3 % de son PIB en 2012 (en diminution toutefois par rapport au niveau de 2011)²⁸⁷. Si la tendance linéaire observée pour la période 2009–2012 se poursuit jusqu'en 2020, la Tanzanie pourrait parvenir à collecter l'équivalent de 21 % de son PIB en impôt levé, comme le montre l'illustration 1. Ceci lui permettrait d'atteindre l'objectif proposé par ONE pour les PMA. Les sources de revenus de la Tanzanie sont nettement plus diversifiées qu'au Nigeria. Surtout, la composition des revenus tanzaniens est restée équilibrée au fil des années. Ceci indique que le système fiscal a été renforcé, sans dépendre de la hausse d'une seule catégorie de revenus. Au cours de ces dernières années, le gouvernement tanzanien a en effet concentré avec succès ses efforts sur l'élargissement de sa base de revenus, notamment en renforçant son administration fiscale, en identifiant de nouvelles sources de revenus et en réformant son système d'exonérations fiscales²⁸⁸. L'APD représente une part importante du revenu de l'Etat, bien plus élevé que dans un pays comme le Nigeria. La dépendance du pays à l'égard de l'aide diminue toutefois, la part de l'APD dans les revenus étant passée de 25,2 % en 2000 à 18,7 % en 2012²⁸⁹.

Tableau 1 : Mobilisation des ressources domestiques

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?	Procédure d'octroi des permis transparente et compétitive	Transparence des entreprises publiques ?	Surveillance des puits de pétrole en place ?
	Non	Oui	Partiellement ²⁹⁰	Partiellement ²⁹¹	Non
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Projet pilote ITIE ?	Loi sur la déclaration de patrimoine des hauts responsables publics ?	Engagement international ?
	Non	Non	Oui ²⁹²	Partiellement ²⁹³	Oui ²⁹⁴
Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Partiellement ²⁹⁵	Partiellement ²⁹⁶	Non	Partiellement ²⁹⁷	Oui ²⁹⁸
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec d'autres pays ?	Échange automatique des données à l'échelle pilote ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Non	Non	Non	Non ²⁹⁹	Aucune donnée
Reporting pays par pays	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Non	Non	Non	Non	Non

REDEVABILITÉ

- **Engagement d'Abuja de consacrer 15 % du budget à la santé :** 11,2 % (2013)³⁰⁰
- **Engagement de Maputo/Malabo de consacrer 10 % du budget à l'agriculture :** 3,7 % (2013)³⁰¹
- **Engagement du Partenariat mondial pour l'éducation de consacrer 20 % du budget à l'éducation :** 21,2 % (2010)³⁰²
- **Transparence du budget basée sur l'Indice de transparence budgétaire :** 47/100 (2012)³⁰³

En ce qui concerne ses engagements de dépenses publiques, les résultats de la Tanzanie sont mitigés. Peu d'avancées ont été réalisées pour faire de la santé, de l'agriculture et de l'éducation des priorités. La Tanzanie est aussi à la traîne en ce qui concerne les dépenses pour les services essentiels, se classant à la dixième place du bas de l'échelle. Elle ne consacre que 63 dollars par an et par habitant aux services de santé, d'éducation et de protection sociale, bien en-deçà du montant de 500 dollars recommandé par ONE³⁰⁴. La croissance du secteur agricole, qui avait affiché un pic de 5,9 % en 2004, s'est légèrement tassée pour atteindre 4,2 % en 2013³⁰⁵. Quant à la transparence budgétaire, elle reste faible, comme le montre la note de 47/100 obtenue par le pays lors de l'enquête 2012 sur l'Indice de transparence budgétaire. Sa note est inférieure à celle de pays voisins comme le Kenya et l'Ouganda, mais meilleure que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2011, la Tanzanie est un membre actif du Partenariat pour un gouvernement ouvert. Son premier plan d'action national inclut 25 engagements : plus de la moitié concernant l'accès à

Tableau 2 : Redevabilité

Transparence budgétaire	Note à l'indice de transparence budgétaire	Publication d'un budget citoyen ?	Publication du projet de loi de finance du gouvernement ?	Publication de la loi de finance adoptée ?	Publication d'un budget en fin d'exercice ?
	47/100	Oui	Oui	Non	Oui
Engagement d'Abuja concernant les dépenses de santé (15 % du budget)	% du budget public consacré à la santé en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à la santé au cours des trois dernières années	Dépenses publiques de santé par habitant en 2013	Place dans le classement des dépenses publiques de santé par habitant en 2013	La dernière publication des données sur les dépenses de santé remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	11,2 %	Changement négligeable	18 \$	30e sur 45	Oui
Engagement de Maputo/Malabo sur l'agriculture (10 % du budget; croissance agricole de 6 %)	% du budget public consacré à l'agriculture en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à l'agriculture dans le budget au cours des trois dernières années	Taux de croissance agricole annuel (moyenne 2011–2013)	Réalisation de l'examen sectoriel conjoint du PDDAA ?	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	3,7%	En baisse de 1,72 point de pourcentage	3,1 %	Oui (2014)	Oui
Engagement pris dans le cadre de l'initiative Éducation pour tous/Partenariat mondial pour l'éducation (20 % du budget)	% du budget public consacré à l'éducation (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Évolution de la part du budget consacrée à l'éducation au cours des trois dernières années	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du primaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du secondaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	21,2 % (2010)	En hausse de 0,3 point de pourcentage	55 \$ (2009)	Aucune donnée	Non
Accès à l'information	Loi sur l'accès à l'information ?	Note dans le classement mondial de la liberté de la presse 2015? (avec des sections progression/recul pour indiquer l'évolution par rapport à l'année précédente)	Demandes et refus d'accès à l'information accessibles au public ?	Engagement à améliorer l'accès à l'information ?	Des journalistes ont-ils été harcelés au cours de l'année dernière ?
	Non	27,3 (en baisse par rapport à 2014) ³⁰⁶	Aucune donnée	Oui ³⁰⁷	Aucune donnée

Note : pour les sources de données utilisées pour ce tableau, voir le chapitre Méthodologie.

l'information et l'autre moitié, les technologies et l'innovation au service de la transparence et de la redevabilité. A ce jour, seuls trois de ces 25 engagements ont été respectés et quatre le sont en bonne partie. Le deuxième plan d'action national est en cours de préparation³⁰⁸. La Tanzanie s'est distinguée en publiant, comme premier pays en Afrique subsaharienne, un budget citoyen (en kiswahili et en anglais) afin d'améliorer sa redevabilité³⁰⁹.

ÉTUDE DE CAS : *BIG RESULTS NOW*

L'initiative *Big Results Now* (Pour de vrais résultats maintenant, BRN) a été adoptée dans le cadre du plan de développement tanzanien *National Vision 2025*. La Tanzanie s'est donné l'objectif de réduire la dépendance à l'aide internationale et de devenir, d'ici à 2025, un pays à revenu intermédiaire³¹⁰. L'initiative vise à améliorer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans de développement nationaux, afin d'accroître la transparence et la redevabilité du gouvernement. Adoptée en 2013, l'initiative s'inspire du programme malaisien *Big Fast Results*. Elle est soutenue par les partenaires du développement, notamment la Banque mondiale et les gouvernements britannique³¹¹ et suédois.

La Tanzanie a considérablement amélioré l'accès des enfants à l'enseignement primaire et secondaire mais, faute de capacités suffisantes, elle a eu du mal à consolider ces avancées. Ainsi, le taux d'alphabétisation des jeunes a légèrement diminué, passant de 78 % en 2002 à 75 % en 2010³¹². Pour remédier à ces problèmes, le programme *Big Results Now in Education* a élaboré des plans d'action. Ces derniers comprennent des mesures telles que des prix pour les élèves ayant obtenu des résultats scolaires hors pair et des simplifications pour acheminer les fonds publics vers les écoles. Ce programme de réformes dans le secteur de l'éducation a été conçu en concertation avec les donateurs et la société civile. La Banque mondiale le finance à hauteur de 122 millions de dollars, répartis sur quatre ans, qui seront décaissés en fonction des résultats du programme³¹³.

Si l'initiative *Big Results Now* ne prévoit pas de mécanismes officiels de redevabilité gouvernementale, elle a favorisé le développement d'initiatives citoyennes dans différents secteurs. Ces initiatives demandent des comptes au gouvernement, à travers des audits sociaux, une évaluation citoyenne des services fournis par l'Etat et des exercices de budget participatif. Ainsi, une enquête par téléphonie mobile représentative appelée *Sauti za Wananchi* (« Voies du peuple/des citoyens » en swahili) a pour la première fois été menée dans le pays. Elle a demandé aux ménages d'évaluer les progrès en termes d'accès à l'eau. Les résultats ont montré que l'accès à l'eau potable en Tanzanie n'avait pas progressé, voire avait régressé au cours des vingt dernières années. L'enquête a aussi mis en évidence que l'accès de la population à l'eau n'avait guère augmenté, malgré un triplement des dépenses dans le secteur de l'eau. 89 % des Tanzaniens s'approvisionnent auprès de sources publiques pour leurs besoins quotidiens, ce qui leur prend au moins une heure par jour. Le gouvernement s'était pourtant fixé pour objectif de diviser ce pourcentage par deux. Ce sont essentiellement les femmes et les filles qui assument ces tâches. Près d'un tiers des Tanzaniens estiment que l'approvisionnement en eau figure parmi les trois problèmes les plus préoccupants auxquels ils doivent faire face à l'heure actuelle³¹⁴.



FEUILLE DE ROUTE

Aziza Musa, après avoir survécu à une fistule obstétricale, regagne sa ferme près du village d'Indori, à l'ouest du Kenya.

Photo : Riccardo Gangale/GAVI



Section 4

FEUILLE DE ROUTE

Aziza Musa, après avoir survécu à une fistule obstétricale, regagne sa ferme près du village d'Indori, à l'ouest du Kenya.

INTRODUCTION

Les engagements pris à Addis-Abeba devront s'accompagner d'un tableau de bord pour chaque pays qui servira de référence pour mesurer les progrès accomplis. Par le passé, les conférences sur le financement du développement de Monterrey et de Doha ont abouti à la formulation d'importants principes, sans toutefois les assortir de mécanismes de suivi. Pour assurer la redevabilité, les conclusions d'Addis-Abeba devront inclure :

- des objectifs précis et mesurables ainsi qu'une répartition claire des responsabilités respectives des différents acteurs pour en assurer la mise en œuvre ;
- des investissements permettant de collecter les données nécessaires pour effectuer un suivi des résultats et en assurer l'accès public ;
- des feuilles de route et des jalons pour assurer la réussite des objectifs fixés.

Cette fois, les choses peuvent et doivent se passer différemment. Le monde doit investir dès maintenant pour inciter les gouvernements à donner la priorité au développement durable. Il faut à la fois exercer une pression politique au niveau national et assurer un suivi aux échelles internationale et locale. Il convient également d'investir d'urgence dans la collecte des données, de façon à permettre aux populations de recueillir des informations sur les progrès réalisés dans des domaines tels que l'éducation et la santé. Les données relatives aux résultats obtenus doivent être combinées avec des informations sur les budgets alloués, pour pouvoir demander des comptes aux gouvernements. Enfin, il convient de créer un cadre établissant un lien entre le financement et les objectifs, afin de tenir les gouvernements, les dirigeants et les partenaires du développement responsables des résultats obtenus.

POSER LES BASES : UNE RÉVOLUTION DES DONNÉES

Le manque de données constitue un obstacle majeur au développement durable. Les lacunes dans ce domaine sont flagrantes. Même les statistiques les plus basiques, comme le nombre de femmes, d'hommes et d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté, ne sont pas fiables. Le nombre réel d'habitants vivant avec moins d'1,25 dollar par jour pourrait être supérieur de pas moins de 25 % aux estimations actuelles, du simple fait que ces personnes n'ont pas été prises en compte dans les enquêtes sur les ménages.³¹⁵

Le manque de données a également des conséquences économiques. Le McKinsey Global Institute estime que l'amélioration des données et de l'accès à celles-ci pourrait représenter une valeur économique globale de 3 000 milliards de dollars par an³²⁰. Ce sont peut-être les informations sur les dépenses qui manquent le plus urgemment. Ne disposant pas - ou de trop peu - d'informations sur l'aide apportée par les partenaires du développement et les budgets alloués par les gouvernements eux-mêmes, les citoyens ont plus de difficultés à demander des comptes.

DES LACUNES INCONTESTABLES : POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'UNE RÉVOLUTION DES DONNÉES

- **Pauvreté** : Selon les estimations actuelles, 414 millions d'habitants d'Afrique subsaharienne vivraient avec moins d'1,25 dollar par jour. Cependant, un quart au moins de ces estimations dépendent d'extrapolations réalisées à partir d'études datant de 2005 ou auparavant.³¹⁶
- **Mortalité infantile** : Plus des deux tiers des 75 pays qui concentrent plus de 95 % de tous les décès maternels, néonataux et infantiles ne disposent pas de registres de naissances et de décès. Pour un tiers de ces pays, aucune estimation de la mortalité infantile n'a été produite depuis plus de cinq ans.³¹⁷
- **Genre** : Alors que l'ONU a défini un ensemble de 52 indicateurs permettant d'analyser le niveau d'autonomisation économique des femmes, plus de 80 % de ces données ne sont pas collectées dans les pays d'Afrique subsaharienne.³¹⁸
- **Mortalité maternelle** : Seule une naissance sur cinq a lieu dans un pays disposant d'un système d'enregistrement à l'état civil.³¹⁹

Toutefois, des progrès ont déjà été accomplis en la matière et la dynamique s'accélère visiblement. Ainsi, le consensus sur les données en Afrique, conclu à l'issue d'une conférence qui s'est tenue à Addis-Abeba en mars 2015, comprend un ensemble de principes relatifs à la création et à l'utilisation de données provenant de sources officielles et citoyennes³²¹. Les gouvernements africains doivent à présent élaborer des plans d'action pour mettre ces principes en application.

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) fournit un cadre permettant aux donateurs de notifier leurs dépenses. Dans le secteur de l'extraction, les informations publiées grâce à l'Initiative pour la transparence des industries extractives

(EITI) auraient permis, selon les estimations, de récupérer des centaines de millions de dollars³²². D'après un ancien ministre des finances nigérian, la solvabilité du pays s'est améliorée grâce à ces publications, ce qui a engendré une augmentation non négligeable des IDE d'environ 6 milliards de dollars par an dans le secteur pétrolier et de 3 milliards de dollars par an dans le secteur non pétrolier³²³. Toutefois, dans la plupart des pays, il n'existe toujours aucune information sur les revenus que les gouvernements tirent des ressources naturelles, les clauses contractuelles ne sont pas publiques et l'information sur le budget d'Etat est insuffisante.

Le Partenariat budgétaire international (IBP) effectue un suivi de la publication, par les gouvernements, de

huit types de documents budgétaires de base. Il s'agit des déclarations pré-budgétaires, du projet de loi de finance initial proposé par le gouvernement, du budget tel qu'adopté par le parlement, des budgets citoyens - s'ils existent - et des divers revues semestrielles ou budgets rectificatifs. Les pays en développement doivent systématiquement publier ces documents sous la forme de données ouvertes.

Le projet *Open Contracting Data Standard* offre un modèle sur la façon dont les gouvernements doivent exiger la divulgation des contrats afin de pouvoir les comparer entre différents secteurs, différentes périodes et différentes régions³²⁴.

UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL SUR LES DONNÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans une révolution des données, les milliers de milliards de dollars dépensés au cours des quinze prochaines années (ce qui correspond au délai prévu pour les nouveaux Objectifs mondiaux) via l'aide internationale, les budgets nationaux et les investissements du secteur privé, ne seront pas utilisés de façon efficace. Lors de la Conférence d'Addis-Abeba, un groupe de partenaires du développement et de pays bénéficiaires devra lancer un nouveau partenariat mondial sur les données pour le développement durable. Ensemble, ces acteurs devront convenir d'un ensemble de « principes relatifs à la révolution des données pour le développement durable » auxquels tous les membres souscriraient. Les principes de ce partenariat pourront se baser sur les travaux du groupe consultatif d'experts indépendants du Secrétaire général des Nations unies³²⁵, de la Charte du G8 pour la transparence des données publiques³²⁶ et du Consensus sur les données en Afrique³²⁷. Ce groupe devra être pluripartite et prévoir des partenariats public-privé (PPP) au niveau national et/ou dans les grandes villes, les régions et les municipalités, pour élaborer des plans d'amélioration de la collecte et de l'utilisation des données.

Ce partenariat devra poursuivre les objectifs suivants :

- **Entretenir la dynamique d'amélioration de la collecte et de l'utilisation des données.** Pour cela, il faudra définir des normes mondiales et négocier des plans d'action nationaux, appuyés et financés par les dirigeants du monde entier, pour combler le manque de données. Un spécialiste des données devra être nommé au sein du cabinet du président ou du premier ministre de chaque pays participant. Sa mission consistera à assurer le suivi de la « révolution des données pour le développement durable » au plus haut niveau.
- **Résoudre les problèmes liés aux données**, en identifiant les besoins spécifiques de la population, puis en invitant les gouvernements, le secteur privé et la société civile à trouver des solutions conjointes à ces besoins. Une telle approche a déjà placé des données météorologiques, des services financiers et d'autres informations capitales entre les mains de populations parmi les plus pauvres de la planète. Cette démarche doit aller de pair avec des engagements spécifiques en faveur de la transparence des données, par exemple concernant les budgets, les passations de marchés, les données géospatiales, etc.

- **Remédier aux problèmes de financement.**

On estime que 100 à 200 millions de dollars sont nécessaires chaque année pour permettre à 77 pays à faible revenu d'assurer un suivi efficace des Objectifs mondiaux au niveau national. L'instauration d'un fonds, alimenté par des financements de donateurs pourrait contribuer à soutenir ce processus³²⁸.

FAIRE DES PROGRÈS ENTRE LA CONFÉRENCE D'ADDIS-ABEBA ET 2020

La redevabilité doit faire partie intégrante des résultats de la Conférence d'Addis-Abeba. Pour y parvenir, ONE propose un plan d'action en trois étapes :

- **Élaboration :** Tous les gouvernements doivent se mettre d'accord pour élaborer, d'ici à la fin de 2015, une feuille de route nationale définissant des jalons pour la mise en œuvre des politiques et des engagements financiers en vue d'atteindre les Objectifs mondiaux. Chaque feuille de route doit

recenser les lacunes existantes en matière de données et prévoir un plan d'action et d'investissement pour assurer la collecte de ces données. Les partenaires du développement doivent aligner leurs efforts sur ces plans.

- **Publication :** Les donateurs et les gouvernements des pays en développement doivent communiquer les informations financières, allant des impôts et des revenus des activités extractives aux budgets et aux

objectifs de dépenses, sous la forme de données ouvertes, permettant aux citoyens de vérifier si leur argent est bien dépensé.

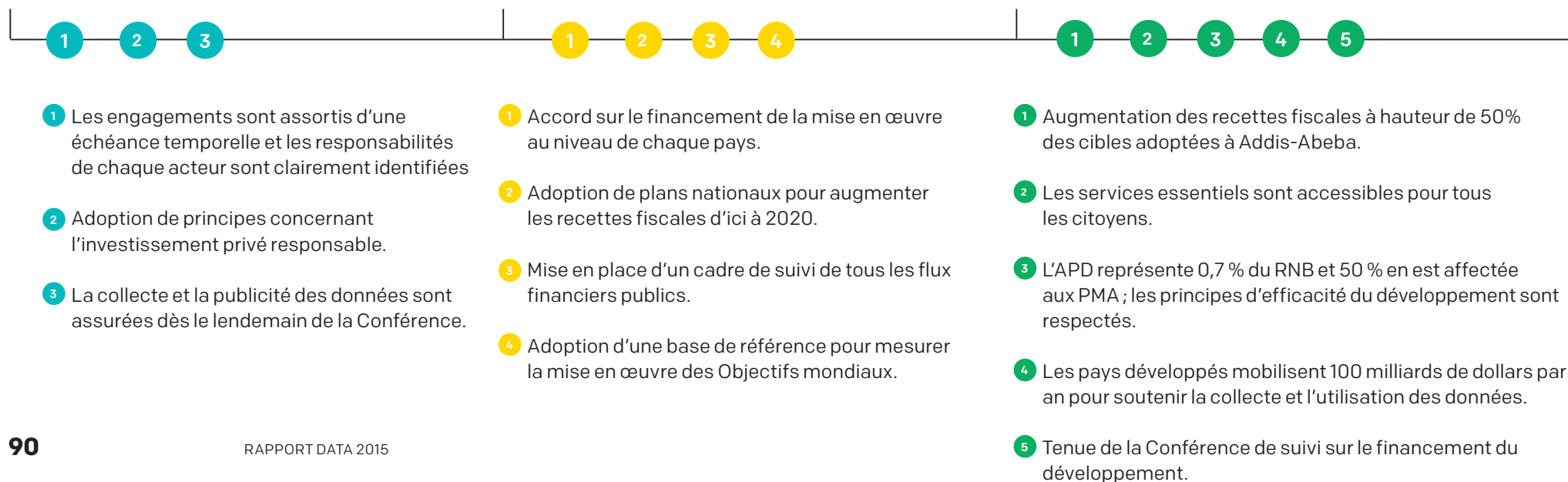
- **Mise en œuvre :** Les gouvernements doivent se soumettre à un mécanisme d'examen annuel des résultats obtenus, en consultant la société civile, les instituts de recherche et les organisations régionales. Un groupe de travail interinstitutionnel devra rendre compte des progrès réalisés avant

Illustration 1 : Etapes pour assurer la redevabilité suite à la Conférence d'Addis-Abeba

JUILLET 2015

2015–16

2020



chaque Assemblée générale des Nations unies (en août –septembre de chaque année). Enfin, il convient d'organiser, en 2020, une conférence de suivi d'Addis-Abeba portant sur les progrès et les résultats obtenus.

En mars 2016, on devrait compter pas moins de 100 indicateurs pour définir les ambitions des pays en matière d'éradication de l'extrême pauvreté et de réduction des inégalités à l'horizon 2030. Les résultats de la Conférence d'Addis-Abeba aboutiront également à l'adoption de nouveaux engagements de la part des gouvernements.

Dans ce contexte, ONE conseille de prévoir du temps pour organiser des débats à l'échelle nationale. Les parties prenantes de chaque pays doivent pouvoir identifier leurs priorités les plus urgentes, tandis que les cadres internationaux leur serviront d'appui et les obligeront à rendre des comptes. Avant la fin de 2016, chaque pays doit avoir mis en place un plan ambitieux au niveau national.

L'année 2020 représentera une étape critique, puisqu'un tiers du chemin aura déjà été parcouru vers la réalisation de l'objectif de 2030 visant à éradiquer l'extrême pauvreté. Les citoyens devront être en mesure de vérifier que leurs pays ont suffisamment progressé en matière de santé, d'éducation, de lutte contre l'extrême pauvreté, etc. Si les progrès réalisés ne correspondent pas aux prévisions, il faudra élaborer un plan d'action et, si nécessaire, prévoir des investissements ciblés pour remettre le processus sur la bonne voie. Les sommets sur le financement du développement qui auront lieu en 2020 et 2025 devront examiner l'état d'avancement des plans nationaux et évaluer les progrès à l'échelle mondiale. Le cas échéant, il conviendra de réévaluer et de réorienter les engagements financiers pour s'assurer que personne ne soit laissé de côté.



Section 5

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Habiba Corodhia Mohamed (à gauche), directrice de la sensibilisation pour le programme d'action contre la fistule de la Fondation kenyane de lutte contre la fistule, parle avec Florence Naliaka Matabili, alors que cette dernière rentre chez elle dans la région du Mont Elgon, à l'ouest du Kenya. Florence a survécu à la fistule. Grâce à l'aide qu'elle a reçue de la part du Women and Development Against Distress in Africa (le mouvement WADADIA - Femmes et Développement contre la détresse en Afrique), créé par Habiba, elle a réussi à se soigner et mène à présent une vie stable et productive.

Photo : Riccardo Gangale/GAVI

CONCLUSIONS

1. DÉFINIR UN NIVEAU MINIMUM DE DÉPENSES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS

Les gouvernements doivent s'entendre sur un niveau minimum de dépenses par habitant à l'horizon 2020, afin de fournir à leurs citoyens un ensemble de services essentiels. Ces services incluent l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, y compris pour les habitants les plus pauvres et les plus marginalisés, en donnant la priorité aux femmes et aux filles.

2. AUGMENTER LES RECETTES FISCALES, LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

Les gouvernements doivent augmenter leurs revenus domestiques en mettant en œuvre des politiques fiscales justes et progressives, mais aussi en luttant contre la corruption et en endiguant les flux financiers illicites. Ils devront fixer, lors de la Conférence d'Addis-Abeba, un objectif en termes de ratio de recettes fiscales par rapport à leur PIB. D'ici à 2020, ils devront avoir atteint 50 % de cet objectif.

3. ALLOUER 0,7 % DE LA RICHESSE NATIONALE À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET EN AFFECTER AU MOINS 50 % AUX PMA

Les pays membres du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE doivent fixer dès maintenant des échéances pour atteindre l'objectif des 0,7 % à l'horizon 2020. Dans le même délai, l'ensemble des partenaires du développement doivent flécher 50 % de leur aide vers les pays les moins avancés (PMA) et appliquer les Principes d'efficacité du développement déjà adoptés au niveau international.

4. STIMULER LA CROISSANCE INCLUSIVE GRÂCE À L'AGRICULTURE, AUX INFRASTRUCTURES, À L'ÉNERGIE ET AU COMMERCE

Afin d'engendrer une croissance inclusive qui bénéficie aux plus pauvres, des initiatives doivent être adoptées lors de la Conférence d'Addis-Abeba pour stimuler les capacités productives, en mettant notamment l'accent sur l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les échanges commerciaux.

5. GARANTIR LA REDEVABILITÉ GRÂCE À LA RÉVOLUTION DES DONNÉES

Un nouveau partenariat mondial doit se mettre en place pour améliorer la collecte et l'utilisation des données. Les partenaires du développement devront également rendre régulièrement des comptes sur les décisions prises à Addis-Abeba. Enfin, pour permettre aux citoyens d'effectuer un suivi des engagements financiers, les partenaires devront publier leurs budgets sous la forme de données ouvertes.

Le monde doit conclure un nouvel accord mondial pour financer la lutte contre l'extrême pauvreté en ciblant ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les pays et les populations les plus pauvres, en particulier les femmes et les filles. Lors de la Conférence d'Addis-Abeba de juillet 2015, ONE appellera les gouvernements à adopter un Pacte de redevabilité mutuelle pour répondre aux besoins des populations les plus pauvres. Ce Pacte obligera les partenaires à revoir leurs ambitions à la hausse et à prendre leurs responsabilités. Il devra inclure les cinq engagements définis de la page précédente, assortis d'échéances.

Outre la Conférence d'Addis-Abeba, les différentes échéances politiques de l'année 2015 seront pour les dirigeants l'occasion de créer une dynamique positive et de prouver leur volonté d'obtenir un accord ambitieux pour le financement du développement.

Le 26 mai 2015, en adoptant sa position concernant le financement du développement lors du **CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉENS EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT**, l'UE devra renouveler son engagement de consacrer 0,7 % de son RNB à l'APD. Elle devra y adjoindre un second objectif : allouer la moitié de son APD aux PMA.

Les États membres de l'UE doivent également soutenir le Pacte de redevabilité mutuelle présenté dans ce rapport et plaider pour son intégration dans les conclusions de la Conférence d'Addis-Abeba. Les chefs d'Etat européens devront adopter les conclusions de leurs ministres lors du **CONSEIL EUROPÉEN DE JUIN**, avant de venir défendre eux-mêmes le Pacte de redevabilité mutuelle à Addis-Abeba.

À l'occasion du **SOMMET DU G7** organisé les 7 et 8 juin au château d'Elmau, les dirigeants devront s'engager à contribuer à ce que toute personne dans le monde ait accès à des services essentiels en matière de santé, d'éducation et d'alimentation. Ils doivent prendre des engagements fermes en termes d'APD pour aider les pays pauvres à atteindre les Objectifs mondiaux.

Lors du **SOMMET DE L'UA** qui se tiendra du 7 au 15 juin à Johannesburg, les États membres de l'UA devront annoncer des objectifs ambitieux en matière de recettes fiscales et s'engager à les atteindre à hauteur de 50 % d'ici à 2020. Ils devront également promettre de rendre leurs budgets transparents et d'affecter leurs ressources domestiques en ciblant les populations les plus vulnérables.

La **CONFÉRENCE D'ADDIS-ABEBA** constituera le moment clé de présentation du nouveau partenariat mondial pour les données. Elle sera également l'occasion d'adopter le Pacte de redevabilité mutuelle. D'autres engagements plus spécifiques seront pris à d'autres moments clés tout au long de l'année 2015, y compris à l'occasion du sommet de l'ONU sur les Objectifs de développement durable (ODD), prévu en septembre, et de la 21^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), qui se tiendra en novembre-décembre.



MÉTHODOLOGIE

L'école primaire de Malinzanga, à Malinzanga, en Tanzanie.

COMMENT L'AIDE DES DONATEURS EST-T-ELLE MESURÉE PAR ONE ?

Chaque année, dans son rapport DATA, ONE assure le suivi de l'aide publique au développement (APD) fournie par les donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE aux pays en développement, au continent africain et à la région de l'Afrique subsaharienne, ainsi que (pour la première fois cette année) aux pays les moins avancés (PMA). Cette analyse se base sur les données préliminaires publiées par le CAD en avril de chaque année, qui portent sur l'année précédente. Les données préliminaires publiées par le CAD de l'OCDE pour 2014 sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/dac/stats/data.htm>. Ces données préliminaires ne sont pas ventilées de manière détaillée (par région, mais pas par pays, par secteur ou par type d'APD, par exemple) et sont susceptibles d'être révisées. Les chiffres définitifs sont publiés en décembre et comprennent une ventilation détaillée. En outre, il convient de noter que, dans les données préliminaires du CAD, l'aide bilatérale ventilée par région ne comprend pas nécessairement tous les types d'aide au développement de tous les membres du CAD et que, pour ces donateurs, les volumes d'APD transférés à l'Afrique, à l'Afrique subsaharienne et aux PMA seront probablement plus élevés dans les chiffres définitifs³²⁹. Les données préliminaires publiées pour 2014 ne fournissent pas non plus d'informations sur l'APD bilatérale octroyée aux PMA par l'Allemagne et le Luxembourg. Conformément à la méthode utilisée par le CAD dans ses rapports, ONE a estimé les montants d'aide de ces deux pays en reprenant les données relatives à leur aide bilatérale à destination des PMA en 2013.

Les données préliminaires pour 2013, utilisées pour établir le rapport DATA 2014, ont été revues pour certains pays dans la publication des chiffres définitifs en décembre 2014. Le présent rapport utilise les chiffres révisés pour 2013. Les données représentent des montants nets (sauf mention contraire) et proviennent des bases de données en ligne du CAD (CAD 1, CAD 2a et le Système de notification des pays créanciers), consultables sur <http://stats.oecd.org/>. ONE se base sur les flux en dollars, tels que présentés par le CAD, et effectue les conversions vers d'autres devises en utilisant le taux de change annualisé de l'OCDE. Les flux exprimés dans ces devises doivent donc être considérés comme des estimations proches plutôt que comme des chiffres exacts. ONE prend en considération les données historiques de tous les membres actuels du CAD, même si certains pays n'en faisaient pas encore partie à l'époque, afin de conserver une comparaison cohérente pour les montants cumulés. Pour analyser l'APD de l'Union européenne (UE) dans ce rapport, ONE se base sur des données relatives aux 19 États membres de l'UE qui font également partie du CAD et, le cas échéant, combine ces informations avec l'APD non imputée provenant des institutions européennes.

Dans son analyse de l'APD affectée aux PMA, ONE examine la proportion de l'aide au développement totale accordée par chaque membre du CAD à ce groupe de pays (et non de l'APD octroyée à des pays particuliers). De nombreux membres du CAD octroient une proportion relativement importante d'APD non

destinée à un pays particulier (« bilatérale – non spécifiée »). Certaines catégories d'APD ne peuvent pas, par définition, cibler un pays (comme les dépenses domestiques des donateurs), mais ceci ne suffit pas pour expliquer les montants d'aide « non spécifiée ». Il se peut que des notifications insuffisantes et/ou des limites du système de codification du CAD (par ex. pour les projets impliquant plusieurs pays) en soient responsables. Certains membres du CAD préfèrent renseigner la part de l'aide octroyée aux PMA comme une partie de l'aide ciblant des pays particuliers (en excluant l'APD « non spécifiée »), ce qui aboutit à des résultats plus élevés que la méthode employée par ONE. Dans l'analyse historique, ONE utilise la liste des PMA de la base de données du CAD (sur la base des désignations actuelles). Cette méthode correspond à l'approche adoptée par le CAD dans sa propre analyse, mais elle ne prend pas en considération les quatre pays qui sont depuis lors sortis de la liste des PMA.

PRIX CONSTANTS

ONE utilise les prix constants (valeur réelle) plutôt que les prix courants (valeur nominale), tenant ainsi compte de l'inflation et de la dévaluation des devises nationales. Cette approche permet d'évaluer plus exactement l'évolution de la valeur réelle de l'APD au cours du temps. Pour calculer les prix constants, ONE applique les déflateurs des pays publiés par le CAD.

AIDE BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE

Le CAD distingue deux catégories d'APD : l'APD bilatérale ou l'APD multilatérale. L'APD bilatérale est transférée directement des pays donateurs aux pays en développement. Dans la catégorie de l'aide bilatérale figure également l'aide multilatérale « affectée », c'est-à-dire les contributions versées par les donateurs du CAD à des pays bénéficiaires spécifiques, mais par le biais d'organisations multilatérales.

L'APD multilatérale comprend les contributions générales des membres du CAD aux organisations multilatérales qui, par définition, ne sont pas ventilées par pays ou région. Pour calculer le montant de l'aide multilatérale par région ou catégorie de pays, le CAD applique le pourcentage d'aide alloué par chaque organisation multilatérale à la région et au groupe de pays donnés à la contribution totale versée par chaque membre du CAD à cette organisation. Toutefois, ni ces imputations du CAD ni les versements multilatéraux aux pays et régions en développement ne figurent dans la publication des données préliminaires en avril ; ils ne sont inclus que dans la publication des données définitives en décembre. ONE a donc recours à une méthode particulière pour estimer la proportion d'APD multilatérale imputée par chaque membre du CAD à l'Afrique, à l'Afrique subsaharienne et aux PMA, comme l'explique l'exemple ci-dessous :

- En 2014, un membre du CAD fournit 10 millions de dollars de contributions générales à une organisation multilatérale
- En 2013, l'organisation en question a alloué 41 % de son budget total à l'Afrique subsaharienne.
- ONE estime donc qu'en 2014, le membre du CAD a fourni 4,1 millions de dollars (41 % de 10 millions) à l'Afrique subsaharienne via cette organisation multilatérale.

Les données préliminaires du CAD comprennent les contributions d'APD versées à cinq groupes d'organisations multilatérales : l'ONU, la Commission européenne, la Banque mondiale, les banques régionales de développement et la catégorie « autres ». ONE applique les étapes expliquées ci-dessus pour chacun des cinq groupes, et additionne les résultats pour obtenir le montant total de l'aide multilatérale imputée à l'Afrique, à l'Afrique subsaharienne et aux PMA. Ces montants sont ensuite additionnés à l'aide bilatérale pour indiquer l'APD totale de chaque donateur à ces groupes de pays. ONE reconnaît pleinement que les chiffres obtenus via ces calculs sont des estimations et que les chiffres définitifs, publiés chaque année en décembre par le CAD, peuvent fortement différer de ceux-ci. Trois raisons principales expliquent cette variation : 1) en raison d'un manque d'informations pour l'année la plus récente, ONE suppose que la proportion du financement total allouée par une organisation multilatérale à une région

donnée est restée plus au moins similaire à celle de l'année précédente, alors que cette proportion peut avoir augmenté ou diminué ; 2) les chiffres définitifs de l'APD multilatérale, publiés en décembre, peuvent être beaucoup plus détaillés : autrement dit, ils permettent de faire le suivi de l'aide octroyée par chaque donateur à chaque organisation multilatérale, et pas seulement aux cinq organisations énumérées ci-dessus ; 3) les données figurant dans la publication du mois d'avril (notamment les contributions d'APD versées aux organisations multilatérales) sont préliminaires et susceptibles d'être modifiées.

ALLÈGEMENT DE LA DETTE

Dans ce rapport, le calcul de l'APD inclut l'annulation de la dette multilatérale. Les frais liés à l'annulation de la dette multilatérale sont en effet pris en compte dans le calcul des contributions d'un membre du CAD aux organisations multilatérales, par ex. à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale ou à la Banque africaine de développement. En revanche, ONE exclut l'allègement de la dette bilatérale afin de voir si l'aide bilatérale déclarée par les États représente réellement un nouvel effort financier. L'allègement de la dette est extrêmement précieux et a permis d'augmenter de manière considérable les ressources allouées à la santé, à l'éducation et à des infrastructures essentielles. Cependant, les règles consistant à comptabiliser l'annulation de la dette bilatérale comme de l'aide au développement surévaluent l'allègement de la dette. ONE estime que

ces montants doivent être considérés comme complémentaires par rapport à l'APD, comme le prévoit d'ailleurs le consensus de Monterrey de 2002. En vertu des règles actuelles, une fois que la dette a été annulée, les donateurs peuvent déclarer l'ensemble de la valeur nominale de la dette comme de l'APD. Cela signifie que le capital, les intérêts et les pénalités sur arriérés pendant toute la période du prêt sont comptabilisés dans les chiffres d'APD au moment de l'annulation et sont inclus dans les rapports du CAD. Ce montant ne reflète ni la valeur de l'annulation de la dette pour le pays en développement, ni son coût pour le pays membre du CAD. Le montant exact qui devrait être comptabilisé est incertain, en raison du manque de transparence des donateurs en ce qui concerne leur comptabilité interne ou l'établissement de leur budget (par ex. pour les évaluations à la valeur du marché). ONE continue à espérer qu'une méthode plus exacte de prise en compte de l'allègement de la dette bilatérale sera mise au point afin que, à l'avenir, les efforts des donateurs procédant à des annulations de la dette bilatérale soient reconnus à leur juste valeur. En outre, rares sont les pays qui ont jusqu'à présent bénéficié d'une annulation de la dette bilatérale. L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe), seul programme d'envergure d'allègement de la dette en cours, arrive presque à son terme, et seuls quelques pays africains sont encore éligibles. Par conséquent, les donateurs d'APD doivent prévoir de réels efforts budgétaires pour atteindre leurs objectifs, sans avoir recours à des chiffres d'APD gonflés par l'annulation de la dette bilatérale.

Dans ses données préliminaires, le CAD ne précise pas le niveau d'allègement de la dette dont ont bénéficié

les différents pays. Il présente en revanche les chiffres d'allègement de la dette pour la région de l'Afrique subsaharienne (mais pas pour l'Afrique en général). En l'absence de cette information, ONE assimile l'allègement de la dette de l'Afrique subsaharienne à celui du continent africain. Cela revient à supposer que l'allègement de la dette bilatérale de l'Afrique du Nord est égal à zéro. En outre, il n'existe pas de chiffres préliminaires disponibles au sujet de l'allègement de la dette bilatérale des PMA. Conformément à la méthode adoptée par le CAD dans ses rapports, ONE a supposé que 100 % de l'allègement de la dette réalisé en 2014 profitait aux PMA.

OBJECTIFS ET PROGRÈS ACCOMPLIS

Le rapport DATA mesure l'évolution des niveaux d'APD entre 2004 et 2014. Actuellement, les seuls pays ayant des objectifs officiels en cours en termes de volume d'APD sont les États membres de l'UE.

En 2005, l'UE a convenu de consacrer collectivement 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'APD d'ici à 2015. Les 15 États membres d'origine de l'UE (« l'UE-15 ») ont également accepté d'allouer 0,7 % de leur RNB individuel à l'APD et les pays ayant déjà atteint ou dépassé cet objectif ont promis de maintenir ces niveaux. Le Royaume-Uni s'est engagé à atteindre 0,7 % en 2013. Les États qui sont entrés dans l'UE après 2004 se sont engagés à atteindre 0,33 % de leur RNB d'ici à 2015. Dans l'analyse des progrès accomplis par l'UE pour atteindre l'objectif de 0,7 %, ONE tient compte de l'APD (hors allègement de la dette) des 19 États membres qui participent au CAD ainsi que des neuf autres États dont les données proviennent des

tableaux d'APD préliminaires de la Commission européenne (et comprennent de très faibles montants liés à l'allègement de la dette)³³⁰. Afin de calculer le montant de l'objectif pour 2015, ONE utilise les prévisions de croissance du PIB publiées par l'OCDE dans ses Perspectives économiques annuelles. Sur cette base, ONE estime la valeur prévue d'une APD équivalente à 0,7 % du RNB collectif. Pour les pays dont les données ne sont pas disponibles à l'OCDE, ONE utilise les prévisions de croissance publiées par le Fonds monétaire international (FMI) dans ses Perspectives de l'économie mondiale. Le profil de l'UE inclut également des données relatives à l'APD totale de l'Union dans son ensemble, c'est-à-dire la somme de l'APD de l'UE-19 (calculée en utilisant les données du CAD, hors allègement de la dette), de l'APD des 9 autres États membres de l'Union (calculée en utilisant les données de la Commission européenne, incluant l'allègement de la dette) et de l'APD non imputée des institutions européennes (il s'agit des prêts nets accordés par la Banque européenne d'investissement [BEI]). Toute donnée relative aux « institutions de l'UE » mentionnée dans le présent rapport comprend à la fois la part d'APD imputée aux États membres et la part non imputée (prêts de la BEI).

N.B. : Les prêts de la BEI ne sont pas comptabilisés dans les statistiques d'APD du CAD pour la période 2008-2010, car leur concessionnalité a été mise en doute. Seuls de faibles montants d'actions ont été enregistrés dans la catégorie des prêts des institutions de l'UE au cours de la période 2008-2010. Suite à un accord conclu en 2013, les prêts de la BEI ont été inclus dans les statistiques du CAD pour la première fois dans la publication d'avril 2013 (portant sur les données de

2012), mais uniquement pour la période remontant à 2011³³¹. Bien que ONE adhère aux chiffres officiels publiés par le CAD, il convient de noter que cela provoque un « écart » statistique entre 2010 et 2011.

En 2005, le Conseil de l'UE s'est engagé à allouer collectivement 50 % de la hausse de son APD totale (par rapport à 2004) à l'Afrique. Il s'agissait d'une promesse du Conseil de l'UE dans son ensemble et les États membres n'ont pas défini d'objectifs individuels. Cependant, ONE part du principe d'une « répartition équitable » et applique le même objectif de « 50 % de toute l'APD supplémentaire » à chaque membre du CAD dont le profil figure dans le rapport. L'APD annuelle pour l'Afrique prise en compte dans ce rapport comprend à la fois les contributions bilatérales et la part estimée des contributions multilatérales de chaque membre du CAD pour l'Afrique (estimations selon la méthode décrite plus haut). ONE fixe un niveau de référence « lissé » pour 2004, tenant compte d'une moyenne des contributions multilatérales de 2004 et 2005, afin d'éviter les fortes variations qui se produisent souvent d'une année sur l'autre dans l'aide multilatérale. Le rapport analyse la proportion d'APD totale supplémentaire (ou la baisse d'APD totale) allouée à l'Afrique par chaque donateur.

APD SECTORIELLE

Les données portant sur l'APD sectorielle représentent des décaissements bruts, issus du Système de notification des pays créanciers (SNPC). ONE utilise les codes suivants, issus de la classification sectorielle du CAD :

- **Éducation** : 110: I.1. Éducation, Total
- **Infrastructure** : 200: II. Infrastructure & services économiques, Total (à l'exclusion du 230: II.3. Énergie, Total)
- **Énergie** : 230: II.3. Énergie, Total
- **Santé** : 120: I.2. Santé, Total (à l'exclusion du 12240 : Nutrition de base) combiné avec 130 : Politique en matière de population/santé et fertilité, et 16064 : Atténuation de l'impact social du VIH/sida
- **Nutrition** : 12240: Nutrition de base, Les codes du CAD ne couvrent pas tous les investissements en faveur de la nutrition (ni ceux spécifiques à la nutrition, ni ceux qui prennent en compte la dimension nutritionnelle).
- **Gestion des finances publiques** : 15111: Gestion des finances publiques
- **Agriculture et sécurité alimentaire** : 310: III.1. Agriculture, Sylviculture, Pêche, Total, 32161: Agro-industries, 520: VI.2. Aide alimentaire à des fins de développement/aide à la sécurité alimentaire, Total
- **Eau et assainissement** : 140: I.4. Approvisionnement en eau et assainissement, Total
- **Soutien budgétaire général** : 510: VI.1. Soutien budgétaire général, Total
- **Autre** : englobe tous les autres secteurs, ainsi que l'APD non allouée/non spécifiée.

Le CAD tient une base de données des décaissements bruts d'APD consacrés à la dimension de genre dans le cadre du SNPC. Dans le profil des pays membres du CAD, ONE a inclus dans la catégorie de l'aide « centrée sur l'égalité des sexes » toute APD (hors allègement de la dette) ayant le genre pour thème « principal » (lorsque l'égalité des sexes constitue l'un des objectifs principaux du projet) ou « significatif » (lorsque l'égalité des sexes constitue un objectif important, mais secondaire du projet). ONE a exclu toute APD classée dans la catégorie « pas visé » (c'est-à-dire l'aide qui ne semble pas viser l'égalité des sexes) ou n'ayant pas été analysée au moyen de marqueurs liés à l'égalité des sexes. L'analyse de ONE peut différer de celle des gouvernements puisqu'elle calcule l'APD genre comme une part de l'APD totale (englobant l'APD non allouée/non spécifiée) et non comme une part de l'aide spécifiée par secteur.

DÉPENSES DOMESTIQUES ET ANNULATIONS DE DETTES

Les chiffres relatifs aux dépenses domestiques et aux annulations de dettes proviennent du Tableau 1 de la base de données du CAD de l'OCDE. Pour évaluer l'APD dépensée dans le pays donateur même, ONE prend en compte les « frais imputés pour les étudiants », les « frais liés aux bourses d'étude et à la formation », des « frais administratifs non inclus ailleurs », des « frais de sensibilisation au développement » et les « coûts d'accueil des réfugiés dans le pays donateur ». Les coûts indirects d'éducation (« coûts imputés ») dans les pays donateurs peuvent être comptabilisés dans l'APD si le système d'éducation est non payant ou si les droits d'inscription ne couvrent pas les frais de

scolarité, à condition que la présence des étudiants fasse partie intégrante de la politique de développement du pays d'accueil. Les frais liés aux bourses d'étude et à la formation désignent des aides financières accordées à des étudiants de façon individuelle et des mesures de soutien pour les stagiaires issus de pays en développement.

Les frais administratifs non comptabilisés ailleurs comprennent les frais administratifs des programmes d'aide au développement n'ayant pas encore été signalés comme faisant partie intégrante des frais de mise en œuvre de l'APD dans d'autres catégories du reporting. Les coûts d'accueil des réfugiés comprennent les dépenses effectuées par le secteur

public pour assurer la survie des réfugiés dans les pays donateurs au cours des 12 premiers mois de leur séjour. La sensibilisation au développement inclut le financement d'activités visant à sensibiliser l'opinion publique, c'est-à-dire à rendre la population du pays donateur plus consciente des efforts, des besoins et des problèmes de la coopération au développement.

POURQUOI EXISTE-T-IL PARFOIS DES DIFFÉRENCES ENTRE LES DONNÉES D'UN PAYS ET LES DONNÉES DU CAD ?

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette différence. Par exemple, les données du pays peuvent se rapporter à un exercice budgétaire différent, ou bien le pays peut inclure dans l'APD des catégories de programme ou d'aide différentes de celles établies dans les définitions et lignes directrices du CAD. Il se peut également que plusieurs ministères soient responsables de la gestion des activités d'aide au développement. Si tous les programmes d'APD de chaque pays doivent être déclarés collectivement au CAD, les déclarations

nationales peuvent ne tenir compte que des activités relevant du principal ministère chargé de l'aide au développement.

Les données préliminaires n'offrent pas un aperçu détaillé des allocations régionales. Par le passé, les données finales relatives à l'aide à l'Afrique/à l'Afrique subsaharienne ont souvent sensiblement différé des estimations préliminaires. En outre, les déclarations des gouvernements sont souvent basées sur leurs budgets

prévisionnels, tandis que les données du CAD se fondent sur les décaissements annuels. Enfin, plusieurs pays utilisent un système de classification multiple, dans lequel chaque activité peut être enregistrée dans plusieurs secteurs (par exemple 20 % pour l'eau, 50 % pour la santé, 30 % pour l'infrastructure), alors que la classification du CAD ne permet d'attribuer qu'un seul secteur à chaque projet.

COMMENT LA MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES EST-ELLE MESURÉE PAR ONE ?

Les recettes publiques domestiques se basent sur les valeurs de l'indicateur « Revenus, hors subventions (% du PIB) » dans la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (IDM) de la Banque mondiale. Cette catégorie englobe le total des recettes, y compris les recettes non fiscales telles que les rentes provenant de l'exploitation des ressources naturelles, pour offrir un aperçu détaillé des ressources publiques disponibles. Cependant, elle ne tient pas compte des subventions extérieures (APD), afin d'isoler la composante uniquement intérieure. Il existe plusieurs ensembles de données disponibles pour évaluer les recettes domestiques, mais aucun ne représente une solution idéale. Le choix s'est porté sur les données des IDM parce que ces indicateurs couvrent un nombre raisonnable de pays sur une durée suffisante (le nouvel ensemble de données de l'International Centre for Tax and Development, par exemple, n'offre des informations que sur huit PMA et ses données ne remontent actuellement que jusqu'à 2009) et permettent d'exclure les subventions (contrairement aux Perspectives de l'économie mondiale du FMI). Les deux limites principales des données des IDM résident dans le fait que ces indicateurs ne couvrent pas tous les pays. Les données sont en effet disponibles pour 81 pays en développement, dont 24 PMA. En outre, ils ne prennent en considération que les recettes publiques centrales, et non les recettes publiques globales, et risquent donc de sous-estimer considérablement la hauteur des

recettes publiques dans les pays dotés d'importantes structures fiscales locales, comme le Nigeria. Pour obtenir des valeurs absolues, ONE a utilisé les montants du PIB et du PIB par habitant des IDM exprimés en dollars en prix courants.

Pour fixer les objectifs en matière de recettes (20 % pour les PMA et autres PFR ; 22 % pour les PRIT1 ; 24 % pour les PRITS et les PHR), ONE a analysé le montant des financements supplémentaires susceptibles d'être générés si l'écart par rapport à cet objectif était réduit de moitié (sur la base des niveaux actuels du PIB et du ratio recettes/PIB). Les pays ayant déjà atteint l'objectif fixé ou présentant un écart de moins de 0,5 point de pourcentage par rapport à cet objectif sont invités à viser l'objectif supérieur, et ainsi de suite.

L'analyse des **dépenses sociales courantes** utilise les données du Programme de comparaison internationale (PCI) sur les dépenses publiques de consommation individuelle de 2011, exprimées en parité de pouvoir d'achat (PPA), en s'appuyant sur les travaux de Homi Kharas et de John McArthur³³². Les chiffres du PIB par habitant et des 10 % du PIB présentés dans cette partie de l'analyse sont exprimés en dollars et en PPA de 2011. Les données du PCI couvrent les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, du logement ainsi que de la culture et des loisirs. L'objectif de 500 dollars en PPA fixé par ONE se fonde sur la recommandation selon laquelle le

niveau minimum de dépenses doit couvrir **la santé, l'éducation, la protection sociale, la nutrition, mais aussi l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH)**. L'objectif proposé de 500 dollars se base sur les recommandations sectorielles suivantes :

- **Santé** : 86 dollars par habitant (valeur nominale) pour offrir des soins de santé prioritaires universels, tels que définis par le groupe de travail sur le financement de la santé du Centre on Global Health Security de Chatham House³³³.
- **Éducation** : 61 dollars par habitant. Ce chiffre est calculé en utilisant la moyenne des trois niveaux de coûts par élève définis par l'UNESCO pour 2012 dans l'enseignement pré-primaire, primaire et secondaire inférieur (217 dollars pour les PFR et les PRIT1) et basé sur le fait qu'environ 28 % de l'ensemble de la population des PFR et des PRI est actuellement âgée de 0 à 14 ans³³⁴. Les chiffres par élève sont donc traduits en chiffres par habitant en multipliant le résultat obtenu par 0,28, ce qui donne cette estimation globale approximative de 61 dollars.
- **Protection sociale** : Selon l'Organisation internationale du travail, le coût du socle de protection sociale (sur lequel se fonde la Déclaration de Windhoek de 2008 de l'Union africaine) a été évalué de 2,9 à 5,2 % du PIB³³⁵. Le PIB par habitant dans les PFR et les PRI s'élevant à 4 129 dollars, 2,9 %

de ce montant représenterait environ 122 dollars³³⁶. Cependant, le financement d'un socle de protection sociale complet ne sera probablement pas la priorité absolue des pays les plus pauvres, et les coûts encourus seront donc moindres. Une autre approche consiste donc à estimer le montant des transferts de fonds qui seraient nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté (c.-à-d. pour faire en sorte que plus personne n'ait un revenu quotidien inférieur à 1,25 dollar en PPA). Ce montant varie d'un pays à l'autre, mais il a été estimé à 49 dollars par habitant dans les PMA³³⁷.

En supposant que le ratio moyen valeur nominale/PPA dans les PFR et les PRI est de 0,51, le total combiné (86 dollars + 61 dollars + 122 dollars) s'élève à environ 527 dollars en PPA. ONE reconnaît qu'il s'agit d'une estimation grossière et que les pays devront déterminer ce qu'il convient d'inclure dans un ensemble de services essentiels en fonction de leurs besoins nationaux. L'intégration de priorités supplémentaires, par exemple concernant la nutrition et WASH, peut également entraîner une hausse des coûts.

Les données relatives aux dépenses publiques de l'Afrique subsaharienne en matière de santé

proviennent de la base de données sur les dépenses de santé mondiales (Global Health Expenditure Database) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui présente les données sur la part annuelle des dépenses publiques totales allouée au secteur de la santé. Les gouvernements ont été évalués par rapport à l'engagement d'Abuja d'allouer 15 % des dépenses publiques totales au secteur de la santé. ONE a calculé la moyenne de la part annuelle des dépenses consacrées à la santé au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (2011-2013). Les données relatives aux dépenses par habitant dans le domaine de la santé proviennent directement de la base de données sur les dépenses de santé mondiales. De la même manière, ONE a calculé la moyenne des dépenses par habitant au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (2011-2013).

Les données relatives aux dépenses publiques de l'Afrique subsaharienne en matière d'agriculture

proviennent des données en ligne du Système d'analyse de la stratégie régionale et d'appui à la

connaissance (ReSAKSS), qui présentent les dépenses pour l'agriculture exprimées en pourcentage des dépenses totales. Les gouvernements ont été évalués par rapport à l'engagement de Maputo d'allouer 10 % des dépenses publiques totales au secteur de l'agriculture. ONE a calculé la part moyenne annuelle des dépenses consacrée à l'agriculture au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (2011-2013).

Les données relatives aux dépenses publiques de l'Afrique subsaharienne en matière d'éducation

proviennent de la base de données sur l'éducation de l'Institut de statistique de l'UNESCO, qui fournit des données sur les dépenses publiques annuelles en matière d'éducation. Les gouvernements ont été évalués par rapport à l'engagement pris dans le cadre de l'initiative Éducation pour tous/Partenariat mondial pour l'éducation d'allouer 20 % des dépenses publiques totales à l'éducation. Étant donné que les données annuelles sont très incomplètes et inégales, ONE a examiné les dépenses effectuées au cours de la dernière année de la période 2010-2014, pour laquelle des données sont disponibles.

REDEVABILITÉ ET MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES – TABLEAUX PAYS COMPLETS

Le profil de chaque pays membre du CAD comprend un tableau qui évalue la concrétisation des engagements et la mise en œuvre de diverses politiques visant à améliorer la MRI, la transparence et la redevabilité.

Les indicateurs apparaissent sous une forme abrégée dans les profils, mais leur formulation et les sources sont détaillées dans le Tableau 1, ci-dessous.

Tableau 1 : Tableau complet sur la redevabilité et sur la mobilisation des ressources domestiques des pays membres du CAD

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Règlement/ décret conforme à la loi ? (date)	Date de la première publication de données ?	Données ouvertes ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?
	L'expression « loi solide » désigne une loi de transparence contraignante qui oblige les entreprises à publier les paiements versés aux gouvernements pour l'extraction de ressources naturelles, projet par projet et pays par pays, sans exemption.	Évalue si les pays ont adopté des lignes directrices conformes à leurs lois de divulgation obligatoire et renseigne la date à laquelle ces lignes directrices ont été ou devraient être publiées.	Fournit la date de la publication initiale ou attendue des données. Indiquer « à déterminer » si les données ne sont pas disponibles ou si aucune date de publication initiale n'a été annoncée.	Évalue si la législation ou les données publiées par un pays (si elles sont disponibles) respectent les normes relatives aux données ouvertes. Indiquer « À déterminer lors de la mise en œuvre » si le pays a adopté une loi, mais n'a pas encore finalisé le format dans lequel il communiquera les données. L'expression « données ouvertes » (open data) fait référence à des informations fournies en ligne dans des formats sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.	« Oui » signifie qu'un pays a obtenu le statut de pays candidat ou de pays conforme dans le cadre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). La liste complète est consultable à cette adresse : https://eiti.org/fr/countries
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Application légale de l'accès (entreprises) ?	Application légale de l'accès (trusts et autres structures juridiques) ?	Données ouvertes ?
	Évalue si les pays disposent d'une loi qui rend obligatoire la publication des informations sur les propriétaires réels des sociétés. La plupart des États membres de l'UE présentent la mention « À déterminer lors de la mise en œuvre » en attendant la transposition dans le droit national de la directive européenne relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, qui laisse aux États membres la liberté de mettre les informations en accès public.	Évalue si les pays ont adopté une loi rendant obligatoire la publication des bénéficiaires effectifs des trusts et autres structures juridiques.	Évalue si les pays disposent d'une loi permettant aux autorités fiscales et judiciaires d'accéder en temps utile aux registres centralisés sur les bénéficiaires effectifs des sociétés.	Évalue si les pays disposent d'une loi qui permet aux autorités fiscales et judiciaires d'accéder en temps utile aux registres centralisés sur les bénéficiaires effectifs des trusts et autres structures juridiques.	Évalue si la législation ou les données publiées par un pays (si elles sont disponibles) respectent les normes relatives aux données ouvertes. Indiquer « À déterminer lors de la mise en œuvre » si le pays a adopté une loi, mais n'a pas encore finalisé le format dans lequel il communiquera les données. L'expression « données ouvertes » (open data) fait référence à des informations fournies en ligne dans des formats sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.

Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Évalue si les pays disposent d'une loi qui rend obligatoire la divulgation complète des contrats publics, depuis les contrats relatifs à l'achat de biens jusqu'aux contrats complexes, en passant par les accords de joint-venture, les licences et les accords de partage de la production, y compris les contrats financés par un mixe de sources privées, publiques et d'APD.	Évalue si les pays publient systématiquement les conditions des contrats, y compris des copies des contrats réellement signés, en limitant les possibilités d'exemption ou de censure (par exemple pour des motifs légitimes de sécurité nationale).	L'expression « données ouvertes » (<i>open data</i>) fait référence à des informations fournies en ligne dans des formats sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.	Évalue si les entreprises actives dans le pays publient généralement les contrats passés avec les gouvernements, sur une base volontaire ou en raison d'une obligation légale.	Évalue si le gouvernement du pays s'est officiellement engagé, à l'échelle nationale ou internationale, à renforcer la transparence des contrats publics.
Échange automatique des données fiscales	Loi en vigueur ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec les pays en développement ?	Engagement d'inclure les pays en développement ?	Engagement de renforcer les capacités ?
	Évalue si les pays ont adopté une loi qui promeut ou rend obligatoire l'échange automatique d'informations fiscales (EAI) avec d'autres pays par le biais d'accords multilatéraux.	Évalue si les pays ont conclu un quelconque accord d'échange multilatéral prévoyant un EAI. Les accords d'échange multilatéraux prévoyant le partage d'informations « sur demande » (et non de façon automatique) ne rentrent pas dans cette catégorie.	Évalue si les pays ont conclu des accords d'EAI avec les gouvernements de pays en développement, y compris de pays à faible revenu, sur une base non réciproque si nécessaire.	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à intégrer les pays en développement dans les accords d'EAI en vigueur ou dans ceux qui seront conclus à l'avenir.	Évalue si les pays se sont engagés à aider les pays en développement à renforcer les capacités de leurs administrations afin de leur permettre de prendre part aux accords d'EAI.
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Évalue si les pays ont adopté une loi pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) dans tous les secteurs, afin de garantir que les profits des entreprises multinationales soient imposés dans le pays où ont lieu les activités économiques générant ces profits et où la valeur est créée. Pour satisfaire à ce critère, une telle loi doit rendre obligatoire la publication des données clés des entreprises de tous les secteurs, y compris les informations relatives aux bénéfices de l'entreprise, aux chiffres d'affaires, au nombre d'employés, aux avoirs et aux taxes payées et à payer pour chaque juridiction dans laquelle l'entreprise est active.	Évalue si les pays ont adopté une loi sectorielle pour lutter contre l'évasion fiscale.	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à rendre obligatoire la publication des informations.	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à obliger les entreprises multinationales à communiquer aux autorités fiscales (mais non au grand public) les informations.	L'expression « formats de données ouvertes » fait référence à des informations fournies dans des formats en ligne sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.

Transparence de l'aide au développement	Codification dans la loi ?	Reporting par la principale agence d'aide au développement à l'IITA ?	Obtention de la note « très bon » ou « bon » par la principale agence d'aide au développement pour l'indice de transparence de l'aide ?	Publications d'informations exhaustives sur la principale agence d'aide au développement sur le site Internet du gouvernement ?	Engagement du gouvernement à un reporting conforme aux normes de l'IITA ?
	Évalue si le pays a adopté une loi qui oblige ses agences d'aide au développement à publier ses données sur l'aide au développement conformément aux normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA).	Évalue si la principale agence d'aide au développement du pays déclare l'APD à l'IITA.	Évalue si la principale agence d'aide au développement du pays a obtenu la note « très bon » ou « bon » pour l'indice de transparence de l'aide 2014 de l'organisation Publish What You Fund. Voir : http://ati.publishwhatyoufund.org/	Évalue si les financements d'APD de la principale agence d'aide au développement du pays sont publiés sur un site Internet gouvernemental. Pour plus d'informations sur la performance des pays et les progrès qui leur restent à faire, consultez l'Indice de transparence de l'aide 2014 de Publish What You Fund. http://ati.publishwhatyoufund.org/	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à déclarer leur APD conformément aux normes de l'IITA.

Tableau 2 : Tableaux complets sur la mobilisation des ressources domestiques des pays africains

Transparence des industries extractives	Loi nationale solide déjà en vigueur ?	Mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ?	Procédure d'octroi de licences transparente et compétitive ?	Entreprises publiques transparentes ?	Dispositifs de contrôle des têtes de puits déjà en place ?
	L'expression « loi solide » désigne une loi de transparence contraignante qui oblige les entreprises à publier les paiements versés aux gouvernements pour l'extraction de ressources naturelles, projet par projet et pays par pays, sans exemption.	« Oui » signifie qu'un pays a obtenu le statut de pays candidat ou de pays conforme dans le cadre de l'ITIE. La liste complète est consultable à cette adresse : https://eiti.org/fr/countries	Évalue si les pays ont mis en place une procédure d'octroi de licences transparente et compétitive pour les secteurs pétrolier, gazier et minier, sur la base de documents gouvernementaux et de l'Indice de gouvernance des ressources naturelles ³³⁸ .	Évalue la transparence des activités financières des entreprises publiques, y compris la transparence des revenus, des audits et des contrôles internes, sur la base de l'Indice de gouvernance des ressources naturelles et d'informations provenant de sites Internet gouvernementaux ³³⁹ .	Évalue si un contrôle des têtes de puits est mis en place pour mesurer les flux de pétrole issu des puits de pétrole et de gaz ³⁴⁰ .
Transparence des bénéficiaires effectifs	Loi sur l'accès public (entreprises) ?	Loi sur l'accès public (trusts et autres structures juridiques) ?	Projet pilote ITIE ?	Loi sur la déclaration de patrimoine des hauts responsables publics ?	Engagement international ?
	Évalue si les pays ont mis en place une loi qui rend obligatoire la publication des informations sur les propriétaires réels des sociétés.	Évalue si les pays ont adopté une loi rendant obligatoire la publication des bénéficiaires effectifs des trusts et autres structures juridiques.	Évalue si les pays participent au projet pilote de l'ITIE sur les bénéficiaires effectifs, qui a pour objectif de garantir un accès public aux informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés de l'industrie extractive ³⁴¹ .	Évalue si les pays ont mis en place une loi qui oblige les responsables gouvernementaux à publier leur patrimoine et si cette loi est respectée dans la pratique.	Évalue si le gouvernement du pays s'est officiellement engagé, à l'échelle nationale ou internationale, à améliorer la transparence des bénéficiaires effectifs.

Transparence des contrats	Loi en vigueur ?	Publication systématique des données par le gouvernement ?	Données ouvertes ?	Publication des données par les entreprises ?	Engagement politique ?
	Évalue si les pays disposent d'une loi qui rend obligatoire la divulgation complète des contrats publics, depuis les contrats relatifs à l'achat de biens jusqu'aux contrats complexes, en passant par les accords de joint-venture, les licences et les accords de partage de la production, y compris les contrats financés par un mixe de sources privées, publiques et d'APD.	Évalue si les pays publient systématiquement les conditions des contrats, y compris des copies des contrats réellement signés, en limitant les possibilités d'exemption ou de censure (par exemple pour des motifs légitimes de sécurité nationale).	L'expression « données ouvertes » (<i>open data</i>) fait référence à des informations fournies en ligne dans des formats sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.	Évalue si les entreprises actives dans le pays publient généralement les contrats passés avec les gouvernements, sur une base volontaire ou en raison d'une obligation légale.	Évalue si le gouvernement du pays s'est officiellement engagé, à l'échelle nationale ou internationale, à renforcer la transparence des contrats publics.
Échange automatique des données fiscales	Loi en place ?	Accords d'échanges multilatéraux ?	Accords avec d'autres pays ?	Projet pilote d'EAI ?	Engagement en matière de renforcement des capacités ?
	Évalue si les pays ont adopté une loi qui promeut ou rend obligatoire l'échange automatique d'informations fiscales (EAI) avec d'autres pays par le biais d'accords multilatéraux.	Évalue si les pays ont conclu un quelconque accord d'échange multilatéral prévoyant un EAI. Les accords d'échange multilatéraux prévoyant le partage d'informations « sur demande » (et non de façon automatique) ne rentrent pas dans cette catégorie.	Évalue si les pays ont conclu des accords d'EAI avec les gouvernements d'autres pays.	Évalue si les pays ont demandé à participer à un projet pilote d'EAI facilité par le Global Forum sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales à la demande de l'OCDE et du G20.	Évalue si les pays se sont engagés à renforcer la capacité de leurs administrations fiscales afin de pouvoir mettre en œuvre l'EAI.
Reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales	Loi complète adoptée ?	Loi partielle adoptée ?	Engagement d'information publique ?	Engagement d'information privée ?	Données ouvertes ?
	Évalue si les pays ont adopté une loi pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) dans tous les secteurs, afin de garantir que les profits des entreprises multinationales soient imposés dans le pays où ont lieu les activités économiques générant ces profits et où la valeur est créée. Pour satisfaire à ce critère, une telle loi doit rendre obligatoire la publication des données clés des entreprises de tous les secteurs, y compris les informations relatives aux bénéfices de l'entreprise, aux chiffres d'affaires, au nombre d'employés, aux avoirs et aux taxes payées et à payer pour chaque juridiction dans laquelle l'entreprise est active.	Évalue si les pays ont adopté une loi sectorielle pour lutter contre l'évasion fiscale.	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à rendre obligatoire la publication des informations.	Évalue si les pays se sont officiellement engagés à obliger les entreprises multinationales à communiquer les informations aux autorités fiscales (mais non au grand public).	L'expression « formats de données ouvertes » fait référence à des informations fournies dans des formats en ligne sans licence et lisibles par machine, de façon à ce que chacun puisse librement les utiliser, les modifier et les partager.

Tableau 3 : Tableaux complets sur la redevabilité des pays africains

Transparence budgétaire Source : Enquête sur le budget ouvert 2012 de l'IBP	Note à l'Indice de transparence budgétaire ?	Publication d'un budget citoyen ?	Publication du projet de loi de finance du gouvernement ?	Publication de la loi de finance adoptée ?	Publication d'un budget en fin d'exercice ?
	Rouge = 40 ou moins (classé dans la catégorie « données minimales » ou « peu de données ou aucune donnée » par l'IBP) Orange = 41–60 (classé dans la catégorie « quelques données ») Vert = 61–100 (classé dans la catégorie « données significatives » ou « données approfondies »)	Rouge = non Vert = oui	Rouge = non Vert = oui	Rouge = non Vert = oui	Rouge = non Vert = oui
Engagement d'Abuja sur la santé (15 % du budget) Source : base de données sur les dépenses de santé mondiales de l'OMS	% du budget public consacré à la santé en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à la santé au cours des trois dernières années	Dépenses publiques de santé par habitant en 2013	Place dans le classement des dépenses publiques de santé par habitant en 2013 (45 pays africains évalués)	La dernière publication des données sur les dépenses de santé remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	Rouge = moins de 50 % de l'objectif (15 %) atteint Orange = 50 % de l'objectif (15 %) atteint Vert = objectif (15 %) atteint	Évolution entre 2011 et 2013 en points de pourcentage	Rouge = moins de 50 % du montant conseillé (86 dollars) atteint Orange = 50 % du montant conseillé (86 dollars) atteint Vert = montant conseillé (86 dollars) atteint	Rouge = dans le tiers inférieur du classement Orange = dans le tiers moyen du classement Vert = dans le tiers supérieur du classement	Rouge = non Vert = oui Gris = aucune donnée
Engagement de Maputo/Malabo sur l'agriculture (10 % du budget ; croissance agricole de 6 %) Source : Dépenses publiques consacrées à l'agriculture, ReSAKSS	% du budget public consacré à l'agriculture en 2013	Évolution de la part du budget consacrée à l'agriculture au cours des trois dernières années	Taux de croissance agricole annuel (moyenne 2011-2013)	Examen sectoriel conjoint du PDDAA réalisé ? (année)	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	Rouge = moins de 50 % de l'objectif (10 %) atteint Orange = 50 % de l'objectif (10 %) atteint Vert = objectif (10 %) atteint	Évolution entre 2011 et 2013 en points de pourcentage	Rouge = moins de 50 % de l'objectif (6 %) atteint Orange = 50 % de l'objectif (6 %) atteint Vert = objectif (6 %) atteint	Rouge = non Vert = oui	Rouge = non Vert = oui Gris = pas de données

Engagement pris dans le cadre de l'initiative Éducation pour tous/Partenariat mondial pour l'éducation (20 % du budget) Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Données sur l'éducation	% du budget public consacré à l'éducation (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Évolution de la part du budget consacrée à l'éducation au cours des trois dernières années	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du primaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	Dépenses publiques pour l'éducation par élève du secondaire (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)	La dernière publication des données remonte-t-elle à moins de deux ans ?
	Rouge = moins de 50 % de l'objectif (20 %) atteint Orange = 50 % de l'objectif (20 %) atteint Vert = objectif (20 %) atteint	Évolution en points de pourcentage entre la dernière année pour laquelle des données sont disponibles et les deux années précédentes	Rouge = moins de 50 % du montant conseillé (164 dollars) atteint Orange = 50 % du montant conseillé (164 dollars) atteint Vert = montant conseillé (164 dollars) atteint	Rouge = moins de 50 % du montant conseillé (261 dollars) atteint Orange = 50 % du montant conseillé (261 dollars) atteint Vert = montant conseillé (261 dollars) atteint	Rouge = non Vert = oui Gris = pas de données
Accès à l'information	Lois sur l'accès à l'information en vigueur ?	Note dans le classement mondial de la liberté de la presse 2015 ? (avec des sections progression/recul pour indiquer l'évolution par rapport à l'année précédente)³⁴²	Demandes et refus d'accès à l'information accessibles au public ?	Engagement à améliorer l'accès à l'information ?	Des journalistes ont-ils été harcelés au cours de l'année passée ?
	Rouge = non Vert = oui	Rouge = 35 ou plus Orange = 15–34 Vert = 0–14	Rouge = non Vert = oui	Le pays a-t-il ratifié la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ou la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption ? Rouge = non Vert = oui	Rouge = oui Vert = non

LISTE DE LA CLASSIFICATION DES PAYS

Dans son rapport, ONE a classé les pays de la façon suivante :

- **Pays les moins avancés (PMA)**, d'après la classification de l'ONU datant d'avril 2015 : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, RPD Lao, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sao Tomé-et-Principe, Tanzanie, Tchad, Timor-Oriental, Togo, Tuvalu, Ouganda, Vanuatu, République du Yémen, Zambie.
- **Pays à faible revenu (PFR)**, d'après la classification de la Banque mondiale datant d'avril 2015 : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée (RPDC), Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zimbabwe.

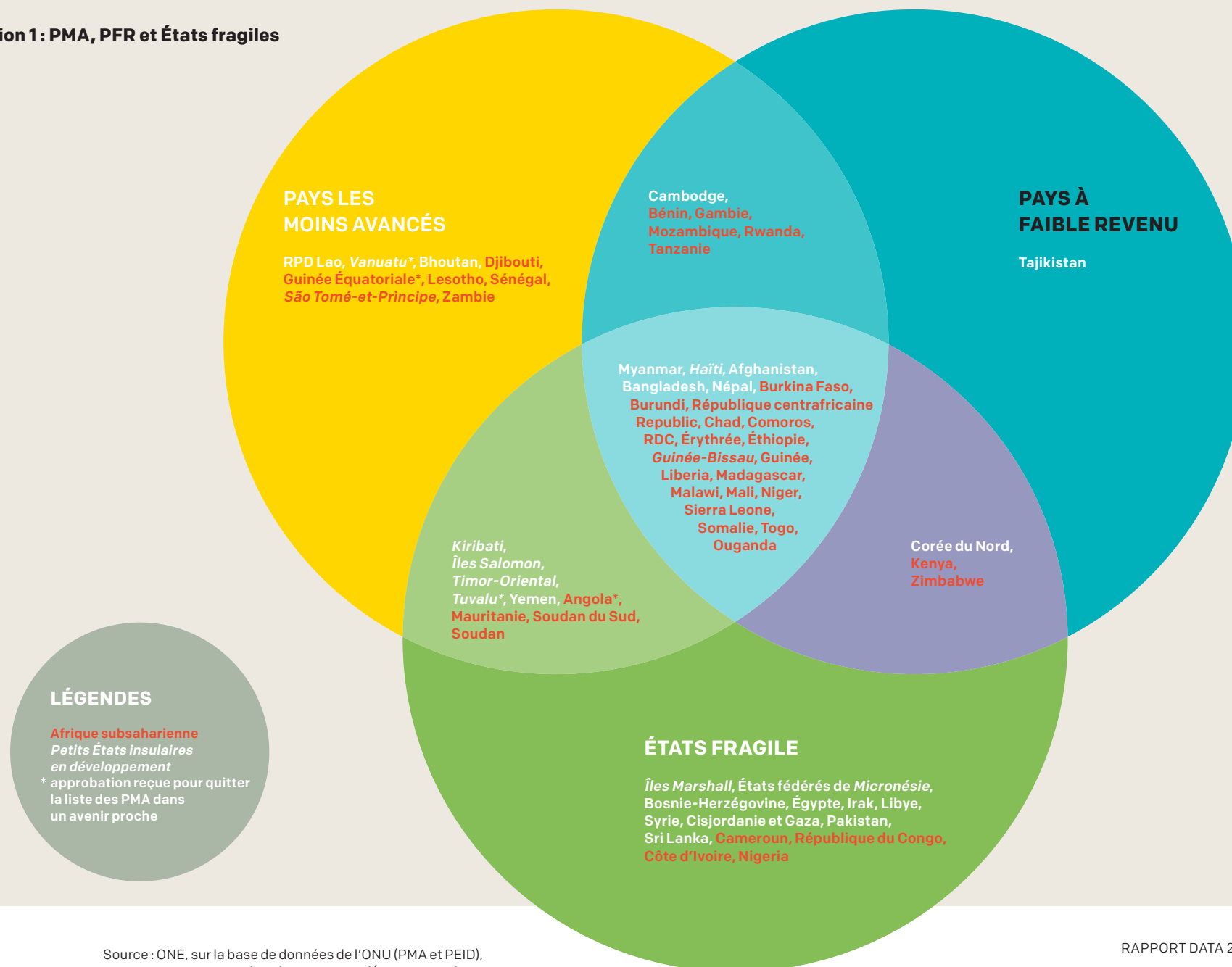
- **Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI)**, d'après la classification de la Banque mondiale datant d'avril 2015 : Arménie, Bhoutan, Bolivie, Cameroun, Cap-Vert, Cisjordanie et Gaza, République du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, République arabe d'Égypte, El Salvador, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Indonésie, Inde, Kiribati, Kosovo, République kirghize, RPD Lao, Lesotho, Maroc, Mauritanie, États fédérés de Micronésie, Moldavie, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan du Sud, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Timor-Oriental, Ukraine, Vanuatu, Vietnam, République du Yémen, Zambie.
- **Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS)**, d'après la classification de la Banque mondiale datant d'avril 2015 : Afrique du Sud, Angola, Albanie, Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Belarus, Belize, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Dominique, Équateur, Fidji, Gabon, Grenade, Hongrie, République islamique d'Iran, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Libye, ancienne République yougoslave de Macédoine, Malaisie, Maldives, Îles Marshall, Maurice, Mexique, Monténégro, Namibie, Palaos, Panama, Pérou, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa américaines, Serbie, Seychelles, Suriname, Thaïlande, Tonga, Tunisie, Turquie, Turkménistan, Tuvalu, Venezuela.

- **Pays à haut revenu (PHR)**, d'après la classification de la Banque mondiale datant d'avril 2015 : Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Aruba, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bermudes, Brunei Darussalam, Canada, Chili, République de Corée, Croatie, Curaçao, Chypre, Danemark, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis, Guinée équatoriale, Espagne, Finlande, Polynésie française, France, Grèce, Groenland, Guam, Hong Kong (RAS de Chine), Îles Anglo-Normandes, Îles Caïmans, Îles Féroé, Île de Man, Îles Mariannes du Nord, Îles Vierges américaines, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macao (RAS de Chine), Malte, Monaco, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Porto Rico, Qatar, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Marin, Saint-Martin, Singapour, Sint Maarten, République slovaque, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque, Trinité-et-Tobago, Îles Turques-et-Caïques, Uruguay.

Dans la plupart des cas, l'expression « pays en développement » désigne les PMA ainsi que les autres PFR et les PRI.

L'illustration 1 permet de visualiser les chevauchements entre les catégories clés des pays les plus vulnérables (PMA, PFR, petits États insulaires en développement (PEID) et États fragiles, ainsi que pays de l'Afrique subsaharienne).

Illustration 1 : PMA, PFR et États fragiles





Les femmes marchent vers le village d'Umoja après avoir récolté de l'eau dans la rivière, Samburu, Kenya.



TABLEAUX DE RÉFÉRENCE

Avec sa sœur Zawadi, Eva porte de l'eau vers les plantations de riz de la ferme de son père, située à Malinzanga, en Tanzanie.

APD TOTALE (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE) EN MILLIONS DE \$, PRIX 2014

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	7 944,8	9 235,6	10 138,7	11 514,2	12 302,1	13 763,0	13 940,7	13 317,8	14 370,2	16 068,8
Australie	2 549,3	2 726,9	3 033,6	3 282,1	3 537,7	3 948,5	4 381,2	4 748,9	4 528,0	4 198,3
Autriche	831,4	895,7	957,1	990,7	1 112,0	1 126,9	1 068,2	1 065,1	1 144,1	1 035,5
Belgique	1 871,2	1 912,5	1 916,2	2 307,7	2 593,0	2 614,8	2 653,2	2 150,9	2 296,6	2 376,9
Canada	4 339,5	4 098,4	4 466,8	4 924,7	4 535,2	5 205,2	5 114,9	5 089,6	4 696,7	4 196,4
Corée	851,2	481,9	702,9	927,7	1 059,5	1 336,7	1 425,7	1 731,3	1 835,3	1 850,7
Danemark	2 650,1	2 625,7	2 694,2	2 727,4	2 877,2	2 983,8	2 934,3	2 840,9	2 948,3	2 995,7
Espagne	2 845,6	3 734,4	4 921,7	6 092,8	6 261,8	5 681,9	3 992,6	2 040,9	2 131,6	1 893,3
États-Unis	28 082,6	24 979,7	24 157,0	28 650,5	31 061,5	32 483,9	31 316,4	31 562,4	31 800,7	32 702,2
Finlande	957,5	1 043,5	1 094,5	1 195,1	1 346,4	1 458,1	1 428,0	1 412,7	1 453,0	1 634,6
France	8 016,2	8 278,5	8 742,7	9 600,2	11 196,0	11 893,5	11 530,8	11 064,5	10 718,3	10 367,2
Grèce	456,1	482,2	504,8	644,8	561,7	489,3	387,6	323,2	233,8	248,4
Irlande	769,4	1 051,9	1 103,1	1 194,3	975,6	927,9	893,8	844,4	847,0	808,8
Islande	23,0	35,8	36,6	46,7	41,7	32,8	26,8	28,8	36,8	35,4
Italie	4 183,1	2 428,2	3 627,9	3 921,5	3 133,9	2 910,5	3 630,6	2 875,2	3 437,5	3 342,1
Japon	8 329,3	8 201,0	6 426,9	7 383,7	8 761,2	8 866,1	8 091,1	8 074,7	8 809,6	9 194,4
Luxembourg	359,2	377,9	441,4	445,2	454,0	446,7	411,9	419,9	431,7	426,8
Norvège	4 055,1	3 886,5	4 333,6	4 105,4	4 894,9	4 752,3	4 487,9	4 527,6	5 228,0	5 006,0
Nouvelle-Zélande	395,7	395,7	413,7	461,5	450,3	420,5	461,8	479,9	470,2	502,3
Pays-Bas	5 704,0	5 957,3	6 081,2	6 645,9	6 370,1	6 073,6	6 139,8	5 692,2	5 422,7	5 509,0
Pologne	261,8	361,0	374,9	328,3	404,5	388,4	408,7	442,7	424,7	436,8
Portugal	449,7	457,2	483,3	594,9	531,4	666,2	694,3	618,8	492,3	419,0
Rép. Slovaque	85,0	76,6	76,9	89,7	74,4	76,1	83,2	82,3	85,6	81,2
Rép. Tchèque	164,7	179,4	178,5	221,3	201,4	220,9	225,6	215,7	203,9	209,0
Royaume-Uni	8 068,4	9 598,4	9 370,4	11 270,2	13 145,3	14 778,7	14 762,4	14 823,4	19 094,5	19 381,2
Slovénie	43,4	53,4	57,8	65,5	69,2	60,5	61,0	61,3	61,7	61,5
Suède	4 216,1	4 526,5	4 697,4	4 981,2	5 321,2	4 975,8	5 296,7	5 290,4	5 604,7	6 191,4
Suisse	2 256,0	2 227,5	2 184,2	2 342,3	2 553,8	2 588,9	2 879,9	3 115,2	3 247,9	3 547,6

institutions de l'UE	11 349,7	12 038,2	12 245,3	12 812,7	13 478,1	13 338,4	17 176,6	18 443,9	16 104,1	16 105,7
----------------------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

CAD	100 759,6	100 309,1	103 218,1	116 955,4	125 827,0	131 171,4	128 729,1	124 940,9	132 055,3	134 720,4
UE-19	49 877,8	53 275,7	57 462,7	64 830,8	68 931,3	71 536,5	70 543,4	65 582,5	71 402,2	73 487,1
G7	68 964,0	66 819,6	66 930,4	77 264,9	84 135,2	89 900,9	88 386,8	86 807,6	92 927,6	95 252,3

Note : les cellules en vert indiquent que l'objectif des 0,7 % APD/RNB est atteint

évolution en volume (2013-14)	évolution en pourcentage (2013-14)	l'APD en % du RNB (2014)
1 698,6	11,8 %	0,41 %
-329,7	-7,3 %	0,27 %
-108,6	-9,5 %	0,24 %
80,3	3,5 %	0,45 %
-500,3	-10,7 %	0,24 %
15,4	0,8 %	0,13 %
47,4	1,6 %	0,85 %
-238,3	-11,2 %	0,14 %
901,5	2,8 %	0,19 %
181,5	12,5 %	0,60 %
-351,2	-3,3 %	0,36 %
14,6	6,3 %	0,11 %
-38,2	-4,5 %	0,38 %
-1,4	-3,8 %	0,21 %
-95,4	-2,8 %	0,16 %
384,8	4,4 %	0,19 %
-4,9	-1,1 %	1,07 %
-221,9	-4,2 %	0,98 %
32,1	6,8 %	0,27 %
86,3	1,6 %	0,64 %
12,1	2,8 %	0,08 %
-73,3	-14,9 %	0,19 %
-4,3	-5,1 %	0,08 %
5,1	2,5 %	0,11 %
286,7	1,5 %	0,70 %
-0,2	-0,3 %	0,13 %
586,7	10,5 %	1,09 %
299,7	9,2 %	0,49 %

1,6	0,0 %	-
-----	-------	---

2 665,0	2,0 %	0,29 %
2 084,9	2,9 %	0,41 %
2 324,7	2,5 %	0,27 %

L'APD TOTALE EN POURCENTAGE DU RNB (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	0,24 %	0,27 %	0,28 %	0,31 %	0,35 %	0,38 %	0,38 %	0,36 %	0,38 %	0,41 %
Australie	0,24 %	0,26 %	0,29 %	0,29 %	0,29 %	0,32 %	0,34 %	0,36 %	0,33 %	0,27 %
Autriche	0,22 %	0,23 %	0,24 %	0,24 %	0,29 %	0,28 %	0,26 %	0,25 %	0,26 %	0,24 %
Belgique	0,40 %	0,40 %	0,39 %	0,46 %	0,53 %	0,52 %	0,51 %	0,42 %	0,45 %	0,45 %
Canada	0,30 %	0,27 %	0,29 %	0,32 %	0,30 %	0,33 %	0,32 %	0,30 %	0,27 %	0,24 %
Corée	0,09 %	0,05 %	0,07 %	0,08 %	0,10 %	0,12 %	0,12 %	0,14 %	0,13 %	0,13 %
Danemark	0,80 %	0,76 %	0,77 %	0,79 %	0,87 %	0,89 %	0,85 %	0,83 %	0,85 %	0,85 %
Espagne	0,22 %	0,27 %	0,35 %	0,42 %	0,45 %	0,40 %	0,28 %	0,15 %	0,16 %	0,14 %
États-Unis	0,19 %	0,16 %	0,16 %	0,18 %	0,20 %	0,21 %	0,20 %	0,19 %	0,18 %	0,19 %
Finlande	0,38 %	0,40 %	0,39 %	0,44 %	0,54 %	0,55 %	0,53 %	0,53 %	0,54 %	0,60 %
France	0,31 %	0,31 %	0,32 %	0,35 %	0,42 %	0,44 %	0,42 %	0,40 %	0,38 %	0,36 %
Grèce	0,17 %	0,17 %	0,16 %	0,21 %	0,19 %	0,17 %	0,15 %	0,13 %	0,10 %	0,11 %
Islande	0,18 %	0,27 %	0,27 %	0,47 %	0,35 %	0,29 %	0,21 %	0,22 %	0,25 %	0,21 %
Irlande	0,42 %	0,54 %	0,55 %	0,59 %	0,54 %	0,52 %	0,51 %	0,47 %	0,46 %	0,38 %
Italie	0,19 %	0,11 %	0,16 %	0,18 %	0,15 %	0,14 %	0,17 %	0,14 %	0,17 %	0,16 %
Japon	0,19 %	0,18 %	0,14 %	0,16 %	0,20 %	0,19 %	0,18 %	0,17 %	0,18 %	0,19 %
Luxembourg	0,79 %	0,89 %	0,92 %	0,97 %	1,04 %	1,05 %	0,97 %	1,00 %	1,00 %	1,07 %
Norvège	0,94 %	0,88 %	0,94 %	0,88 %	1,05 %	1,05 %	0,96 %	0,93 %	1,07 %	0,98 %
Nouvelle-Zélande	0,27 %	0,27 %	0,27 %	0,30 %	0,28 %	0,26 %	0,28 %	0,28 %	0,26 %	0,27 %
Pays-Bas	0,76 %	0,76 %	0,76 %	0,79 %	0,81 %	0,75 %	0,74 %	0,69 %	0,66 %	0,64 %
Pologne	0,07 %	0,09 %	0,10 %	0,08 %	0,09 %	0,08 %	0,08 %	0,09 %	0,08 %	0,08 %
Portugal	0,21 %	0,21 %	0,22 %	0,27 %	0,25 %	0,29 %	0,31 %	0,28 %	0,23 %	0,19 %
Rép. Slovaque		0,10 %	0,09 %	0,10 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,08 %
Rép. Tchèque	0,11 %	0,11 %	0,10 %	0,12 %	0,12 %	0,13 %	0,12 %	0,12 %	0,11 %	0,11 %
Royaume-Uni	0,32 %	0,37 %	0,35 %	0,41 %	0,51 %	0,57 %	0,56 %	0,56 %	0,70 %	0,70 %
Slovénie	0,11 %	0,12 %	0,12 %	0,13 %	0,15 %	0,13 %	0,13 %	0,13 %	0,13 %	0,13 %
Suède	0,93 %	0,95 %	0,92 %	0,98 %	1,12 %	0,97 %	0,98 %	0,97 %	1,01 %	1,09 %
Suisse	0,37 %	0,35 %	0,36 %	0,40 %	0,41 %	0,39 %	0,45 %	0,47 %	0,45 %	0,49 %
institutions de l'UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAD	0,26 %	0,24 %	0,25 %	0,27 %	0,31 %	0,31 %	0,30 %	0,28 %	0,29 %	0,29 %
UE-19	0,31 %	0,32 %	0,34 %	0,38 %	0,42 %	0,43 %	0,41 %	0,38 %	0,42 %	0,41 %
G7	0,22 %	0,21 %	0,20 %	0,23 %	0,26 %	0,27 %	0,26 %	0,25 %	0,26 %	0,27 %

Note : les cellules en vert indiquent que l'objectif des 0,7 % APD/RNB est atteint

APD ALLOUÉE AUX PMA (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE) EN MILLIONS DE \$, PRIX 2014

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	2 184,5	2 833,4	3 161,7	3 488,0	3 453,1	3 900,8	3 578,6	3 431,8	3 428,0	
Australie	625,7	745,9	861,6	906,6	909,4	1 143,0	1 184,1	1 395,7	1 215,1	953,6
Autriche	228,9	270,6	267,9	278,1	328,0	337,1	263,2	256,8	304,0	247,5
Belgique	685,2	740,6	731,2	962,4	927,8	1 020,3	920,3	740,6	802,7	997,6
Canada	1 356,9	1 490,1	1 706,4	1 968,8	1 698,0	2 282,6	1 819,9	1 754,5	1 753,3	1 465,8
Corée	248,0	139,0	214,3	263,1	326,3	509,1	509,0	626,1	743,5	759,5
Danemark	1 062,1	1 092,3	1 189,5	1 114,9	1 143,3	1 177,3	1 091,2	1 059,3	931,7	895,7
Espagne	713,0	873,0	1 128,0	1 420,5	1 642,0	1 304,3	1 006,6	444,0	439,1	499,0
États-Unis	6 564,7	6 359,1	6 801,1	8 813,7	10 200,1	11 528,3	11 283,6	11 759,5	10 369,2	10 331,8
Finlande	317,5	374,9	406,3	418,0	470,8	525,7	467,2	476,0	515,1	547,7
France	2 478,4	2 827,9	2 852,8	2 832,4	3 189,8	3 404,4	2 410,8	2 602,2	2 598,5	2 631,4
Grèce	94,3	115,3	110,8	141,1	107,9	101,9	60,9	49,4	43,6	50,4
Irlande	393,1	543,7	561,6	611,4	497,0	515,0	468,0	436,4	426,4	394,9
Islande	9,4	16,5	14,9	18,5	16,7	15,3	12,2	12,9	16,9	18,5
Italie	1 687,4	875,4	1 333,5	1 580,5	1 061,8	1 108,7	935,5	735,5	955,4	971,1
Japon	1 835,3	3 285,4	1 757,3	2 418,7	2 615,3	3 482,9	3 009,3	3 512,3	4 506,4	3 671,4
Luxembourg	125,5	145,4	171,8	175,4	167,5	169,7	152,7	153,3	163,5	
Norvège	1 518,9	1 552,9	1 575,5	1 514,1	1 516,8	1 527,4	1 443,6	1 321,4	1 447,7	1 570,4
Nouvelle-Zélande	93,5	102,3	99,3	123,5	135,9	101,7	120,5	134,2	129,7	152,8
Pays-Bas	1 961,4	1 595,3	1 839,7	1 948,3	1 625,4	1 445,7	1 435,8	1 227,7	1 374,8	1 067,7
Pologne	67,7	181,9	77,3	99,7	108,5	110,6	85,2	81,5	85,2	126,1
Portugal	195,3	222,1	211,5	222,2	207,4	293,3	337,7	188,2	144,4	112,1
Rép. Slovaque	45,9	36,8	37,2	42,3	17,4	20,7	16,4	15,8	20,8	17,1
Rép. Tchèque	36,9	43,9	53,4	86,4	66,1	68,6	56,8	57,5	50,5	52,3
Royaume-Uni	2 947,7	4 028,4	3 880,5	4 395,7	4 563,5	5 263,7	5 445,2	4 951,5	6 591,9	7 380,8
Slovénie	0,0	0,0	0,0	13,1	13,8	14,3	11,8	10,5	10,8	11,3
Espagne	713,0	873,0	1 128,0	1 420,5	1 642,0	1 304,3	1 006,6	444,0	439,1	499,0
Suède	1 395,9	1 384,5	1 509,3	1 635,7	1 623,8	1 547,1	1 716,7	1 556,6	1 734,4	1 684,8
Suisse	596,4	652,9	625,9	589,4	644,0	683,5	696,8	726,1	839,3	846,4

institutions de l'UE	3 844,2	3 926,8	4 106,6	4 473,1	4 054,8	4 671,2	3 970,8	4 028,8	3 848,7	4 454,3
----------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

CAD	29 469,3	32 529,5	33 180,2	38 082,4	39 277,2	43 603,0	40 539,6	39 717,3	41 641,9	40 859,4
UE-19	16 620,8	18 185,5	19 523,9	21 466,1	21 214,8	22 329,2	20 460,4	18 474,5	20 620,8	21 089,2
G7	19 054,8	21 699,6	21 493,3	25 497,8	26 781,7	30 971,4	28 482,9	28 747,3	30 202,8	29 687,0

Note : les cellules en vert indiquent que l'objectif des 0,15-0,20 % APD/RNB est atteint. Les données préliminaires de l'OCDE publiées pour 2014 ne fournissent pas d'informations sur l'APD bilatérale octroyée aux PMA par l'Allemagne et le Luxembourg. Conformément à la méthode utilisée par le CAD dans ses rapports, ONE a estimé les montants d'aide de ces deux pays en reprenant les données relatives à leur aide bilatérale à destination des PMA en 2013.

évolution en volume (2013-14)	évolution en pourcentage (2013-14)	l'APD en % du RNB (2014)
-261,5	-21,5 %	0,06 %
-56,5	-18,6 %	0,06 %
194,9	24,3 %	0,19 %
-287,6	-16,4 %	0,08 %
16,0	2,2 %	0,05 %
-36,0	-3,9 %	0,26 %
59,9	13,6 %	0,04 %
-37,4	-0,4 %	0,06 %
32,7	6,3 %	0,20 %
32,9	1,3 %	0,09 %
6,8	15,6 %	0,02 %
-31,5	-7,4 %	0,19 %
1,6	9,5 %	0,11 %
15,6	1,6 %	0,05 %
-835,0	-18,5 %	0,08 %
122,7	8,5 %	0,31 %
23,1	17,8 %	0,08 %
-307,1	-22,3 %	0,12 %
40,9	48,0 %	0,02 %
-32,3	-22,4 %	0,05 %
-3,7	-17,7 %	0,02 %
1,8	3,6 %	0,03 %
788,9	12,0 %	0,27 %
0,5	5,1 %	0,02 %
59,9	13,6 %	0,04 %
-49,6	-2,9 %	0,30 %
7,1	0,9 %	0,12 %

605,7	15,7 %	-
-------	--------	---

-782,5	-1,9 %	0,09 %
468,4	2,3 %	0,12 %
-515,7	-1,7 %	0,08 %

PART DE L'APD TOTALE ALLOUÉE AUX PMA (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	27,5 %	30,7 %	31,2 %	30,3 %	28,1 %	28,3 %	25,7 %	25,8 %	23,9 %	
Australie	24,5 %	27,4 %	28,4 %	27,6 %	25,7 %	28,9 %	27,0 %	29,4 %	26,8 %	22,7 %
Autriche	27,5 %	30,2 %	28,0 %	28,1 %	29,5 %	29,9 %	24,6 %	24,1 %	26,6 %	23,9 %
Belgique	36,6 %	38,7 %	38,2 %	41,7 %	35,8 %	39,0 %	34,7 %	34,4 %	35,0 %	42,0 %
Canada	31,3 %	36,4 %	38,2 %	40,0 %	37,4 %	43,9 %	35,6 %	34,5 %	37,3 %	34,9 %
Corée	29,1 %	28,9 %	30,5 %	28,4 %	30,8 %	38,1 %	35,7 %	36,2 %	40,5 %	41,0 %
Danemark	40,1 %	41,6 %	44,1 %	40,9 %	39,7 %	39,5 %	37,2 %	37,3 %	31,6 %	29,9 %
Espagne	25,1 %	23,4 %	22,9 %	23,3 %	26,2 %	23,0 %	25,2 %	21,8 %	20,6 %	26,4 %
États-Unis	23,4 %	25,5 %	28,2 %	30,8 %	32,8 %	35,5 %	36,0 %	37,3 %	32,6 %	31,6 %
Finlande	33,2 %	35,9 %	37,1 %	35,0 %	35,0 %	36,1 %	32,7 %	33,7 %	35,4 %	33,5 %
France	30,9 %	34,2 %	32,6 %	29,5 %	28,5 %	28,6 %	20,9 %	23,5 %	24,2 %	25,4 %
Grèce	20,7 %	23,9 %	22,0 %	21,9 %	19,2 %	20,8 %	15,7 %	15,3 %	18,7 %	20,3 %
Irlande	51,1 %	51,7 %	50,9 %	51,2 %	50,9 %	55,5 %	52,4 %	51,7 %	50,3 %	48,8 %
Islande	40,7 %	46,1 %	40,8 %	39,7 %	40,1 %	46,8 %	45,7 %	44,9 %	46,0 %	52,4 %
Italie	40,3 %	36,1 %	36,8 %	40,3 %	33,9 %	38,1 %	25,8 %	25,6 %	27,8 %	29,1 %
Japon	22,0 %	40,1 %	27,3 %	32,8 %	29,9 %	39,3 %	37,2 %	43,5 %	51,2 %	39,9 %
Luxembourg	34,9 %	38,5 %	38,9 %	39,4 %	36,9 %	38,0 %	37,1 %	36,5 %	37,9 %	
Norvège	37,5 %	40,0 %	36,4 %	36,9 %	31,0 %	32,1 %	32,2 %	29,2 %	27,7 %	31,4 %
Nouvelle-Zélande	23,6 %	25,9 %	24,0 %	26,8 %	30,2 %	24,2 %	26,1 %	28,0 %	27,6 %	30,4 %
Pays-Bas	34,4 %	26,8 %	30,3 %	29,3 %	25,5 %	23,8 %	23,4 %	21,6 %	25,4 %	19,4 %
Pologne	25,9 %	50,4 %	20,6 %	30,4 %	26,8 %	28,5 %	20,9 %	18,4 %	20,1 %	28,9 %
Portugal	43,4 %	48,6 %	43,8 %	37,3 %	39,0 %	44,0 %	48,6 %	30,4 %	29,3 %	26,7 %
Rép. Slovaque	54,0 %	48,0 %	48,3 %	47,1 %	23,4 %	27,2 %	19,7 %	19,2 %	24,3 %	21,1 %
Rép. Tchèque	22,4 %	24,5 %	29,9 %	39,0 %	32,8 %	31,1 %	25,2 %	26,6 %	24,7 %	25,0 %
Royaume-Uni	36,5 %	42,0 %	41,4 %	39,0 %	34,7 %	35,6 %	36,9 %	33,4 %	34,5 %	38,1 %
Slovénie	0,0 %	0,0 %	0,0 %	20,0 %	19,9 %	23,6 %	19,4 %	17,2 %	17,5 %	18,4 %
Suède	33,1 %	30,6 %	32,1 %	32,8 %	30,5 %	31,1 %	32,4 %	29,4 %	30,9 %	27,2 %
Suisse	26,4 %	29,3 %	28,7 %	25,2 %	25,2 %	26,4 %	24,2 %	23,3 %	25,8 %	23,9 %
institutions de l'UE	33,9 %	32,6 %	33,5 %	34,9 %	30,1 %	35,0 %	23,1 %	21,8 %	23,9 %	27,7 %
CAD	29,2 %	32,4 %	32,1 %	32,6 %	31,2 %	33,2 %	31,5 %	31,8 %	31,5 %	30,3 %
UE-19	33,3 %	34,1 %	34,0 %	33,1 %	30,8 %	31,2 %	29,0 %	28,2 %	28,9 %	28,7 %
G7	27,6 %	32,5 %	32,1 %	33,0 %	31,8 %	34,5 %	32,2 %	33,1 %	32,5 %	31,2 %

Note : les cellules en vert indiquent que l'objectif des 50 % est atteint. Les données préliminaires de l'OCDE publiées pour 2014 ne fournissent pas d'informations sur l'APD bilatérale octroyée aux PMA par l'Allemagne et le Luxembourg. Conformément à la méthode utilisée par le CAD dans ses rapports, ONE a estimé les montants d'aide de ces deux pays en reprenant les données relatives à leur aide bilatérale à destination des PMA en 2013.

APD ALLOUÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2014 (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE) EN MILLIONS DE \$, PRIX 2014

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	2 353,2	3 076,0	3 277,3	3 684,2	3 607,7	3 755,5	3 800,9	3 698,0	3 347,8	3 703,3
Australie	200,5	311,3	242,2	207,6	281,7	392,3	448,9	622,2	532,5	240,2
Autriche	241,7	307,8	290,4	298,8	365,8	371,0	309,8	324,4	334,6	259,0
Belgique	773,1	854,1	806,6	1 036,8	1 069,0	1 085,6	1 028,7	840,4	902,7	1 120,1
Canada	1 220,6	1 431,8	1 273,1	1 986,3	1 592,5	1 975,1	1 835,5	2 184,1	1 952,9	1 563,3
Corée	129,9	66,1	128,6	167,8	191,0	247,6	283,4	416,9	433,9	511,6
Danemark	1 069,0	1 135,8	1 193,8	1 145,5	1 200,6	1 162,9	1 128,6	1 108,0	959,0	891,0
Espagne	739,8	945,6	1 189,1	1 505,6	1 655,6	1 387,3	955,7	476,3	469,5	564,7
États-Unis	5 804,1	6 122,6	6 561,9	8 509,5	9 585,9	10 018,9	10 152,9	11 521,2	10 737,8	11 499,4
Finlande	322,3	392,6	409,4	429,4	489,1	538,1	486,1	505,7	530,6	541,8
France	3 125,0	3 781,3	4 011,5	3 878,6	4 627,8	4 580,2	4 000,0	3 407,2	3 831,1	3 545,8
Grèce	86,0	122,8	107,2	146,5	122,3	118,5	72,8	64,5	52,1	59,2
Irlande	417,8	581,0	593,2	669,2	557,2	527,4	481,6	463,5	453,4	408,3
Islande	8,1	14,9	12,5	18,8	18,4	15,6	12,6	13,1	18,0	17,7
Italie	1 770,9	863,4	1 400,2	1 525,7	1 141,6	1 135,4	1 036,7	815,5	986,8	1 011,8
Japon	1 507,6	2 911,2	1 488,0	2 215,8	2 036,5	2 549,5	2 205,6	2 479,2	2 713,7	2 598,7
Luxembourg	150,9	171,3	183,8	184,8	193,8	182,7	163,2	155,6	161,1	50,7
Norvège	1 424,2	1 447,1	1 439,9	1 409,4	1 438,8	1 378,2	1 367,5	1 310,8	1 382,2	1 424,6
Nouvelle-Zélande	41,0	37,2	36,8	41,5	43,5	35,7	41,2	26,2	40,0	56,0
Pays-Bas	2 036,2	1 718,0	1 937,1	2 052,4	1 694,0	1 459,0	1 617,1	1 358,0	1 595,8	1 297,0
Pologne	75,7	189,7	82,3	106,9	124,0	110,3	88,8	92,2	97,5	141,4
Portugal	214,0	234,0	209,4	244,1	234,2	399,8	462,4	355,8	298,6	239,7
Rép. Slovaque	41,7	37,0	36,8	43,7	20,4	22,6	19,1	21,0	22,6	20,1
Rép. Tchèque	39,0	42,7	44,3	51,4	47,3	55,8	51,3	54,3	50,1	50,9
Royaume-Uni	2 934,6	4 239,6	3 920,7	4 299,9	4 704,1	5 752,8	5 600,1	5 386,3	6 974,5	7 490,1
Slovénie	0,0	0,0	0,0	14,1	16,5	14,5	12,7	13,7	12,9	12,8
Suède	1 487,8	1 518,2	1 635,7	1 724,6	1 696,5	1 554,8	1 856,2	1 702,1	1 734,3	1 729,5
Suisse	579,2	672,0	584,2	561,8	611,2	650,4	668,9	719,7	790,0	850,2

institutions de l'UE	4 247,3	4 288,0	4 471,7	4 905,0	4 850,3	4 991,7	4 532,3	5 196,8	4 584,5	5 114,4
----------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

CAD	28 793,6	33 225,2	33 095,8	38 160,7	39 367,2	41 477,7	40 188,2	40 136,0	41 416,1	41 899,0
UE-19	17 878,5	20 210,9	21 328,7	23 042,2	23 567,6	24 214,3	23 171,8	20 842,5	22 815,1	23 137,1
G7	18 716,0	22 426,0	21 932,6	26 100,0	27 296,1	29 767,4	28 631,7	29 491,6	30 544,7	31 412,5

évolution en volume (2013-14)	évolution en pourcentage (2013-14)	l'APD en % du RNB (2014)
355,5	10,6 %	0,09 %
-292,3	-54,9 %	0,02 %
-75,6	-22,6 %	0,06 %
217,4	24,1 %	0,21 %
-389,6	-20,0 %	0,09 %
77,7	17,9 %	0,04 %
-68,0	-7,1 %	0,25 %
95,2	20,3 %	0,04 %
761,6	7,1 %	0,07 %
11,1	2,1 %	0,20 %
-285,3	-7,4 %	0,12 %
7,1	13,7 %	0,03 %
-45,1	-10,0 %	0,19 %
-0,3	-1,7 %	0,11 %
25,0	2,5 %	0,05 %
-115,0	-4,2 %	0,05 %
-110,4	-68,5 %	0,13 %
42,4	3,1 %	0,28 %
16,1	40,3 %	0,03 %
-298,8	-18,7 %	0,15 %
43,9	45,0 %	0,03 %
-58,9	-19,7 %	0,11 %
-2,6	-11,3 %	0,02 %
0,7	1,5 %	0,03 %
515,6	7,4 %	0,27 %
-0,1	-0,6 %	0,03 %
-4,8	-0,3 %	0,31 %
60,2	7,6 %	0,12 %

529,9	11,6 %	-
-------	--------	---

482,8	1,2 %	0,09 %
322,0	1,4 %	0,13 %
867,8	2,8 %	0,09 %

L'APD ALLOUÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN PART DU RNB (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	0,09 %	0,07 %	0,09 %	0,09 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,09 %	0,09 %
Australie	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,04 %	0,05 %	0,04 %	0,02 %
Autriche	0,06 %	0,06 %	0,08 %	0,07 %	0,07 %	0,09 %	0,09 %	0,07 %	0,08 %	0,08 %	0,06 %
Belgique	0,15 %	0,17 %	0,18 %	0,16 %	0,21 %	0,22 %	0,22 %	0,20 %	0,16 %	0,18 %	0,21 %
Canada	0,07 %	0,08 %	0,10 %	0,08 %	0,13 %	0,11 %	0,13 %	0,11 %	0,13 %	0,11 %	0,09 %
Corée	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,04 %
Danemark	0,32 %	0,32 %	0,33 %	0,34 %	0,33 %	0,36 %	0,35 %	0,33 %	0,32 %	0,28 %	0,25 %
Espagne	0,05 %	0,06 %	0,07 %	0,08 %	0,10 %	0,12 %	0,10 %	0,07 %	0,04 %	0,03 %	0,04 %
États-Unis	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,05 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,07 %	0,06 %	0,07 %
Finlande	0,12 %	0,13 %	0,15 %	0,15 %	0,16 %	0,20 %	0,20 %	0,18 %	0,19 %	0,20 %	0,20 %
France	0,13 %	0,12 %	0,14 %	0,15 %	0,14 %	0,17 %	0,17 %	0,14 %	0,12 %	0,14 %	0,12 %
Grèce	0,03 %	0,03 %	0,04 %	0,03 %	0,05 %	0,04 %	0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,03 %
Irlande	0,23 %	0,23 %	0,30 %	0,30 %	0,33 %	0,31 %	0,30 %	0,28 %	0,26 %	0,25 %	0,19 %
Islande	0,06 %	0,06 %	0,11 %	0,09 %	0,19 %	0,15 %	0,14 %	0,10 %	0,10 %	0,12 %	0,11 %
Italie	0,04 %	0,08 %	0,04 %	0,06 %	0,07 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %	0,04 %	0,05 %	0,05 %
Japon	0,03 %	0,03 %	0,06 %	0,03 %	0,05 %	0,05 %	0,06 %	0,05 %	0,05 %	0,06 %	0,05 %
Luxembourg	0,33 %	0,33 %	0,40 %	0,38 %	0,40 %	0,45 %	0,43 %	0,39 %	0,37 %	0,37 %	0,13 %
Norvège	0,33 %	0,33 %	0,33 %	0,31 %	0,30 %	0,31 %	0,30 %	0,29 %	0,27 %	0,28 %	0,28 %
Nouvelle-Zélande	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %
Pays-Bas	0,29 %	0,27 %	0,22 %	0,24 %	0,24 %	0,22 %	0,18 %	0,19 %	0,17 %	0,19 %	0,15 %
Pologne	0,02 %	0,02 %	0,05 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %
Portugal	0,10 %	0,10 %	0,11 %	0,10 %	0,11 %	0,11 %	0,18 %	0,21 %	0,16 %	0,14 %	0,11 %
Rép. Slovaque	0,02 %	–	0,05 %	0,04 %	0,05 %	0,02 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %
Rép. Tchèque	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %
Royaume-Uni	0,12 %	0,12 %	0,16 %	0,15 %	0,16 %	0,18 %	0,22 %	0,21 %	0,20 %	0,26 %	0,27 %
Slovénie	–	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,03 %	0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %
Suède	0,24 %	0,33 %	0,32 %	0,32 %	0,34 %	0,36 %	0,30 %	0,35 %	0,31 %	0,31 %	0,31 %
Suisse	0,10 %	0,09 %	0,11 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,10 %	0,11 %	0,11 %	0,12 %
CAD	0,07 %	0,07 %	0,08 %	0,08 %	0,09 %	0,10 %	0,10 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %
UE-19	0,11 %	0,11 %	0,12 %	0,13 %	0,13 %	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,12 %	0,13 %	0,13 %
G7	0,06 %	0,06 %	0,07 %	0,07 %	0,08 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,09 %

NOTES

VERS UN PACTE DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

¹ Les Nations unies ont fixé l'objectif d'affecter 0,15–0,20 % du RNB aux PMA, objectif que tous les gouvernements se sont engagés à réaliser au titre du Consensus de Monterrey de 2002. Les donateurs ont pris l'engagement de faire leur possible pour atteindre ce ratio. Les gouvernements ayant déjà atteint l'objectif de 0,15 % et en bonne voie d'atteindre les 0,20 %, ainsi que ceux qui allouent déjà aux PMA plus de 0,20 % du RNB ont promis de soutenir cet effort et de continuer à augmenter le ratio APD/RNB alloué aux PMA. Toutefois, en 2014, les donateurs du CAD n'ont affecté que 0,09 % de leur RNB collectif à l'aide au développement à destination des PMA.

² Oxfam, Even It Up, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/even-it-up-time-to-end-extreme-inequality-333012>, 2015. Save the Children, The Lottery of Birth, http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/images/The_Lottery_of_Birth2.pdf, 2015.

³ Les statistiques de la pauvreté dont il est question dans ce paragraphe proviennent du modèle GriP de P. Edward et A. Sumner.

⁴ Les statistiques de la pauvreté dont il est question dans ce paragraphe proviennent du modèle GriP de P. Edward et A. Sumner. Voir le diagramme de Venn à la fin du rapport pour la liste des PMA utilisée.

⁵ Les critères de 1,25 et 2 dollars en parité de pouvoir d'achat (PPA) sont les deux seuils les plus bas de mesure de la pauvreté à l'échelon international fixés par la Banque mondiale.

⁶ Campagne, ONE : « La pauvreté est sexiste », https://s3.amazonaws.com/one.org/pdfs/poverty_is_sexist_report.pdf, mars 2015.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ D'ici à Addis-Abeba, il faudra convenir de cibles définitives pour les dépenses par habitant affectées au financement des services essentiels. Il faudra également faire le choix de la base de données à utiliser pour les ratios recettes fiscales/PIB. Lors de la conférence, les dirigeants devront donner la priorité aux dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale, notamment pour les plus démunis. Tous les pays devront être tenus par une redevabilité dans la mise en œuvre de ces objectifs d'ici à 2020, au cœur de l'accord final.

¹¹ H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », The Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/research/papers/2015/02/united-nations-financing-for-development-kharas-mcarthur>, 2015.

¹² Soit, après conversion en PPA, respectivement 500 et 600 dollars environ pour les PFR et les PRI. Marcus Manuel et Chris Hoy, « Social sector spending and aid allocation to achieve the SDGs », document de travail, <http://www.odi.org/publications/9462-financing-future-international-public-finance-should-fund-global-social-compact-eradicate-poverty>, 2015.

¹³ Le total de 195 dollars se décline comme suit : 86 dollars pour la santé, 60 pour l'éducation et 49 pour des transferts monétaires directs. Soit, après conversion en PPA, environ 450 dollars dans les PMA. Development Initiatives, « Getting to zero – coverage and financing of social protection in LDCs », http://devinit.org/wp-content/uploads/2015/04/DI_Social-Protection-LDCs-briefing_April-2015_1.pdf, 2015.

¹⁴ ONU, « Accord d'Addis-Abeba – Zero Draft », <http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/03/1ds-zero-draft-outcome.pdf> et <http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/05/revised-draft-outcome.pdf>, 2015.

¹⁵ Homi Kharas et John McArthur (op. cit.) ont proposé d'affecter, au titre des dépenses publiques, un minimum de 300 dollars en PPA par habitant, à un programme de services de base. Cette proposition repose en partie sur l'évaluation des coûts des OMD réalisée par l'ONU (ou 150 dollars) au début des années 2000, un montant indexé sur l'inflation et converti en parité de pouvoir d'achat (PPA). La PPA exprime les montants dans une unité commune

en tenant compte des différences de prix et permet ainsi de comparer la valeur « réelle » de différentes économies. Kharas et McArthur proposent également un deuxième objectif pour les pays dont le RNB par habitant dépasse 3 000 dollars : affecter 10 % de leur RNB à ces services publics de base. Le chiffre de 300 dollars apparaît entre crochets dans le Zero Draft de la Conférence d'Addis-Abeba. H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », op. cit., 2015.

¹⁶ Les 27 pays qui consacrent actuellement moins de 150 dollars par habitant et par an sont les suivants : Liberia, Comores, Haïti, République démocratique du Congo, Guinée, Niger, République Centrafricaine, Soudan, Rwanda, Tanzanie, Éthiopie, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Madagascar, Sierra Leone, Tchad, Mozambique, Bangladesh, Malawi, Bolivie, Cameroun, Mali, Burundi, Togo, Bénin, Gambie et Népal. Les autres pays qui affectent entre 150 et 300 dollars sont les suivants : Sénégal, Côte d'Ivoire, Zambie, Djibouti, Zimbabwe, République du Congo, Ouganda, Pakistan, Inde, Nigeria et Suriname.

¹⁷ Les apports financiers illicites désignent les mouvements illégaux d'argent ou de capitaux d'un pays à l'autre, <http://www.gfintegrity.org/issue/illegal-financial-flows/>

¹⁸ ONE prépare actuellement des estimations sur les financements additionnels qui seront générés si tous les pays atteignent ces objectifs. Une autre

solution serait d'utiliser les estimations relatives à la capacité fiscale (calculées individuellement pour chaque pays) plutôt que des indicateurs basés sur les niveaux de revenus, mais il n'existe à l'heure actuelle aucune série de données officielles et fiables sur la capacité fiscale.

¹⁹ 20 % est considéré comme le seuil que pratiquement tous les pays devront pouvoir viser. ONE reconnaît toutefois que certains pays pourraient avoir énormément de difficultés à atteindre cet objectif à court ou à moyen terme. Il conviendrait donc de fixer pour ces pays un objectif moins contraignant et/ou de leur accorder un délai plus long (avec un soutien ciblé des partenaires du développement).

²⁰ Ces pays doivent viser comme objectif le seuil suivant. Ainsi, un PMA qui a déjà atteint l'objectif de 20 % ou qui est en passe de l'atteindre adoptera un ratio cible de 22 % et ainsi de suite.

²¹ Ces 46 pays sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Burkina Faso, Cap Vert, Cambodge, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, République Dominicaine, Égypte, Salvador, Éthiopie, Ghana, Grenade, Guatemala, Honduras, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Laos, Liban, Madagascar, Malaisie, Mali, Maurice, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Sainte Lucie, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Ouganda, Vanuatu et Zambie. L'inclusion de la Chine et de l'Inde porterait le total à 770,3 milliards de dollars.

- ²² Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement », Washington DC, 2007 ; L. Christiaensen, L. Demery et J. Kuhl, « The (evolving) role of agriculture in poverty reduction – an empirical perspective », *Journal of Development Economics*, 2010.
- ²³ Derek Byerlee, Andres F. Garcia, Asa Giertz, Vincent Palmade, « Growing Africa – Unlocking the potential of agribusiness », Rapport principal, Washington DC, Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/03/17427481/growing-africa-unlocking-potential-agribusiness-vol-1-2-main-report>, 2013.
- ²⁴ UN-DESA, TST Issues Brief: « Needs of Countries in Special Situations – African Countries, Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States, as well as the specific challenges facing Middle-Income Countries », https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2080TST%20Issues%20Brief%20on%20Countries%20in%20Special%20situations_Final_14_Nov.pdf, 2014.
- ²⁵ UN-OHRLS, « State of the Least Developed Countries 2013: Special Theme- Productive Capacity Building in the Least Developed Countries and the Post-2015 Development Agenda », <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2013/10/State-of-the-LDCs-2013.pdf>, 2013.

- ²⁶ Organisation mondiale du commerce, « Commerce et développement : tendances récentes et rôle de l'OMC », p. 42, 2014.
- ²⁷ Bretton Woods II, Progress Pledge. <https://www.newamerica.org/bretton-woods-ii/>
- ²⁸ En vertu des principes TRACK, tous les engagements doivent être Transparents, axés sur les Résultats, Additionnels, sans ambiguïté sur les Conditions posées et surtout, respectés (Kept en anglais)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

- ²⁹ Les calculs de ONE se basent sur les données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ³⁰ Development Initiatives, « Improving ODA allocation for a post-2015 world », http://devinit.org/wp-content/uploads/2015/01/DI_UN_Improving-ODA-allocation-for-a-post-2015-world_21-January-2015.pdf, 2015.
- ³¹ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (dernière mise à jour : mars 2015).
- ³² CAD de l'OCDE, « Recommandation du CAD sur les conditions financières et modalités de l'aide » <http://www.oecd.org/dac/stats/31426776.pdf>, 1978.
- ³³ Les critères pour figurer sur la liste des PMA sont examinés tous les trois ans par le Comité des politiques de

développement (CPD) du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC). Les critères et indicateurs actuellement en vigueur ont été établis lors du dernier examen triennal, conduit en 2012; le prochain réexamen doit avoir lieu cette année. Pour figurer sur la liste des PMA, un pays doit satisfaire aux trois critères et ne pas compter plus de 75 millions d'habitants. Pour être radié de cette liste, un pays doit atteindre les « seuils de graduation » pour au moins deux des trois critères lors de deux examens triennaux successifs, ou atteindre au moins deux fois le seuil de graduation pour le RNB par habitant. Il doit être reconnu éligible à la radiation de la liste lors de deux examens successifs et être recommandé par le CPD. La radiation proprement dite intervient trois ans après que l'Assemblée générale a pris note de l'approbation par l'ECOSOC de la recommandation du CPD. En décembre 2013, l'Assemblée générale a ainsi approuvé la radiation de la Guinée équatoriale et du Vanuatu. Ces deux pays se sont vu accorder un délai de préparation supplémentaire et quitteront le groupe des PMA dans respectivement 3 ans et demi et 4 ans. Le dernier pays à avoir rejoint le groupe des PMA est le Soudan du Sud, en 2012. En 2015, quatre pays ont quitté la liste des PMA : le Botswana, le Cap-Vert, les Maldives et le Samoa. CPD, « 2012 triennial review of the list of least developed countries, Committee for Development Policy Report on the fourteenth session (12–16 March 2012) », Comité économique et social, <http://unohrlls.org/UserFiles/File/LDC%20Documents/CDP%20report%202012.pdf>, 2012 ; Assemblée générale de l'ONU, « Graduation of countries from the least developed country category, resolution 68/L.20 adopted on 4 December 2013 », <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2013/12/Resolution-on-graduation-of-Equatorial-Guinea-and-Vanuatu.pdf>, 2013.

- ³⁴ Lors de l'examen triennal de 2012, les seuils étaient de 992 dollars au maximum pour l'inclusion dans la catégorie et 1190 dollars au minimum pour la radiation de la liste. Lors de l'examen triennal de 2015, le seuil d'inclusion dans la liste des PMA sera de 1035 dollars et le seuil de sortie de 1242 dollars. Ces seuils se basent sur une moyenne des trois années. UN DESA, « LDC criteria », http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/Ldc_criteria.shtml, mise à jour octobre 2014.
- ³⁵ Lors de l'examen triennal de 2012, le seuil d'inclusion dans la liste des PMA était, pour l'indice de capital humain, 60, et le seuil de sortie, 66. En 2014, le CPD a décidé de geler les seuils à leur niveau de 2012, après ajustements tenant compte des changements intervenus au niveau des sources de données et des indicateurs.
- ³⁶ Les huit indicateurs sont basés sur les facteurs suivants : (1) la densité de population ; (2) l'éloignement ; (3) la concentration des exportations de marchandises ; (4) la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB ; (5) le pourcentage d'habitants vivant dans des zones côtières de faible

altitude ; (6) l'instabilité des exportations de biens et de services ; (7) les victimes de catastrophes naturelles ; et (8) l'instabilité de la production agricole. Le seuil d'inclusion lors de l'examen triennal de 2012 était de 36 et le seuil de sortie de 32. En 2014, le CPD a décidé de geler les seuils à leur niveau de 2012, après ajustements tenant compte des changements intervenus au niveau des sources de données et des indicateurs.

- ³⁷ Basé sur la liste des États fragiles de l'OCDE pour la période 2014–15, <http://www.oecd.org/dac/governance-peace/conflictandfragility/docs/FSR-2014.pdf>
- ³⁸ <http://unohrlls.org/about-ldcs/istanbul-programme-of-action/>
- ³⁹ ONE, « ONE Raises Alarm About Lack of Government Poverty-Fighting Commitments at Spring Meetings », <http://www.one.org/international/press/one-raises-alarm-about-lack-of-government-poverty-fighting-commitments-at-spring-meetings/>, avril 2015.
- ⁴⁰ M. Manuel, « Getting to zero poverty by 2030 – stop giving more to those that need it the least », ODI, <http://www.developmentprogress.org/blog/2014/10/07/getting-zero-poverty-2030-%E2%80%93-stop-giving-more-those-need-it-least>, 2014.
- ⁴¹ « Communiqué of the First High-Level Meeting of the Global Partnership for Effective Development Cooperation », http://effectivecooperation.org/wordpress/wp-content/uploads/2014/07/ENG_Final-

ConsensusMexicoHLMCommunique.pdf, Mexico, 16 avril 2014.

⁴² Le code du CAD pour la gestion des dépenses publiques (1511) couvre : la politique et la planification fiscales ; le soutien aux ministères des finances ; le renforcement de la redevabilité financière et managériale ; la gestion des dépenses publiques ; l'amélioration des systèmes de gestion financière ; la politique et l'administration fiscales ; l'établissement du budget ; les relations fiscales intergouvernementales ; l'audit public et la dette publique.

⁴³ Reproduit avec la permission du PEPFAR. Onzième Rapport annuel au Congrès, <http://www.pepfar.gov/documents/organization/239006.pdf>, mars 2015.

⁴⁴ Tableau de bord du PEPFAR, <http://data.pepfar.net/>

⁴⁵ H. Kharas, A. Prizzon et A. Rogerson, « Financing the post-2015 Sustainable Development Goals: A rough roadmap », ODI, <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9374.pdf>, 2014 ; H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be Made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », The Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2015/02/united-nations-financing-for-development-kharas-mcarthur/GlobalViews12015v2.pdf?la=en>, 2015.

⁴⁶ ONU, « Addis Ababa Accord – Zero Draft », <http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/03/1ds-zero-draft-outcome.pdf>, 2015 ; Kharas, A. Prizzon et A. Rogerson, « Financing

the post-2015 Sustainable Development Goals: A rough roadmap », op. cit., 2014.

⁴⁷ H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be Made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference », op. cit., 2015.

⁴⁸ Banque mondiale, « Poverty & Equity Country Dashboard: Zambia », <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/ZMB>, 2015.

⁴⁹ ONU, « Addis Ababa Accord – Zero Draft », op. cit., 2015.

MOBILISATION ET AFFECTATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES

⁵⁰ Il s'agit d'une moyenne pondérée pour tous les PFR et PRI. Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

⁵¹ H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be Made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », The Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2015/02/united-nations-financing-for-development-kharas-mcarthur/GlobalViews12015v2.pdf?la=en>, 2015.

⁵² Le Programme de comparaison internationale est un partenariat statistique mondial hébergé par la Banque mondiale, qui vise à recueillir des données comparatives sur les prix et à compiler des valeurs détaillées de dépenses du PIB des pays, ainsi qu'à estimer les parités de pouvoir d'achat (PPA) des économies mondiales.

⁵³ La PPA exprime les montants dans une unité commune en tenant compte des

différences de prix et permet ainsi de comparer la valeur « réelle » de différentes économies. ONU, « Addis Accord – Zero Draft », <http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/03/1ds-zero-draft-outcome.pdf>, 2015.

⁵⁴ Les 27 pays qui dépensent actuellement moins de 150 dollars par habitant sont les suivants : Liberia, Comores, Haïti, République démocratique du Congo, Guinée, Niger, République centrafricaine, Soudan, Rwanda, Tanzanie, Éthiopie, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Madagascar, Sierra Leone, Tchad, Mozambique, Bangladesh, Malawi, Bolivie, Cameroun, Mali, Burundi, Togo, Bénin, Gambie et Népal. Les 11 autres pays dont les dépenses sont comprises entre 150 et 300 dollars sont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Zambie, Djibouti, le Zimbabwe, la République du Congo, l'Ouganda, le Pakistan, l'Inde, la Nigeria et le Suriname.

⁵⁵ L'expression « pays en développement » désigne ici tous les PMA (y compris la Guinée équatoriale, un PMA à haut revenu), ainsi que tous les autres PFR-PRI.

⁵⁶ Projet visité par les équipes de ONE en mars 2015.

⁵⁷ Les données sources de l'IITA pour tous les projets européens en Ethiopie sont consultables : http://tools.aidinfolabs.org/showmydata/index.php?url=http%3A//ec.europa.eu/europeaid/files/iati/EU_ET.xml

⁵⁸ Les recettes désignent ici les sources fiscales et non fiscales de revenus des gouvernements centraux, par exemple les rentes tirées des ressources. Ces revenus représentent une source majeure de fonds publics qui peuvent

être mis au service du développement. Dans de nombreux pays les plus pauvres, en particulier ceux dont les échanges transfrontaliers sont peu importants, les perspectives de croissance substantielle des recettes fiscales restent limitées à court terme. ONE soutient avec d'autres partenaires les efforts qui visent à améliorer les politiques qui permettent aux gouvernements des pays en développement de mieux exploiter la valeur de leurs ressources naturelles, en particulier extractives.

⁵⁹ SDSN, « Key Elements of a Successful Addis Declaration on Financing for Sustainable Development », projet de document de travail, 2015 ; H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be Made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », op. cit., 2015 ; ONU, « Addis Accord – Zero Draft », op. cit., 2015.

⁶⁰ S.E Monsieur Jean-François R. Zinsou, Ambassadeur permanent du Bénin, « Statement on Domestic Public Finance at the First Drafting Session of Preparatory Process for the Third International Conference on Financing for Development », <http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/01/1ds-dpf-Statement-LDCs-Jan2015.pdf>, 2015.

⁶¹ Les objectifs de ratio recettes/PIB sont établis de la manière suivante : 20 % pour les PMA et les autres PFR ; 22 % pour les PRITI ; et 24 % pour les PRITS et les PHR. Chaque fois qu'un pays dépasse ce seuil de 0,5 points de pourcentage ou se situe à 0,5 points de pourcentage de ce seuil, le seuil supérieur suivant lui est assigné. Par exemple, à l'heure actuelle, un PMA qui réalise un objectif de ratio recttes/PIB

de 19,5 % aura pour objectif suivant 22 %. La valeur totale se base sur les niveaux actuels de PIB. Le pourcentage serait encore plus élevé si les augmentations de PIB attendues jusqu'en 2020 étaient prises en compte. Ces 46 pays sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Ghana, Grenade, Guatemala, Honduras, Jordanie, Kenya, Liban, Madagascar, Malaisie, Mali, Maurice, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, RDP Lao, République Centrafricaine, République dominicaine, République kirghize, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tome-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Vanuatu et Zambie. Si la Chine et l'Inde étaient prises en compte, le total serait de 770,3 milliards de dollars.

PROFILS DES PAYS

ALLEMAGNE

⁶² Nous ne disposons pas de données à jour car, en 2014, l'Allemagne n'a pas fourni de données relatives à l'APD qu'elle a allouée aux PMA en temps utile pour la publication des données préliminaires du CAD en avril 2015. Néanmoins, l'examen des données des années antérieures révèle que le pays avait destiné seulement 24 % de son APD aux PMA en 2013 et 26 % en 2012.

⁶³ L'Allemagne est l'un des deux seuls pays membres du CAD n'ayant pas déclaré à ce dernier ses données relatives aux PMA en 2014, l'autre pays étant le Luxembourg.

⁶⁴ Ibid.

- ⁶⁵ Ibid.
- ⁶⁶ Décaissements bruts.
- ⁶⁷ Décaissements bruts.
- ⁶⁸ L'Allemagne a versé les sommes pour lesquelles elle s'était engagée en 2014 (317,6 millions \$).
- ⁶⁹ En Allemagne, la coopération au développement est réglementée non par des lois mais par des directives gouvernementales.
- ⁷⁰ Cette stratégie sert de ligne directrice à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et à la Banque de développement KfW ainsi qu'à sa filiale DEG (Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH). BMZ, « L'égalité entre femmes et hommes dans la politique allemande de développement », http://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier340_02_2014.pdf, 2014.
- ⁷¹ Ibid.
- ⁷² OCDE, « Impacts on Gender Equality in Development Cooperation Interventions: Gender Markers in Technical and Financial Cooperation – Case Studies and Standard Materials. », <http://www.oecd.org/social/gender-development/40068894.pdf>, 2006.
- ⁷³ Les directives de l'UE sur les déclarations obligatoires devraient être adoptées par le Parlement le 21 mai 2015, moment où le présent rapport doit partir pour l'impression.
- ⁷⁴ La 4^e directive européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux, qui a fait l'objet d'un accord en décembre 2014, stipule que l'accès aux registres centraux des informations relatives aux bénéficiaires effectifs sera accordé aux autorités légales, aux cellules de renseignement financier, aux entités assujetties et à celles justifiant d'un « intérêt légitime ». Les États membres ont la liberté de définir cet « intérêt légitime » au moment de transposer la directive dans leur législation nationale, et sont habilités à accorder un accès public illimité à ces informations. <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST 5933 2015 INIT>
- ⁷⁵ Les organismes chargés de l'application des lois peuvent accéder aux informations des sociétés et des trusts relatives aux bénéficiaires effectifs à condition d'avoir un compte auprès d'une banque allemande.
- ⁷⁶ Ibid.
- ⁷⁷ Pour ce qui est de la législation sur les marchés publics, la publication des avis dans le cadre de marchés publics doit inclure les caractéristiques essentielles du marché, pas les détails.
- ⁷⁸ Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf
- ⁷⁹ Directive n° 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive n° 2011/16/UE (directive sur la coopération administrative) en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2014:359:FUL-L&from=FR>
- ⁸⁰ Le 29 octobre 2014, l'Allemagne est devenue l'une des 51 juridictions à signer un accord multilatéral entre autorités compétentes (AMAC) établissant un échange automatique d'informations, accord inspiré de l'article 6 de la Convention multilatérale, selon la définition de l'OCDE dans sa Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. <http://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/multilateral-competent-authority-agreement.htm>
- ⁸¹ L'Allemagne s'est engagée à être parmi les premiers pays à adopter la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE/du G20 et à commencer à partager les informations en question avec les pays à partir de 2017. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>
- ⁸² Dans leur communiqué de 2014, les membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'administration fiscale et à mettre en œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf
- ⁸³ Ibid.
- ⁸⁴ Pour les institutions financières, l'Allemagne a adopté en août 2013 la Loi sur les activités bancaires afin de transposer dans sa législation la directive européenne « fonds propres réglementaires » (n° 2013/36/UE, article 89). http://www2.weed-online.org/uploads/factsheet_country_by_country_banks.pdf
- ⁸⁵ Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>
- ⁸⁶ En Allemagne, la coopération au développement est réglementée non par des lois mais par des directives gouvernementales.
- ⁸⁷ BMZ, « Bilatérale Entwicklungszusammenarbeit », http://www.bmz.de/de/was_wir_machen/wege/transparenz-fuer-mehr-Wirksamkeit/iati/index.jsp
- ⁸⁸ L'Allemagne a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Elle a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francophonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf
- CANADA**
- ⁸⁹ Les classements relatifs à l'aide destinée aux PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.
- ⁹⁰ Décaissements bruts.
- ⁹¹ Décaissements bruts.
- ⁹² ACIDI, « Égalité entre les sexes – politiques et outils », [http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/\\$file/Policy-on-Gender-Equality-FR.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/$file/Policy-on-Gender-Equality-FR.pdf), 2010.
- ⁹³ Département Affaires étrangères, Commerce et Développement, « Cadre d'évaluation des résultats de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes », <http://www.international.gc.ca/development-developpement/priorities-priorites/ge-es/framework-cadre.aspx?lang=fra>, 2014. Par ailleurs, le Centre de recherches pour le développement international, financé par le gouvernement canadien, a établi un partenariat avec le ministère du Développement international du Royaume-Uni et la Fondation Hewlett afin de lancer le programme Croissance et opportunités économiques des femmes. Cette initiative vise à produire des statistiques et des données probantes sur les effets de l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail et à l'économie, et sur les répercussions de l'égalité des sexes sur la croissance dans les pays à faible revenu. Département Affaires étrangères, Commerce et Développement, « Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada – 2013-2014 », http://www.international.gc.ca/development-developpement/dev-results-resultats/reports-rapports/oda_report-rapport_ado-13-14.aspx?lang=eng, 2014.
- ⁹⁴ Depuis 2004, les départements et agences fédéraux sont tenus de divulguer de façon proactive sur leurs

- sites Internet les informations relatives aux contrats d'une valeur supérieure à 10 000 dollars canadiens, à quelques exceptions près, très limitées, notamment dans le domaine de la sécurité nationale. <http://ouvert.canada.ca/fr/search/pdf>. Dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière, au moins quelques provinces publient les conditions et les documents complets relatifs aux accords de licence. Voir, par exemple : http://www.emr.gov.yk.ca/mining/major_mine_licensing.html
- ⁹⁵ Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) publie chaque mois les données et contrats d'approvisionnement sur son site Internet, achatsetventes.gc.ca. D'autres départements publient des données de contrats d'une valeur supérieure à 10 000 dollars canadiens sur leurs sites respectifs. Toutefois, le texte intégral des contrats n'est pas systématiquement publié.
- ⁹⁶ Dans son second Plan d'action national de partenariat pour un gouvernement transparent, le Canada s'est engagé à promouvoir le projet de norme de données ouvertes en matière de marchés, notamment par la création d'une base de données publique centralisée dont les données sont lisibles par une machine. La plupart des informations de contrats du site Internet de TPSGC achatsetventes.gc.ca sont publiées dans des formats de données ouverts, même si la majorité des données figurant sur les sites Internet d'autres départements sont uniquement disponibles sous forme de tableaux HTML.
- ⁹⁷ Alors que les contrats des entreprises participant à des marchés publics sont publiés par le gouvernement canadien, il n'est pas d'usage que les entreprises pétrolières, gazières et minières divulguent leurs contrats.
- ⁹⁸ Ibid. De plus, le Canada a adhéré à la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, qui a engagé les États membres du G8 à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/208100/Dclaration_de_Lough_Erne.pdf
- ⁹⁹ Le Canada s'est engagé à adopter la norme OCDE/G20 d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers et à commencer à échanger les informations en question avec les pays en 2018. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>
- ¹⁰⁰ Dans leur communiqué de 2014, les États membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'administration fiscale et à mettre en œuvre l'échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf
- ¹⁰¹ Ibid.
- ¹⁰² Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre les pratiques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting, BEPS). <http://www.oecd.org/fr/presse/les-premieres-etapes-pour-la-mise-en-oeuvre-du-projet-ocde-g20-contre-les-pratiques-d-evasion-fiscale-des-entreprises-multinationales-ont-ete-franchies.htm>
- ¹⁰³ Gouvernement du Canada, « Gouvernement ouvert », <http://ouvert.canada.ca/fr>
- ¹⁰⁴ Le Canada a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Le pays a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013, assorti d'un autre engagement en termes de reporting, dans le cadre de l'IITA, dans ses deux plans d'action nationaux OGP (partenariat pour un gouvernement transparent). http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francophonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf
- ÉTATS-UNIS**
- ¹⁰⁵ Les classements relatifs à l'aide envers les PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.
- ¹⁰⁶ Décassements bruts.
- ¹⁰⁷ Décassements bruts.
- ¹⁰⁸ Ces deux lignes directrices de politique sont : « Promoting Gender Equality to Achieve our National Security and Foreign Policy Objectives » (« Promouvoir l'égalité des sexes pour atteindre nos objectifs de sécurité nationale et de politique étrangère »), <http://www.state.gov/s/gwi/rls/other/2012/187001.htm>, 2012 ; et « Gender Equality and Female Empowerment Policy » (« Politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes »), http://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/GenderEqualityPolicy_0.pdf, 2012.
- ¹⁰⁹ De plus, le suivi des résultats d'aide fait appel à plusieurs indicateurs genre qui portent sur de questions spécifiques, comme la violence contre les femmes (<http://www.state.gov/f/indicators/>). Le Département d'État et USAID soutiennent aussi des efforts internationaux qui visent à produire davantage de données de qualité liées au genre et ventilées par sexe, notamment grâce à des initiatives comme « Evidence and Data for Gender Equality (EDGE) », « Data2X » ou « Women's Empowerment in Agriculture Index ».
- ¹¹⁰ Lignes directrices 2014, <http://www.state.gov/s/gwi/rls/other/2014/228735.htm>
- ¹¹¹ La « Loi fédérale de 2006 sur la redevabilité et la transparence des financements » (« Federal Funding Accountability and Transparency Act (FFATA) of 2006 ») fait obligation à l'Office of Management and Budget (OMB) de gérer un site Internet unique permettant d'effectuer des recherches d'informations sur tous les montants fédéraux alloués au premier et au second degrés : <https://www.usaspending.gov>. Les conditions des baux relatifs à l'extraction de ressources naturelles sur les terrains publics américains sont couramment publiées, ainsi que les taux de redevance, les droits de licence et les données des primes. Des copies des baux établis aux États-Unis sont également publiées, mais sans être hébergées dans une base de données centrale, ce qui peut les rendre difficiles à trouver. Natural Resource Governance Institute, « United States: Transparency Snapshot », <http://www.resourcegovernance.org/countries/north-america/united-states/transparency-snapshot>
- ¹¹² Dans leur second Plan d'action national de partenariat pour un gouvernement ouvert, les États-Unis se sont engagés à « faciliter la publication de certaines informations sur les contrats du gouvernement fédéral actuellement inaccessibles afin d'accroître la transparence et la redevabilité du système fédéral de passation des marchés publics. » <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/US%20National%20Action%20Plan.pdf>
- ¹¹³ Les données publiées sur le principal portail du gouvernement, <https://www.usaspending.gov>, sont téléchargeables sous forme de fichiers CSV.
- ¹¹⁴ Les licences accordées aux compagnies pétrolières, gazières et minières concernant l'extraction de ressources naturelles sur des terrains fédéraux sont publiées par le gouvernement. <http://www.resourcegovernance.org/countries/north-america/united-states/transparency-snapshot>
- ¹¹⁵ Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser,

- pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». En outre, dans leur second Plan d'action national de partenariat pour un gouvernement transparent, les États-Unis se sont engagés à accroître la transparence des contrats publics. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf
- ¹¹⁶ La Loi de conformité fiscale des comptes à l'étranger (« Foreign Account Tax Compliance Act », FATCA), qui est entrée dans la législation américaine en mars 2010, autorise les accords bilatéraux.
- ¹¹⁷ Les États-Unis ont signé des accords FATCA avec plus de 100 juridictions, dont une grande partie de pays en développement, y compris Haïti, un pays à faible revenu. <http://www.treasury.gov/resource-center/tax-policy/treaties/Pages/FATCA-Archive.aspx>
- ¹¹⁸ Dans leur communiqué de 2014, les membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs administrations fiscales et à mettre en œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf
- ¹¹⁹ Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>
- ¹²⁰ ForeignAssistance.gov, <http://www.foreignassistance.gov>
- ¹²¹ Les États-Unis ont convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Ils ont également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francofonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf
- FRANCE**
- ¹²² Les classements relatifs à l'aide envers les PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.
- ¹²³ Décaissements bruts.
- ¹²⁴ Décaissements bruts.
- ¹²⁵ Le genre est inclus dans le premier des quatre domaines couverts par la politique française en matière de développement (ce domaine comprend aussi la promotion de la paix, de la stabilité et des droits de l'homme). Dans cette loi, la promotion de l'égalité des sexes ressort aussi comme l'une des deux priorités transversales (au même titre que la lutte contre le changement climatique). Loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale. http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=37883CECEFE6267AFE55771A15C868F0.tpdila16v_3?cidTexte=JORFTEXT000029210384&dateTexte=20150415
- ¹²⁶ À cette fin, le gouvernement a adopté une stratégie spécifique, qui est évaluée chaque année par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette stratégie comprend un échéancier ponctué de mesures concrètes, comme l'élaboration d'outils et de critères permettant d'intégrer la dimension de genre dans les projets de développement. http://www.diplomatie.gouv.fr/en/IMG/pdf/Strategie_genre_GB_BD.pdf; <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/>
- ¹²⁷ En mai 2013, la France a annoncé qu'elle mettrait en œuvre l'ITIE, bien qu'elle n'ait pas encore obtenu le statut de candidature à ce sujet. <https://eiti.org/france/implementation>
- ¹²⁸ La 4^e directive européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (2013/0025), adoptée le 20 avril 2015, stipule que l'accès aux registres centraux des informations relatives aux bénéficiaires effectifs sera accordé aux autorités légales, aux cellules de renseignement financier, aux entités assujetties et à celles justifiant d'un « intérêt légitime ». Les États membres ont la liberté de définir cet « intérêt légitime » au moment de transposer la directive dans leur législation nationale, et sont habilités à accorder un accès public illimité à ces informations. <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST59332015INIT>. Le 13 février 2015, le ministre français des finances, Michel Sapin, s'est engagé à introduire dans la législation française l'obligation de publier les identités des bénéficiaires effectifs des entreprises (interview accordée au journal Le Monde : http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2015/02/13/michel-sapin-des-pratiques-qui-ne-sont-plus-acceptables_4575909_32334.html). Le projet de loi sur la transparence de la vie économique devrait être soumis au Parlement cet été.
- ¹²⁹ Loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=DFD04477146AFCD848867D4FD76CD4B9.tpdila10v_1?cidTexte=JORFTEXT000028278976&dateTexte=20150421, article 11. Le gouvernement doit encore publier un décret instituant les registres publics des trusts mis en place par cette loi.
- ¹³⁰ La loi française exige la déclaration des « fiducies », une forme d'entité juridique spécifique de la France (Code monétaire et financier, article 562-2-1). <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072026&idArticle=LEGIARTI000006658417&dateTexte=&categorieLien=cid>. Pour les trusts, voir la note précédente.
- ¹³¹ Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf
- ¹³² « Directive n° 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive n° 2011/16/UE (directive sur la coopération administrative) en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal », <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2014:359:FULL&from=FR>
- ¹³³ Le 29 octobre 2014, la France est devenue l'une des 51 juridictions à signer un accord multilatéral entre autorités compétentes (AMAC) établissant un échange automatique d'informations, accord inspiré de l'article 6 de la Convention multilatérale, selon la définition de l'OCDE dans sa Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. <http://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/multilateral-competent-authority-agreement.htm>
- ¹³⁴ La France s'est engagée à être parmi les premiers pays à adopter la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE/du G20 et à commencer à partager les informations en question avec les pays à partir de 2017. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>
- ¹³⁵ Dans leur communiqué de 2014, les États membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs administrations fiscales et à mettre en œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf
- ¹³⁶ Ibid. La France a également figuré parmi les premiers pays à soutenir l'initiative de l'OCDE Inspecteurs des impôts sans frontières, et mène des projets bilatéraux visant à appuyer les administrations fiscales dans les PMA.

¹³⁷ La directive européenne n° 2013/36/UE autorise le reporting pays par pays pour les institutions de crédit et les entreprises d'investissement. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:176:0338:0436:FR:PDF>

¹³⁸ Déclaration du Président, 10 avril 2013, <http://www.elysee.fr/declarations/article/declaration-du-president-de-la-republique-4/>

¹³⁹ Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>

¹⁴⁰ Ministère français des affaires étrangères et du développement international, « L'aide publique au développement de la France », <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/l-aide-publique-au-developpement-de-la-france/>, 2014.

¹⁴¹ La France a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Elle a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francofonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf

ITALIE

¹⁴² Les classements relatifs à l'aide envers les PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car

l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.

¹⁴³ L'APD globale de l'Italie est passée de 3,56 milliards de dollars en 2004 (base de référence lissée) à 3,34 milliards de dollars en 2014. Quant à l'APD qu'elle a spécifiquement allouée à l'Afrique, elle a également diminué, passant de 1,61 milliard de dollars en 2004 (base de référence lissée) à 1,21 milliard de dollars en 2014.

¹⁴⁴ Décaissements bruts.

¹⁴⁵ Décaissements bruts.

¹⁴⁶ En 2009 et 2010, l'Italie a fait deux promesses consécutives, qui ne se sont toujours pas concrétisées. En 2012 et 2013, elle n'a fait aucune promesse (et n'a donc pas pris d'engagement) que ce soit. En 2014, le pays a recommencé à faire des promesses et, étonnamment, les a déjà tenues (40,9 millions de dollars). En d'autres termes, l'Italie a tenu ses engagements de 2014 mais pas ceux de 2009 et de 2010.

¹⁴⁷ Loi du 11 août 2014, n° 125, article 1er, paragraphe 2(b), <http://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2014/08/28/14G00130/sg>

¹⁴⁸ « La Cooperazione Italiana allo Sviluppo nel Triennio 2014–2016: Linee guida e indirizzi di programmazione. Aggiornamento: marzo 2, p. 7, http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/Documentazione/PubblicazioniTrattati/2014-04-01_LLGG%202014-2016%20-%20Comitato%20Direzionale%2027%20marzo%202014_DEF.pdf

¹⁴⁹ <http://openaid.esteri.it/>. Les données téléchargées depuis le portail OpenAid vont de pair avec des informations

complémentaires relatives au sexe. La DGCS n'a pas fait savoir clairement si son rapport annuel 2013–2014 présentera des résultats ventilés par sexe.

¹⁵⁰ DGCS, « Relazione annuale al Parlamento sull'attuazione della politica di Cooperazione allo sviluppo nel 2013 », p. 6, 2014.

¹⁵¹ « La Cooperazione Italiana allo Sviluppo nel Triennio 2014–2016 », op. cit., p. 8.

¹⁵² L'Italie a mis en route le processus de transposition des directives européennes de redevabilité et de transparence dans sa législation nationale. Selon un projet de loi présenté pour consultation, la loi en question pourrait entrer en vigueur le 1er janvier 2016.

¹⁵³ La 4^e directive européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (n° 2013/0025), adoptée le 20 avril 2015, stipule que l'accès aux registres centraux des informations relatives aux bénéficiaires effectifs sera accordé aux autorités légales, aux cellules de renseignement financier, aux entités assujetties et à celles justifiant d'un « intérêt légitime ». Les États membres ont la liberté de définir cet « intérêt légitime » au moment de transposer la directive dans leur législation nationale, et sont habilités à accorder un accès public illimité à ces informations. <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST59332015INIT>

¹⁵⁴ La législation italienne (Loi n° 190/2012, article 1er, paragraphe 32) exige des pouvoirs adjudicateurs qu'ils publient sur leurs sites Internet les données relatives aux marchés publics. Ces informations devraient être publiées chaque année sous la forme de tableaux résumés, dans un format de données librement accessible, et soumises à

l'Autorité nationale anticorruption (ANAC). http://www.avcp.it/portal/public/classic/MenuServizio/FAQ/ContrattiPubblici/faq_legge190_2012. Toutefois, les contrats des secteurs pétrolier, gazier et minier ne sont généralement pas publiés.

¹⁵⁵ Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf

¹⁵⁶ Directive n° 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive n° 2011/16/UE (directive sur la coopération administrative) en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2014:359:FULL&from=FR>

¹⁵⁷ Le 29 octobre 2014, l'Italie est devenue l'une des 51 juridictions à signer un accord multilatéral entre autorités compétentes (AMAC) établissant un échange automatique d'informations, accord inspiré de l'article 6 de la Convention multilatérale, selon la définition de l'OCDE dans sa Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. <http://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/multilateral-competent-authority-agreement.htm>

¹⁵⁸ L'Italie s'est engagée à être parmi les premiers pays à adopter la Norme

d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE/du G20 et à commencer à partager les informations en question avec les pays à partir de 2017. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>

¹⁵⁹ Dans leur communiqué de 2014, les États membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'administration fiscale et à mettre en œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ La directive européenne 2013/36/UE autorise le reporting pays par pays pour les institutions de crédit et les entreprises d'investissement. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:176:0338:0436:FR:PDF>

¹⁶² Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>

¹⁶³ OpenAid Italia, « Italian Development Cooperation », <http://openaid.esteri.it/en/>

¹⁶⁴ L'Italie a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui

comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Elle a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francophonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf

JAPON

¹⁶⁵ Les classements relatifs à l'aide envers les PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.

¹⁶⁶ Décaissements bruts.

¹⁶⁷ Décaissements bruts.

¹⁶⁸ Le Japon a annulé 3 milliards de dollars de la dette du Myanmar en 2013, ce qui a eu pour effet de gonfler sa part de dépenses domestiques et d'annulations de dettes en pourcentage de son APD totale. En 2012, ce poste représentait à peine 10 % du total de l'APD allouée par le Japon.

¹⁶⁹ Selon sa Charte de l'APD, le Japon « devrait adopter une attitude plus proactive pour veiller à ce que les femmes bénéficient d'une part équitable des fruits du développement, tout en tenant compte des éventuelles vulnérabilités des femmes et de leurs besoins spécifiques ». Ministère des affaires étrangères du Japon, « Cabinet decision on the Development Cooperation Charter », <http://www.mofa.go.jp/files/000067701.pdf>, 2015.

¹⁷⁰ Ce processus d'intégration comprend le renforcement des analyses de genre, la fourniture d'un appui aux politiques et institutions qui promeuvent l'égalité des

sexes, et l'intensification de la coopération avec la communauté internationale et les ONG concernant les thèmes et statistiques relatifs à la dimension de genre. Ces thèmes ont également été intégrés aux secteurs fondamentaux de la politique d'APD que sont la réduction des catastrophes, la santé ainsi que l'eau et l'assainissement. Ministère des affaires étrangères du Japon, « Initiative on Gender and Development (GAD) », <http://www.mofa.go.jp/policy/oda/category/wid/gad.html>, 2005.

¹⁷¹ « Déclaration de M. Shinzo Abe, Premier ministre du Japon, lors de l'événement parallèle « Post-2015: Health and Development », New York, 25 septembre 2013 », http://www.mofa.go.jp/policy/page3e_000089.html

¹⁷² Maison Blanche, Bureau de la Première dame, « Fact Sheet: U.S. & Japan – Collaborating to Advance Girls' Education Around The World », <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/18/factsheet-us-japan-collaborating-advance-girls-education-around-world>, 18 mars 2015.

¹⁷³ Le Japon s'est engagé à adopter la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE/du G20 et à commencer à partager les informations en question avec les pays à partir de 2018. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>

¹⁷⁴ Dans leur communiqué de 2014, les États membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'administration fiscale et à mettre en

œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf

¹⁷⁵ Ibid.

¹⁷⁶ Ministère des affaires étrangères du Japon, <http://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/>

¹⁷⁷ Le Japon a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Il a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francophonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf

ROYAUME-UNI

¹⁷⁸ Les classements relatifs à l'aide envers les PMA figurant dans ces profils sont basés sur seulement six pays du G7 car l'Allemagne n'a pas fourni ces données en 2014.

¹⁷⁹ Décaissements bruts.

¹⁸⁰ Décaissements bruts.

¹⁸¹ Le Royaume-Uni a honoré sa promesse faite en 2014 (640,3 millions de dollars).

¹⁸² La Loi sur (l'égalité de genre dans) le développement international exige que toutes les analyses de rentabilité prennent en compte l'impact du projet en question sur l'égalité des sexes. Loi britannique de 2014 sur (l'égalité de genre dans) le développement international. <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2014/9/section/1/enacted>

<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2014/9/section/1/enacted>

¹⁸³ DFID, « A new strategic vision for girls and women: stopping poverty before it starts », https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67582/strategic-vision-girls-women.pdf, 2011.

¹⁸⁴ DFID, « DFID's Results Framework: Managing and reporting DFID results », https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/360906/DFID-external-results-Sep_2014.pdf, 2014.

¹⁸⁵ Les directives européennes sur la redevabilité et la transparence ont été transposées dans la législation britannique le 1^{er} et le 17 décembre 2014 respectivement.

¹⁸⁶ Le registre des personnes exerçant un contrôle important (« PSC Register ») sera opérationnel au Royaume-Uni en 2016. Le pays s'est engagé à veiller à ce que ce registre soit accessible dans des formats lisibles par une machine.

¹⁸⁷ Alors que les résumés des contrats d'une valeur supérieure à 10 000 £ sont publiés sur le portail des marchés publics, <https://www.gov.uk/contracts-finder>, les contrats à proprement parler ne sont pas disponibles sur la nouvelle version beta (mais ils l'étaient sur l'ancien site).

¹⁸⁸ En novembre 2014, le gouvernement britannique s'est engagé à mettre en œuvre la norme « Open Contracting Data Standard » (OCDS) afin de rendre les marchés publics plus transparents. Il a également approuvé le plan d'action du G8 sur la transparence des données en juin 2013 et s'est engagé à publier les données clés, y compris les contrats,

sur un portail de données centralisé. Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf

¹⁸⁹ La réglementation 2015 de conformité fiscale internationale (« International Tax Compliance Regulations 2015 ») est entrée en vigueur en avril 2015. http://www.legislation.gov.uk/ukxi/2015/878/pdfs/ukxi_20150878_en.pdf

¹⁹⁰ Le 29 octobre 2014, le Royaume-Uni est devenu l'une des 51 juridictions à signer un accord multilatéral entre autorités compétentes (AMAC) établissant un échange automatique d'informations, accord inspiré de l'article 6 de la Convention multilatérale, selon la définition de l'OCDE dans sa Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. <http://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/multilateral-competent-authority-agreement.htm>

¹⁹¹ Le Royaume-Uni s'est engagé à être parmi les premiers pays à adopter la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE/du G20 et à commencer à partager les informations en question avec les pays à partir de 2017. Plusieurs pays en développement (mais pas à faible revenu) ont convenu d'y participer. <http://www.oecd.org/tax/transparency/AEOI-commitments.pdf>

¹⁹² Dans leur communiqué de 2014, les États membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'administration fiscale et à mettre en œuvre un échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf

¹⁹³ Ibid.

¹⁹⁴ La directive européenne n° 2013/36/UE autorise le reporting pays par pays pour les institutions de crédit et les entreprises d'investissement, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:176:0338:0436:FR:PDF>. Le gouvernement britannique a récemment adopté une législation primaire dans le budget pour permettre le reporting pays par pays envers les autorités fiscales uniquement. Toutefois, comme il ne s'agit que d'une législation habilitante, une législation secondaire doit être adoptée pour que ces dispositions puissent entrer en vigueur.

¹⁹⁵ Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>

¹⁹⁶ La Loi de 2006 sur le développement international (reporting et transparence) (« International Development (Reporting and Transparency) Act 2006 ») exige du gouvernement britannique qu'il rende compte au Parlement des montants dépensés par le DFID par programme. Ces informa-

tions doivent aussi figurer dans un rapport annuel soumis au Parlement.

¹⁹⁷ DFID Development Tracker, <http://devtracker.dfid.gov.uk/>

¹⁹⁸ Le Royaume-Uni a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. Il a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué de 2013 du G8. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francofonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf

INSTITUTIONS DE L'UE

¹⁹⁹ Décaissements bruts.

²⁰⁰ Décaissements bruts.

²⁰¹ Les 19 États membres de l'UE rendant des comptes au CAD de l'OCDE.

²⁰² Décaissements bruts.

²⁰³ Décaissements bruts.

²⁰⁴ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée), art. 8, 2008 J.O. C 115/47, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=FR>. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui fait partie du Traité de Lisbonne et est de ce fait juridiquement contraignante, souligne aussi que l'égalité entre hommes et femmes doit être assurée dans tous les domaines.

²⁰⁵ Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part,

et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000. L'Accord de Cotonou a été révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à nouveau à Ouagadougou le 22 juin 2010. [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22000A1215\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22000A1215(01)&from=FR)

²⁰⁶ Conseil de l'UE, « Plan d'action 2010-2015 de l'UE sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans le cadre de la coopération au développement », 2010. La Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015, adoptée en septembre 2010, intègre aussi la dimension de genre dans tous les domaines de politique et les mesures spécifiques de l'UE, y compris le développement. Commission européenne (2010), « Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015 », http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/strategy_equality_women_men_fr.pdf

²⁰⁷ Les instances dirigeantes de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure (SEAE) n'ont pas accordé une priorité suffisante aux ambitieux engagements pris par l'UE en matière d'égalité hommes-femmes et d'émancipation des femmes ; ces engagements sont absents des stratégies de coopération et ne figurent pas de façon systématique dans les programmes, les projets ou les concertations sur les politiques à suivre. Par exemple, tous les projets et programmes de développement sont analysés chaque année, à l'aide du marqueur Genre du CAD de l'OCDE, pour déterminer quelle sensibilité au genre apparaît dans leur mise en œuvre. Toutefois, ce marqueur est appliqué de manière incohérente, même si le nombre de projets pour

lesquels l'égalité des sexes est un objectif principal ou une importante composante a augmenté de manière considérable. Commission européenne, « Évaluation de l'appui budgétaire de l'UE en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'émancipation des femmes dans les pays partenaires 201-2015 », rapport final, volume 1 : rapport principal, https://ec.europa.eu/europeaid/evaluation-de-lappui-budgetaire-de-lue-en-ce-qui-concerne-legalite-hommes-femmes-et-lemancipation_fr, 2015.

²⁰⁸ Commission européenne, « Rapport annuel 2014 sur les politiques de l'Union européenne en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2013 », http://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/annual-report-2014-eu-development-external-assistance-policies-implementation-in-2013_en.pdf, 2014. De plus, dans son cadre de résultats 2015 de la coopération et du développement internationaux, l'UE s'est engagée à fournir des données ventilées par sexe lorsqu'elles sont disponibles. http://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd-2015-80-f1-staff-working-paper-v3-p1-805238_en_0.pdf

²⁰⁹ Commission européenne, « Communication : Une vie décente pour tous : de la vision à l'action collective », http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:441ba0c0-eb02-11e3-8cd4-01aa75ed71a1.0001.02/DOC_1&format=PDF, 2014.

²¹⁰ Commission européenne, « Communication : Un partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015 », <https://ec.europa.eu/>

[europeaid/sites/devco/files/com-2015-44-final-5-2-2015_en.pdf](https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/com-2015-44-final-5-2-2015_en.pdf), 2015.

²¹¹ L'actuel projet de GAP 2016-2020 est centré sur l'intégrité physique et psychologique, sur l'émancipation économique, sur le droit de faire entendre sa voix et sur la participation, ainsi que sur l'évolution de la culture institutionnelle.

²¹² Les directives de l'UE en matière de redevabilité et de transparence ne précisent pas dans quel format divulguer les données des paiements, laissant aux États membres le soin de le déterminer.

²¹³ La 4^e directive européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (n° 2013/0025), adoptée le 20 avril 2015, stipule que l'accès aux registres centraux des informations relatives aux bénéficiaires effectifs sera accordé aux autorités légales, aux cellules de renseignement financier, aux entités assujetties et à celles justifiant d'un « intérêt légitime ». Les États membres ont la liberté de définir cet « intérêt légitime » au moment de transposer la directive dans leur législation nationale, et sont habilités à accorder un accès public illimité à ces informations. <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST 5933 2015 INIT>

²¹⁴ Ibid.

²¹⁵ Ibid. La directive européenne précise que les informations doivent être conservées dans un registre central « lorsque le trust génère des conséquences fiscales ».

²¹⁶ Article 35 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au

- budget général de l'Union (le « règlement financier de l'UE ») et article 21 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012.
- ²¹⁷ L'UE publie les informations de base contenues dans les contrats de marchés publics à partir d'une valeur de 15 000 euros sur son portail du système de transparence financière : http://ec.europa.eu/budget/fts/about_en.htm. Si les conditions générales des contrats sont publiées de manière systématique, les contrats à proprement parler ne sont pas publiés.
- ²¹⁸ Dans la déclaration de Lough Erne, émise en conclusion du sommet 2013 du G8, les États membres du G8 se sont engagés à publier les informations sur les marchés publics « sous des formes qui soient faciles à lire et à réutiliser, pour permettre aux citoyens de les obliger à rendre des comptes ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf
- ²¹⁹ Directive n° 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive n° 2011/16/UE (directive sur la coopération administrative) en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2014:359:FULL&from=FR>
- ²²⁰ L'imposition directe relève de la compétence des États membres. Néanmoins, il faut noter que la Commission européenne a prié instamment les États membres de participer à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes (AMAC). Tous les États membres de l'UE, à l'exception de la Bulgarie, sont des « signataires précoces » de l'AMAC, lequel suit l'accord politique conclu par les États membres le 14 octobre 2014, qui consacre l'application de cette norme mondiale à leurs relations mutuelles à l'aide de la directive sur la coopération administrative.
- ²²¹ Dans leur communiqué de 2014, les membres du G20 ont convenu d'aider les pays en développement à renforcer leurs administrations fiscales et à mettre en œuvre un système d'échange automatique d'informations. https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/brisbane_g20_leaders_summit_communique1.pdf
- ²²² Ibid.
- ²²³ La directive européenne n° 2013/36/UE autorise le reporting pays par pays pour les institutions de crédit et les entreprises d'investissement. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:176:0338:0436:FR:PDF>
- ²²⁴ Les pays du G20 se sont engagés à achever pour fin 2015 un plan de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). <http://www.oecd.org/newsroom/first-steps-towards-implementation-of-oecd-g20-efforts-against-tax-avoidance-by-multinationals.htm>
- ²²⁵ La DG DEVCO, principale agence de mise en œuvre de l'aide extérieure de l'UE, rend des comptes à l'IITA.
- ²²⁶ La DG DEVCO a obtenu la note « bon » dans l'indice 2014 de transparence de l'aide.
- ²²⁷ L'UE a convenu de mettre en œuvre, pour 2015, la norme commune de Busan en matière de transparence de l'aide, qui comprend la mise en œuvre complète de l'IITA. L'UE a également réaffirmé cet engagement dans le communiqué du G8 de 2013. http://publishwhatyoufund.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN1.pdf; http://www.francophonie.org/IMG/pdf/lough_erne_2013_g8_leaders_communique.pdf
- ## PAYS AFRICAINS
- ²²⁸ Base de données de l'OMS sur les dépenses de santé mondiales, <http://apps.who.int/nha/database>
- ²²⁹ Voir <http://www.resakss.org/>. FMI, Classification des fonctions des administrations publiques, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/pdf/ch6ann.pdf>
- ## NIGERIA
- ²³⁰ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Révisé après le réexamen du PIB en 2014, qui a fait du Nigeria la première économie de l'Afrique subsaharienne, devant l'Afrique du Sud.
- ²³¹ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²³² Banque mondiale, Country and Lending Groups, <http://data.worldbank.org/about/country-and-lending-groups>
- ²³³ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²³⁴ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²³⁵ Banque mondiale, Pauvreté et égalité : Nigeria, <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/NGA>
- ²³⁶ Banque mondiale, Pauvreté et égalité : Nigeria, <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/NGA>
- ²³⁷ PNUD, Indice de développement humain : Nigeria, <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/NGA>
- ²³⁸ Programme de comparaison internationale, Cycle de 2011, http://siteresources.worldbank.org/ICPEXT/Resources/ICP_2011.html
- ²³⁹ Tableau 2a du CAD.
- ²⁴⁰ Tableau 2a du CAD.
- ²⁴¹ Tableau 2a du CAD et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁴² Banque mondiale, « Poverty & Equity Country Dashboard: Nigeria », <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/NGA>
- ²⁴³ Institut de statistique de l'UNESCO, Données sur l'éducation, <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/default.aspx>
- ²⁴⁴ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁴⁵ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁴⁶ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁴⁷ Banque africaine de développement (BAD)/OCDE/ONU, Perspectives économiques en Afrique, données fiscales. <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics/>, 2014.
- ²⁴⁸ Le Nigeria est devenu un pays conforme à l'ITIE en mars 2011. Entre 1999 et 2012, il a publié chaque année des rapports sur les paiements. <https://eiti.org/Nigeria>
- ²⁴⁹ Le Nigeria affiche une note globale de 4,3 pour l'indicateur « octroi des permis » de l'Indice de gouvernance des ressources, indice qui mesure la qualité de la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et minier de 58 pays. Le ministère des ressources pétrolières publie toutefois peu d'informations sur le processus d'octroi des permis en amont et se montre très discrétionnaire dans l'octroi des permis, malgré une politique d'appels d'offres ouverts. Le pouvoir législatif a peu de contrôle sur le processus. <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/nigeria/overview>
- ²⁵⁰ Le Nigeria affiche une note de 4,7 sur l'Indice de gouvernance des ressources. Si la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), entreprise publique, a fait l'objet d'audits, les résultats de ces derniers n'ont jamais été communiqués. Les informations sur les revenus de la NNPC ne sont pas publiées. <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/nigeria/overview>
- ²⁵¹ Un audit officiel faisant autorité a conclu que les volumes de pétrole réellement produits au Nigeria ne sont pas connus. Les volumes sont mesurés aux terminaux mais non aux puits des stations. Selon les estimations, environ 10 % des volumes produits seraient perdus ou volés entre ces deux points, d'où des pertes de revenus pour le gouvernement. Nigeria Extractives Industry Transparency Initiative. « 10 Years of NEITI Reports – What Have We Learnt? » <http://www.neiti.org.ng/sites/default/files/publications/uploads/ten-years-neiti-reports.pdf>

- ²⁵² La constitution nigériane impose aux fonctionnaires de déclarer leurs avoirs ainsi que ceux de leurs enfants non mariés âgés de moins de 18 ans, dès leur entrée en fonction, à la fin de chaque période de 4 ans ainsi qu'à la fin de leur mandat. La loi ne stipule toutefois pas expressément que ces déclarations doivent être rendues publiques. Cette obligation a été un point de discordance durant la présidence de Goodluck Jonathan, qui a réagi aux demandes de publication de ses avoirs en lançant la réplique célèbre : « I don't give a damn about it, if you want to criticize me from heaven. » (« Je m'en fiche pas mal, si vous voulez me critiquer depuis le ciel ») http://publicofficialsfinancialdisclosure.worldbank.org/sites/fdl/files/assets/law-library-files/Nigeria_Constitution_1999_en.pdf; <http://www.freedominfo.org/2012/07/nigerian-court-orders-disclosure-by-assembly/>
- ²⁵³ Le Nigeria est l'un des 11 pays mettant en œuvre l'ITIE qui participe à un projet pilote de publication des bénéficiaires effectifs. <https://eiti.org/pilot-project-beneficial-ownership>
- ²⁵⁴ La loi sur les marchés publics (2007) prévoit un statut d'observateur de la société civile. La loi prévoit que la société civile est représentée dans un Conseil national.
- ²⁵⁵ Le projet de loi sur l'industrie pétrolière (2012) contient des dispositions qui soulignent l'octroi de licences pour l'exploitation du pétrole, mais il n'est pas encore entré en vigueur.
- ²⁵⁶ Le Nigeria a signé la Convention amendée concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale le 29 mai 2013, mais le texte n'est toujours pas entré en vigueur dans le pays. La Convention autorise l'échange automatique de données, sans l'imposer ; la conclusion d'un accord bilatéral ou multilatéral supplémentaire entre pays est donc nécessaire. <http://www.oecd.org/ctp/exchange-of-tax-information/ENG-Amended-Convention.pdf>; http://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/Status_of_convention.pdf
- ²⁵⁷ Au moment de la publication de ce rapport, seulement six pays en développement (Albanie, Colombie, Maroc, Pakistan, Philippines et Ouganda) s'étaient montrés désireux de participer à des projets pilotes. <http://www.oecd.org/tax/transparency/2015-Feb-GF-report-G20.pdf>
- ²⁵⁸ Base de données mondiale de l'OMS sur les dépenses de santé, <http://apps.who.int/nha/database>
- ²⁵⁹ Il convient de souligner (comme le mentionnait le Rapport DATA 2014) que la question relative aux types de dépenses à prendre en compte pour la réalisation de l'objectif de 10 % n'est toujours pas résolue. L'analyse de ONE utilise les données du ReSAKSS, qui se base sur une définition similaire à celle de la « Classification des fonctions des administrations publiques (Classifications of the Function of Government, COFOG) du Fonds monétaire international. Une autre approche possible est celle utilisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du projet « Suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires » (SAPAA), qui inclut aussi les dépenses au titre du développement rural en général, comme la santé, l'éducation et l'assainissement, et qui produit des résultats nettement plus élevés. Les gouvernements, les partenaires du développement et les institutions de contrôle doivent travailler ensemble pour convenir d'une définition claire.
- ²⁶⁰ Institut de statistique de l'UNESCO, Données sur l'éducation, <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/default.aspx>
- ²⁶¹ Partenariat budgétaire international, « Enquête sur le Budget ouvert 2012 », <http://internationalbudget.org/what-we-do/open-budget-survey/>
- ²⁶² Programme de comparaison internationale, Cycle 2011, http://siteresources.worldbank.org/ICPEXT/Resources/ICP_2011.html
- ²⁶³ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁶⁴ Partenariat budgétaire international, « Enquête sur le Budget ouvert 2012 », <http://internationalbudget.org/what-we-do/open-budget-survey/>
- ²⁶⁵ « MY First 100 Days In Office », Lettre ouverte du Général Buhari à tous les Nigériens, <http://www.360nobs.com/2015/04/my-first-100-days-in-office-gen-buharis-public-letter-to-all-nigerians/>
- ²⁶⁶ Africa Freedom of Information Centre, « State of Right to Information in Africa », <http://www.ifex.org/africa/2014/09/30/state-of-rti-2014-final-report.pdf> interactive.pdf, 2014.
- ²⁶⁷ Reporters Sans Frontières, Classement mondial de la liberté de la presse 2015, <https://index.rsfo.org/-/index-details/NGA>
- ²⁶⁸ Freedom of Information Act (FOIA) Nigeria, <http://www.foia.justice.gov.ng/?page=home>
- ²⁶⁹ Africa Freedom of Information Centre, « State of Right to Information in Africa », op. cit., 2014.
- ²⁷⁰ Voir, par exemple, <http://www.theguardian.com/media/2015/mar/31/al-jazeera-calls-for-release-of-two-journalists-held-in-nigeria> et <http://en.rsf.org/nigeria.html>.
- ²⁷¹ BP, « BP Statistical Review of World Energy June 2014 », <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2014/BP-statistical-review-of-world-energy-2014-full-report.pdf>, 2014.
- ²⁷² À la mort du Général Abacha, en 1998, l'administration du président Obasanjo a révoqué le permis de Malabu pour l'octroyer à la Royal Dutch Shell, mais après bien des arguties juridiques, un tribunal nigérien l'a ré-octroyé à Malabu, en 2006.
- ²⁷³ Energy Venture Partners vs Malabu Oil & Gas, Commercial Court, Queen's Bench Division, 2011–2013. Cette affaire a été portée devant le tribunal par un négociant qui prétendait ne pas avoir été rémunéré par Etete pour sa mission de recherche d'un acquéreur pour l'OPL245. Shell et Eni n'ont pas fait l'objet de poursuites. <http://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/Comm/2013/2118.html>
- ²⁷⁴ Voir, par exemple, This Day Live, « NEITI Recovers N69bn Unremitted Oil Revenue », <http://www.thisdaylive.com/articles/neiti-recovers-n69bn-unremitted-oil-revenue/133876/>, 2012. Il convient de souligner que ce chiffre pourrait être bien plus élevé : lors d'une conférence de l'ITIE en 2013, le ministre nigérien des mines a déclaré que suite à l'exercice d'audit de l'IETE au Nigeria mené entre 1999 et 2008, le Nigeria a récupéré auprès des entreprises 2 milliards de dollars environ. <http://www.trust.org/item/20130526235456-nderv/>

TANZANIE

- ²⁷⁵ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, <http://databank.worldbank.org/data/views/variableSelection/selectvariables.aspx?source=world-development-indicators>
- ²⁷⁶ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, <http://databank.worldbank.org/data/views/variableSelection/selectvariables.aspx?source=world-development-indicators>
- ²⁷⁷ Banque mondiale, Country and Lending Groups, <http://data.worldbank.org/about/country-and-lending-groups>
- ²⁷⁸ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, <http://databank.worldbank.org/data/views/variableSelection/selectvariables.aspx?source=world-development-indicators>
- ²⁷⁹ PNUD, Indice de développement humain : Tanzanie, <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/TZA>
- ²⁸⁰ Banque mondiale, « Poverty & Equity Country Dashboard: Tanzania », <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/TZA>
- ²⁸¹ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Le coefficient de Gini mesure l'inégalité des revenus ou des dépenses de consommation entre individus et ménages au sein d'une économie par rapport à une distribution parfaitement

- égale. Un coefficient de 0 représente l'égalité parfaite et 100, l'inégalité totale.
- ²⁸² Programme de comparaison internationale, Cycle de 2011, http://siteresources.worldbank.org/ICPEXT/Resources/ICP_2011.html
- ²⁸³ Tableau 2a du CAD.
- ²⁸⁴ Tableau 2a du CAD.
- ²⁸⁵ Tableau 2a du CAD et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ²⁸⁶ Perspectives économiques africaines, « Tanzania 2014 ».
- ²⁸⁷ FMI, Perspectives économiques mondiales, octobre 2014.
- ²⁸⁸ BAD/OCDE/ONU, Perspectives économiques africaines, « Tanzanie », http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_EN/Tanzanie_EN.pdf, 2014.
- ²⁸⁹ BAD/OCDE/ONU, Perspectives économiques africaines, « Données fiscales », 2014.
- ²⁹⁰ La Tanzanie affiche une note globale de 57 pour l'indicateur d'octroi des permis de l'Indice de gouvernance des ressources. Peu d'informations sur le processus d'octroi des permis d'exploration minière sont communiquées avant l'octroi des permis. Le ministère de l'énergie et des minerais a un réel pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'octroi des permis et la négociation de contrats. La loi nationale sur l'exploration minière ne décrit pas clairement les responsabilités de contrôle de la législature. Voir Institut de gouvernance des ressources naturelles, « Tanzanie », <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/tanzania/overview>. L'Accord modèle sur le partage de la production prévoit toutefois des procédures d'appels d'offres compétitives pour le secteur pétrolier. https://www.ashurst.com/doc.aspx?id_Content=9819
- ²⁹¹ La Tanzanie affiche une note de 33 pour l'Indice de gouvernance des ressources. La Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC), entreprise publique, ne publie pas ses rapports financiers sur son site Web. Des recherches sur Google ont toutefois permis à ONE de trouver les rapports annuels de 2011, 2012 et 2013. <http://www.ewura.go.tz/newsite/attachments/SPPT/Financial%20Statement%20of%20TPDC%20for%20the%20year%20ended%202013.pdf>; http://www.tpdz-tz.com/Auditor_Controller.pdf; <http://www.tpdz-tz.com/Financial2010.pdf>; <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/tanzania/overview>
- ²⁹² La Tanzanie est l'un des 11 pays mettant en œuvre l'ITIE qui participe à un projet pilote de communication des bénéficiaires effectifs. <https://eiti.org/pilot-project-beneficial-ownership>
- ²⁹³ Le Public Leadership Code of Ethics Act de 1995, amendé en 2001, impose aux fonctionnaires de déclarer leurs avoirs dans les trente jours suivant leur entrée en fonction, à la fin de chaque année et à la fin de leur mandat. Cette loi n'impose cependant pas la publication de ces informations. http://publicofficialsfinancialdisclosure.worldbank.org/sites/fdl/files/assets/law-library-files/Tanzania_Public%20Leadership%20Code%20of%20Ethics%20Act_1995_amended%202001_en.pdf
- ²⁹⁴ La Tanzanie s'est engagée à améliorer la transparence des bénéficiaires effectifs en participant au projet pilote sur les bénéficiaires effectifs de l'ITIE. <https://eiti.org/pilot-project-beneficial-ownership>
- ²⁹⁵ Les Public Procurement Regulations de 2013, au titre du Public Procurement Act of 2011, impose aux entités de communiquer les dispositions contractuelles de base, notamment une brève description du projet, les noms des soumissionnaires et le prix du marché. <https://www.gpsa.go.tz/images/pdf/ProcurementRegulation2013.pdf>
- ²⁹⁶ Le gouvernement publie systématiquement ces données mais n'ouvre pas l'accès aux documents contractuels.
- ²⁹⁷ La loi impose au gouvernement de publier de nombreux cahiers des charges, mais les entreprises de l'industrie extractive ne les publient pas.
- ²⁹⁸ Les cahiers des charges ne sont actuellement pas publiés. Toutefois, une nouvelle proposition de loi sur la transparence et la redevabilité des industries extractives qui sera soumise au Parlement en juin de cette année impose la publication de ces cahiers des charges. <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/OGP%20ACTION%20PLAN%20PHASE%20TWO%2006.11.2014%20FINAL.doc>
- ²⁹⁹ Au moment de la publication de ce rapport, seulement six pays en développement (Albanie, Colombie, Maroc, Pakistan, Philippines et Ouganda) s'étaient montrés désireux de participer à des projets pilotes. <http://www.oecd.org/tax/transparency/2015-Feb-GF-report-G20.pdf>
- ³⁰⁰ Base de données mondiales sur les dépenses de santé de l'OMS, <http://apps.who.int/nha/database>
- ³⁰¹ Il convient de souligner (comme le mentionnait le Rapport DATA 2014) que la question relative aux types de dépenses à prendre en compte pour la réalisation de l'objectif de 10 % n'est toujours pas résolue. L'analyse de ONE utilise les données du ReSAKSS, qui se base sur une définition similaire à celle de la « Classification des fonctions des administrations publiques (Classifications of the Function of Government, COFOG) du Fonds monétaire international. Une autre approche possible est celle utilisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du projet « Suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires (SAPAA), qui inclut aussi les dépenses au titre du développement rural en général, comme la santé, l'éducation et l'assainissement, et qui produit des résultats nettement plus élevés. Les gouvernements, les partenaires du développement et les institutions de contrôle doivent travailler ensemble pour convenir d'une définition claire.
- ³⁰² Institut de statistiques de l'UNESCO, Données sur l'éducation, <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/default.aspx>
- ³⁰³ Partenariat budgétaire international, « Enquête sur le Budget ouvert 2012 », <http://internationalbudget.org/what-we-do/open-budget-survey/>
- ³⁰⁴ Programme de comparaison internationale, Cycle 2011, http://siteresources.worldbank.org/ICPEXT/Resources/ICP_2011.html
- ³⁰⁵ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.
- ³⁰⁶ Partenariat pour un gouvernement transparent, « Independent Reporting Mechanism, Tanzania: Progress Report 2011-13 », <http://www.opengovpartnership.org/files/tanzania-ogg-irm-public-comment-engpdf-0/download>, 2014.
- ³⁰⁷ Ministère des finances, « Government Budget 2014/15: Citizens' Edition », http://www.mof.go.tz/mofdocs/budget/Citizens%20Budget/CITIZENS%20BUDGET_%20English_2014_15_Publish%20a5%20shengo.pdf, 2014.
- ³⁰⁸ Reporters Sans Frontières, Classement mondial de la liberté de la presse 2015, « United Republic of Tanzania », <https://index.rsrf.org/-/index-details/TZA>; Reporters Sans Frontières, Classement mondial de la liberté de la presse 2015, <https://index.rsrf.org/-/index-details/NGA>
- ³⁰⁹ Africa Freedom of Information Centre, « State of Right to Information in Africa », <http://www.ifex.org/africa/2014/09/30/state-of-rti-2014-final-report.pdf> interactive.pdf, 2014.
- ³¹⁰ Government of Tanzania Planning Commission, « The Tanzania Development Vision 2025 », <http://www.tzonline.org/pdf/theTanzaniadevelopmentvision.pdf>, 2005.
- ³¹¹ DFID Development Tracker, « Big Results Now delivery programme Phase II », <http://devtracker.dfid.gov.uk/projects/GB-1-204010/>
- ³¹² UNESCO, Institut de statistique, Données sur l'éducation.

³¹³ Banque mondiale, « TZ Big Results Now in Education Program », <http://www.worldbank.org/projects/P147486?lang=en>, 2014.

³¹⁴ Sauti za Wananchi, « Money flows, water trickles: Challenges of access to clean water in Tanzania », Brief No. 10, <http://twaweza.org/uploads/files/SzW-R8-WaterFINAL25032014-EN.pdf>, avril 2014.

FEUILLE DE ROUTE

³¹⁵ R. Carr-Hill, « Missing Millions and Measuring Development Progress », World Development, 46:30-44, <http://www.lidc.org.uk/sites/default/files/Missing%20millions.pdf>, 2013.

³¹⁶ L. Chandy, « Counting the poor: methods, problems and solutions behind the \$1.25 a day global poverty estimates », Development Initiatives and Brookings Institution, 2013.

³¹⁷ ODI, « The data revolution: finding the missing millions », op. cit, 2015. Basé sur des données du Groupe inter-agences de l'ONU sur la mortalité infantile.

³¹⁸ Bread for The World, « Hunger Report », 2015. Matériel supplémentaire en ligne : <http://hungerreport.org/missingdata/>

³¹⁹ Banque mondiale/OMS, « Global civil registration and vital statistics: scaling up investment plan 2015-2024 », Washington DC, Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/HDN/Health/CRVS%20Scaling-up%20plan%20final%205-28-14web.pdf>, 2014.

³²⁰ McKinsey Global Institute, « Open data: unlocking innovation and performance with liquid information », http://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/dotcom/Insights/Business%20Technology/Open%20data%20Unlocking%20innovation%20and%20performance%20with%20liquid%20information/MGI_OpenData_Full_report_Oct2013.ashx, 2013.

³²¹ Consensus sur les données en Afrique, http://www.uneca.org/sites/default/files/page_attachments/final_adc_-_english.pdf, mars 2015.

³²² ITIE, « Nigeria EITI: Making transparency count, uncovering billions », Étude de cas ITIE, <http://eiti.org/files/Case%20Study%20-%20EITI%20in%20Nigeria.pdf>, janvier 2012.

³²³ N. Okonjo-Iweala, « Point of View: Nigeria's Shot at Redemption », IMF Finance and Development Quarterly, Vol. 45, No. 4, <http://www.imf.org/external/Pubs/FT/fandd/2008/12/okonjo.htm>, décembre 2008.

³²⁴ <http://standard.open-contracting.org/>

³²⁵ Groupe consultatif d'experts indépendants de l'ONU, « A World That Counts », <http://www.undatarevolution.org/report/>

³²⁶ Charte du G8 pour la transparence des données publiques, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207772/Open_Data_Charter.pdf

³²⁷ Consensus sur les données en Afrique, http://www.uneca.org/sites/default/files/page_attachments/final_adc_-_english.pdf

³²⁸ Sustainable Development Solutions Network, « Data for Development: A needs assessment for SDG Monitoring and Statistical Capacity Development », <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/04/Data-for-Development-Full-Report.pdf>, 2015.

MÉTHODOLOGIE

³²⁹ Par exemple, les données préliminaires sur l'aide française à l'Afrique subsaharienne ne comprennent pas les coûts d'accueil des réfugiés, ni les frais imputés pour les étudiants ou les bourses d'étude, ce qui représente une part considérable de l'aide apportée par la France à la région.

³³⁰ Commission européenne, Tableaux d'APD préliminaires. http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-4748_en.htm, avril 2015.

³³¹ Pour plus de détails, voir ONE, « DATA Report 2013: Special Report Tracking Development Assistance », http://one_org_international.s3.amazonaws.com/international/wp-content/uploads/2013/07/data_report_2013_tracking_development_assistance_summary.pdf, 2013.

³³² H. Kharas et J. McArthur, « Nine Priority Commitments to be Made at the UN's July 2015 Financing for Development Conference in Addis Ababa, Ethiopia », The Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2015/02/united-nations-financing-for-development-kharas-mcarthur/GlobalViews12015v2.pdf?la=en>, 2015.

³³³ Groupe de travail sur le financement de la santé du Centre on Global Health Security, Chatham House, « Shared

Responsibilities for Health: A Coherent Global Framework for Health Financing », http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140521HealthFinancing.pdf, 2014.

³³⁴ UNESCO, « Policy Paper 18: Pricing the right to education », <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002321/232197E.pdf>, 2015. Les données démographiques proviennent de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

³³⁵ OIT, « Can low-income countries afford basic social security? », <https://www.ilo.org/gimi/gess/RessourcePDF.action;jsessionid=8d9bf1b0dc5536f133ab8c304545f49868fd67da6f186ce70aaa0e778a00fe1b.e3aTbhulbNmSe34MchaRahaLbx90?ressource.ressourceid=5951,2008>. Voir aussi ODI, « The Affordability of Social Protection in the Light of International Spending Commitments », <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7086.pdf>, 2013.

³³⁶ Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

³³⁷ Development Initiatives, « Getting to zero – coverage and financing of social protection in LDCs », http://devinit.org/wp-content/uploads/2015/04/DI_Social-Protection-LDCs-briefing_April-2015_1.pdf, 2015. Marcus Manuel et Chris Hoy, « Background Paper: Social sector spending and aid allocation to achieve the SDGs », 2015: <http://www.odi.org/publications/9462-financing-future-international-public>

[finance-should-fund-global-social-compact-eradicate-poverty](#)

³³⁸ Natural Resource Governance Institute, « 2013 Resource Governance Index: Full RGI Database », <http://www.resourcegovernance.org/sites/default/files/RGI%20raw%20data,%20calculations,%20summary%20and%20weighting%20tool.xlsx>, 2013.

³³⁹ Natural Resource Governance Institute, « Resource Governance Index », <http://www.resourcegovernance.org/rgi>, 2013.

³⁴⁰ Les sources varient en fonction du pays.

³⁴¹ Initiative pour la transparence dans les industries extractives, « Projet pilote : Propriété réelle », <https://eiti.org/pilot-project-beneficial-ownership>

³⁴² Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2015 », <https://index.rsf.org/#/index-details>, 2015.

BUREAUX

Berlin

Luisenstraße 40
10117 Berlin
Allemagne

Bruxelles

3rd Floor
Rue d'Idalie 9–13
1050 Bruxelles
Belgique

Johannesburg

Silverstream Office Park
Main Building, 1st Floor
10 Muswell Road
Bryanston 2191
Johannesburg
Afrique du Sud

Londres

151 Wardour Street
Londres, W1F 8WE
Royaume-Uni

New York

49 W. 27th Street
Floor 3
New York, NY 10005
États-Unis

Paris

47 rue du Montparnasse
75014 Paris
France

Washington, DC

1400 Eye Street NW
Suite 600
Washington, DC 20005
États-Unis

ONE.ORG

